

Le Monde

CAHIER SPÉCIAL

Le palmarès
des sicav
et des fonds gérés
en Europe



55^e ANNÉE - N° 16860 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 10 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVENOT - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Algérie : sept candidats à la succession du président Liamine Zeroual

LE PREMIER tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril. Sept candidats briguent la succession de Liamine Zeroual : M. Bouteflika, considéré par beaucoup d'Algériens comme « l'homme des militaires » ; M. Taleb Ibrahim, un « islamiste nationaliste » pour lequel des dirigeants de l'ex-FIS appellent à voter ; le « réformateur » Mouloud Hamrouche ; le leader historique du FFS, Hocine Ait Ahmed ; et MM. Djaballah (islamique « dialoguiste »), Mokdad Sifi (« éradicateur »), El Khattib (héros de la guerre d'indépendance). La plupart des candidats prêche la réconciliation pour mettre fin aux violences. Plusieurs d'entre eux craignent des fraudes. Les Algériens de France et de l'étranger votent à partir du samedi 10 avril.

Lire page 6



L'Egypte à Paris

Pour la première fois, une vaste exposition, au Grand Palais, est consacrée à l'art de l'Ancien Empire, âge d'or de la civilisation égyptienne. p. 32

Le PS en campagne

Réunis en convention nationale samedi à Paris, les socialistes se lancent dans la campagne des élections européennes, avec l'appui des amis de Jean-Pierre Chevènement. p. 9

Rugby : les enjeux

Le XV de France devra battre, samedi, les Ecossais pour sauver une saison en demi-teinte, tandis que l'Angleterre doit l'emporter, dimanche, face au pays de Galles si elle veut réaliser le grand chelem. p. 28

Un entretien avec le PDG de Gucci

Le président de Gucci, Domenico De Sole, a refusé la dernière offre de LVMH à 85 dollars l'action, et confirme au Monde qu'il a « décidé de partir » en cas de prise de contrôle par le groupe de Bernard Arnault. p. 23

Alois Brunner jugé à Paris

Le dossier de l'ancien SS vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, où il devrait être jugé par contumace pour crimes contre l'humanité. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 B ; Brésil, 200 R ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 48 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République, 9 F ; Serbie, 100 F CFA ; Suisse, 11 CHF ; Tunisie, 200 F ; Turquie, 1,2 TL ; USA, 1 \$; USA (terrestre), 2,50 \$.

M 0147 - 410 - 7,50 F



Comment Milosevic a préparé l'épuration ethnique

- Le plan serbe « Potkova » programait l'exode forcé des Kosovars dès octobre 1998
- Il a continué d'être appliqué pendant les négociations de Rambouillet
- Allemands et Américains font état d'« exécutions de masse »
- Bonn redoute que l'on découvre un « véritable abattoir »

L'OTAN fait état d'informations selon lesquelles de nouveaux massacres ont été perpétrés au Kosovo par les forces serbes. Aux Etats-Unis, le porte-parole du département d'Etat rapporte que des « exécutions de masse » auraient eu lieu dans huit villages, selon des informations « crédibles, mais non confirmées ». Joska Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, redoute que l'on ne découvre un « véritable abattoir » au Kosovo. Son collègue de la défense, Rudolf Scharping, a parlé de trente-cinq civils tués mercredi 7 et jeudi 8 avril. Il a présenté à la presse, jeudi, le plan baptisé « Potkova » (« fer à cheval »), document d'origine militaire serbe, qui détaille les méthodes et les trois phases du projet d'épuration ethnique de Belgrade. Ce plan aurait été mis en œuvre à partir d'octobre 1998 et poursuivi pendant les négociations de Rambouillet, dans le cadre d'une offensive générale contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Notre envoyé spé-



● Nouveaux massacres au Kosovo, selon les alliés p. 2
● « Fer à cheval » : le plan d'épuration ethnique p. 3
● Les missions de l'OTAN et le coût de la guerre p. 4
● En Albanie, les camps de réfugiés se vidant p. 5

cial au Kosovo, Rémy Ourdan, raconte comment les bombardements de l'OTAN et la guérilla de l'UCK ont isolé les forces serbes dans Pec, une des principales villes de l'ouest de la province. Il rapporte le grand dénuement des combattants de l'UCK, en armes, en carburant, en nourriture. Lionel Jospin a affirmé, jeudi sur France 2, que Slobodan Milosevic « sera battu » et que « son peuple se retournera un jour contre lui ». Il a assuré que l'OTAN poursuivait son opération tant que le président de la République fédérale de Yougoslavie ne se plierait pas à toutes les conditions posées par les alliés. Cependant, le premier ministre français, comme les autres dirigeants occidentaux, n'écarter pas le principe d'une négociation, y compris avec Slobodan Milosevic.

● Un pacte européen de stabilité pour les Balkans p. 5
● Les cauchemars des enfants du Kosovo p. 15
● Le jeu de Moscou, par Alexandre Adler p. 17
● L'intervention de Lionel Jospin p. 37

« Seuls les oiseaux voient ce qui se passe sur notre terre »

TOULOUSE

de notre correspondant régional

« Je pars me battre au Kosovo, avec l'UCK. »

— Quand ?

— Demain.

— Comment ?

— Par bateau. Avec mon argent. Je rejoins Bari, en Italie, c'est par là que nous passons tous. Des clandestins de l'UCK me mettront dans une vedette rapide pour Duresh et notre mère, l'Albanie. Ensuite, une semaine dans un camp de l'UCK pour apprendre la guerre avec des officiers de l'armée albanaise. Puis la frontière, les montagnes et, s'il le faut, la mort pour défendre mon pays.

— Pourquoi ?

— Pour les enfants tués, les grands-pères et les grands-mères avec une balle dans la tête, les filles violées. Ça m'oblige.

Luan parle un français haché. Il vient d'avoir vingt-sept ans. Ses yeux sont doux, presque rieurs, mais soudain des larmes percent, furtivement, en même temps que la voix s'étrangle. Il va laisser ici sa femme, ses deux enfants, sa poignée d'amis de l'équipe de football et son travail de serveur. Ainsi que

ses papiers, son titre de séjour et son statut de réfugié politique. Dans les mêmes conditions de clandestinité, Luan va faire le trajet inverse de celui qui le conduisit, il y a cinq ans, de Gjilam, au sud-ouest du Kosovo, à cette petite ville de la vallée de la Garonne où il a trouvé refuge. « Il faut y aller, marbèle-t-il, il le faut. »

Son histoire bascule le 23 septembre 1993 à 18 heures, quand des policiers serbes viennent s'emparer de son père, un agriculteur qui est aussi un dirigeant nationaliste proche d'Ibrahim Rugova. Luan se précipite au commissariat de Gjilam. Trop tard : son père a déjà été exécuté. Il est à son tour arrêté mais, avec 3 000 dollars, il parvient à acheter sa sortie du Kosovo. Avec sa mère, malade, sa femme, enceinte, qui accouche de leur premier enfant sur un chemin de montagne, il atteint la Macédoine, puis l'Albanie, l'Italie, la Suisse, Lyon où l'association France Terre d'asile lui permet d'obtenir le statut de réfugié politique, le sud-ouest de la France, enfin, où il commence à faire souche. Il apprend le français, trouve du travail, fait un deuxième enfant et aide à accueillir, au fil des années, huit familles de Kosovars albanais qui, comme lui, ont fui la

terreur et s'entassent dans de minuscules logements.

Mais les images de la télévision, les rares nouvelles glanées au téléphone ou sur Internet le rattrapent. Il sait que le pire est arrivé. « Il n'y a que les oiseaux qui voient ce qui se passe sur notre terre. Tant que Milosevic est en place ou vivant. Il y aura le terrorisme serbe. Il ne reculera jamais, il veut garder le Kosovo, comme Tito, comme Staline. Il faut le cramer. » Lui qui était proche de Rugova, pourquoi rejoint-il l'UCK ? « Pour l'indépendance du Kosovo et pour faire un seul pays avec l'Albanie, on est albanais, musulmans, pas serbes. Rugova, je le connais bien, il est pas comme on le présente en ce moment. Son foulard serré autour du cou, ça veut dire qu'il est étranglé. » Espère-t-il gagner la guerre ? « Pas avec l'UCK toute seule, mais avec l'OTAN, oui. Mais il faut que ses soldats viennent se battre sur le terrain avec nous. » A-t-il peur ? « Oui. J'aime ma femme et mes enfants mais je donne ma vie avec mon cœur. Il faut y aller. » Revivrait-il avec des Serbes ? « Jamais, ça jamais ! »

Jean-Paul Besset

Lire page 14

POINT DE VUE

Il faut européeniser les Balkans

par Ismail Kadaré

D E sombres prédictions ont été faites sur la fin du millénaire ; pourtant, ce qui se passe ces jours-ci dans les Balkans dépasse en horreur tout ce qu'on pourrait imaginer. En plein cœur de l'Europe, un de ses peuples est anéanti de façon barbare par son voisin. Et cette extermination, qui rappelle les temps de Gengis Khan, de Hitler et de Staline, est perpétrée suivant les méthodes bien connues : assassinats, massacres, déportations. Elle est soutenue par une solidarité malsaine, qui se dit tantôt orthodoxe, tantôt slave, tantôt communiste, ou les trois à la fois.

Le monde entier assiste à l'essor d'un nouveau racisme. Chez certains peuples qui ont eux-mêmes souffert de cette calamité, chez ceux qui ont été très injustement appelés « slaves », autrement dit « esclaves », par les Romains, on assiste au développement de processus de revanche de dimensions sans précédent. Ce cycle du crime, ce soulèvement de la victime d'hier d'assumer à son tour le rôle de bourreau, s'il n'est pas enrayé

avec fermeté, voire avec force, fera courir à la civilisation actuelle de très graves dangers.

Il n'est peut-être pas fortuit que cette nouvelle manifestation du crime de génocide ait pour cadre les Balkans, scène étroite, appropriée à une tragédie aussi ramassée. Et la question de savoir si les Balkans peuvent être civilisés, autrement dit européenisés, question qui peut sembler aujourd'hui anachronique, est justement, en ces moments-ci, fondamentale et urgente. Le sens même de la guerre que l'Alliance atlantique, bras armé de la civilisation occidentale, mène aujourd'hui est lié précisément à cette interrogation.

Sur les quatre péninsules de l'Europe, les trois méridionales — l'Ibérique, l'Italique et la balkanique — ont joué un rôle primordial dans la destinée de ce continent.

Lire la suite page 16

Ismail Kadaré est écrivain. (Traduit de l'albanais par Lusij Vioni.)

Les tunnels et la sécurité

L'ESSENTIEL du trafic des poids lourds (85 %) qui empruntent le tunnel du Mont-Blanc s'est reporté dans celui du Fréjus, en Savoie, depuis la catastrophe du 24 mars. Face à cet afflux, Jean-Claude Gayssot a annoncé, jeudi 8 avril, un plan de sécurité draconien, mis en œuvre à partir de lundi. L'accès au tunnel, notamment, sera limité à 140 poids lourds par heure. Le Monde révèle la solution inédite choisie par le ministre pour gérer les files d'attente : 7 km de l'autoroute A 43 seront « neutralisés » afin d'être utilisés comme aire de stockage des semi-remorques. Au-delà de ces mesures de court terme, M. Gayssot veut doubler en dix ans le tonnage des marchandises transportées par le rail.

Lire page 14

Biologiste des abysses



MYRIAM SIBUET

PASSIONNÉE par la faune des grands fonds marins, Myriam Sibuet étudie d'étonnantes espèces animales associées aux fluides froids des pentes continentales. « C'est une autre planète », dit-elle. Cette pionnière de la recherche océanographique est responsable du laboratoire d'écologie abyssale de l'Ifremer à Brest. Portrait d'une biologiste en eaux profondes.

Lire page 30

International	2	Tableau de bord	25
France	9	Aujourd'hui	28
Société	12	Météorologie	31
Régions	14	Culture	32
Horizons	15	Guide culturel	34
Carnet	20	Kiosque	35
Entreprises	22	Abonnements	35
Communication	24	Radio-Télévision	36

هكذا من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

BALKANS Dans les principales capitales occidentales, comme à l'OTAN, de nombreux dirigeants s'inquiètent d'informations faisant état de massacres perpétrés par les forces

serbes dans la province du Kosovo : des « informations crédibles, mais non confirmées », d'après le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. ● LE PLAN « FER À CHEVAL »,

a été présenté, jeudi 8 avril, par les autorités allemandes. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord d'octobre 1988, entre Slobodan Milosevic

et l'émisssaire américain Richard Holbrooke. ● LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX reviennent, à propos de Slobodan Milosevic, à un langage plus modéré pour ne pas s'enfermer au-

jourd'hui dans des mots qui excluent définitivement comme interlocuteur. L'intervention télévisée de Lionel Jospin, jeudi 8 avril, est à cet égard significative.

Les informations se multiplient sur des massacres au Kosovo

Alors que l'OTAN poursuit ses bombardements sur la République fédérale de Yougoslavie, les forces serbes continuent leur offensive dans la province à majorité albanaise, où les alliés craignent de nombreuses exactions. L'Armée de libération du Kosovo se mobilise

LE SORT des Albanais du Kosovo, empêchés de force par les autorités yougoslaves de quitter la province, inquiète les dirigeants de l'OTAN, qui sont en possession d'informations faisant état de « massacres ». Les bombardements aériens des alliés commencent, selon eux, à porter leurs fruits.

« Il y a huit villages où nous avons reçu ce que nous pensons être des informations crédibles, mais non confirmées d'actes de masse », a déclaré, jeudi 8 avril, le porte-parole du département d'Etat James Rubin. Il en a néanmoins nommé deux : Orahovac, Orkate, Pastal, Srbica, Izbica, Hovic, Kosovska, Mitrovica et Seva Reka. Le gouvernement américain a également des preuves de nombreux actes de destruction, y compris d'incendies d'habitations, dans les localités de Junik, Strbulovo, Bela Crkva et Glodane. Washington adressera les preuves au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI).

« Au moins trente-cinq civils ont été tués lors de deux « massacres » au cours des dernières vingt-quatre heures. Un premier massacre a eu lieu dans les envi-

rons de la petite ville de Pastric, puis, dans les environs de Sopi, trente-cinq civils non armés « ont été assassinés », a déclaré à Bonn le ministre allemand de la Défense, Rudolf Scharping, tandis que son collègue des affaires étrangères, Joscha Fischer, a dit craindre que l'on découvre « un véritable abattoir » au Kosovo. « Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on a connues en Bosnie », a déclaré M. Fischer, au terme d'une réunion, à Strasbourg, des ministres des affaires étrangères des Quinze, consacrée au Kosovo. « Quand on connaît toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter », a-t-il ajouté. Les Quinze, dans une déclaration commune, ont estimé que tous ceux qui « ont planifié, autorisé et exécuté » la campagne « brutale de déportation forcée, de tortures et de meurtres » au Kosovo doivent être jugés par le TPI. La présidente du TPI, Gabrielle Kirk McDonald, dans une lettre adressée aux ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Alliance, leur a demandé leur assistance dans les enquêtes pour crimes de guerre au Kosovo.

● Le Haut Commissaire des Nations unies aux réfugiés, Sadako Ogata, s'est déclaré « très, très inquiet » sur le sort réservé à des milliers de Kosovars empêchés de fuir la province en raison de la fermeture des frontières par les autorités yougoslaves. « J'ai entendu parler de boucliers humains, mais je n'ai pas de preuves. (...) Nous n'y sommes pas, donc nous ne savons pas. C'est une possibilité », a-t-elle déclaré à la presse, lors d'une visite à Rukles, en territoire albanais, près

de la frontière avec le Kosovo. Selon l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), 80 000 personnes ont pu être empêchées de quitter le Kosovo.

● Belgrade pourrait vouloir les utiliser comme « boucliers humains », si l'OTAN « orientait davantage ses opérations au sol », a estimé Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN. Les autorités yougoslaves ont rouvert jeudi un

poste-frontière entre le Kosovo et la Macédoine, à Jazince, mais les autorités macédoniennes, débordées depuis deux semaines par un afflux massif de réfugiés, ont fermé la frontière de leur côté. Toutefois, selon le ministre de l'Intérieur, la frontière n'a jamais été fermée.

● Les autorités macédoniennes, qui avaient brutalement vidé, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de réfugiés de Blace, ont affirmé jeudi qu'aucun réfugié ne serait déporté de Macédoine « sans avoir donné son accord ». Le Comité international de la Croix-Rouge a qualifié de « spéculation » des informations selon lesquelles on aurait perdu la trace de milliers de Kosovars qui s'étaient réfugiés à Blace. « Il est impossible de savoir si des réfugiés sont manquants, car personne n'a jamais su combien ils étaient au départ », a déclaré un délégué du CICR à Skopje, François Zen Ruffinen.

● Les alliés s'apprentent à envoyer environ 8 000 hommes en Albanie, pour une mission d'aide humanitaire, appelée « Allied Harbour ». Ils devraient assurer la sécurité de l'acheminement de l'aide

humanitaire et contribuer à l'établissement de camps de réfugiés.

● L'aviation de l'OTAN a maintenu la pression sur Belgrade en bombardant plusieurs cibles situées à quelques dizaines de kilomètres au sud et au sud-est de la capitale. D'après M. Solana, les alliés envisagent désormais de mener une opération « plus ciblée au terrain, pour affaiblir l'appareil militaire de répression militaire ou policier de Milosevic ». D'après le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, les frappes commencent à avoir « un réel impact » sur l'industrie militaire et l'approvisionnement des forces yougoslaves.

● Le premier ministre français, Lionel Jospin, a réaffirmé que l'Alliance « n'interrompra pas les frappes » car y « renoncer unilatéralement serait figer la situation aux conditions de M. Milosevic ». Le président yougoslave « sera battu », « un jour son peuple se retournera contre lui » et il devra « rendre compte à l'Histoire, et peut-être devant d'autres instances », a ajouté M. Jospin pour qui le régime yougoslave est « autoritaire, raciste, xénophobe ». (Lire page 37.)

M. Kyprianou veut faire libérer les soldats américains

Le président du Parlement chypriote, Spyros Kyprianou, a affirmé vendredi 9 avril, de Belgrade où il se trouvait, qu'il était déterminé à obtenir la libération des trois soldats américains détenus par les Serbes. « Que les bombardements de l'OTAN cessent ou non, je resterai jusqu'à ce que j'aie épuisé mes efforts », a-t-il déclaré à l'agence officielle chypriote CNA. Il a qualifié de « très important » l'entretien prévu vendredi avec le président Slobodan Milosevic, dont l'heure exacte n'a pas été fixée.

Jeudi, le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, avait déclaré qu'il était « hors de question » de libérer les trois militaires américains, tandis qu'à Washington, le département d'Etat indiquait que les Etats-Unis « ne négocieront pas leur libération », qui doit être « inconditionnelle ». Les trois Américains ont été capturés par des soldats yougoslaves, le 31 mars, alors qu'ils effectuaient une patrouille le long de la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie. (AFP)

Pour la France, le régime yougoslave « est en train de craquer »

Le ministre français de la Défense, Alain Richard, a assuré, jeudi 8 avril, à Paris, devant la presse, que les frappes aériennes de l'OTAN vont continuer « méthodiquement » et que « ce n'est pas le moment de changer d'orientation » alors que le régime yougoslave « commence à craquer ». Présent à ses côtés, le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, a expliqué que « les rapports de forces sont en train de s'inverser » en Yougoslavie et que l'OTAN détient désormais « la liberté d'action et l'initiative », étant en passe « de restreindre la capacité d'offensivité au sol des forces serbes ».

« Nous avons obtenu », a indiqué M. Richard, des résultats substantiels sur l'armement militaire serbe », citant « un commandement destructuré », une capacité antiaérienne « très réduite », « la quasi-impossibilité » des forces à recevoir des renforts terrestres au Kosovo. « Cela ne veut pas dire », a ajouté le général Kelche, que nous avons détruit le potentiel. Cette armée est pugnace, coriace, bien organisée, elle sait se camoufler, elle sait se protéger. Il y a donc encore du potentiel de combat tout à fait significatif au sol. Le chef d'état-major a encore précisé que « l'OTAN a commencé à éroder la capacité de durer » des forces

serbes, en attaquant leurs soutiens. Selon lui, plus de 140 objectifs ont été « traités » par les avions de l'OTAN, depuis le début de « Force allée », en particulier autour de Belgrade et au Kosovo.

La France a décidé d'envoyer quatre Mirage 2000 D (attaque de jour et de nuit) supplémentaires sur la base italienne d'Istrana, ce qui porte à 55 avions et hélicoptères - y compris les appareils embarqués sur le porte-avions *Foch* - la participation française à l'opération allée. La France n'envisage pas d'envoyer d'hélicoptères d'attaque dans la zone.

M. Richard a tenu à démentir des confidences d'un capitaine de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à des journalistes français sur le terrain, selon lesquels l'UCK était en contact avec l'OTAN pour déterminer les cibles les plus efficaces et les lui indiquer. « Aucun des dispositifs de l'Alliance, a précisé le ministre, ne collabore actuellement avec l'UCK ». De son côté, sur FR3, le secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana, a déclaré qu'« il n'y a pas de contacts avec les militants de l'UCK, qui sont sur le terrain » et il a affirmé que l'OTAN, en tant que telle, n'avait pas l'intention d'armer la dissidence au Kosovo.

J. L.

Les soldats de l'UCK guettent l'ennemi dans la région de Rugova

RUGOVA de notre envoyé spécial La maison blanche surplombe les gorges de la vallée. Sous l'avenue, un sigle est peint sur le mur : UCK (Ar-

REPORTAGE
L'état se resserre autour des Serbes à Pec

mée de libération du Kosovo). Un combattant des forces spéciales est en position derrière un canon antiaérien, désormais pointé vers la vallée et non plus vers le ciel. Car la menace serbe, depuis le lancement de l'opération « Force déterminée » de l'OTAN, n'est plus aérienne. Cinq soldats sont postés sur la terrasse. Ils surveillent la route B29. C'est un chemin de pierre, plutôt confortable en comparaison des sentiers abrupts qu'utilise partout l'Armée de libération du Kosovo. Il y a par endroits des éboulements naturels. Rien de grave.

La route B29, qui serpente au-dessus de la rivière Rugovska, est devenue un axe stratégique. L'UCK craint de ne pouvoir la défendre longtemps en cas d'offensive serbe majeure. Pour l'instant, un premier groupe d'environ trente-cinq soldats de Belgrade teste la résistance des combattants kosovars. La première bataille s'est soldée mercredi par dix hommes sérieusement blessés du côté de l'UCK et un bilan inconnu du côté de l'armée yougoslave. Puis chacun est revenu sur ses positions.

Le cœur de la situation militaire de la région, à l'ouest de la province du Kosovo, se situe à Pec. La ville a été l'une des premières cibles de « nettoyeurs ethniques » de Slobodan Milosevic, le président yougoslave. La police, l'armée, puis les unités paramilitaires sont entrées à Pec et ont déporté la population kosovare non serbe vers l'Albanie et le Monténégro. « Nous avons essayé de descendre des montagnes afin de défendre Pec. Les Serbes étaient trop nombreux. Alors nous nous sommes repliés ici », dit le capitaine Florin Kulaj, le chef de la brigade 136 de Rugova.

Les forces serbes victorieuses à Pec sont cependant aujourd'hui piégées, selon l'officier de l'UCK. Car l'OTAN a détruit la semaine dernière un pont sur la route reliant à la Serbie, et mercredi un pont sur la route allant de Pec au Monténégro. « Ils peuvent sortir de Pec en marchant à travers la montagne, comme nous, commente le capitaine Kulaj. Mais, pour sortir avec des véhicules,

des tanks, leur unique chance est la route B29. » Alors les soldats de l'UCK guettent l'ennemi. Des snipers scrutent chaque nid de rochers dans les collines. Les officiers de Rugova pensent pouvoir aisément arrêter une éventuelle offensive des blindés serbes. Ils ont de la dynamite pour couper la route et des lance-roquettes antichars pour détruire les tiges d'acier. Ils craignent par contre une attaque massive de l'infanterie. Car l'UCK est une armée pauvre. Disciplinée certes, persuadée de la justesse de sa cause sans aucun doute, dans ce Kosovo à majorité albanaise qui tente de se séparer de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro).

La foi ne fait toutefois pas toujours la force. Une unité de jeunes recrues assiste ce jeudi 8 avril à la caserne de Rugova au lever des couleurs. Les hommes sont au garde-à-vous, l'aigle noir à deux têtes du drapeau de l'UCK monte lentement au sommet du mât, puis le capitaine prend la parole. Il remercie les volontaires d'avoir rejoint les rangs de l'Armée de libération du Kosovo. Il évoque brièvement les batailles à venir, le courage qui ne devra pas man-

quer. Lorsque les jeunes soldats s'éloignent au pas de course vers la montagne pour leur journée d'entraînement, ils semblent presque effrayés de quitter la caserne. Seul un tiers d'entre eux a reçu un fusil automatique Kalashnikov. « Nous manquons d'armes, de munitions, de carburant, constate un officier. Nous avons autant de combattants que nous les souhaitions, mais nous ne pouvons pas les armer ».

L'UCK est une armée de guérilleros hésitants, pour cause de pénurie. A la caserne, dans le réfectoire, les repas sont frugaux. Une soupe de pois ou de riz est servie à chaque fois. Il n'y a pas de viande à chaque fois. Les combattants manquent de cigarettes. Et, surtout, l'UCK n'a presque plus aucun moyen d'obtenir de l'essence pour ses rares jeeps. Des bidons arrivent à Rugova à dos de mules du Monténégro. Et les rebelles kosovars achètent un peu de carburant à des trafiquants serbes. Ce n'est jamais suffisant.

Les jeunes recrues partent donc à pied, toujours. Ils hurlent : « Nous sommes les gars de l'UCK ! », sur la mélodie d'un chant de guerre de l'armée américaine. « L'Amérique va nous sauver », pense un soldat. Des avions de l'OTAN ont survolé Rugova jeudi toute la journée. Selon l'Armée de libération du Kosovo, ils ont intensément bombardé des positions serbes autour de Pec. Les soldats de l'UCK écoutent avidement



les passages des avions et les bulletins d'informations en langue albanaise de la radio La Voix de l'Amérique.

EFFICACITÉ DES RAIDS

L'état qui se resserre autour des Serbes à Pec, même si l'UCK n'est aucunement en mesure de les menacer, démontre l'efficacité des raids aériens de l'OTAN contre les mouvements de l'armée yougoslave. Les troupes qui ont vidé Pec de sa population sont aujourd'hui dans une situation délicate. D'où l'éventualité d'une offensive vers Rugova.

Le commandant Kulaj renforce donc son dispositif le long de la route B29. Il n'est absolument pas

sûr d'une victoire. Toutefois une conversation avec son chef, le capitaine-major de l'UCK, Fa mis en confiance. Ce qu'il raconte est surprenant : « Mon supérieur hiérarchique m'a dit qu'en cas d'offensive serbe sur cette route je devais l'appeler afin qu'il réclame un appui aérien de l'OTAN ».

Déjà l'UCK affirmait qu'elle désignait des cibles serbes à l'aviation occidentale (ce que l'OTAN a démenti). Ce second élément indiquait un effort conjoint de l'OTAN et des Kosovars pour briser la machine de guerre de Belgrade. Mais « je ne suis pas certain d'obtenir cet appui aérien. Je n'ai pas encore essayé », ajoute le commandant de la brigade 136. La cohérence des bombardements dans la région occidentale du Kosovo indique cependant qu'ils servent indéniablement l'effort militaire de l'UCK. Les combattants kosovars considèrent désormais l'OTAN un peu comme la force aérienne qui leur fait défaut. La route B29 est encore passible. Les hommes de la brigade 136 sont aux aguets. Un soldat tient solidement sa mitrailleuse des deux mains. « Je n'aime pas la guerre, confie-t-il. Mais ces Serbes sont décidément un problème. Je n'ai pas le choix, je dois combattre ».

Rémy Ourdan

Les limites de la rhétorique du président

HÉSITATIONS sur le vocabulaire. Après l'inflation verbale de ces derniers jours (on a entendu « génocide », « barbarie », « dictateur », « criminel »,...), les dirigeants occidentaux en reviennent, à propos de Slobodan Milosevic, à de ce qu'il fait au Kosovo, à un langage plus modéré. Non que l'estime qu'il peut encore servir, qu'on peut avoir à traiter avec lui et qu'il ne faut pas s'enfermer aujourd'hui dans des mots qui l'excluent définitivement comme interlocuteur.

L'intervention de M. Jospin jeudi (lire page 37) est à cet égard significative. Il a certes parlé d'un régime « despotique, raciste, xénophobe », il a estimé que le président yougoslave avait sans doute un jour des comptes à rendre à son peuple ou à la justice internationale ; mais il lui a donné du « Monsieur Milosevic », là où Jacques Chirac il y a quelques jours haranguait, sans prénom ni Monsieur, le « dictateur » de Belgrade.

Le même tardif sursaut de pru-

dence est observable à Washington, où Bill Clinton, à qui l'on demandait jeudi si Slobodan Milosevic pouvait être qualifié de criminel de guerre, s'est défendu sur le Tribunal de La Haye : « Nous avons un tribunal international, c'est à lui de se prononcer, ce n'est pas à moi », a-t-il dit. Le département d'Etat avait publié la veille les noms de neuf officiers serbes dont les hommes sont soupçonnés d'avoir commis des exactions, mais sans se risquer à les qualifier directement de « criminels de guerre » et sans faire référence au rôle de chef de l'armée du président yougoslave.

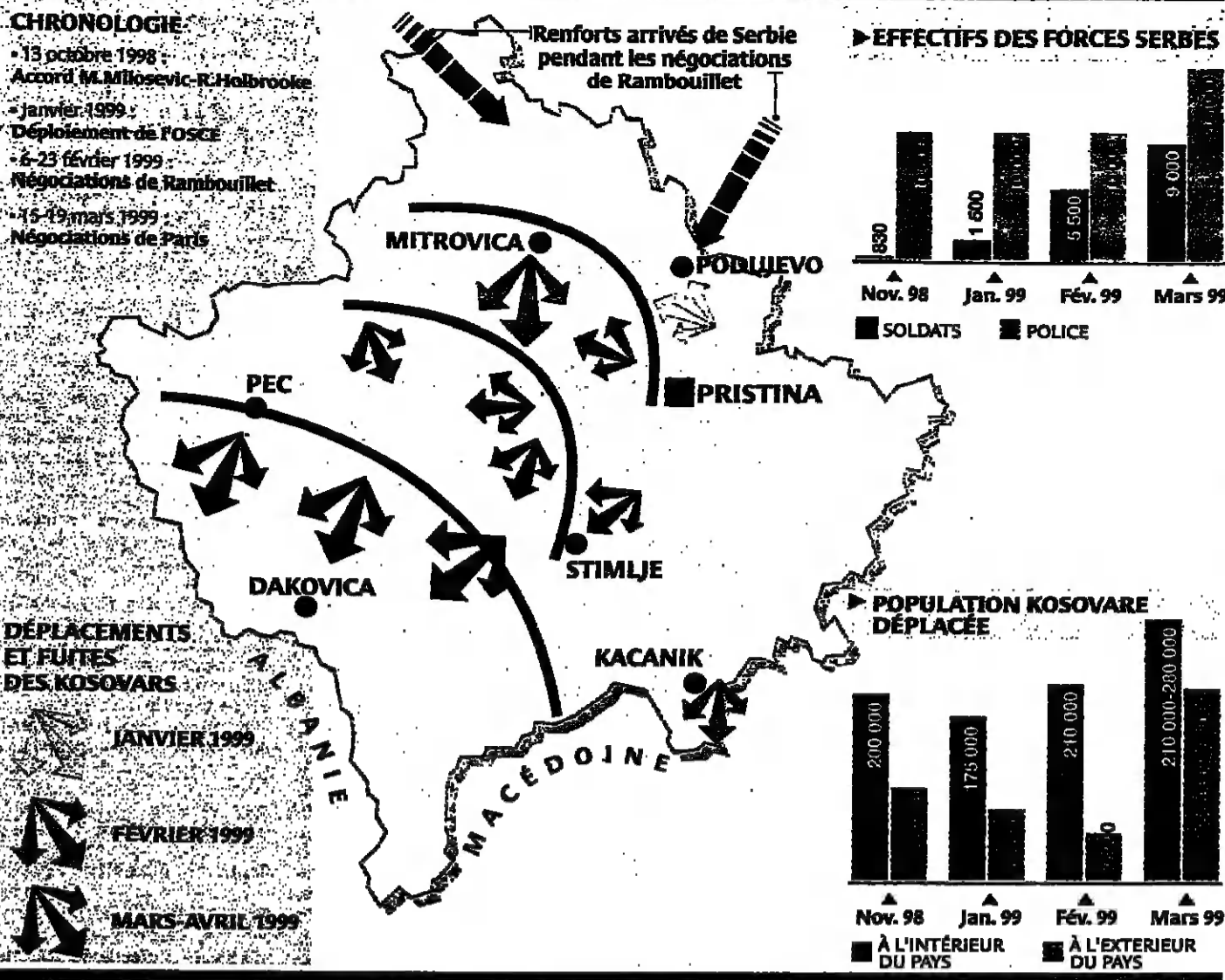
C'est comme si un mot d'ordre avait été passé chez les Occidentaux. En substance : ne souhaitons pas tout de suite une inculpation de Milosevic par le Tribunal de La Haye, qui, juridiquement, l'exclurait de tout règlement final à la crise ; et méfions-nous des mots qui peuvent avoir le même effet ; si nous parlons de « génocide », nous ne pourrions plus traiter avec Milosevic ; car on ne traite pas avec Hitler.

PEUGEOT NEUBAUER
A partir de 77 500 FF

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

هكذا من الأصل

Les trois phases de l'offensive serbe



Le plan « fer à cheval » : obtenir par la violence des changements démographiques

L'inspecteur général de la Bundeswehr, Hans-Peter von Klerbach, a présenté, jeudi 8 avril, le plan « fer à cheval » dont les Allemands ont eu connaissance la semaine dernière (*Le Monde* du 8 avril). Il a distribué à la presse une note de synthèse que *Le Monde* publie intégralement. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998. Les Allemands ont également publié quatre cartes montrant la progression des forces serbes au Kosovo, dont les informations ont été reproduites sur la carte ci-dessus, ainsi qu'un commentaire sur le linéage du chef d'état-major de l'armée yougoslave à la fin de l'année dernière.

« Les informations présentées ici, dont nous disposons sur l'opération « fer à cheval », sont sensibles à cause de sources. Je vous demande de comprendre que je ne pourrais pas aller, pour votre information, au-delà de ce qui est présenté ici. »

La situation actuelle au Kosovo est largement le résultat d'un plan stratégique, déjà préparé ouvertement, selon de nombreux indices, à la fin de l'année dernière dans l'entourage de Milosevic, sous le nom de « fer à cheval », en serbe « Potkova ».

« Les éléments de ce plan, qui cependant n'est pas connu dans tous ses détails, devaient en partie, comme dans toute planification opérationnelle, être adaptés selon un contexte politique changeant et l'évolution de la situation militaire, ou contre des forces certaines variantes. Le déploiement et les avancées des forces serbo-yougoslaves au Kosovo au cours des derniers mois ont été cependant des indices suffisants pour parler d'une action selon le principe du fer à cheval. »

L'objectif principal de l'opération « fer à cheval » est, selon nous, de battre ou au moins de neutraliser l'UCK au Kosovo. La déportation de la population kosovare d'origine albanaise, afin d'obtenir par la violence des changements démographiques dans la région, fait de toute évidence partie de ce plan. Ainsi peut-on clairement reconnaître une volonté de déporter les Albanais du Kosovo de leurs villages et de leurs agglomérations le long d'une large bande, des deux côtés des principaux axes routiers du Kosovo. Sur-tout dans les bastions de l'UCK, comme les régions de Llap, Shala et Drenica, la déportation des Kosovars albanais a privé l'UCK de ses bases et de ses soutiens.

Ainsi Belgrade a probablement tiré la principale leçon de l'action entreprise à l'été et à l'automne de

l'année dernière contre l'UCK. Belgrade avait alors réussi, grâce à des interventions massives, à refouler l'UCK des quelque 40 % du territoire du Kosovo qu'elle contrôlait alors. Mais seulement pour une brève période.

« Rappelons simplement pour mémoire qu'au plus fort de ces opérations, le nombre des personnes chassées de leur maison ou ayant fui s'élevait à 300 000, alors que plus de 50 000 personnes campaient à la belle étoile. Après qu'en octobre, sous la pression de la communauté internationale, Belgrade eut fait machine arrière, accepté la mission de vérification de l'OSCE et pris des engagements concernant le nombre et le déploiement de ses forces au Kosovo, de nombreuses personnes déplacées, du moins celles qui étaient restées dans le pays, rentrèrent dans leurs foyers. Et avec elles, l'UCK, une situation inacceptable pour Belgrade. »

« Le plan « fer à cheval » devait une fois pour toutes empêcher la répétition de tels événements. Même pendant les négociations de Rambouillet, on ne pouvait pas ne pas s'apercevoir que Belgrade ne voulait pas se faire à l'existence de l'UCK au Kosovo. Pour Belgrade, l'UCK était et reste un instrument de la terreur et du séparatisme, contre lequel tous les moyens sont bons. Pendant que la délégation serbe à Rambouillet, puis à Paris du 15 au 19 mars, faisait mine de négocier, les forces serbes continuaient leurs opérations contre l'UCK et la population civile. Milosevic n'a pratiquement jamais eu l'intention de négocier sérieusement. »

« La note publiée par Bonn se réfère ensuite aux quatre cartes jointes au texte. »

Dès janvier, la lutte contre l'UCK menée par les forces armées et les forces de sécurité s'est amplifiée, notamment au nord, dans la région de Podujevo et Mitrovica. En même temps, une unité blindée d'assaut était mise en place au nord de Podujevo, à l'est de la frontière du Kosovo.

En février, les forces serbes ont chassé l'UCK des contreforts orientaux et occidentaux des monts Cirivica; elles s'en sont prises à l'UCK depuis l'est de la région de Stimlje et elles l'ont combattue pour la première fois dans le sud du Kosovo, dans la région de Kacanik, à la frontière avec la Macédoine.

Fin mars, l'opération « fer à cheval » battait son plein, après que les forces armées terrestres eurent été renforcées au Kosovo. Auparavant, les combats s'étaient étendus dans la région de la Drenica, qui fut le point de départ de la lutte de l'UCK après le massacre commis [à Prekaz] par les forces serbes contre le clan Jashari en février 1998. L'UCK

s'est retrouvée sur la défensive dans toutes les zones d'opérations; le nombre des réfugiés et des personnes déplacées augmenta de manière dramatique. Actuellement, l'épicentre de l'action des forces serbes se trouve à l'ouest de la région Pec-Djacobica.

« [Le texte traite ensuite du linéage du général Perisic, chef de l'état-major yougoslave.] »

Il est possible qu'il y ait un lien chronologique entre la mise en œuvre de l'opération « fer à cheval » et le linéage, survenu à la fin de novembre de l'année dernière, du chef de l'état-major Perisic, qui passait pour un pragmatique modéré. Il était strictement opposé à l'intervention des forces armées yougoslaves à l'intérieur du pays. Mais l'application du plan « fer à cheval » supposait que l'infanterie de l'armée de terre yougoslave soit engagée en appui des forces de sécurité, ce qui, à l'été 1998, n'avait encore pratiquement pas eu lieu. Le successeur de Perisic, le général Ojdanic, paraît manifester moins de scrupules. »

Bonn manifeste une grande inquiétude sur le sort des Kosovars

M. Fischer craint que la province soit devenue « un véritable abattoir »

BONN
de notre correspondant
« Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on ait connues en Bosnie » et que le Kosovo soit « devenu un véritable abattoir », a déclaré, jeudi 8 avril, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer (Verts). Parmi les alliés occidentaux, les dirigeants de Bonn continuent d'être les plus alarmistes sur la situation au Kosovo, se livrant chaque jour à des surenchères verbales. « Quand on connaît toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter », a ajouté Joschka Fischer, qui avait paré la semaine dernière de « déportation d'un peuple tout entier » et de guerre « ethnique du type des années 30 et 40 ».

Le ministre de la défense, Rudolf Scharping (social-démocrate), qui a depuis le début du conflit parlé de « camps de concentration », de « génocide » (Völkermord) ou de « triage » des réfugiés, faisant volontairement allusion au tri opéré lors de l'arrivée des déportés à Auschwitz, a présenté jeudi 8 avril le plan baptisé « fer à cheval », qui confirmerait les accusations du gouvernement allemand à l'encontre de Slobodan Milosevic.

Selon Bonn, ce plan a été imaginé par les Serbes pour détruire l'UCK et vider le Kosovo de sa population de souche albanaise. « Notre examen du plan « fer à cheval » confirme hélas tout ce que nous avions estimé pendant les négociations, à savoir que Milosevic voulait gagner du temps pour préparer une déportation systématique » des Albanais du Kosovo, a précisé le ministre de la défense. Ce plan avait été évoqué une première fois devant la presse, mardi, par Joschka Fischer, puis mercredi par Rudolf Scharping. « L'opération a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », avait-il déclaré.

PRÉSERVER SES SOURCES

Le texte distribué par le gouvernement allemand à la presse est la compilation de plusieurs sources, dont la plus récente est un document qui a permis de découvrir le nom de code « fer à cheval ». Le ministre de la défense n'a toutefois pas apporté de preuves de ce qu'il

avançait ou présenté des documents en provenance directe de Belgrade, visiblement pour préserver ses sources. « Nous avons depuis longtemps des informations en provenance du Kosovo, des services de renseignement, des communications radio-phoniques des forces armées yougoslaves et des observations aériennes. A cela s'est ajouté un examen sur ce plan opérationnel. Je ne peux pas décrire comment cela s'est déroulé, car je mettrais en danger des sources auxquelles nous voulons continuer d'avoir accès dans le futur », a expliqué Rudolf Scharping.

Les cartes sont des reconstitutions par les Allemands des événements et du plan qui serait suivi par Milosevic, mais ne proviennent pas de Belgrade (voir ci-contre). Le ministre de la défense a démenti tout savoir des intentions de Slobodan Milosevic avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN: « Nous avions des indices, mais pas de plan concret. Ce dernier, nous ne l'avons que depuis quelques heures, quelques jours, pour être tout à fait précis. »

Le ministre allemand a critiqué la communication des alliés, soulignant que l'alliance atlantique publie plus de photos: « Je pense que la politique d'information de l'OTAN est bonne, mais elle doit être plus ouverte et plus offensive. » Dans le même temps, il a reconnu qu'il manquait d'informations, en particulier sur les réfugiés de Blace qui ont soudainement disparu à la frontière du Kosovo. Il a démenti que l'OTAN ait une idée plus précise de ce qui leur était arrivé, grâce à ses observations satellites: « Je ne peux pas juger si des photos satellites qui ont, par exemple, été prises de nuit permettent d'observer le séjour de réfugiés. Je présume que non. Je serais très content aussi de savoir ce qu'il est arrivé à ces gens », précisant que l'on avait affaire à un « régime pour lequel la vie humaine ne compte pas ».

Le ministre a aussi annoncé l'envoi dans les Balkans de deux équipes de renseignement de la Bundeswehr pour interroger les réfugiés du Kosovo: « L'estime nécessaire de rassembler, avec l'aide des personnes déplacées, l'information la plus complète possible sur la situation réelle au Kosovo. Avec tout le respect que j'ai pour les images, elles ne donnent malheureusement pas une information complète. »

Arnaud Leparmentier

diplomatie à propos Slobodan Milosevic

Les dirigeants allemands étaient allés eux aussi très loin ces derniers jours dans un vocabulaire historiquement chargé: le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, avait parlé de « guerre ethnique du type des années 30 et 40 » et son collègue de la défense, Rudolf Scharping, de « génocide ». Tandis que Tony Blair reste calé dans des références plus anglosaxonnes (« apartheid », disait-il jeudi), M. Scharping parle aujourd'hui plus poliment de « déplacement systématique » de la population, même pour en dénoncer le caractère prémédité. Et M. Jospin évoque les populations « presque déportées », comme s'il avait peur du mot « déportation ».

On comprend le motif de ce recul sémantique. M. Jospin a expliqué, jeudi soir, que le but de l'intervention alliée n'était pas l'élimination du président yougoslave mais de son appareil répressif et qu'on n'était pas en guerre contre la Serbie. Il faut laisser à Slobodan Milosevic la possibilité d'arrêter les frappes en donnant son accord à

tout ce qu'on exige de lui; s'il ne le fait pas et que l'on doit par les bombardements détruire jusqu'au bout son armée, il faut lui laisser encore la possibilité, après cela, d'accepter le règlement qu'on lui imposera. Mais faut-il lui laisser davantage que cela, envisager de « négocier » avec lui, c'est-à-dire rechercher des compromis qui appelleraient des concessions occidentales? M. Jospin ne s'est pas exprimé sur cette question.

Il y a toutefois des limites aux subtilités rhétoriques. Même si l'on peut discuter à ce jour du recours au terme de « génocide », les dirigeants occidentaux auraient du mal à expliquer que ce qui s'est passé pendant dix jours n'est pas une déportation massive de populations civiles, c'est-à-dire, au regard de la loi internationale, un « crime contre l'humanité ». Quels que soient les mots qu'ils emploient, ils ne pourront pas faire abstraction de ce fait: là lorsqu'ils devront inventer un règlement de sortie de crise.

Claire Tréan

Avirex[®]
Chinos[®]
the authentic
American
Friday wear[®]

« Les authentiques vêtements de détente américains »

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés:

Tel. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

هكذا من الأصل

La guerre, d'un coût encore modeste, a peu de conséquences économiques

Seuls les pays des Balkans sont directement affectés

Les pays de l'OTAN ne devraient pas avoir de difficultés à financer leur effort de guerre au Kosovo ainsi que les opérations humanitaires de

secours aux réfugiés. Quant aux conséquences macro-économiques de la guerre, elles seront également circonscrites aux pays de la région.

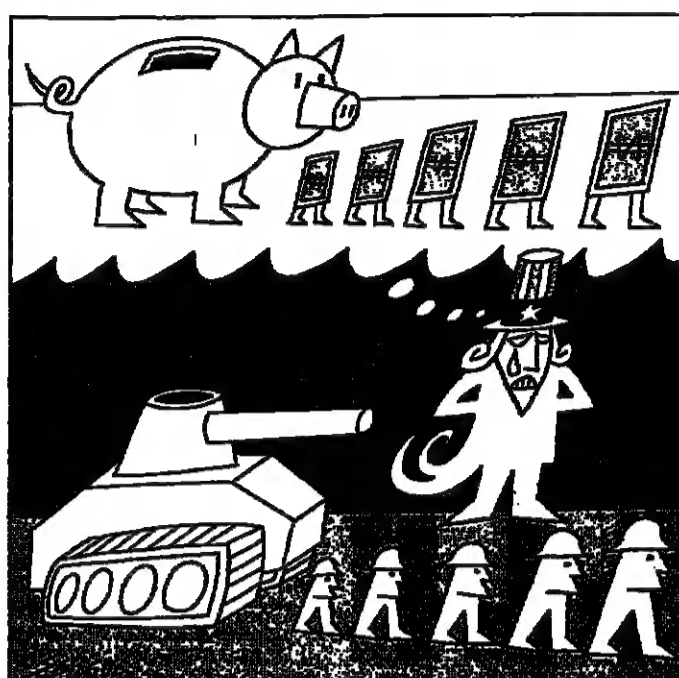
Tout pourrait changer en cas d'intervention de troupes au sol, beaucoup plus onéreuse à tous points de vue.

QUEL SERA le coût économique et financier des opérations militaires au Kosovo ? Les pays directement touchés par le conflit (Kosovo, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie) seront les premiers à faire les frais de la guerre. Même s'il est impossible d'en chiffrer la facture, l'afflux de centaines de milliers de réfugiés ainsi que la destruction de nombreuses infrastructures de base fragilisent les économies de la région déjà très appauvries depuis le début des années 90 (*Le Monde*, supplément Économie du 6 avril).

S'il est encore bien trop tôt pour établir la facture de la reconstruction, une aide internationale de grande ampleur se met déjà en place pour répondre à l'afflux des réfugiés. Pour faire face à l'arrivée de 350 000 réfugiés pendant seulement trois mois (d'avril à juin), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'il lui faut réunir 430 millions de francs (65,6 millions d'euros). Si Slobodan Milosevic ouvrait ses frontières, le coût de l'opération humanitaire doublerait rapidement.

Les moyens financiers ne devraient pas manquer. « Nous n'avons aucun problème financier : les défis sont avant tout d'ordre matériel et logistique », précise-t-on dans l'entourage du ministre français de la Coopération, Charles Josselin. De manière classique, l'aide humanitaire au Kosovo provient à 70 % de fonds publics et 30 % de dons privés.

Le coût des opérations militaires devrait être plus lourd à porter pour les pays de l'OTAN. D'après les calculs d'un institut de recherches américain spécialisé - le Centre d'analyse stratégique et budgétaire (CSBA), basé à Washington - les frappes aériennes ont déjà coûté 500 à 600 millions de



dollars (560 millions d'euros) aux pays de l'OTAN après 17 jours de frappes. Cette somme représente un budget de plus de 200 millions de francs par jour.

Pour prendre l'exemple de la France, le surcoût lié aux opérations au Kosovo est de 150 millions de francs par mois, selon le ministère de la Défense. Une dépense qui demeure limitée quand on la rapporte à l'ensemble du budget des armées, dont le montant total approche les 200 milliards de francs par an, sur lesquels 3 milliards sont réservés aux opérations extérieures. Les risques de dérapage budgétaire sont cependant considérables : un seul Mirage 2000 qui s'écrase au sol représente une perte de 350 millions de francs.

La part la plus importante des dépenses est pour l'instant prise en charge par les États-Unis, mais la facture finale sera répartie entre les différents partenaires de l'OTAN à l'issue des opérations. « Contrairement à ce qui s'est passé après la guerre du Golfe, les Américains et leurs alliés ne se feront pas rembourser la facture à l'issue du

conflit : il n'y aura pas de chèques comme ceux qui avaient été signés par l'Arabie saoudite ou le Koweït », rappelle Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de recherches internationales et stratégiques).

« Le coût total des opérations au Kosovo sera de plusieurs milliards de dollars », dit Steven Kosiak, du CSBA à Washington. L'administration Clinton dispose d'excédents budgétaires et n'aura aucune difficulté à financer l'effort de guerre au Kosovo. Mais si la guerre devait se prolonger et si l'État décidait d'envoyer des troupes au sol, la dépense pourrait être bien plus considérable.

LES MARCHÉS INDIFFÉRENTS
Toutes les analyses convergent pour dire qu'une intervention de troupes au sol ferait basculer le financement de l'opération : une telle intervention reviendrait, selon Steven Kosiak, à 1 milliard de dollars par jour (plus de 930 millions d'euros). Tant que cette hypothèse ne se traduit pas dans les faits, les marchés financiers ne devraient pas être affectés. La banque Lehman Brothers estime qu'un mois de frappes

aériennes (y compris les dépenses liées à l'accueil des réfugiés) devrait coûter un peu plus de 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros), autrement dit 0,1 % du PIB total des pays de l'OTAN.

Il faut cependant déjà envisager les coûts de l'après-guerre : le stationnement d'une force de maintien de la paix au Kosovo du type SFOR sera très coûteuse. Depuis le début des années 1990, les États-Unis ont dépensé plus d'argent pour leurs soldats stationnés en Bosnie que pour leurs missions aériennes au-dessus de l'Irak. Une aide internationale importante sera, ensuite, nécessaire pour permettre aux pays de la région - y compris la Serbie - d'affronter l'après-guerre.

Quelles seront, d'ici là, les éventuelles conséquences macro-économiques de la guerre au Kosovo ? Celles-ci devraient être négligeables en dehors des pays de la région, qui vont traverser une période de troubles économiques (hyperinflation, creusement des déficits) classique après une guerre. Les pays proches du théâtre des opérations, comme la Hongrie ou même la Grèce, ne devraient pas être très affectés. Leurs échanges commerciaux avec les pays balkaniques sont négligeables ou inexistants pour ce qui est de la Serbie.

Dans les pays de la zone euro ou aux États-Unis, la guerre au Kosovo ne devrait guère avoir d'influence sur la croissance. Les marchés financiers s'intéressent aux faits économiques de la Banque centrale européenne mais restent indifférents à la guerre dans les Balkans (*the Kosovo thing*) en langage boursier anglo-saxon. « Le Kosovo n'aurait pas de répercussions sur la croissance en France, sauf en cas d'intervention de troupes au sol : le moral des ménages pourrait alors être affecté », estime-t-on à la Caisse des dépôts et consignations. Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, est moins optimiste : « Si la guerre devait durer longtemps, le moral des investisseurs européens pourrait s'en trouver affecté ».

Lucas Delattre

L'Alliance assure des missions civiles qui ne relèvent pas de sa charte

8 000 hommes sont affectés à l'aide humanitaire

QUELQUE 8 000 hommes se consacrent à l'aide humanitaire dans le cadre de la mission baptisée « Allied Harbour » et, depuis le 2 avril, environ 1 975 tonnes d'aide ont été distribuées. Vivres, médicaments, tentes sont mis en place, notamment en Macédoine, par l'ex-force d'extraction qui était originellement destinée à protéger les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), rapatriés depuis.

D'autres opèrent en Albanie. Sans en contester la nécessité, l'urgence ayant force de loi, des parlementaires français se sont récemment interrogés sur le sens à donner à cette gestion de la crise, qui ne relève pas des principes de la Charte de l'OTAN édictée en avril 1949.

À la réunion - commune - des commissions de la défense et des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, s'est fait l'écho de certains de ses collègues en demandant s'il n'y avait pas glissement progressif des missions de l'OTAN. L'Organisation militaire, a-t-il déclaré en substance, est une organisation défensive et militaire qui s'est lancée dans des opérations semi-offensives et qui se voit confrontée à des défis de nature civile.

Sur place, à Skopje, le général français Marcel Valentin, qui avait commandé la force d'extraction et qui a, depuis, laissé le commandement des 12 000 soldats de l'OTAN en Macédoine au général britannique Michael Jackson, s'est exprimé : « Nous faisons face », sous-entendu à l'afflux des réfugiés, en les accueillant avec les moyens du bord, ceux-ci ayant tendance à se renforcer.

DEUX BRAS SÉCULIERS

Par exemple, l'armée de l'air française, qui a fourni ses avions de combat les plus modernes à l'OTAN pour « Force alliée », est aussi en première ligne pour l'opération « Trident humanitaire ». Sont affectés à l'aide humanitaire en Macédoine et en Albanie, avec des appareils de transport Transall et Hercules qui acheminent à Skopje et à Tirana vivres, médicaments, tentes, vêtements, couvertures, eau et aliments pour enfants : 352 tonnes, au total, durant les sept premiers jours.

Ce qui fait dire à certains que l'OTAN a deux bras séculiers : un qui distribue les frappes et un autre qui achemine de quoi survivre, même si elle prend soin de ne pas confier les deux rôles aux mêmes équipages. Si, de surcroît, devait se créer une zone humanitaire sécurisée par la force, il faudrait bien que, sous son drapeau, l'OTAN sépare les deux fonctions.

Sans dépendre, à l'époque, de l'OTAN, l'opération française baptisée « Turquoise », aux frontières du Rwanda et de l'ex-Zaïre, de juin à août 1994, n'a pas toujours su éviter, précisément, la confusion des genres.

Cinquante ans après sa création, l'OTAN, si l'on se réfère à son dernier « concept stratégique » qui remonte à 1991, a déjà élargi ses missions depuis 1949. Mais elle reste une organisation collective vouée à « garantir la sécurité et l'intégrité territoriale des États membres » en temps de paix et « à réagir en temps voulu et de façon mesurée » en cas d'agression contre n'importe quel allié. Cette double définition ne recouvre ni le territoire de l'opération « Force alliée » ni la

mission « Trident humanitaire ». Il y a même eu, au sein de l'Alliance, sur la légitimité des frappes, avant l'échec des négociations de Rambouillet, puis de Paris. Ceux qui le font observer, sans mettre en question la nécessité et l'urgence des actions militaires et humanitaires menées en faveur du Kosovo, demandent que soient fixées les limites des extensions géographiques, opérationnelles et fonctionnelles que s'assigne l'OTAN.

M. Giscard d'Estaing a considéré qu'il n'y avait pas, compte tenu du désordre actuel dans les Balkans, d'institution internationale capable d'assumer pleinement le volet civil de ces missions sans les moyens affectés à l'OTAN par les pays membres. Il a proposé de créer une agence civile qui pren-

La guerre contre les ondes « qui répandent la haine et les mensonges »

Le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kélche, a confirmé, jeudi 8 avril, que l'OTAN s'en était pris, depuis quelques jours, à des relais émetteurs de la radio et de la télévision serbes. « La télévision locale fausse la vision des populations », a-t-il expliqué, et diffuse de la propagande. Il fallait casser ce réseau de diffusion de fausses nouvelles. « Ces attaques ont été annoncées par l'OTAN (Le Monde des 6 et 7 avril) et considérées comme « légitimes » face à « des ondes qui répandent la haine et les mensonges ». Selon des informations des services de renseignement, certains de ces relais émetteurs sont utilisés par les forces serbes à des fins militaires. Depuis l'entrée en service de l'avion Hercules « commando solo », qui sert en quelque sorte de station volante de radio-télévision contrôlée par l'OTAN au-dessus de la Yougoslavie (Le Monde du 7 avril), il est arrivé que les émissions de ce système se substituent, en les « piratant », aux stations officielles.

Il était en charge de ce volet en complément des activités militaires.

Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, lui a répondu que l'OTAN n'est en effet pas adaptée à certaines tâches civiles et que, à sa connaissance, ses chefs militaires l'admettent d'autant plus qu'ils ne cherchent pas à étendre indûment leurs responsabilités.

À Washington, l'OTAN devrait adopter, lors d'un sommet atlantique, du 23 au 25 avril, un nouveau « concept stratégique » qui déterminera sa spécificité pour le siècle prochain. La question de l'élargissement de son champ d'action sera la pierre d'achoppement des discussions prévues, désormais, à dix-neuf pays membres sur la nouvelle sécurité collective.

Pour autant, la coordination par l'OTAN du soutien logistique apporté à l'aide humanitaire dans les Balkans fera jurisprudence à sa façon. Sans être un précédent, elle peut servir de modèle : elle a été autorisée par les gouvernements des États membres, qui ne pourront pas se dédire si, d'aventure, en d'autres circonstances, il fallait réagir de même.

Jacques Isnard

La base aérienne d'Aviano, un morceau d'Amérique sur le sol italien

AVIANO (nord-est de l'Italie) de notre envoyé spécial

La base italienne d'Aviano, d'où partent les avions de l'US Air Force, s'est accordée un moment de détente cocardière, jeudi matin 8 avril. Pendant une heure, les appareils ont fait silence et les troupes ont reçu la visite du secrétaire d'État américain à la Défense, William Cohen, de son homologue italien, Carlo Scognamiglio, et

d'une délégation de douze membres du Congrès des États-Unis. Une visite à l'américaine, toute en sourires et en accolades viriles, sous l'œil vigilant des caméras de télévision.

Dans le hangar aménagé pour l'occasion, rien ne manquait au décor. Ni les filets de camouflage, censés égarer les murs de leurs teintes kaki. Ni les drapeaux géants des États-Unis, de l'Italie et de l'OTAN. Sur la gauche de l'estraade, bien en vue des objectifs, un chasseur F 16 avait été réquisitionné, brillant comme un sou neuf. La musique militaire donnait à l'ensemble des affaires de parade.

POSE DEVANT LE F 16

Les trois cents personnes présentes - des hommes, mais aussi des femmes vêtues de treillis et chaussées de rangers - paraissent très détendues, voire franchement hilares au moment de prendre la pose devant le F 16. Les pilotes, reconnaissables à leur blouson de cuir, étaient cependant peu nombreux ; tout comme les représentants italiens, les seuls à porter cravates et souliers noirs.

Carlo Scognamiglio a pris la parole en premier : « Nous n'oublions jamais ce que les États-Unis ont fait pour la liberté en Europe. » Puis son homologue du Pentagone, William Cohen, a rendu hommage aux troupes : « Nous sommes là pour vous remercier. Nous sommes très fiers de votre courage. » Après avoir accusé M. Milosevic et ses « voyous » d'avoir « poussé plus d'un million de personnes sur la route de l'enfer », M. Cohen a conclu en rappelant les objectifs

alliés : « Nous sommes absolument déterminés à mener cette campagne à son terme. L'OTAN gagnera parce que vous êtes les gardiens de la liberté. » L'auditoire a applaudi.

Voilà maintenant quarante-quatre ans qu'Aviano, petite ville du Frioul, accueille l'US Air Force. Dix mille Américains vivent ici, entretenant avec la population locale des relations plutôt cordiales. Dès le début des opérations, la vie de la commune a pourtant été chamboulée. Des renforts sont arrivés, ainsi que des dizaines de journalistes et des cohortes de curieux (6 000 le jour de Pâques).

Aujourd'hui encore, des caméboréolages, hélicoptères d'antennes paraboliques, stationnent en permanence devant l'aéroport. Les caméramen filment les moindres mouvements d'avions. Ainsi, les téléscripteurs du Connecticut ou de l'Idaho connaissent désormais le nom d'Aviano, un morceau d'Amérique en territoire italien.

Philippe Broussard

Espace Suffren

New Beetle*

*New Beetle 2.0i Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

سكزا من الأمل

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

PREP. ISG

Vous désirez vous préparer aux concours de l'ISG ?
Vous désirez vous préparer à l'admission à l'ISG ?

Contactez Nathalie Maurin : 8, rue de l'Étoile - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 26

ISG

Chaque samedi avec

Le Monde

DATÉ DIM. LUNDI

retrouvez

LE MONDE

TELEVISION

L'Alliance assure
des missions civiles
qui ne relèvent pas de sa charge

Les frontières fermées, les camps de réfugiés se vident

Les organisations humanitaires respirent.
Mais elles s'inquiètent de la situation
des Albanais restés au Kosovo

KUKËS (Albanie)
de notre envoyé spécial
En quarante-huit heures, Kukës a changé d'âme. La décision, prise mercredi 7 avril, par les autorités serbes, de fermer les frontières du Kosovo a provoqué, dans cette pe-

REPORTAGE

A 3 heures du matin, mercredi, la marée humaine s'est soudain tarie

titte ville de montagne albanaise, un véritable bouleversement. Submergées depuis deux semaines par les quelque 30 000 réfugiés qui défilaient quotidiennement depuis le col de Morina, 16 kilomètres plus au nord, les organisations humanitaires commencent à sortir la tête de l'eau. Mais ce soulagement s'accompagne pour elles d'une extrême inquiétude sur le sort réservé à ceux que les Serbes ont refoulés.

Il était 3 heures du matin, mercredi, lorsque la marée humaine s'est soudain tarie. La veille, Slobodan Milosevic avait annoncé sa proposition de cessez-le-feu unilatéral. Fallait-il montrer au monde que les Kosovars n'avaient plus rien à craindre ? Redoutait-il qu'un Kosovo ethniquement purifié des Albanais ne devienne une proie plus facile pour les artilleurs de l'OTAN ? Les humanitaires évitent de trop spéculer. Ils préfèrent se souvenir, à l'image de cette infirmerie de Médecins du monde (MDM), que « mercredi matin, pour la première fois depuis dix jours, le col était silencieux. Plus un cri désemparé, plus un cri de douleur ».

En quelques heures, les volontaires de MDM et d'Action internationale contre la faim (AICF) ont compris que leur centre de premier accueil, encore en voie d'installation à quelques centaines de mètres de la frontière, allait rester vide. « On a choisi d'en profiter pour souffler, améliorer les sanitaires en pensant que la frontière finirait bien par rouvrir », explique le coordinateur de MDM à Kukës, Yves Nommay. Et on a décidé d'ouvrir un dispensaire en ville. » Leurs collègues suisses de Med Ais, spécialisés dans la distribution du potage nocturne, sont arrivés à la même conclusion : « Une vraie nuit de sommeil pour tous, et le lendemain, on s'est réveillé sur le camp d'accueil situé au centre, dans le hangar à patates », résume Luc Stephens, un des volontaires.

42 000 DANS LES FAMILLES

Un peu plus bas, les Italiens s'apprêtent à ouvrir le plus grand centre de la région. Des centaines de tentes avaient été livrées puis montées, la logistique était en place. Les bénévoles redoutaient juste de se trouver saturés en quelques heures. Faute de nouveaux arrivants, le centre a surtout permis de dégonfler les campements de fortune installés aux alentours et, jeudi soir, toutes les tentes n'étaient pas encore pleines.

Même au cœur de Kukës, la détente s'est fait sentir. Certes, la petite ville de 20 000 âmes doit encore faire avec des dizaines de milliers d'habitants supplémentaires. Devant la poste, des centaines de personnes continuent de patienter, jour et nuit, dans l'espoir d'accéder à une des deux cabines téléphoniques reliées à l'étranger. Face au lac et aux neiges éternelles du Gjallica, comme devant la mosquée, ils sont toujours aussi nombreux à dormir dans leurs tracteurs bâchés ou à côté d'eux. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 18 000 réfugiés attendraient de pouvoir rentrer au Kosovo, 42 000 autres seraient hébergés dans les familles du district et 22 000 auraient été accueillis dans un des trente-six centres collectifs mis en place.

Mais ces chiffres, valables il y a deux jours encore, semblent avoir sensiblement diminué. Près de 20 000 personnes auraient depuis quitté la région, pour se diriger vers le sud du pays. Toute la jour-

née, jeudi, des camions militaires et des bus ont quitté la place de Kukës en direction de villes volontaires pour accueillir des exilés. Dans le même temps, des centaines de mini-bus et de taxis accompagnaient d'autres Kosovars vers la maison d'un ami ou d'un parent albanais. Des tracteurs et des voitures individuelles sans plaques d'immatriculation – les Serbes les ont confisquées – ont également pris le chemin du sud. Si bien que cette place, mardi encore constamment bondée, avait retrouvé, jeudi, un visage presque normal.

Le spectre de la pénurie alimentaire s'est lui aussi éloigné. Hier, les organisations humanitaires, comme le HCR, tiraient les sonnettes d'alarme. Aujourd'hui, c'est par brassées que les enfants récupèrent les miches à la descente des camions. Ce retournement de situation, s'il facilite son travail, « inquiète plus qu'il ne rassure » néanmoins le HCR.

LES DOUTES DU HCR

En visite à Kukës, le haut-commissaire Sadako Ogata s'est dit « très préoccupé » par le sort de ceux que l'on a, selon elle, sans doute forcés à faire demi-tour. « Les Serbes prétendaient qu'ils avaient quitté volontairement leur maison, or nous savons qu'ils y étaient forcés. Ils disent à présent qu'ils sont rentrés d'eux-mêmes. J'ai quelques doutes. »

La faim guetterait les Kosovars refoulés

Des dizaines de milliers de Kosovars sont retenus par les forces serbes à l'intérieur du Kosovo et risquent de mourir de faim, selon la télévision albanaise, vendredi 9 avril. Les albanophones repoussés jusque dans la haute vallée de la Drenica – un des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) –, loin de toute frontière, attendent désespérément une aide de l'extérieur, ajoute une émission de la télévision albanaise, rediffusée par la BBC vendredi matin.

Les forces serbes déployées dans cette zone utilisent leur artillerie lourde pour surveiller « des dizaines de milliers de personnes déplacées de façon extrêmement dure », ajoute la télévision. La présence de tireurs isolés dissuade les Kosovars de tenter quoi que ce soit pour améliorer leurs conditions de vie, estime la chaîne albanaise, qui ajoute que « des gangs militaires serbes (...) ont abattu des personnes sans défense, des civils, principalement des personnes âgées et des malades ». – (AFP)

M^{me} Ogata dispose d'arguments pour étayer ces doutes. Mercredi, un tracteur chargé de vingt-six personnes a été autorisé par les Serbes à franchir la frontière, afin, pense-t-on au HCR, de montrer que celle-ci était toujours ouverte. Jeudi, ce fut au tour d'un vieillard de quatre-vingt-trois ans, à pied cette fois, de franchir le col de Morina. Tous deux ont assuré avoir vu, sur plusieurs kilomètres, le long de la route, des voitures, camions et tracteurs, abandonnés par leurs occupants, et pour certains brûlés. Ils ont également signalé un important déploiement militaire, tandis que, depuis la frontière, on pouvait observer les soldats serbes creuser des tranchées et miner les collines.

D'autre part, le HCR a également découvert que plus de 10 000 réfugiés, qui se trouvaient dans le no man's land entre la Yougoslavie et la Macédoine, avaient été conduits par les autorités de Skopje vers Korce, poste-frontière entre la Macédoine et l'Albanie. Autant dire qu'à Kukës, l'activité des humanitaires peut toujours diminuer, les inquiétudes demeurent.

Nathaniel Herzberg

Les Quinze préparent un pacte de stabilité pour les Balkans

250 millions d'euros sont dégagés pour les réfugiés

Le Conseil des affaires générales de l'Europe a adopté, à l'égard de Belgrade, une attitude très ferme à laquelle s'est ralliée Athènes. Il a affecté 250 millions

d'euros à l'aide aux réfugiés et aux trois pays d'accueil limitrophes du Kosovo. Des échanges tendus ont cependant eu lieu avec le représentant de la Macédoine.

LUXEMBOURG

(Union européenne)
de notre correspondant

Attitude très ferme à l'égard de Belgrade, effort financier important en faveur des réfugiés ainsi que des trois pays voisins du Kosovo qui les accueillent (Albanie, Macédoine, Monténégro), volonté d'offrir aux républiques balkaniques un pacte de stabilité avec à la clé, à terme, une adhésion possible à l'Union européenne : qualifiée par Pierre Moscovici, ministre français des affaires européennes, d'« exceptionnelle et utile », la réunion du Conseil des affaires générales qui s'est tenue, jeudi 8 avril à Luxembourg, a permis aux Quinze d'arrêter une démarche commune sur les principaux thèmes que soulève le conflit du Kosovo. Athènes s'est rallié aux « conclusions » du Conseil.

Ces dernières ne sont pourtant pas tendues pour des autorités serbes. L'intervention militaire est présentée comme « nécessaire et légitime » en raison de « politiques criminelles et irresponsables ». « Tous ceux qui ont planifié, autorisé et exécuté cette campagne brutale de dé-

portation forcée, de torture et de meurtre devraient être tenus pour personnellement responsables et traduits devant le Tribunal international », y lit-on encore. Si tant est que les mots aient un sens, Milosevic n'apparaît plus, quoi qu'il fasse, comme un interlocuteur possible. Les Quinze se bornent à lui rappeler quelles sont les conditions auxquelles il doit se plier pour arrêter les frappes. Ils s'imposent en quelque sorte une obligation de résultat.

ÉCHANGES TENDUS

S'agissant des réfugiés, les Quinze ont confirmé la stratégie décidée la veille par leurs collègues de l'intérieur, celle d'une organisation des secours dans les pays voisins. « C'est la solution qui permettra le plus facilement leur retour chez eux, au Kosovo. Mais la priorité ainsi donnée au traitement sur place n'exclut pas d'autres formes d'intervention », a expliqué, conciliant, Charles Josselin, secrétaire d'État à la coopération.

Cette politique doit être appuyée financièrement et logistiquement. Les ministres ont donné leur aval à

la proposition de la Commission de Bruxelles d'affecter 250 millions d'euros de la réserve budgétaire de 1999 à l'aide aux réfugiés (150 millions) et aux trois pays d'accueil en première ligne (100 millions) et lui ont demandé d'examiner immédiatement comment engager ces crédits. Les Français ont suggéré que les institutions financières internationales étudient l'apurement de la dette des pays les plus affectés.

Durant la seconde partie de la réunion, les Quinze avaient invité les ministres des affaires étrangères des pays de la région, ainsi que des dirigeants des organisations internationales concernées. Ce fut l'occasion de quelques échanges tendus, notamment avec Aleksander Dimitrov, représentant de la Macédoine, à propos du sort réservé aux réfugiés. Emma Bonino, commissaire chargée de l'action humanitaire, a rappelé qu'aucun gouvernement, quelles que soient les difficultés, ne pouvait se soustraire aux obligations des conventions de Genève.

Philippe Lemaître

DÉPÊCHES

L'OTAN SE MÉFIE DE LA FRANCE

La France n'a pas accès aux plans les plus secrets de l'OTAN, Washington craignant des fuites vers Belgrade, affirme vendredi 9 avril le Daily Telegraph. Citant des sources diplomatiques et militaires anonymes, le quotidien précise qu'un responsable militaire a déclaré que « Washington a commencé à exclure Paris du circuit pour éviter que des informations soient transmises aux Serbes, ou indirectement par le canal des Russes ». En 1998, un commandant de l'armée française en poste au quartier général de l'ONU à Bruxelles a été accusé d'avoir communiqué à la Yougoslavie les plans de l'OTAN au Kosovo, rappelle le journal. Le commandant Bunei est toujours en détention provisoire.

FIDEL CASTRO MÉDIATEUR ?

Fidel Castro a profité de la visite à La Havane du ministre italien des transports, Tiziano Treu, le 30 mars, pour faire parvenir au chef du gouvernement de Rome, Massimo D'Alema, une longue lettre dans laquelle il écrit : « Soyez attentifs à l'escalade militaire et à éviter à tout prix la guerre terrestre. Cuba et son gouvernement sont convaincus (...) que les Serbes résisteront à toute attaque de l'OTAN. »

UN MORT MACÉDONIEN

Un militaire macédonien a été tué jeudi 8 avril par des tirs à la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie, près de Blace. L'OTAN a imputé cette mort à « un groupe d'hommes armés », sans autre précision. – (AFP)



Découvrez Los Angeles vu par American à partir du 2 juin.

American Airlines

THAI 1999. Avec autorisation de la Chambre de Commerce d'Hollywood et MGM Worldwide Inc. Indianapolis, Indiana 46206, USA. www.thai.com. Le site China Airlines Pacific City-Los Angeles offre et retour (AA1999/AA1999) est une offre de la Chambre de Commerce d'Hollywood et MGM Worldwide Inc. Indianapolis, Indiana 46206, USA. Pour connaître votre billet, rendez-vous chez votre agent de voyage ou contactez China Airlines à : American Airlines - City Los Angeles - 1100, rue de l'Indépendance - 90029 Los Angeles, CA. La carte pour votre billet gratuit vous sera envoyée dans un délai maximum de 30 jours. Les billets sont en vigueur jusqu'au 30 septembre 1999. Les billets sont soumis à modification sans préavis. Cette offre est soumise à des conditions particulières d'utilisation. American Airlines et American Eagle sont des marques déposées d'American Airlines, Inc. ©1999 American Airlines, Inc. Tous droits réservés.

هكذا من الأصل

Abdelaziz Bouteflika, perçu comme le « candidat privilégié » du pouvoir, espère l'emporter au premier tour, le 15 avril. Plusieurs de ses rivaux dénoncent, par avance, les risques de fraudes. Le scrutin débute dès samedi 10 pour les Algériens de l'étranger

régularité du scrutin. M. Bouteffika reçoit un traitement de faveur évident de la part des autorités et des médias. Plusieurs candidats dénoncent par avance les risques de fraudes.



**AHMED
TALEB IBRAHIMI**

■ Fils d'un des fondateurs de l'Association des oulémas algériens (lieu de formation d'une partie des nationalistes algériens), lui-même engagé très jeune dans l'action politique (il a été emprisonné en France pendant plusieurs années), Ahmed Taleb Ibrahim veut incarner une synthèse entre les valeurs arabo-islamiques et la modernité. Chantre de la « réconciliation nationale » (c'est le titre de l'un de ses livres), il est partisan d'un retour progressif de l'armée dans les casernes. Ses adversaires l'accusent d'être en réalité un « sous-marin » de l'ex-Front islamique du sahraï (FIS), qui a appelé à voter en sa faveur. Cet homme de soixante-sept ans, très cultivé et qui porte beau, a été aux affaires pendant près d'un quart de siècle. Ministre de l'Éducation, de l'Information, conseiller du président Chadli après les décès de Boumedienne, puis, jusqu'aux émeutes d'octobre 1988, ministre des affaires étrangères, le docteur Taleb a tissé au cours de cette longue carrière : des liens avec l'ensemble du monde politique algérien.

Pour parer à tout dérapage, le socialiste Hocine Ar Ahmed, le leader du Front des forces socialistes (FFS), un parti d'essence kabyle, a réclamé - avant d'être hospitalisé - la suite d'une légère attaque cardiaque - la présence d'observateurs internationaux. Son appel n'a pas été entendu. Il est vrai que les pays occidentaux - la France au premier rang - n'ont guère relayé la demande. Peut-être les chancelleries considèrent-elles que l'essentiel est d'ores et déjà acquis : pratiquement tous les candidats préchent la réconciliation et le dialogue. Mais quel point mettre une telle attitude à la gauche d'un régime si ensanglanté ? Les pays qui sont le vainqueur, de fait, l'Algérie a des chances de connaître la paix civile. Mais cet espoir serait très fragilisé par une élection truquée.

Jean-Pierre Tugnot

1830-1962 : une longue histoire de violences

LA CONQUÊTE de l'Algérie fut presque contemporaine de la naissance de la *Revue des Deux Mondes*. De la prise d'Alger en 1830 à la proclamation de l'indépendance en 1962, la revue à la couverture saumon a consacré quelque cent cinquante articles à ces pays. C'est une sélection des plus marquants d'entre eux qui sont republiés dans la collection « Les trésors retrouvés » sous le titre *Algérie 1830-1962*.

« Force est de constater qu'au XIX^e siècle les auteurs (militaires ou voyageurs) sont un peu plus neutres (objectifs, positivistes) que ceux du XX^e siècle, qui pratiquement bien souvent l'apologie coloniale sans recul », observe l'universitaire Bruno Étienne dans la lettre préface qu'il signe. Pourtant, même au début de ce siècle, quelques articles

prémonitoires sur l'Algérie et ses « problèmes » laissent entrevoir les drames à venir. Mais, noyés dans une représentation fantasmagorique du musulman, ils passent inaperçus de l'opinion publique.

De cette exhumation d'articles qui courent sur près d'un siècle et demi, Bruno Étienne retient un fil conducteur : celui de la violence, omniprésente. Violence des rapports précoloniaux entre Turcs et populations nomades, violence de la conquête par les troupes françaises – en dépit de la légende de Bugeaud –, violence des rapports coloniaux, violence de la guerre de libération « l'une des plus terribles de l'histoire » (un million de morts), violence enfin de l'État-FNL qui n'a pas hésité à pratiquer l'assassinat politique.

« La violence ne date pas de l'apparition des islamistes-terroristes-barbus-égorgeurs de femmes et d'enfants », conclut Bruno Étienne. Ce constat, ni les Français ni les Algériens, tous également

annésiques, ne sont prêts à l'accepter. Le recueil d'articles, aussi bien que l'histoire, confirment pourtant sa réalité.

■ Journaliste au quotidien francophone *El Watan*, Djillil Hadjadj dénonce la corruption qui a gangrené son pays. Il le fait en s'appuyant sur les enquêtes qu'il a menées ces dernières années, notamment dans le secteur de la santé et de l'agroalimentaire. Le travail est sérieux, mais l'ouvrage apporte finalement peu de révélations. Les « mafieux » algériens peuvent continuer à dormir tranquille.

★ « Corruption et démocratie en Algérie », par Djillil Hadjadj. Ed. La Dispute, 320 pages, 120 francs.

★ « Algérie 1830-1962 ». Préface de Bruno Étienne. Ed. Maisonneuve et Larose Valmonde, coll. « Les trésors retrouvés de la *Revue des Deux Mondes* », 582 pages, 185 francs.



BIBLIOGRAPHIE

هكذا من الأصل

Le roual en Algérie

mer tour, le 15 avril. Plus de 100 Algériens de l'étranger

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.



MUHAMMAD EL-BACHIR

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

Le 15 avril, le président de la République algérienne, Abdelkader Bouche, a reçu à Alger, à l'occasion de sa tournée en Europe, le ministre algérien de l'Intérieur, Mohamed El-Bachir, et le ministre algérien de la Justice, Mohamed El-Bachir.

L'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et le Congo-Kinshasa signent un accord de défense

LUANDA. L'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont signé, jeudi 8 avril à Luanda, un accord de défense prévoyant une intervention militaire commune si l'un des pays signataires venait à être l'objet d'une agression. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe fournissent déjà un soutien en hommes et en matériel à la RDC, où le régime de Laurent-Désiré Kabila est depuis août 1998 aux prises avec une rébellion interne soutenue par l'Ouganda et le Rwanda.

Au terme d'une journée d'entretiens, les quatre chefs d'Etat se sont déclarés favorables au dialogue pour mettre fin au conflit en RDC. Ils n'ont pas spécifié, en revanche, s'ils allaient coopérer pour combattre l'Unita, le mouvement rebelle de Jonas Savimbi, de nouveau en guerre contre le gouvernement de Luanda depuis décembre 1998. Dans leur communiqué, les chefs d'Etat ont réitéré leur appel aux pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), à « fournir un soutien matériel, politique et diplomatique » au gouvernement du président José Eduardo dos Santos. Le communiqué condamne l'Ouganda et le Rwanda pour l'aide qu'ils apportent à la rébellion congolaise et à l'Unita. - (AFP, AR)

La Libye renoue progressivement les contacts diplomatiques

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a confirmé, jeudi 8 avril, la tenue prochaine d'une réunion associant des diplomates des Etats-Unis et de la Libye, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1981. Le porte-parole du département, James Rubin, a indiqué que Washington ne s'opposerait pas à la présence de diplomates libyens lors d'une réunion entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et des représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur les sanctions visant Tripoli. Ces sanctions ont été suspendues suite à la remise à la justice par la Libye, le 5 avril, des suspects libyens de l'attentat de Lockerbie.

De son côté, l'Union européenne, qui s'est réunie jeudi de la décision libyenne, a estimé que la levée des sanctions « permettra le réexamen de la question de la participation [de la Libye] au processus de Barcelone », à la coopération entre l'UE et les pays méditerranéens. L'Union européenne « juge souhaitable » cette participation.

AMERIQUES

■ CHILI : sept dirigeants de la colonie allemande Dignidad maintenus en détention, depuis mardi 6 avril, sur ordre du juge Hernan Gonzalez, ont clamé jeudi 8 avril leur innocence. Parmi eux se trouve le Dr Hartmut Hopp, gérant de la colonie depuis la fuite de son chef Paul Schaefer en 1996. Le juge a refusé la liberté sous caution des sept responsables, considérant qu'ils représentent « un danger pour la société ». M. Gonzalez enquête depuis deux ans sur les accusations de meurtres et d'abus sexuels à l'encontre d'enfants des environs qui fréquentaient l'école de la colonie, rebaptisée Villa de la Bavière. - (AFP)

■ BRÉSIL : la Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture (Contag) a déclaré mercredi 7 avril avoir envahi mardi, Journée nationale d'occupation de la terre, au moins 59 fazendas (grandes propriétés terrières) pour faire assiéger le régime agreste. Le président Fernando Henrique Cardoso a dit que si les occupations sont « confirmées » par le ministère de la politique agricole, « elles représentent un acte contre la loi » qui « entraîne des pénalités », selon le porte-parole de la présidence, M. Sergio Azeiteiro. - (AFP)

■ ALÉRIA : le premier ministre canadien Jean Chrétien est arrivé à Mexico, jeudi 8 avril, alors que le gouvernement canadien repousse la possibilité d'une renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les deux autres signataires, le Mexique et les Etats-Unis, a déclaré mercredi 7 avril l'ambassadeur du Canada au Mexique, Stanley Gooch. Il a notamment affirmé que le commerce entre le Canada et le Mexique avait plus que doublé, et les exportations de son pays vers le Mexique crû de 127 %, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1993. - (AFP)

ASIE

■ INDONÉSIE/TIMOR : l'Indonésie a répondu favorablement à la demande des Nations unies visant à ouvrir une enquête sur la mort de dizaines d'habitants du Timor oriental cette semaine, a-t-on appris, jeudi 8 avril, auprès des Nations unies. L'ambassadeur australien en Indonésie, John McCarthy, a annoncé vendredi que des diplomates de son pays et des responsables de la Croix rouge allaient se rendre au Timor pour engager une enquête. Des rebelles anti-indonésiens ont tué plusieurs personnes mardi dans l'église de Likisa, un village situé à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Dili, la capitale du Timor. - (Reuters)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : le taux de chômage brut en Allemagne est passé à 11,1 % en mars, contre 11,6 % en février. Ce résultat pourrait surtout s'expliquer pour des raisons saisonnières : le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) est resté inchangé en mars, à 10,5 %, selon des chiffres publiés jeudi par la Bundesbank. Dans l'ancienne RDA, le taux CVS a même augmenté, passant de 17 % en février à 17,1 %. A l'ouest du pays, ce taux a baissé à 8,9 %, contre 9 % en février. - (AFP)

■ RUSSIE : les autorités judiciaires russes ont transmis à Interpol, jeudi 8 avril, un mandat d'arrêt contre le milliardaire Boris Berezovski, autrefois proche de la famille du président Eltsine et aujourd'hui accusé de blanchiment d'argent. Le milliardaire, qui se trouve actuellement en France, avait fait part de son intention de rentrer en Russie. - (AR)

■ OUZBÉKISTAN : le président ouzbek, Islam Karimov, a déclaré, jeudi 8 avril, qu'il était opposé à la création d'une base militaire russe dans le Tadjikistan voisin, annoncée mercredi par les autorités russes et tadjikes. Cette base doit être installée dans le sud du Tadjikistan, près de la frontière avec l'Afghanistan, selon l'accord conclu mercredi à Douchanbe. - (AFP)

MAGHREB

■ ALGÉRIE : l'armée a abattu mercredi 7 avril un proche collaborateur du chef du GIA et 18 autres rebelles islamistes, rapporte l'agence algérienne APS. Le collaborateur abattu, Rahmouni, connu sous le nom de guerre d'Abou Echoukha, est considéré comme le bras droit du chef du GIA (Groupe islamique armé), Antar Zouabri. - (AFP)

■ MAROC : le roi Hassan II a procédé jeudi 8 avril à un léger remaniement ministériel en nommant un nouveau ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Benabba, en remplacement d'Abdelatif El-Hadi, annonce un communiqué de la maison royale. Ancien ministre des Affaires culturelles de 1985 à 1992, M. Benabba, soixante-deux ans, était depuis 1993 ambassadeur du Maroc aux Etats-Unis. - (AFP)

■ SAHARA OCCIDENTAL : le Maroc a annoncé mercredi 7 avril que les opérations d'identification par l'ONU des 65 000 membres de trois tribus, contestées par le Front Polisario, mais considérées par Rabat comme « Sahraouis faisant partie du Sahara occidental », commenceront le 1^{er} juin. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : la justice iranienne a accordé, jeudi 8 avril, la liberté provisoire sous caution à l'homme d'affaires allemand, Helmut Hofer, condamné à mort en Iran pour liaison sexuelle présumée avec une iranienne, mais dont le jugement avait été ensuite cassé par la Cour suprême iranienne. - (AFP)

Le parquet italien requiert quinze ans de prison contre Giulio Andreotti

Le dossier ne s'appuie que sur les mafieux repentis, plaidera la défense

Après 217 audiences et 350 témoignages, la cour d'assises de Palerme a entendu mercredi 7 avril le réquisitoire prononcé contre l'ancien premier ministre démocrate-chrétien italien. M. Andreotti est accusé d'avoir été « l'homme de référence » de Cosa Nostra en Sicile durant des années avant

de s'en démarquer. Ses avocats plaideront l'innocence d'accusations portées uniquement par des « repentis », « menteurs notoire ».

ROME. Quinze ans de réflexion ont été requis contre le sénateur à vie Giulio Andreotti au procès de Palerme. Pendant plus de vingt ans, l'ancien président du conseil aurait, selon l'accusation, entretenu des liens étroits avec la Mafia, et il serait à l'origine du rapport pervers entre la politique et Cosa Nostra. C'est ce que l'on appelle l'« invidibile » : a réagi en déclarant que le parquet s'appuie sur des accusations qui ont monté toutes leurs fautes au cours des audiences. Sa défense a toujours contesté des preuves de culpabilité, fondées, dit-elle, sur les seules déclarations de repentis, « menteurs notoire ».

Scandaleuse pour la droite et les anciens démocrates-chrétiens, la requête est jugée avec prudence par la gauche. Tout au long des 217 audiences et des 350 témoignages, le « procès du siècle » en Italie s'est joué sur la crédibilité de la trentaine de repentis qui ont accusé celui qui fut sept fois premier ministre d'être devenu l'« homme de référence » de la Mafia à Rome.

Pour s'en convaincre, il faudra attendre l'acte final de cette affaire, qui a débuté en mars 1993. « Mani pulite », l'offensive des juges contre la corruption, battait son plein. Beaucoup pensèrent que les magistrats de Palerme étaient allés trop loin en essayant de juger le symbole par excellence de la politique italienne - qui, quelques mois auparavant, avait failli devenir président de la République. Le procès a débuté sous les projecteurs des médias internationaux en septembre 1993. Il s'est déroulé, depuis, pratiquement dans l'indifférence générale. Giulio Andreotti, également en procès à Pérouse pour avoir commandité le meurtre d'un journaliste trop curieux en 1979, a répliqué coup par coup au parquet.

Ce « parrain » démocrate-chrétien de la politique italienne a-t-il pu, comme on l'en accuse, renouer, à deux reprises, les cordons de Cosa Nostra ? Le principal de ses accusateurs, le chauffeur du parrain des parrains « Toto » Riina, raconte que Giulio Andreotti aurait même douté le baiser mafieux à son chef lors d'une réunion, en 1987. Ce célèbre épisode a souvent été avancé par l'ancien président du conseil pour souligner à la fois l'énormité et l'inconsistance des accusations qu'on lui porte. Le parquet confirme tout. Y compris le baiser.

« BELZÉBUTH » SUR LA LISTE NOIRE. Selon l'accusation, Cosa Nostra et le courant politique « andreattiano » en Sicile entretenaient des rapports rodés par les intérêts communs. Sur l'île, les amis du sénateur agissaient comme une structure de pouvoir au service de la Mafia, avec échanges de faveurs mutuelles. Elimination d'adversaires politiques, y compris à l'intérieur même du parti de Giulio Andreotti, la démocratie chrétienne, d'une part, garanties judiciaires pour les parrains de l'autre. Un pacte avec le diable, interrompu quand l'ancien président du conseil voulut reprendre sa liberté.



Les décisions en matière de lutte contre la Mafia du gouvernement qu'il présidait au début des années 90, ainsi que les confirmations, par la Cour de cassation, des condamnations contre Cosa Nostra, devinrent la preuve, pour les parrains, que « leur » homme était en train de les lâcher. Ils lui envoyèrent un premier message en assassinant son bras droit en Sicile, le député européen Salvo Lima, en mars 1992. Puis, alors que M. Andreotti était en course pour la présidence de la République, en mai de la même année, ils organisèrent un attentat spectaculaire pour assassiner le juge Falcone.

« Belzébuth », comme on l'appelle déjà, pour les rumeurs sur ses prétendus liens, jamais prouvés, avec la Mafia, était désormais sur la liste noire. Du poste de premier ministre, il devait vite passer au banc des accusés, sous une avalanche de révélations de « repentis ». Giulio Andreotti, qui n'a jamais perdu son flegme, répliqua, du haut de ses quatre-vingts ans, qu'il ne fera pas la faveur de s'en aller avant la fin du procès pour pouvoir prouver son innocence. Avec la plaidoirie qui commence maintenant, il pourra au moins essayer.

Salvatore Aloise

fraudes. questions-clés du scr

la banque histoire de



TOD'S

02.4833130

02.772251 Paris Tel. 01.4260.0693 Bruxelles Tel. 02.3483130

Ph. Giovanni Gastel

مكتبة من الأصول

Le régime nord-coréen ne renonce pas à la mainmise de l'Etat sur l'économie

Le nouveau budget exclut une libéralisation

L'Assemblée suprême du peuple a adopté un budget qui réaffirme l'attachement de Pyongyang à l'économie planifiée en dépit des ravages provoqués par la famine. Le régime entend ainsi tenter de conserver le contrôle de populations soumises à rude épreuve et qui inventent des « voies » capitalistes de survie.

TOKYO

de notre correspondant
En dépit de la famine et d'une quasi-banqueroute économique, le régime de Pyongyang n'entend pas renoncer au contrôle étatique sur l'économie. Au contraire, il semble plus que jamais conscient des dangers que représente la timide libéralisation engagée ces dernières années et, plus encore, celle non contrôlée qu'impose une population affamée qui invente des « voies » capitalistes de survie. Réunie depuis le début de la semaine, l'Assemblée suprême du peuple a approuvé, vendredi 9 avril, un budget en légère augmentation (+ 2 %) et réaffirme les principes de l'économie planifiée en adoptant la loi de planification pour l'année 1999. Dans un rapport de présentation de cette loi, il est rappelé que la Corée du Nord « exclut le principe du libre marché et entend maintenir fermement l'économie planifiée ».

Le budget, d'un montant de 20 milliards de won (9,2 milliards d'euros), est en légère augmentation par rapport à l'année dernière mais, évalué en dollars, il représente une diminution de près de 50 % par rapport à celui de 1993, font valoir les analystes de la Corée du Nord à Séoul. Les dépenses devaient augmenter de 11 % dans l'agriculture, de 15 % dans l'industrie et de 10 % dans les mines. Mais aucune indication n'a été donnée sur l'origine des ressources destinées à financer ces dépenses dont l'armée absorbe toujours 14,5 %. Le ministre des finances, M. Rim Kyong-suk, a annoncé que le gouvernement entendait « apporter une solution définitive à la crise alimentaire au cours de cette année ».

Le régime semble surtout inquiet

des conséquences de la famine qui entame son contrôle de la population. Elle aurait fait depuis 1995 entre 1,5 et 3 millions de morts et a donné des bribes de libertés à une population qui vit depuis pratiquement un demi-siècle sous la férule de ce qui est devenu, entre-temps, le dernier régime stalinien de la planète.

MIGRATIONS INTERNES

La pénurie alimentaire a progressivement rendu inopérant le système de distribution étatique qui était un des moyens de contrôle social. Le régime a été contraint de laisser la population chercher par elle-même les moyens de sa survie et les marchés agricoles libres se développer. Autrefois, ceux-ci étaient autorisés trois fois par mois : désormais, ils sont quotidiens et l'on y vend ou l'on y échange n'importe quoi. Avec l'aggravation de la pénurie, des mouvements de population sans précédent s'amorcent dans un pays où il a longtemps fallu une autorisation pour se déplacer. Les usines, qui ne tournent plus qu'au quart ou au tiers de leur capacité et qui sont souvent pillées de leurs équipements par des ouvriers en quête de nourriture, engendrent un phénomène de migrations internes, voire de vagabondage.

Le flux croissant d'immigrants passant en Chine (plus de 400 000 en 1998) a, en outre, pour conséquence un entrecroisement du pays qui entame lentement l'ignorance de la réalité extérieure dans laquelle a été maintenue sa population. A entendre les réfugiés avec lesquels nous avons parlé récemment dans

la région frontalière sino-nord-coréenne, il est clair que les « rumeurs » sur la réalité extérieure se répandent rapidement et de plus en plus profondément dans le pays. Avec les marchés libres, la population a découvert les mécanismes de l'offre et de la demande, la valeur de l'argent et la corruption, devenue une pratique courante.

Sous l'effet de la pénurie et de la banqueroute du système collectiviste, les Coréens du Nord sont en train de découvrir qu'ils peuvent vivre – ou survivre – sans le régime. La réaffirmation des principes de l'économie planifiée par l'Assemblée suprême du peuple indique que Pyongyang a pris conscience du travail de sape produit par la famine et de l'apparition d'un embryon d'économie de marché. Comment pourra-t-il remettre la population dans le « droit » chemin du socialisme ?

La crise de confiance en un système qui n'est plus capable de nourrir sa population a entamé l'endoctrinement, autre mécanisme de contrôle. Les immigrants qui passent en Chine sont assurément une minorité. Ils ne militent pas en faveur de la chute du régime, beaucoup ne sont pas des demandeurs d'asile et ont laissé en Corée du Nord leur famille. Ils n'ont qu'une préoccupation : survivre. Mais il est frappant de constater, à l'entendre, combien les bases idéologiques du régime paraissent entamées. Il ne reste guère à ce dernier que la répression (internement, exécutions), à laquelle il a déjà recours, pour chercher à endiguer la libéralisation anarchique, fille de la famine, qui a commencé.

Philippe Pons

Washington et Pékin ne se sont pas encore entendus sur l'entrée de la Chine à l'OMC

Reçu jeudi à Washington, le premier ministre chinois a fait quelques concessions commerciales tandis que Bill Clinton défendait sa politique de « partenariat stratégique »

WASHINGTON

de notre correspondant
Le premier ministre chinois a été reçu, jeudi 8 avril à Washington, par Bill Clinton. A un moment où les relations sino-américaines sont au plus bas, la visite de Zhu Rongji s'annonçait délicate. Mais les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences. Ils ne sont pas parvenus, après treize ans de négociations, à s'entendre sur l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Ils se sont néanmoins félicités, dans un communiqué, des progrès accomplis et ont annoncé qu'un accord sur l'OMC interviendrait d'ici novembre.

Les deux dirigeants ont abordé les graves différends qui empoisonnent leurs relations : espionnage nucléaire chinois, transferts de technologies sensibles, financement de la campagne de Bill Clinton en 1996, droits de l'homme, ouverture du marché chinois, Taiwan, Corée du Nord, auxquels s'ajoute l'opposition de Pékin à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. La solution la plus sage semblait de prendre acte de ces désaccords et de passer aux choses sérieuses comme les affaires. Ce qu'a fait, d'une pirouette, M. Zhu en déclarant que « les bons amis ne sont pas ceux qui disent toujours oui mais ceux qui savent dire non ! ».

La Chine et les Etats-Unis ont conclu plusieurs accords ouvrant des fragments du marché chinois aux industriels et agriculteurs américains. Les milieux d'affaires sont attirés par les perspectives offertes par la Chine, cinquième partenaire commercial des Etats-Unis

et avec laquelle le déficit commercial a été de 57 milliards de dollars l'an dernier. Ainsi poussé, Bill Clinton a défendu sa politique d'« engagement constructif » et de « partenariat stratégique ». « Si la Chine est prête à accepter la règle du jeu du commerce, ce serait une erreur inexplicable de dire non » à son entrée dans l'OMC, a-t-il dit, avant de dénoncer « la campagne de guerre froide menée contre la Chine pour des raisons électorales » par ses adversaires républicains. Très soucieux de rejoindre l'OMC, les Chinois l'ont remercié en offrant des concessions commerciales.

Les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences

Pour Bill Clinton, le terrain est miné. Lui qui avait dénoncé en 1992 les faiblesses à l'égard de Pékin de George Bush est accusé d'avoir bénéficié d'argent chinois lors de sa campagne de 1996. Le Los Angeles Times vient de révéler que le chef du renseignement militaire y avait contribué pour près de deux millions de dollars. Les len-

teurs de l'administration à réagir aux accusations d'espionnage nucléaire ont également été exploitées par les républicains, qui y voient un signe de faiblesse. La révélation d'un nouveau cas d'espionnage concernant la bombe à neutrons, qui aurait eu lieu sous la présidence Clinton, ainsi que sur les ventes de matériel sensible à Pékin – pour 90 milliards de dollars en dix ans, parfois livrés directement aux usines fabriquant des bombes, des missiles ou des radars – ne contribuent guère à améliorer l'image du régime chinois auprès du Congrès comme de l'opinion.

Zhu Rongji a démenti ces accusations et promis de faciliter l'enquête. Bill Clinton a réitéré ses critiques contre les violations des droits de l'homme. Mais les deux hommes ne sont pas seuls maîtres à bord. Le premier est soumis aux pressions des durs du régime communiste chinois contre ses réformes économiques. Le second sait que sa politique chinoise est condamnée par ses adversaires – et par quelques-uns de ses amis – et il n'est pas sûr que le Congrès ratifierait un accord sur l'admission de la Chine à l'OMC. Chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott a dénoncé des « pratiques commerciales prédatrices » de la Chine, ajoutant que « la loi laisse entrer à l'OMC en ce moment n'importe qui ». L'administration est disposée à aller pour sauver de l'échec sa politique de partenariat stratégique ». M. Clinton a sans doute jugé que les intérêts économiques valaient bien ces ennemis.

Patrice de Beer

LES BONNES NOUVELLES CITROËN

Du 1^{er} au 30 avril

Nouvelle gamme XSARA à partir de
75 900 F⁽¹⁾

LA SEULE VOITURE ÉQUIPÉE EN SÉRIE DE :

ABS – 4 Airbags – Essieu arrière autodirectionnel
Direction assistée



Exceptionnel
10 000 F⁽²⁾
d'économie sur SAXO

DE SÉRIE SUR SAXO EXCLUSIVE :

Airbag conducteur – Direction assistée
Système audio RDS – Vitres avant électriques



Et aussi :

XANTIA à partir de 90 000 F⁽³⁾ / BERLINGO à partir de 66 900 F⁽³⁾

<http://www.citroen.fr>
2016 CITROËN TAXI

Tous nos véhicules sont équipés de pneumatiques Michelin. (1) Exemple de 130000 F TTC pour l'achat d'une Xsara 1.6i 16V essence. Offre non cumulable avec les autres offres de la gamme Xsara. (2) Exemple de 10000 F TTC pour l'achat d'une Saxo 1.1i 16V essence. Offre non cumulable avec les autres offres de la gamme Saxo. (3) Exemple de 90000 F TTC pour l'achat d'une Xantia 1.8i 16V essence. Offre non cumulable avec les autres offres de la gamme Xantia. Les prix sont indiqués en TTC et incluent la TVA à 20 % et les frais de livraison. Les prix sont indiqués en TTC et incluent la TVA à 20 % et les frais de livraison. Les prix sont indiqués en TTC et incluent la TVA à 20 % et les frais de livraison.

CITROËN

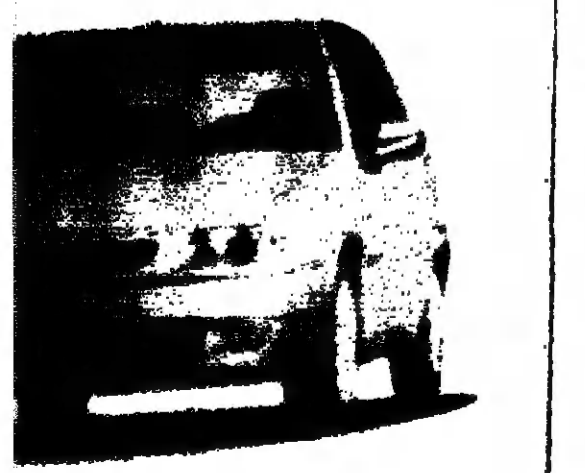
550 من الأصل

kin ne se sont pas encore
entrée de la Chine à l'OMC

de la guerre, à nouveau
réforme au cœur du continent. C'est
pour (...) assurer à tous la paix, la
liberté et la dignité que nous voulons
poursuivre la construction de
l'Union européenne. (...) Dans un
monde de six milliards d'hommes et
de femmes, c'est en unissant nos
forces, nos volontés et nos ressources
que nous parviendrons à faire entendre notre voix, à dé-
fendre nos intérêts, notre civilisation et notre culture.

DOF
sur SAKO

Direction assistée
ABS - freins avant électriques



980 F
CITROËN

FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

GAUCHE Le Parti socialiste réunit, samedi 10 avril, une convention nationale extraordinaire pour adopter le programme de la liste qu'il a formée avec le Mouvement des ci-

toyens et le Parti radical de gauche. Les militants, appelés à approuver cette liste, n'ont pas participé mas-

sur la nécessité d'aboutir à une solu- tion politique du conflit du Kosovo. **LE PROGRAMME** de la liste PS-MDC-PRG abandonne la notion de « fédération d'Etats-nations » au

profit de celle d'« union librement consentie de nations et de peuples ». Il plaide pour une Europe « au service de l'emploi, de la crois- sance et du progrès social ».

Les socialistes et les chevènementistes confirment leur alliance

En dépit des divergences apparues au sujet de la guerre contre la Serbie, la liste que François Hollande conduira aux élections du 13 juin associe le Mouvement des citoyens à sa campagne pour une construction européenne orientée à gauche et intégrant l'idée d'une défense commune

COMME si de rien n'était, on presque, ils seront tous là, samedi 10 avril, au Palais de la Mutualité, à Paris, pour célébrer le « PACS » entre le Parti socialiste, le Mouvement des citoyens (MDC) et le Parti radical de gauche (PRG) pour les élections européennes. Le désaccord sur le conflit du Kosovo entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, réaffirmé dans nos colonnes, mais d'une manière apaisée, par Sami Naïr, en troisième position sur la liste de François Hollande, n'a pas empêché l'union de ceux qui s'étaient séparés, en 1993, sur des visions antagonistes de la construction européenne. Le premier ministre devrait être présent, en témoin muet de la cérémonie, comme d'autres membres du gouvernement, et, en bonne place, le ministre de l'Intérieur, aux côtés de Jean-Michel Baylet, président du PRG.

M. Hollande fera figure de grand prêtre : maître des cérémonies consensuel, il prendra la parole avec les trois suivants de sa liste, Pervenche Berès, chef de file des eurodéputés socialistes français à Strasbourg, M. Naïr et Catherine Lalumière (PRG). Cette convention socialiste ouverte à ses alliés sera surtout l'occasion pour M. Hollande de lancer sa campagne, dont le conflit du Kosovo n'a modifié en rien le calendrier. Pour le premier secrétaire du PS,

l'intervention de l'OTAN montre que l'Europe de la défense est « cruellement absente » et que « jamais l'Europe n'est apparue aussi nécessaire qu'aujourd'hui ». Sur BFM, jeudi, M. Hollande, qui devait annoncer une initiative des sociaux-démocrates européens sur le Kosovo, s'est démarqué de Robert Hue, partisan d'« une campagne gaie et joyeuse » : « Je préfère faire une campagne sérieuse et utile plutôt qu'une campagne d'incontinences et de sourires, mais qui ne donne rien à l'arrivée. »

RÉSERVES BUCCO-RHODANIENNES Avant la cérémonie de « passage » avec le MDC et le PRG, le PS réunit une convention extraordinaire pour ratifier l'adoption, par les militants, de sa liste de 87 candidats. Vendredi matin, sur 70 % des fédérations, la participation au vote était de 43,25 % et l'adhésion à la liste proposée était de 86,15 %. Seule la fédération des Bouches-du-Rhône, mécontente de l'éviction de son premier secrétaire fédéral, François Bernardini, s'est singularisée par une faible participation de 25 %. Cette convention extraordinaire adoptera aussi le programme commun des trois partis de la liste, présenté sous la forme d'un petit livre carmin de 22 pages. Intitulé « Construisons notre Europe », il présente des propositions inspirées du mani-



feste du Parti des socialistes européens adopté, le 1^{er} mars, à Milan, et offre une savante synthèse entre le texte de la convention « nation-Europe » du PS et des accords séparés avec le MDC et le PRG. Ce programme se décline de la même manière que la plate-forme du PS pour les élections législatives de 1997, « Changons d'avenir », en déclinant en trois chapitres le thème « construisons notre Europe » : 1^{er} « Europe de la

croissance et de l'emploi », 2^e « Europe au service des citoyens », 3^e « Europe puissante ». Le petit livre carmin lui permet ainsi d'aller plus loin que le manifeste du PSE, notamment sur la réduction du temps de travail. Il lui permet aussi de contourner les obstacles nés de ses divergences avec le MDC. Ainsi, il ne parle pas de « fédération d'Etats-nations », comme dans le texte de sa convention « nation-

Europe » mais d'« Union librement consentie de nations et de peuples ». Il ne reprend pas l'idée, avancée dans l'accord avec le MDC, du maintien, « pour le moment », de la « règle de l'unanimité », « chaque fois qu'il est en jeu un intérêt vital », en proposant de « mettre le Conseil en mesure de décider efficacement, par l'extension du vote à la majorité partout où cela est souhaitable, et par une pondération des voix équitable ».

CONVERGENCE SOCIALE Sur la croissance et l'emploi, le programme commun prône un pacte européen pour l'emploi avec, comme pour l'euro, des « critères de convergence ». La stratégie « coordonnée de croissance durable, s'appuyant à la fois sur la consommation et l'investissement », prévoit un soutien aux grands travaux et aux nouvelles technologies d'information au moyen du lancement d'un grand emprunt européen. Il préconise une baisse de la TVA « sur les activités à forte main-d'œuvre ». Il propose aussi la négociation d'un traité social, « avec des critères de convergence sociale inscrits dans un calendrier contraignant et contrôlé », l'instauration d'un salaire minimum européen et d'un mécanisme de « convergence des salaires ». Surtout, il veut « engager la réduction du temps de travail à travers l'Union pour aboutir à

35 heures en l'an 2005, selon le principe « la négociation autant que possible, la loi autant que nécessaire ».

Le Conseil de l'euro est appelé à devenir « une institution de coordination des politiques économiques, véritable gouvernement économique face à la Banque centrale européenne ». Cette dernière devrait être contrôlée « régulièrement » par le Parlement européen et voir inscrit dans ses statuts l'« objectif de la croissance et du plein emploi ». Le programme commun propose aussi « un plan d'harmonisation de la fiscalité sur le capital et les bénéfices des sociétés », la création d'« une taxe sur les transactions financières internationales », une charte européenne des droits civiques, économiques et sociaux, la création d'une carte de sécurité sociale « valable dans toute l'Union », l'instauration d'« un revenu minimum garanti pour tous ». Le conflit du Kosovo donne plus d'acuité aux propositions sur la sécurité dans le monde. Le programme commun veut encourager, « avec les Etats européens qui le veulent », les initiatives « allant dans le sens d'une défense commune ». Il reprend aussi l'idée socialiste de s'orienter vers une « Constitution de l'Union européenne ». Sans avancer de date.

M. N.

« Une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect de chacun et l'intérêt de tous »

LE PROGRAMME du Parti socialiste, du Mouvement des citoyens et du Parti radical de gauche, intitulé « Construisons notre Europe », s'ouvre par une introduction de François Hollande, tête de liste. « Le chômage, la précarité, l'exclusion menacent nos sociétés, écrit M. Hollande. La guerre, à nouveau, résonne au cœur du continent. C'est pour (...) assurer à tous la paix, la liberté et la dignité que nous voulons poursuivre la construction de l'Union européenne. (...) Dans un monde de six milliards d'hommes et de femmes, c'est en unissant nos forces, nos volontés et nos ressources

que nous parviendrons à faire entendre notre voix, à défendre nos intérêts, notre civilisation et notre culture. » « Nous voulons une Europe au service de la croissance économique, de l'emploi, du progrès social, de la défense des droits de l'homme, de l'environnement et du cadre de vie », ajoute M. Hollande, qui, rappelant que les socialistes participent au gouvernement de treize pays de l'Union sur quinze, souligne que ce programme pré-

sente, à partir des vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens, les propositions « qui guideront l'action [des élus de sa liste] au sein du Parlement européen ».

« Cette entreprise, conclut M. Hollande, est sans précédent dans l'histoire de l'humanité : une union librement consentie de nations et de peuples, dans le respect du génie de chacun et dans l'intérêt de tous. Un exemple pour tant de régions déchirées aujourd'hui par les conflits au, pire, par la guerre. Notre pays, la France, est à l'origine de l'idée européenne. Loin d'aliéner sa souveraineté, sa participation active à l'Union européenne lui assure un avenir digne de son grand passé. »

Le MDC a fait annexer à ce texte la déclaration suivante : « Le programme du Parti socialiste pour les élections européennes rejoint les orientations que le Mouvement des citoyens est résolu à défendre, afin de donner à la gauche et au gouvernement de Lionel Jospin toutes les chances : pour réorienter la construction européenne dans le sens de la croissance et de l'emploi, pour aller vers une Europe politique et sociale, démocratique et respectueuse des nations. »

TROIS QUESTIONS A... SAMI NAÏR

1 Vous êtes numéro trois sur la liste socialiste et vice-président du Mouvement des citoyens, qui désapprouve les bombardements en Yougoslavie. Comment gérez-vous cette contradiction ?

La meilleure solution, aujourd'hui, et la seule qui préserve l'avenir, notamment un cadre de vie commun pour tous les peuples qui constituent cette région, c'est la solution politique, pour interrompre l'engrenage de la guerre, de la purification ethnique, de la catastrophe humanitaire que constitue l'exode. C'est ce que nous

unit, au-delà de nos appréciations différentes sur le contenu et les formes de ce conflit.

2 Partagez-vous l'objectif du programme commun d'une « défense commune » en Europe ?

Ce qui se passe aujourd'hui au Kosovo démontre, s'il en était besoin, la nécessité de parvenir un jour à une défense commune européenne. L'OTAN ne doit pas se substituer à la volonté des nations européennes d'exister par elles-mêmes. Tout ce qui va dans le sens d'une autonomie stratégique de l'Europe est pour moi positif. Il faut donc explorer les voies qui s'ouvrent avec les pays désireux d'aller dans ce sens.

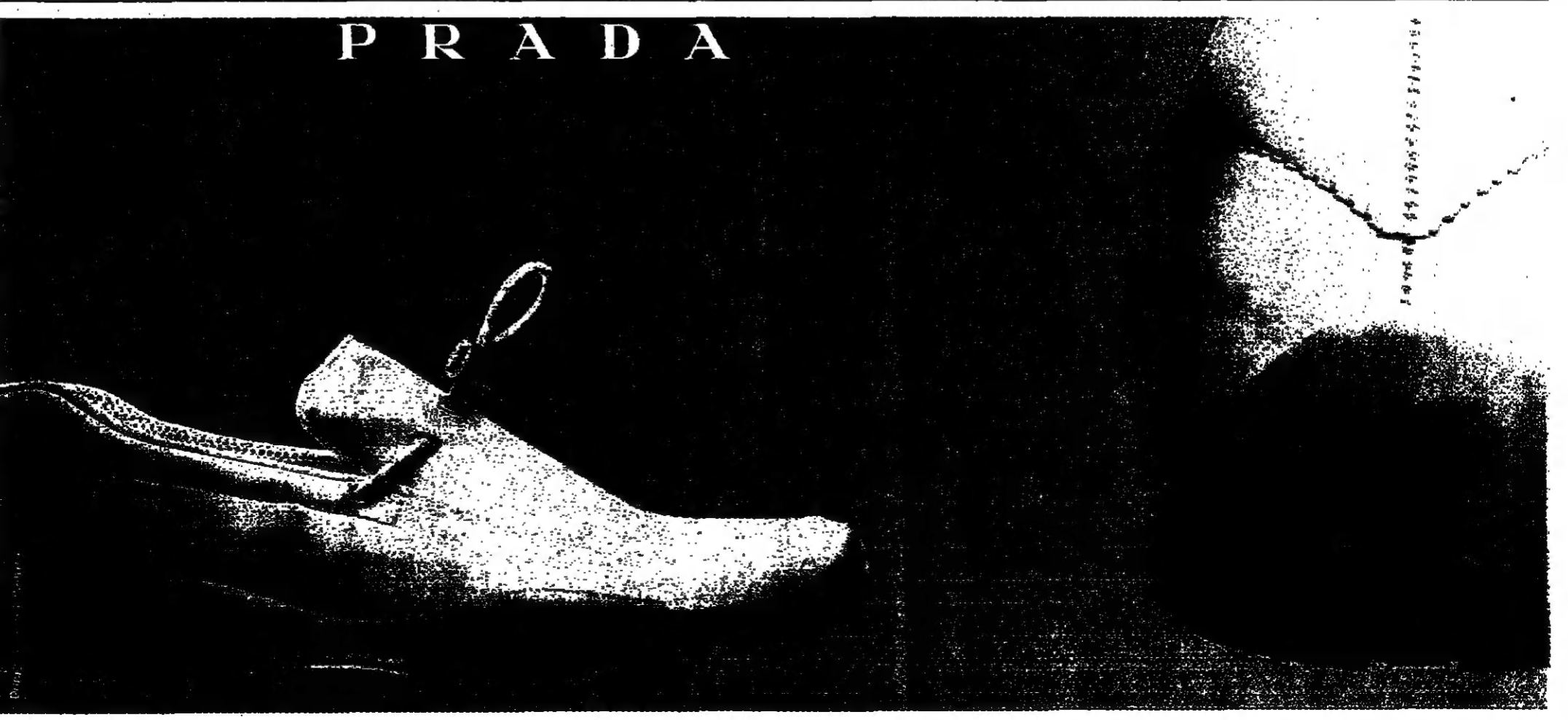
3 Le PS reste favorable à une extension de la majorité qualifiée. Allez-vous faire entendre votre différence ?

Ce débat a été tranché. Nous avons affirmé clairement notre attachement à la règle de l'unanimité,

té pour ce qui concerne les questions d'intérêt vital pour les nations. Il n'y a aucune raison de cacher aux électeurs notre position. Il n'y a pas, sur ce sujet, de divergences entre les différents partis qui composent la liste dirigée par François Hollande.

Nous exprimerons, durant cette campagne, les positions communes que nous avons adoptées avec nos partenaires et nous expliquerons patiemment les points qui nous paraissent importants dans la lutte pour la construction d'une Europe de la croissance, de l'emploi et de la citoyenneté véritable. Nous mettrons l'accent sur ce que nous paraît insuffisamment mis en valeur en Europe aujourd'hui, notamment la nécessité d'une véritable politique de solidarité avec l'Est et le Sud, par le codéveloppement et le renforcement des droits sociaux face aux politiques libérales.

Propos recueillis par Michel Noblecourt



مكتبة من الأصل

Les socialistes renoncent à élargir la couverture maladie universelle

L'amendement des Verts est rejeté

LA DISCIPLINE est revenue chez les socialistes. Jeudi 8 avril, le groupe PS de l'Assemblée nationale a révisé, lors d'une deuxième délibération de la commission des affaires sociales, le seuil de revenus mensuels de 3 500 francs pour bénéficier de la couverture maladie universelle (CMU). La veille, quelques défections dans ses rangs avaient permis aux Verts de faire adopter un amendement relevant ce seuil à 3 800 francs avec l'appui des communistes, du groupe RCV et de l'opposition (*Le Monde* du 9 avril). Les partenaires de la CMU (caisses d'assurance-maladie, mutuelles et assurances) « ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas, tous les ans, un débat sur le seuil. C'est déstabilisant pour eux », a plaidé Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission.

Toutefois, pour « atténuer » l'effet de seuil, M. Boulard a fait adopter un amendement qui permet - sans obligation - aux organismes complémentaires de créer un « fonds d'accompagnement » en faveur des personnes « se trouvant au-dessus du seuil ». Ainsi, les bénéficiaires dont les revenus franchiraient la barre des 3 500 francs profiteraient, pendant un an, d'un tarif préférentiel pour prolonger leur couverture complémentaire. Mercredi, une première alternative au relèvement du seuil avait déjà été adoptée, avec l'extension du tiers-payant aux personnes qui s'engagent à consulter le même praticien.

Les députés ont, par ailleurs, décidé d'ouvrir le conseil d'administration - qui contrôlera le dispositif CMU - aux membres du Parlement, à des représentants d'association, des régimes obligatoires et

des assureurs. « Ce sera le seul endroit où tous les tiers-payeurs seront autour d'une table », se félicite M. Boulard. Les acteurs de la complémentaire n'ont jamais été rassemblés. Si on les mettait en avant dans la régulation des dépenses de santé, ce dossier serait beaucoup moins politique », ajoute-t-il.

ÉVITER LA SÉLECTIVITÉ

La commission a également jugé utile d'interdire aux organismes complémentaires de « tenir compte » des résultats des tests génétiques des bénéficiaires de la CMU. Il s'agit d'envoyer un premier message pour empêcher la sélectivité des risques. « Sinon, dans trois ans, nous devrions voter une seconde CMU non pas en fonction des ressources financières des bénéficiaires, mais de leur âge, de leur pathologie et de leurs affections », souligne le rapporteur. En réalité, cette mesure reprend une partie du contenu du moratoire décidé, dans ce domaine, en 1994, par les sociétés d'assurance, et récemment prolongé par leur fédération nationale jusqu'en 2004. La commission a décidé d'étendre la période de transition à six mois - jusqu'au 30 juin 2000 - pour faciliter le basculement des personnes prises en charge par l'aide médicale gratuite vers la CMU. Les personnes entrant dans le champ de la CMU qui possèdent déjà une couverture complémentaire n'auront plus la possibilité de résilier leur contrat si l'organisme dont elles dépendent fait partie du dispositif. Le projet de loi sera discuté en séance publique, mardi 27 avril.

Clarisse Fabre et Isabelle Mandraud

Le gouvernement et les syndicats préparent la campagne des retraites

Le rapport Charpin ne sera remis au premier ministre qu'à la fin avril

La remise au premier ministre du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, sur l'avenir des retraites, est retardée à la fin avril. Elle marquera le début d'une campagne d'information. Le gouvernement s'y prépare, ainsi que les syndicats, qui ont planifié des réunions dans tout le pays sur le sujet.

LES RETRAITES méritent que l'on prenne son temps : ce message, martelé à Matignon, a trouvé une nouvelle justification avec la guerre du Kosovo. La remise du rapport Charpin sur les retraites à Lionel Jospin est une nouvelle fois retardée. Prévue initialement pour début avril, puis à la mi-avril, elle ne se fera finalement qu'à la fin du mois. Le premier ministre devrait alors annoncer le lancement d'une large campagne d'information.

Le rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, qui a pointé les déséquilibres financiers des différents régimes et tracé quelques pistes, sera alors édité, probablement dans une version simplifiée. Certains, comme Jean Le Garrec, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, plaident même pour une distribution aussi large que possible d'un résumé en quatre pages afin de poser les termes du débat. Le coup d'envoi de cette campagne serait donné par une première rencontre officielle sur le sujet entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Puis s'engagera une nouvelle étape entre les protagonistes, placée sous le signe de la concertation.

NÉGOCIATIONS DÉCENTRALISÉES

Le gouvernement souhaite, en même temps, impliquer le Parlement dans le processus. Les élus seront ainsi conviés à exprimer leurs points de vue. L'hypothèse d'une séance sans vote à l'Assemblée nationale est évoquée. M. Le Garrec a, pour sa part, proposé la création d'une commission ad hoc qui pourrait se saisir du dossier. A la fin de l'année, si tout va bien, le

gouvernement fera alors connaître les décisions qu'il compte prendre pour réformer les retraites. Mais déjà, au Parti socialiste, on laisse entendre que la mesure-phare préconisée par le rapport Charpin, l'allongement de la durée de cotisations à quarante-deux ans et demi - au lieu de quarante ans pour les salariés du privé, à l'heure actuelle, et de trente-sept ans et demi pour les agents du public -, ne peut pas être applicable de façon uniforme. De fait, bien que l'entourage du premier ministre affirme n'écarter aucune piste de réforme, les futures négociations seront sans doute décentralisées, entreprise par entreprise dans certains cas.

Pour diverses raisons, l'ouverture d'une campagne d'information, en tout cas, enchante les partenaires sociaux. Beaucoup, persuadés que la bataille va se jouer auprès de l'opinion publique, ont d'ailleurs bâti leur propre dispositif de campagne. Le Medef fera connaître ses positions, mardi 13 avril, au cours d'une classique conférence de presse. Les syndicats, eux, feront plus de cinq cents réunions dans les régions et dans les entreprises. Inquiète à l'idée que le rapport Charpin « tombe dans les oubliettes » ou que l'on puisse « réformer la société sans elle », la confédération de Nicole Notat redoute par-dessus tout... l'influence des médias. « Les retraites vont donner lieu à une guerre des titres, avec un mélange de catastrophisme, de polémique et de simplisme », dénonce Jean-Marie Toulisse, secrétaire confédéral, qui estime qu'« à l'heure de l'audiovisuel » le gouver-

nement devrait se donner les moyens de toucher chaque citoyen. La CFDT affirme avoir déjà réuni, à la fin mars, quelque huit cents personnes, aux arènes de Brest, des postiers à Clermont-Ferrand et des métallurgistes à Nancy. Elle s'apprête à distribuer largement tracts et magazines.

UN DÉBAT MAJEUR

La CGT, plus que jamais soucieuse d'unité syndicale - « Si on aborde les retraites en ordre dispersé, on a perdu d'avance », souligne son responsable des questions économiques, Jean-Christophe Le Duigou -, est sur la même longueur d'ondes. Ici aussi, les réunions, au niveau des départements, vont se multiplier, et bon nombre de militants ont suivi des « stages » de préparation au grand débat qui s'annonce. « Notre souci va être de faire de la communication pour faire réfléchir collectivement, travailler en profondeur avec les citoyens. Les retraites ne sont pas un sujet technique ni secondaire, mais un débat majeur », affirme M. Le Duigou. « Les deux tiers des salariés estiment ne pas être correctement informés », ajoute-t-il. Un avis partagé par la CFDT comme par le gouvernement.

Dans un tout autre style, FO a également décidé d'interpeller les Français en faisant circuler pétition et tracts. Enfin, à gauche de la gauche, les « anti-Charpin » réunis au sein de la Fondation Copernic (*Le Monde* daté 4-5 avril) ont eux aussi anticipé la campagne en publiant un livre. La campagne peut commencer.

L.M.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin sont en forte hausse, selon le sondage d'opinion réalisé, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon national de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril). Selon cette enquête, le chef de l'Etat recueille 67 % d'opinions favorables (+5 points en un mois), contre 27 % d'opinions négatives. De son côté, le premier ministre progresse de 8 points en un mois, avec 65 % de bonnes opinions (29 % de mauvaises). Les jugements favorables au chef du gouvernement sont en très forte hausse chez les sympathisants du RPR (35 %, +14 points) ; ils s'érodent, en revanche, chez les communistes (54 %, en baisse de 4 points).

■ **NÉGOCIATION** : le patronat (Medef, CGPME) et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont décidé, jeudi 8 avril, de reconduire pour trois ans, en l'état, l'accord interprofessionnel de 1995 sur la négociation collective, qui était arrivé à échéance en octobre 1998. La CGT a indiqué qu'elle ne le signerait pas, tandis que FO a réservé sa réponse. Conclu une première fois à titre expérimental pour trois ans, le 31 octobre 1995, cet accord permet à un employeur, dans les entreprises dépourvues d'organisations syndicales, de négocier avec des salariés mandatés par un syndicat, ou directement avec des élus du personnel, à condition qu'un accord de branche permette ces modalités de négociation.

■ **HAUTS-FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a entamé, en début de semaine, une série de rencontres avec les organisations syndicales pour leur soumettre les grandes lignes de son plan de revalorisation de la haute fonction publique. La réforme, qui devrait être bouclée d'ici trois ou quatre mois, vise à moderniser le fonctionnement de la haute administration et à en revaloriser les traitements. Ces revalorisations ne relèveraient pas de mesures de portée générale, mais seraient ciblées, notamment, sur la fin de carrière des administrateurs civils. Le gouvernement entend à cette occasion obtenir une meilleure transparence des systèmes de primes.

SFR

Comment fait Nils pour rester seul sur sa serviette alors que Nina et Laetitia l'attendent sur le bateau ?

C'est simple, il n'est pas au courant.

SFR invente le premier portable avec 2 numéros.

LE PACK SFR

Pack SFR Les Uns... Les Autres.

SFR est une marque de SFR

550 من الأصل

Rôt épaupe sans os
Filière Qualité Carrefour
Origine France.

100-443887-1

~~CONFIDENTIAL~~

[illegible]

...et fait
...à servir
...no et l'
...ent sur
...n est



***300 000 rôtis de porc
et pas un de plus.***

LE ROTI DE PORC*

14 F

LE

Il y en

LE KILO

**Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...**

***Rôti épaule sans os**
Filière Qualité Carrefour.
Origine France.

**Avec Carrefour
je positive! ◀**



Une alimentation à base de céréales et de végétaux. Un élevage respectueux de l'environnement. Des contrôles de l'élevage jusqu'à votre magasin par des organismes indépendants. Un élevage élevé et abattu en France.

A SUIVRE...

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

JUSTICE Plus de cinquante ans après les faits, l'ancien SS Aloïs Brunner sans doute être jugé par contumace à Paris pour crimes contre l'humanité. Le dossier d'in-

struction en effet d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, annonçant un possible renvoi devant la cour d'assises. ■ LA RAFFLE d'enfants juifs organi-

■ à la fin de juillet 1944 constitue l'une des bases de la plainte déposée par M^{re} Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987. ■ ALOÏS BRUNNER, dont toute la carrière de

SS a été consacrée à la persécution des juifs, est à l'origine de la déportation de vingt-cinq mille juifs de France, mais il a également sévi en Autriche, Berlin, Grèce et en

Slovaquie. ■ LA SYRIE, où l'ancien responsable nazi se serait établi en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher, a toujours officiellement démenti sa présence sur son territoire.

Le criminel nazi Aloïs Brunner va être jugé par contumace à Paris

Le dossier de l'ancien SS, accusé de crimes contre l'humanité pour avoir organisé une rafle et un convoi au cours de l'été 1944, vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de la capitale. Ce lieutenant d'Eichmann serait à l'origine de la déportation de 25 000 juifs de France

AVEC LA CLÔTURE de l'instruction sur Aloïs Brunner, apparaît, après une traque d'un demi-siècle, la perspective d'un procès par contumace portant sur les crimes contre l'humanité commis, pendant la Seconde Guerre mondiale, par ce lieutenant d'Adolf Eichmann. Mardi 30 mars, au effet, le juge d'instruction Hervé Stéphan a transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris. C'est la chambre d'accusation de la cour qu'il revient de décider du renvoi, devant une cour d'assises, de cet homme né en 1918 dont la biographie plonge au cœur de l'organisation du génocide juif.

La nouvelle de la mort de Brunner, répandue en 1992, n'a jamais été confirmée par sa propre fille, et nul n'a pu avoir accès à un corps ou à une tombe identifiable. L'extradition de l'ancien SS a été demandée par Israël et l'Autriche en 1984. Il est officiellement recherché par Interpol depuis 1987 et la Chambre des représentants de l'État d'Israël a demandé sa livraison en avril 1991. Serge et Beate Klarsfeld ont fait plusieurs tentatives pour déboucher l'ancien capitaine SS sur le sol syrien, mais jamais obtenu son extradition. Damas n'a jamais donné suite aux diverses demandes de rogatoires envoyées par la justice française, qu'elles concernaient l'enquête ou la simple constatation du décès de Brunner.

L'instruction de la partie fran-



çaise du dossier Brunner a commencé en 1945. Le 1^{er} août 1946, un mandat d'arrêt est lancé contre cet homme inscrit sur la première liste des criminels de guerre. L'affaire se conclut par deux procès par contumace et deux peines de mort prononcées par le Tribunal permanent des forces armées (TFPA) en 1953 et 1954 après l'inculpation de crimes de guerre. Deux autres « nouveaux » relevant du crime contre l'humanité - rendus imprescriptibles par une loi de 1964 - sont à l'origine du procès par contumace qui devrait se tenir à Paris au

cours de l'année 2000 : la rafle organisée du 20 au 25 juillet 1944, qui avait été lancée contre 340 mineurs et enfants juifs répartis dans les zones littorales de la région parisienne, et le convoi de déportés parti de la capitale le 17 août 1944.

À la fin du mois de juillet 1944, alors que les Alliés progressent vers Paris, Aloïs Brunner et son petit groupe de SS combattent à traquer et à expédier le plus de juifs possible au direction d'Auschwitz. Comme l'un des

province est devenue coupé par les combats, force est de se rallier sur les seuls « réservoirs » disponibles : la zone de Drancy et les « homes » où les Allemands ont placé et confié à l'UGIF les enfants d'abord conduits à Drancy, puis leurs parents, puis séparés d'eux. Le 20 juillet 1944, Aloïs Brunner est responsable du service de liaison avec les Allemands de l'UGIF, le lieutenant Kurt Schendel, de son état-major et procéder aux arrestations.

Du 21 au 25 juillet, 250 enfants sont ramené à Drancy. Paris pour Auschwitz, le 31 juillet 1944, c'est-à-dire moins d'un mois avant la Libération de Paris, la plupart périront dans les chambres à gaz. Dix-sept autres ont survécu. En dépit de l'abolition d'un de ses attributs, qui les jugeait trop petits, Aloïs Brunner impose que soient en particulier « attelés » dix-sept très jeunes enfants de la « pouponnière » de Neuilly. La déportation des enfants est le fondement de la plainte déposée par M^{re} Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987 respectivement au nom de l'association des fils et filles de déportés juifs de France et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). Quant au convoi du 17 août, il concerne 51 enfants, des résistants et des adultes emmenés dans la fuite par Brunner pour se protéger.

Bien que l'instruction se soit limitée à ces deux éléments, elle

comporte quarante-trois tomes et des milliers de cotes. Depuis 1988, trois juges d'instruction se sont succédés : Claude Grellier, Jean-Pierre Gaudin et Hervé Stéphan. La transformation en routine de la persécution antijuive, en 1944, a permis de poursuivre les objectifs de l'accusation. Contrairement au procès de Maurice Papon, le procès Brunner devrait être une affaire peu de papiers signés et aucune réquisition écrite. On dispose uniquement des instructions générales de 1943, signées Aloïs Brunner, sur la façon d'arrêter les enfants. L'enquête a également permis de retrouver des survivants des quinquantes de remboursements en zlotys, qu'Aloïs Brunner entretenait, auprès des internés de Drancy, l'illusion que le départ à l'Est signifiait une déportation pour le travail ou pour une prétendue « réserve juive » dans le Gouvernement polonais (la Pologne).

PEU DE SURVIVANTS

Mais avec ceux qui parmi les 123 000 victimes directes de Brunner ont survécu. Denise Holstein, qui vit toujours, a été arrêtée avec les enfants de Louveciennes, dont elle était la monitrice. La relation qu'elle a faite à son retour d'Auschwitz, en 1945, est le récit quasi contemporain sur le transport des enfants du 31 juillet 1944. Un récit plus complet sur le dernier convoi, celui du 17 août, a été fourni par la déposition d'Os-

car Reich, un interné ancien footballeur autrichien qui collabora activement avec Brunner à Drancy, lors de son procès, en 1954, devant le tribunal militaire de Reuilly. Enfin, on dispose d'un télégramme en allemand envoyé par Brunner au commandant d'Auschwitz, Höss, prouvant, s'il en faut besoin, qu'Aloïs Brunner avait parfaitement qu'il envoyait des enfants dans un camp de terminaison.

À l'issue de l'instruction, le personnage de Brunner apparaît comme le contraire du « criminel de bureau » qui tue à distance. L'homme est lâche, certes, puisque, d'après un témoignage, il s'est efforcé de décourager ses subordonnés de policiers lorsqu'il est arrêté quelques heures après l'armistice allemand en juillet 1944, lors de la tentative avortée de putsch contre Hitler. Mais il se plaît à regarder sa victime en face. Il installe ainsi des son arrivée à Drancy une table devant laquelle il fait défiler les internés. Face à un tel criminel, le procès par contumace risque fort de ne pas être squelettique, puisqu'il traitera en la simple lecture du Pacte d'accusation face à une cour d'assises, et qu'il n'y a pas de contradiction. Resterait, pour les historiens, à faire leur profit de ce travail préparatoire, et à comprendre à l'aide de quelles complications l'adjudant d'Eichmann a pu finir sa vie en proscrit, certes, mais sans jamais voir le visage de ses juges.

Nicolas Weil

Une carrière toute entière consacrée à la persécution des juifs

LA VIE de l'ancien SS-Hauptsturmführer Aloïs Brunner renvoie à la fois à la nature de l'antisémitisme qui a abouti à l'extermination des juifs d'Europe, et à la question de la responsabilité.

PORTRAIT

L'Autrichien fut un véritable fanatique de la guerre d'extermination

si-impunément dont ce lieutenant d'Eichmann a bénéficié dans le monde de l'après-guerre. Toute la carrière de SS, Aloïs Brunner a consacré à la persécution des juifs. C'est lui qui a perfectionné un certain nombre de rouages de la persécution des juifs, et de la terreur et de la manipulation.

Né à Rohrburn en 1912, Brunner s'est intéressé à l'antisémitisme au moment de la nazification de l'Autriche et de l'Anschluss (l'annexion au Reich allemand, en mars 1938). Brunner, dont le cursus professionnel a jusque-là été fort médiocre, entre dans la police, au SD (Sicherheitsdienst). Très vite, il s'attache, avec Eichmann, à la tâche de charger des camps de concentration. Vienne est sa population juive. Brunner, qui est un fanatique de la guerre d'extermination, est nommé en 1945. Il confiera-t-il pas en 1985 au magazine allemand *Der Spiegel* ses regrets d'homme d'

l'histoire à tâche « à demi achevée ». « Eichmann apprécie tout particulièrement l'efficacité de ce Volksgerichte (compatriote). Au point de lui confier, en 1940, sa création : la *Verwaltung für jüdische Auswanderung* (office central pour l'émigration juive), qui servira de modèle à la liquidation des communautés juives dans toute l'Europe, bientôt occupée par les armées allemandes. C'est de Vienne qu'Aloïs Brunner supervise les premières déportations de masse, d'abord, en 1941, vers les ghettos, puis vers les camps d'extermination de Pologne.

MISE AVANT DRANCY

Après un passage à Berlin, fin 1942, il participe aux persécution antijuives, Brunner prend en main la spoliation et la déportation de ceux de Salonique, à partir du 21 mars 1943. Dans un livre de souvenirs, récemment publié au *Millions du Caï* sous le titre *Le chemin de la vie*, Jacques Stroumsa, survivant d'Auschwitz, rapporte qu'il a été employé par Brunner. Dans le convoi qui l'emmène à Grèce, le 8 mai 1943, il rapporte que, sur un quai, le capitaine lui ordonne de charger des valises dans un wagon : « Que pouvaient contenir ces valises ? Certainement l'or et les bijoux de nos compatriotes de Salonique », écrit-il.

Le 18 juin 1943, Brunner fait sa

première apparition au camp de Drancy, ouvert le 20 août 1941 par les autorités françaises pour « accueillir » les premières rafles massives de la région parisienne. Brunner s'est « fait la main » à Nice, où la chute de Mussolini a retiré aux nombreux juifs réfugiés sur la Côte d'Azur la protection que leur avaient accordée les Italiens. Installé à l'Hotel Excelsior, installé en annexe de Drancy, Brunner y poursuit les juifs avec une violence rarement utilisée à l'ouest de l'Europe occupée.

À Drancy, Aloïs Brunner simplifie les catégories d'internés pour réduire au minimum celles des non-déportables. Entre ses mains, les juifs et les étrangers d'exemption - demi-juifs, conjoint d'« aryen » ou d'« aryenne », résidents de longue date - sont soumis à une surveillance étroite. Le poète yiddish Itzhak Katzenelson, auteur du *Chant du peuple juif assassiné*, en fera la cruelle expérience. Après avoir réussi à échapper au ghetto de Varsovie où sa femme et ses deux enfants périrent, Katzenelson est interné en France, au camp de Vittel. Son passeport du Honduras aurait dû, en principe, lui éviter la déportation mais Brunner viendra l'y chercher, en avril 1944, pour l'expédier à Auschwitz.

À son départ de Drancy, avec l'ultime départ de Bobigny, Brunner aura ainsi envoyé près de vingt-cinq mille juifs de France en déportation. Ses ravages ne s'arrêtent pas là, puisqu'à Paris succède Bratislava, en Slovaquie, où Aloïs Brunner s'occupe jusqu'en février 1945, son départ étant prévu à défaut du Reich, de la déportation de 13 500 juifs slovaques.

DEUX TENTATIVES D'ATTENTAT

Avec l'effondrement du III^e Reich, Aloïs Brunner change de grade et son identité, est peu inquiétée par les Britanniques et par les Américains, qui l'emploient comme chauffeur. Brunner ne quittera d'ailleurs l'Allemagne en fugitif qu'en 1953. À en croire Simon Wiesenthal (*Justice sans vengeance*, Robert Laffont, 1989), Aloïs Brunner a alors profité des conseils du grand mufti de Jérusa-

lem, Hajj Amin El Husseini. Le dirigeant palestinien aurait orienté les pas de Brunner - désormais caché sous l'identité de Georg Fisher - vers Damas. Installé au 7 de la rue Georges-Haddad, Brunner se serait adonné, depuis la capitale syrienne, au trafic d'armes, notamment pour le compte du FLN algérien.

Un refuge syrien toujours démenti par Damas

Bien que Damas ait toujours démenti sa présence, Aloïs Brunner se serait établi en Syrie en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher. Il aurait frôlé l'arrestation en 1968, alors qu'il envisageait de se rendre en Israël, mais son voyage avait été annulé en dernier lieu. L'intéressé ayant été averti du risque qu'il courait grâce à des compléments au ministère des affaires étrangères de la RFA et à la Croix-Rouge allemande, selon Simon Wiesenthal dans son livre *Justice n'est pas vengeance*.

Un mandat d'arrêt international a été délivré en 1988 contre Aloïs Brunner mais les Syriens ont opposé des fins de non-recevoir à toutes les démarches. En 1991, le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, avait annoncé son intention de formuler lui-même une demande à Damas, mais son voyage fut annulé, sans doute en raison de cette requête. Jacques Chirac a évoqué la question en Syrie en 1994 au cours d'un tête-à-tête avec le président Assad, qui lui aurait répondu qu'il enquêterait sur le sujet.

À deux reprises, il sera la cible d'attentats, en 1961 et en 1991. Mais s'il vit comme un homme traqué depuis que l'attention internationale se fixe sur son cas, Brunner est parvenu à demeurer en liberté. Hors d'attente, en tout cas, des pays qui souhaitent que ce criminel nazi n'échappe pas à son châtiment.

N. W.

UNE JOURNÉE À STRASBOURG

Le Monde LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE

vous invitent à

- **Rencontrer** *Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde*
- **Découvrir** *Le Monde, La Poste, le multimédia et l'Europe philatellique*
- **Débattre** *« Vivre à Strasbourg » à 18 heures*

un grand débat sur les questions de l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au PALAIS DES FÊTES à partir de 14 heures

5, rue Sellenick, Strasbourg

Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

Question : _____

A retourner par courrier à : **LE MONDE**, Marcel MATTEI, Parlement européen - Centre de presse, 12, avenue du Président-Robert-Schuman, 67000 Strasbourg

John Demjanjuk, l'autre « dernier accusé »

Avec Aloïs Brunner, John-Ivan Demjanjuk, Américain d'origine ukrainienne suspecté d'avoir été gardien au camp d'extermination de Treblinka et qui fut relâché au bénéfice du doute par la justice israélienne en 1993, est le dernier nazi poursuivi pour crimes contre l'humanité par la justice française. M^{re} Anne Klarsfeld avait porté plainte pour « crimes contre l'humanité » au nom de l'association Les Fils et Filles de déportés juifs de France (FFDJF) avec constitution de partie civile, le 20 août 1993, en rappelant qu'il demeurait établi que, du 27 mars au 30 septembre 1943, John-Ivan Demjanjuk avait été gardien au camp d'extermination de Sobibor. A cette période quatre convois en provenance de France y avaient abouti.

Une plainte complémentaire a été déposée le 28 février 1995, après la découverte dans les archives gouvernementales de Vilnius (Lituanie), d'un document qui ferait état de la présence de Demjanjuk, début 1943, dans un autre centre d'extermination, Malkanek, près de Lublin. Un autre document se trouvant au service international de recherches d'Arolsen (Allemagne) et signé de sa main établit qu'il avait séjourné à Sobibor, localité polonaise où se trouvait un camp d'extermination.

A la Pitié-Salpêtrière être soigné

Près de la moitié des patients

Maintien en détention du po... condamné à Versailles

هكذا من الأصل

A la Pitié-Salpêtrière, les sourds peuvent être soignés dans leur langage

La première consultation hospitalière en langue des signes a reçu son millième patient

Créée en janvier 1995, l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, la première consultation hospitalière en langue des signes (LSF) vient d'accueillir son millième patient. Dans ce service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de la-

laboratoire et une interprète – pratiquent la LSF, ce qui permet d'éviter des incompréhensions, voire des erreurs médicales dramatiques.

du fait que la jeune femme, sourde, dit faire en LSF. « Les plan- nings des médecins et des inter- prètes coïncident », Françoise Gallifet, l'assistante sociale du service, entendante, explique elle aussi la LSF.

Deux consultations du même type ont lieu tous les jours dans les centres hospitalo-universitaires de Bordeaux et de Grenoble. Mais la mise en place des équipes est une œuvre de longue haleine. Les LSF estiment que, pour acquiescer un « niveau de base », il faut, au moins 300 heures d'apprentissage sont nécessaires, suivies d'une formation adaptée à la durée d'une durée d'au moins deux ans. Il existe à l'heure actuelle quelque quatre-vingts inter- prètes diplômés en France. Il n'y a pas de formation officielle, mais on se forme par l'expérience.

Laurent Ruffin

INTRODITE dans les écoles de jeunes sourds à la fin du XVIII^e siècle par l'abbé de l'Épée, bannie sous la III^e République et réhabilitée dans les années 1970, la langue des signes française (LSF) est en pleine reconnaissance. Un rapport officiel prône son introduction dans le cursus scolaire et universitaire tandis que, de l'école à l'hôpital, les tentatives d'intégration se multiplient. La première consultation hospitalière « bilingue » vient ainsi d'accueillir son millième patient. Créée en janvier 1995 dans le service de médecine interne du professeur Serge Herson à la Pitié-Salpêtrière, à Paris, elle reçoit environ une centaine de personnes sourdes par semaine.

Dans le service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de laboratoire et une interprète – pratiquent la LSF. « C'est la LSF qui, au départ, nous a interpellés », confie le professeur Herson. Les associations sont venues nous voir, nous nous sommes convaincus de l'importance de la problématique de la

chez les sourds. » Quinze ans après le début de l'épidémie, l'information sur le virus est toujours en cours. Aux quelque 120 000 sourds profonds de naissance que compte la France. Le docteur Jean Dagon, médecin généraliste du service de la Pitié-Salpêtrière, rappelle dans son ouvrage, *« Sourds et sourdes, une médecine »* (éditions In Press), qu'« une langue des signes est un signe positif ». « Elle est optimiste. Autant que les diagnostics de séropositivité ont souvent été mal interprétés... »

RETABLER UN VRAI TÊTE-À-TÊTE Il n'est donc fallu que les « signaux » inventés par les sourds pour leur parler, « à la fois » « séropositif », mais aussi pour « bactérie », « hypertension », « diabète », « migraine ». « Les médecins pensent que les sourds ne comprennent rien », dit-il. Jean Dagon, 57 ans, sourd lui-même, qu'il ne comprend, même si c'est faux, à cause des problèmes de communication,

des erreurs médicales dramatiques ont pu en découler.

En outre, en l'absence de médecin sourd, les personnes sourdes consultent généralement en compagnie d'un proche entendante qui se charge de la traduction.

« En gynécologie, les femmes sourdes ne viennent jamais sans leur mère ou leur sœur », témoigne ainsi le professeur Herson. Comment, dans ces conditions, garantir la confidentialité de la relation médecin-malade ?

« Ici, nous soignons les gens dans leur langue », précise le docteur Dagon, et nous les intégrons dans le droit commun de la santé. » A l'accueil, Carole Bruneau reçoit et oriente les patients sourds : vers le médecin généraliste ou vers l'une des six consultations spécialisées du service (nutrition, gastro-entérologie, gynécologie, rhumatologie, dermatologie ou cardiologie). Les sourds peuvent également se rendre à l'hôpital un jour pour leur examen groupés sur une journée ou encore subir un test au centre de dépistage anonyme et gratuit

Près de la moitié des patients hospitalisés souffrent de dénutrition

EN FRANCE, près de 5 % des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (soit 1 000 000 personnes) présentent des carences nutritionnelles. Ce taux varie de 40 à 80 % chez les personnes âgées vivant dans des maisons de retraite ou des hôpitaux. C'est l'un des enseignements d'une expertise réalisée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), à la demande de la Mairie de Paris, vendredi 9 avril. La dénutrition, qui peut porter soit sur les macronutriments (glucides, protéines et lipides), soit sur des micronutriments (vitamines, minéraux et oligoéléments), touche environ 50 % des patients hospitalisés, quel que soit leur âge.

Dans les pays développés, la dénutrition résulte avant tout d'une réaction inflammatoire, consécutive à une infection ou à une lésion tissulaire, qui mobilise les réserves protéiques. Les enfants sont à peine moins touchés que les adultes. « La dénutrition chez l'enfant est pratiquement toujours liée à une pathologie qui perturbe l'équilibre entre les apports et les besoins indispensables » au développement en taille et en poids de l'enfant, insistent les experts de l'Inserm. Si la « carence d'apport énergétique » est rare dans les pays

développés, les conséquences de la précarité sociale sont patentées : « 1 à 7 % des enfants âgés de deux mois à seize ans vivent dans un foyer qui connaît la précarité alimentaire (15 % à 17 % pour les familles les plus pauvres). La précarité alimentaire touche plus particulièrement les familles monoparentales (32 % à 47 % suivant le niveau de ressources). »

RECONNAÎTRE L'ACTE DIÉTÉTIQUE

Le rapport souligne par ailleurs l'importance d'une supplémentation en fer chez la femme en âge de procréer, en particulier en cas d'utilisation d'un contraceptif oral, qui peut être responsable de troubles anormaux abondants. « Chez la femme enceinte, un apport supplémentaire de fer est également recommandé en raison de besoins augmentés, de même qu'une prescription de folates destinée à prévenir les malformations neurologiques chez le fœtus. »

Les carences en fer sont également, avec celles en calcium, en vitamine D et B et en folates, les plus fréquentes des insuffisances en micronutriments chez les personnes âgées. « La dénutrition est un aspect constant des pathologies gériatriques », notent les auteurs du rapport, en insistant sur les causes sociales, psychologiques, consécutives à la perte de la marche, du goût ou de l'odorat,

etc.), mais les prises de médicaments, d'origine digestive ou « surtout liées à une anorexie, elle-même multifactorielle ». Pour autant, rien ne justifie la supplémentation anarchique de compléments vitaminiques ou minéraux, dont l'efficacité n'a pas été prouvée à ce jour.

Pour remédier à l'ampleur des carences nutritionnelles, le rapport d'experts formule plusieurs recommandations. L'une d'elles concerne l'information du public, « la mise en place d'une aide diététique en France, la formation initiale et continue de tous les soignants, et la reconnaissance de l'acte diététique par les remboursements », ainsi que la coordination des soins nutritionnels dans les réseaux ville-hôpital. Les auteurs appellent aussi à la mise en place de la diététique protéinoénergétique, en particulier par l'élaboration de l'aliment de masse corporelle (la proportion entre le poids en kilos et le carré de la taille en mètres, les valeurs normales se situant entre 18,5 et 25), ainsi que la prévention et la correction des troubles. Enfin, les experts plaident pour le développement de la recherche sur les marqueurs de dénutrition, sur l'évaluation des carences nutritionnelles et sur l'efficacité de traitements à visée nutritionnelle.

Paul Benhamou

Mme Guigou ne saisira pas le CSM à propos d'Eva Joly

LA MINISTRE DE LA JUSTICE, Elisabeth Guigou, a indiqué, jeudi 8 avril, qu'elle ne saisira pas le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) au sujet des déclarations du juge d'instruction Eva Joly. Les déclarations de la juge d'instruction, comme elle l'a fait plusieurs fois, sont des déclarations ordinaires (Le Monde du 9 avril). Dans une lettre adressée à la bâtonnière de l'Ordre des avocats de Paris, la ministre fait savoir qu'elle « n'en a pas réagi chaque fois qu'un magistrat développe une opinion personnelle ». Mme Joly avait déclaré qu'il « n'y avait pas de blanchiment sans argent » et que « 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité [allaient] aux magistrats ». Evoquant l'émotion provoquée par la perquisition effectuée, un magistrat, Elisabeth Guigou déclare également « attacher la plus grande importance à la conciliation entre les impératifs de la recherche de la vérité et le respect du secret professionnel, d'autant plus important qu'il ne s'agit pas d'un quelconque privilège corporatiste, mais d'un moyen de protection des personnes qui ont confié leur affaire à leur avocat ». Eva Joly, chargée de l'arrondissement de Paris, a reçu, jeudi, le soutien de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite).

Vingt-cinq mille camemberts Lepetit retirés de la vente

VINGT-CINQ MILLE CAMEMBERTS Lepetit ont été retirés de la vente, mercredi 7 avril, au niveau national, pour des raisons sanitaires, par le fabricant. Ces vingt-cinq mille fromages provenaient de deux lots portant les numéros 0401 et 0402. Cette décision résulte, selon les responsables de l'entreprise, de la découverte d'agents pathogènes « dangereux pour la santé », dans le cadre de contrôles réguliers. A la différence des précédents retraits de fromages effectués ces derniers mois, les responsables concernés n'étaient pas des fromagers mais des salmonelles, des bactéries pouvant également être à l'origine de toxo-infections alimentaires. Tout le monde s'affole à l'annonce de l'opération. Lepetit, basé à Saint-Maclou, près de Sainte-Marie-aux-Anglais (Calvados), a l'habitude d'une journée « portes ouvertes » organisée sur le site. Quand il y a suspicion d'un défaut de fabrication, naturellement, nous nous sommes retirés les lots concernés. Nous procédons à un type de retrait en accord avec les services publics une à deux fois par an.

DÉPÊCHES

■ CORSE : deux magistrats, Georges Corcos, Matthieu Filidori et Gérard Serpentin, ont été mis en examen, jeudi 8 avril, pour « recel de détournement de fonds publics », dans le cadre de l'enquête sur les prêts abusifs accordés par la caisse régionale du Crédit agricole. Remis en liberté à l'issue de leur garde à vue, ils sont soupçonnés d'avoir bénéficié de 10 millions de francs de prêts octroyés indûment.

■ ATTENTAT : une explosion a provoqué d'importants dégâts matériels dans les locaux de la presse centrale de la Seine-sur-Mer (Var), jeudi 8 avril dans la soirée, sans faire de blessés. Selon les premiers éléments de l'enquête, cet attentat présente des similitudes avec ceux perpétrés récemment contre des bâtiments administratifs à Aubagne, Marseille et Toulon, qui ont été revendiqués par le FLN-canal historique.

■ JUSTICE : un policier parisien a été condamné, mercredi 7 avril, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et huit mois d'interdiction d'exercice de sa profession, par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour violences. Le fonctionnaire avait donné un coup de pied au visage d'un Colombien interpellé alors qu'il brandissait une arme de poing dans la rue, en novembre 1996.

■ HÔPITAL : le passager du Centre hospitalier universitaire Jean-Verdier de Bondy (Seine-Saint-Denis) poursuit sa grève en vue d'obtenir les raisons d'un bon fonctionnement. (Le Monde du 30 mars). Le conflit, qui a débuté le 10 mars, s'est durci après la fin de non-recevoir du directeur général de l'établissement public-Hôpitaux de Paris. L'établissement ne fonctionne qu'aux deux tiers de sa capacité du fait de la grève. Le personnel espère être reçu dans les jours prochains par le secrétaire d'Etat à la santé.

Maintien en détention du policier condamné à Versailles

LE COMMANDANT Bernard Hervé est en prison. Le 8 avril, la demande de mise en liberté déposée par un officier de police de Seine-Saint-Denis condamné pour « violences » et « agressions sexuelles » d'une garde à vue. Dans un jugement rendu le 25 mars, le tribunal correctionnel de Versailles soulignait que les policiers d'élite livrés, en 1991, à des « violences » particulièrement graves : coups de poing, de matraque, pieds écrasés, menaces à l'usage de seringue et de chalumeaux, déshabillage, démolition de relations. « Ces faits ont été ceux qui ont profondément perturbé l'ordre public et contrevenaient aux principes constitutifs d'un État de droit », soulignaient les juges.

Le jour de sa condamnation à quatre ans d'emprisonnement, le commandant Hervé avait été écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Versailles). Il avait ensuite été placé sous surveillance de mise en liberté qui a été examinée par la cour d'appel le 7 avril. Lors de l'audience, l'avocat général ne s'est pas opposé à la libération du policier et la défense a produit une lettre du préfet de police précisant que le commandant Hervé était « écarté de sa mission de police active et de son commandement » jusqu'au jugement en appel, qui pourrait intervenir dans un délai de quelques semaines. La cour a cependant maintenu le policier en détention, estimant que le mandat de dépôt

« était justifié et s'imposait » en raison d'un « trouble exceptionnel à l'ordre public ». « Les critères de l'ordre public n'existent plus, je ne comprends pas les raisons de cette décision », affirme M. Delamare, avocat de M. Hervé.

LES SYNDICATS MOINS VIOLENTS

Les principaux syndicats d'officiers de police, qui ont vigoureusement soutenu leur collègue en organisant des manifestations, se sont montrés plus prudents. « Nous lançons un appel au calme et au dialogue avec le commandant Hervé », déclare Jean-Paul Nury, secrétaire national de Synergie-officiers. « Nous souhaitons restaurer la sérénité pour que le jugement d'appel se passe dans les meilleures conditions. » Le SNUP, à l'UNSA-policie, lance, lui aussi, un appel « à la modération des deux légalités ». Quant au Syndicat national des officiers de police (SNOP), il appelle les policiers à « respecter scrupuleusement les dispositions du code de procédure pénale ». « Mieux vaut une affaire manquée qu'une carrière brisée », conclut-il. La victoire des policiers, qui a saisi la Cour européenne de l'homme de l'homme de Strasbourg, la France pour « tortures ». L'arrêt devrait être rendu dans les mois à venir (Le Monde du 30 mars).

Pascal Ceaux

KOSOVO, AVRIL 99.

ON NE PEUT PAS DIRE QU'ON NE PEUT RIEN FAIRE.

Aujourd'hui, la famine et les épidémies menacent les réfugiés kosovars. Il faut créer des infrastructures sanitaires. Distribuer nourriture et d'hygiène aux victimes. Leur rendre espoir et dignité. Nos volontaires opèrent en Albanie et en Macédoine et préparent d'autres interventions en Yougoslavie.

URGENCE KOSOVO : ENVOYEZ VOS DON À ACTION CONTRE LA FAIM.
BP 73K - 75000 PARIS 13^e - N° Vert 0 800 800 700

مكتبة من الأصول

M. Gayssot veut doubler en dix ans le tonnage du fret ferroviaire

Pour réguler, à court terme, le trafic de poids lourds sous le tunnel du Fréjus, dans le cadre des mesures de sécurité, le ministre a opté pour une solution inédite : l'autoroute A 43 sera utilisée comme « sas » d'attente, afin de moduler l'afflux des camions détournés depuis le drame du Mont-Blanc

MODANE
Depuis la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc (Haute-Savoie), l'unique passage routier rapide à travers les Alpes entre France et Italie. Le trafic poids lourds y a ainsi augmenté, en moyenne, de 71 %. Pour la journée du mercredi 7 avril, 5 777 camions ont emprunté les deux sens.

C'est ce point, plus stratégique que jamais, que Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, a choisi, jeudi, pour détailler les mesures de sécurité qui seront appliquées dès lundi. Mises en place à titre conservatoire, elles seront précisées le même jour aux autorités italiennes, lors d'une réunion de la commission intergouvernementale du tunnel du Fréjus.

Afin que l'accroissement du trafic ne mette pas en cause la sécurité, la vitesse maximale dans le tunnel sera abaissée de 80 à 70 km/h. La limite à respecter

entre les véhicules, de 30 mètres pour les véhicules légers et de 50 mètres pour les poids lourds, sera portée à 100 mètres pour tous. Les véhicules transportant des matières dangereuses (plaque orange) seront placés sous surveillance 24 heures sur 24. Surtout, le nombre des camions qui circuleront sera limité à 140 véhicules par heure dans le sens France-Italie, soit 3 360 admissions théoriques par jour côté français.

Ces mesures nécessitent un plan de gestion du trafic, en évitant que ne se forment des files d'attente dangereuses. Il s'agit d'un défi pour le gestionnaire du tronçon de l'autoroute A 43, entre Saint-Julien-Montdenis et Saint-Michel-de-Maurienne. Mais le sens France-Italie, fermé par le tunnel, est la partie la plus dangereuse de la route. La situation d'urgence a été prise en compte par la fermeture du Mont-Blanc (le rapport d'étape de l'enquête technique administrative sera rendu lundi), le ministre a décidé de répondre par une décision d'urgence - impliquant une « certaine contrainte », reconnaît-il -, qu'il faut expliquer. Après une

autoroute, aux heures de pointe les plus critiques (dans la soirée des mercredis, entre 21 heures et minuit), la file des semi-remorques pourrait atteindre, selon les projections, 13,7 kilomètres, pour une attente maximale de trois heures. Avec ses deux voies, sur 7 kilomètres, le « bras mort » de l'A 43 pourrait ainsi suffire à absorber la retenue. Un arrêté devrait être signé par le préfet de la Savoie, Pierre-Etienne Bisch, pour interdire ce tronçon autoroutier aux véhicules légers, qui emprunteront la route nationale 6 pour rejoindre le tunnel. Cette dernière sera interdite aux poids lourds (exceptés certains transports de matières dangereuses).

A la situation d'urgence liée par la fermeture du Mont-Blanc (le rapport d'étape de l'enquête technique administrative sera rendu lundi), le ministre a décidé de répondre par une décision d'urgence - impliquant une « certaine contrainte », reconnaît-il -, qu'il faut expliquer. Après une

information, le ministre ne pas dire stop, avec quelques routiers au restaurant de l'antipode du Freney, à pied du Fréjus, M. Gayssot, accompagné de Louis Besson, secrétaire d'État au logement, s'est rendu à la préfecture de Chambéry pour informer les élus de la région.

TRANSPORT COMBINÉ

Sans désapprouver le plan, certains d'entre eux, inquiets des tensions qui pourraient se manifester dans la vallée, ont pu considérer qu'on mettrait un peu haut la barre de la sécurité.

À peine rentré chez son ministre, M. Gayssot s'est livré au même exercice d'explication, plus délicat, devant les représentants des organisations professionnelles et syndicales du transport routier, y compris les chauffeurs. La pilule a été avalée sans sourciller au nom du « plus jamais ça », mais des réticences se sont exprimées vis-à-vis du système provisoire de régulation.

Au-delà du court terme, M. Gayssot a réaffirmé sa volonté de transférer vers le rail une partie du fret routier longue distance, avec pour objectif de « doubler le trafic marchandises sur les voies ferrées dans les dix ans ». Il a indiqué que sur l'axe France-Italie la SNCF serait prête à offrir une dizaine de millions supplémentaires, représentant un potentiel d'environ 500 camions par jour. L'entreprise est en discussion avec les chemins de fer italiens pour créer une navette de transport combiné entre Venissieux (banlieue est de Lyon) et Milan. Par ailleurs, l'examen des mesures permettant l'amélioration de l'exploitation de la ligne entre Chambéry et Modane (entrée du tunnel ferroviaire du Mont-Cenis) devrait être accéléré.

Faute de disposer d'autoroutes ferroviaires pour le fret, la France s'emploie à développer la technique du transport combiné (relais de la route par le fer, la voie d'eau ou le maritime sur les longues distances) pour « pas-

sages difficiles, qu'elle maîtrise et qui bénéficie déjà d'une subvention de quelque 300 millions (environ 46 millions d'euros). Mais les offres de la SNCF excèdent toujours, pour l'instant, une faible demande.

Selon nos informations, une politique plus volontariste est envisagée par le ministre, qui consisterait à utiliser une partie des ressources provenant des péages des tunnels routiers non plus pour le développement des infrastructures et du trafic ferroviaires. Les tarifs de ces péages pourraient augmenter, dans le cadre d'une démarche européenne encore hésitante.

Pour les tunnels, le ministre des transports réfléchit plus précisément à des formules de régulation tarifaire, qui se traduiraient, par exemple, par la mise en place de péages moins élevés la nuit et aux jours et heures de moindre affluence.

R. B.

Un rééquilibrage vital face aux risques du transport routier

IL FAUT FALLU qu'une quarantaine de personnes trouvent la mort dans des conditions atroces sous le tunnel du Mont-Blanc pour que la situation d'une

ANALYSE

La raison impose la création d'un réseau ferroviaire sur certains axes.

La situation d'urgence a été prise en compte par la fermeture du Mont-Blanc (le rapport d'étape de l'enquête technique administrative sera rendu lundi), le ministre a décidé de répondre par une décision d'urgence - impliquant une « certaine contrainte », reconnaît-il -, qu'il faut expliquer. Après une

devienne « priorité » au sein des pouvoirs publics. Exceptionnel, bien sûr, par sa gravité, cet accident n'est pas exemplaire de ce qui pourrait se produire demain sous la plupart des tunnels routiers du monde, fussent-ils plus récents et mieux équipés, lorsqu'on y fait circuler, pour ne pas le dire, lorsqu'on y « enfourme », quotidiennement des milliers de semi-remorques.

Même si les mesures qu'il transporte n'ont « priori » rien de dangereux (au sens du classement officiel, matérialisé par une plaque orange), comme c'était le cas à

Chamonix, un camion peut à tout moment prendre feu, l'incendie se propager à d'autres véhicules, et les automobilistes et camionneurs être pris au piège. Le Mont-Blanc est la preuve par l'absurdité de ce que se dit l'acceptation, au prix de 1 580 milliards d'investissement, du passage de 2 000 camions par jour dans une infrastructure inaugurée en 1965 ou prend un premier colosse. Au-delà des leçons pratiques à tirer du drame, c'est, bien sûr, toute la logique du transport des marchandises par voie routière qui est en cause dans une économie débridée, où le « flux tendu »

exerce sa dictature et où l'échange marchand parfois de la sécurité. (Cet industriel allemand de la frite surgelée qui, estimant plus rentable de faire éprouver à l'essai ses pommes de terre en Italie, faisait circuler quotidiennement des chargements de 90 tonnes de ces frites dans le tunnel du Brenner ne constitue pas une exception.)

REVOLUTION LOGISTIQUE

Parce qu'il assure environ 80 % du fret de l'Hexagone, le transport routier est devenu incontournable en France pour les décennies à venir. Le rééquilibrage des modes - qui avaient cessé d'être à la mode - comme la voie d'eau ou, surtout, le ferroviaire, plus que jamais vital, devient donc une exigence radicale et urgente.

Tout le monde ou presque en est convaincu ou dit l'être parmi les décideurs, y compris les plus libéraux. Il n'y a guère que certains lobbies archaïques, dans le Sénat ou une partie du conseil, pour résister à l'idée d'équipements routiers et surtout d'infrastructures de transport combiné. Mais il s'oppose, par exemple, aux schémas multimodaux de services, qui prévoient l'existence de donner la priorité au ferroviaire pour le

transport international franchissant les Alpes et les Pyrénées. Faut-il souligner que, derrière les choix politiques, d'énormes intérêts économiques et financiers sont en jeu ?

Du discours aux actes, il y a un pas, que l'actuel ministre de l'équipement et des transports s'efforce de franchir. La catastrophe du Mont-Blanc est le signe, douloureux, qu'il faut lancer sans tarder une sorte de révolution logistique. La mise en place de lignes de fret routage (placement des camions sur des wagons) pour franchir des zones montagneuses, dangereuses, on ne peut pas le dire, de façon plus souple et plus réaliste, d'un réseau de transport combiné est à la fois coûteuse et complexe. Mais chacun sait que, si l'on « internalise » dans les coûts de péage supportés par le transport routier le prix réel des nuisances et des externalités qu'il génère, la dégradation des infrastructures et, bien sûr, son coût humain en victimes de la route, on dégageait des ressources nouvelles autorisant un développement du rail, plus sûr et moins polluant. La raison impose la création d'un réseau ferroviaire sur certains axes stratégiques, en commençant sans doute par le Lyon-Turin. Comme l'a souligné jeudi 8 avril

M. Gayssot, les coûts d'investissement du projet (pour environ 350 millions de francs), les bénéfices potentiels en 2000 à l'achèvement et les perspectives offertes par cet axe transalpin idéal de 295 kilomètres - dont plus de 100 en tunnels. Le chantier serait gigantesque. Le coût du seul tunnel principal, de 52 kilomètres, est évalué à 35 milliards d'euros (5,34 milliards de francs). Mais les Suisses sont en train de nous dire, par leur exemple, que ce n'est pas réaliste, qui est l'entreprise de construction de deux tunnels (51 kilomètres), l'autre au-dessus (51 kilomètres). Ils devraient respectivement ouvrir en 2004 et 2009, ce qui permettrait le transport sur rail de quelque 1,4 million de camions par an. Un peu égoïste, la France compte sur cet effort helvétique pour soulager à terme les tunnels routiers du Mont-Blanc et du Fréjus. Le principal obstacle à ce temps entre sans catastrophe survenue quelques années, la construction d'infrastructures exigeant un minimum incommensurable de dix à quinze années, l'unité de mesure n'est pas la même.

Robert Bellert

APPEL

Est Libertés, ONG qui, depuis 1992, déploie des activités de formation et de suivi du processus de démocratisation en Europe orientale, lance un appel de solidarité pour venir en aide aux réfugiés du Kosovo.

Les sommes recueillies seront intégralement mises à la disposition des autorités désignées par les gouvernements d'Albanie et de Macédoine en liaison avec les organismes internationaux - « ceci jusqu'au retour des réfugiés du Kosovo sur leur territoire. »

EST LIBERTÉS KOSOVO

EST LIBERTÉS

(ASSOCIATION DE 1991)
7, RUE DU CHERCHE-MIDI, 75006 PARIS.
Tél : 01 44 25 25. Fax : 01 45 13 34

ENVOYEZ VOS DONS SOIT PAR CHÈQUE À L'ORDRE D'EST LIBERTÉS
7, RUE DU CHERCHE-MIDI, 75006 PARIS
SOIT PAR VIREMENT : COMPTE N°03253H1115, BANQUE BBB,
3, RUE DES MATHURINS, 75440 PARIS CEDEX 09.

Jean-Pierre Chevènement annonce un redécoupage des cantons

DEAUVILLE
Les conseillers généraux de l'arrondissement de Deauville, sous la présidence de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, ont voté, jeudi 8 avril, le projet de loi de redécoupage des cantons de l'arrondissement de Deauville.

Le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, entend donner plus de pouvoirs aux agglomérations. Celui de Dominique Voynet installe un espace territorial, à leurs yeux, concurrent : le pays. « C'est une question de nous réunir tous ensemble », a résumé Louis de Broissia, président RPR du conseil général de Côte-d'Or. C'est dans ce contexte que se tiennent à Deauville, depuis le mercredi 7 avril, les assises des conseillers généraux (Le Monde du 7 avril).

L'assemblée réunie dans la célèbre salle balnéaire, quelque 1 300 conseillers généraux selon les organisateurs, était représentative : composée presque exclusivement d'hommes, dont la plupart ont déjà quelques mandats derrière eux. Pour montrer leur capacité de changement, l'Assemblée des présidents des conseils généraux (APCG) s'est rebaptisée Assemblée des départements de France (ADF). Et elle cherche un nouveau logo. Le président de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, et le président de l'Association des régions de France, Jean-Pierre Raffarin, président DL du

departement aujourd'hui de l'arrondissement. Avec Jean Puech, président de l'ADF et président DL de l'arrondissement, ils se sont défendus de « toute rivalité ». « Si l'on a qui sont venus ici pour voir s'opposer départements et régions, ils vont être déçus », a lancé M. Raffarin.

« ON S'ADAPTERA »
Ceux-là mêmes qui, en 1982, s'étaient violemment opposés aux lois de décentralisation de Giscard d'Estaing ont réclamé « un acte 2 de la décentralisation », plus souple, plus « clarification des compétences ». En résumé, « il faut laisser faire les collectivités locales », ont dit de conserve ces trois présidents, en présence d'une conseillère générale de Corrèze particulièrement choyée, Bernadette Chirac.

Le message a été adressé directement à Jean-Pierre Chevènement, présent jeudi à Deauville, qui a tenu à rassurer ses hôtes : « Il n'y a pas de querelle entre les rivaux et les modernes, les départements n'ont pas à se battre pour leur périmètre », a-t-il déclaré. M. Chevènement, classé à gauche, a été élu député de l'ADF, en se déclarant « tout à fait favorable » à un changement de dénomination des conseillers généraux, qui veulent s'appeler désormais conseillers départementaux. Pour cela, il faut une loi, que le ministre s'engage à soutenir. Mais surtout, il a annoncé un redé-

coupage des cantons, après les résultats du recensement, afin de corriger la sous-représentation des zones urbaines dans les conseils généraux. « On s'adapte en toute objectivité », a-t-il assuré. Ses auditeurs n'ont pas pipé mot.

Dans les coulisses, le ministre se déclarait prêt à envisager, comme le suggère Jean Puech, un regroupement des élections cantonales tous les six ans, au lieu du renouvellement actuel par moitié tous les trois ans. Dominique Voynet, présidée pourfendeuse « numéro 1 » des départements, n'a sans doute pas voulu perturber une entente apparentement si parfaite : la ministre de l'aménagement du territoire, annoncée à Deauville, a finalement décidé de ne pas venir, en raison « d'un emploi du temps surchargé ».

Bruno Caussé et Béatrice Jérôme

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Assortiment de produits de la région de France
MATÉLAS & SOMMIERS
Tapis d'appoint - Faux de rembourrage
SWISSLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cours : Tignes - Argentière
Stations : Courmayeur - Courmayeur - Courmayeur
Vente au téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
147 rue de Deauville - 75004 PARIS
Tél : 01 42 08 71 00 - Fax : 01 42 08 71 01

A quoi pense un enfant dans la guerre ?

À la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés.

Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs

maux peuplés de mauvais rêves

Les des

سكوا من الأعمال

ge du fret ferroviaire

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS-ANALYSES
FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII
LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999 / 27
LE MONDE / SAMEDI 17 AVRIL 1999 / 15

HORIZONS

REPORTAGE

A quoi pense un enfant dans la guerre ?
A la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés. Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs nuits peuplées de mauvais rêves



Des jeunes Kosovars réfugiés à Kukës, en Albanie.

Les cauchemars des enfants de la guerre

PENDANT un long, long temps, Bruna s'est tue. Regardant par terre, cette jeune Kosovare de douze ans, au visage étonnamment sérieux, a les yeux comme ceux d'un adulte. Elle a l'air d'être en train de réfléchir à quelque chose de très important. Et puis, elle a levé la tête et, d'une traite, a raconté son histoire : « Quand je suis arrivée à l'école, l'instituteur nous a dit : "Les Serbes nous ont encerclés, il va falloir nous cacher." Alors, nous sommes allés dans une grotte, sur la colline. Le lendemain, nous sommes partis dans un village, et nous sommes entrés dans une classe. Là, y sommes restés trois jours. Nous étions tous dans la classe, à voir nos parents, presque rien manger. Moi, je croyais qu'ils étaient morts. Beaucoup pleuraient. Quand mon père est venu chercher, je pensais qu'il allait mourir. »

Bruna n'est pas rentrée chez elle. Aujourd'hui, elle est, comme des dizaines de milliers d'autres enfants de son âge, parquée dans les camps de réfugiés de Macédoine, du Monténégro ou d'Albanie. Les voir vivre dans ce camp de Tirana, qui pourrait penser un drame qu'ils viennent traverser ? Alors qu'un groupe de tout jeunes gamins joue un cerceau à fortune, les « grandes », main dans la main, tournent et retournent, en pouffant de rire, quelques-uns d'entre eux sont par terre, se racontant des histoires de quoi ? « Je m'entends très souvent parler entre nous de ce qu'ils viennent à vivre, mais ils se taisent devant nous », explique Anila, volontaire de la Croix-Rouge albanaise, qui s'occupe des enfants au centre de tri installé dans le palais des sports de la capitale. Alors qu'un micro diffuse des informations nécessaires à ces frères kosovars, des réfugiés encore, épuisés. « Ça ne finira donc jamais », murmure Anila. Elle poursuit : « La nuit, beaucoup d'enfants font

■ La journée, je ne pense pas à EUX, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! »

des cauchemars. Hier, il y avait du vent, on porte un caquet, ils se réveillent, effrayés, croyant à l'explosion de bombes. » « La journée, je ne pense pas à eux, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! », dit Mire, onze ans, demi-Albanaise aux miliciens serbes qui leur ont fait perdre l'ordre de marche. « Ils avaient de la boue, de la fumée sur le visage, on ne voyait pas leurs yeux, renchérit Mire, treize ans. Ils criaient, nous poussaient. Avec trois doigts, ils faisaient signe des Serbes. » A-t-il peur ? Il met ses mains dans ses poches, redresse sa petite taille, hausse les épaules et dit, sa voix éraillée : « Non... Oui... Un peu, tout le monde ! » « Je suis sûrément cassé mon vélo », ajoute-t-il. Les copains rigolent : « Ton vélo, l'ont massacré. »

Il regrette surtout ses livres. « Heureusement, j'ai pu en sauver un, celui que je préférais. Comme j'avais entendu dire que les Serbes nous chasseraient, j'ai confié mon livre sur Mic Sokuli à la grand-mère, qui est restée à Pristina », dit-il, fièrement, comme s'il avait joué un tour aux Serbes. Qui est Mic Sokuli ? Un grand héros de notre peuple, qui a lutté contre les Turcs. Que dirait-il à Milosevic, s'il était en Albanie ? « Je lui dirais : "Si j'étais grand, je te tuerais !" » « C'est un salaud. Pourquoi il ne nous laisse pas tranquilles ! », renchérit un de ses amis. Un autre : « C'est une personne cruelle. Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder. »

Comment Beria voit-il son

« D'abord, je rentrerais au Kosovo, quand une République sera créée. » « Une République ? » « Cela nous libère dans nos écoles, que les Serbes ne veulent pas occuper, notre langue. » Et après ? « Si la situation se calme, alors je serai dentiste. Si cela reste comme ça, je serai batteur. » « L'UCK », dit le petit homme, sérieux comme un pape. Il se détend en parlant de l'anneau qu'il porte à l'oreille. « Mes parents ne voulaient pas. Mais, comme les copains de mon équipe de football avaient un, j'ai fait eux. » Il prend ses amis à témoin, en remuant la main : « Quand je suis rentré chez moi, qu'est-ce que je me suis fait engueuler ! » Tout le monde rit. Voudrait-il aller en France ? « Oui, mais pas pour toujours. Là bas, il y a de beaux paysages, de beaux stades, c'est le pays de Zidane. »

Isage piqué de taches de rousseur, grande mère qui lui cache les yeux, Herold, onze ans, avoue avoir beaucoup pleuré. « Pour mon père, qui est resté chez nous, mais aussi pour mes livres, mes jouets, qu'ils ont pris. Il se souvient avoir longtemps marché à travers la campagne. Nous mangions que du pain avec un peu de fromage. » Puis il est monté dans un cartable, tiré par un tracteur. « C'était long, très long. Il y avait très faim durant le trajet. » Il a resté des heures dans des heures de repos. Il se souvient aussi des Serbes qui prenaient des papiers, qui nous entassaient sur une table. « Nous avons aussi pris la nourriture que nous avions emmenée. » Il a un livre lui : son abécédaire.

« Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang »

Pour lui, Milosevic, c'est celui qui a des cheveux blancs, qui est mauvais, et l'OTAN, celui qui tire le ciel. « L'OTAN », ajoute Labinat, onze ans, c'est l'homme qui fait la paix. « Non, rétorque Alban, c'est des soldats avec des missiles Cruise. » « C'est notre père », dit encore Scapron.

Malinda, douze ans, élégante dans son pull rouge et son pantalon bleu, « ce sont les seuls vêtements que j'ai pu prendre, mais je les nettoie tous les jours », les cheveux bien coiffés, dit d'un ton particulièrement posé : « Cette guerre n'a pas de sens, Milosevic aurait dû signer. Signer quoi ? Les accords de paix, bien sûr. » Ce qui lui manque le plus ? Encore un regard incrédule celui qui pose la question aussi sorte. « Tout, ma maison, mes amis, mon école. » Un instant de silence, et puis : « Il manque ma vie, voilà ! »

Dibram est devant le camp une vieille femme. « C'est lui qui s'occupe d'elle tant qu'il parait à bout de forces. Il a passé une semaine dans un camp, en Macédoine. » Au début, ça allait, nous avions manger, puis, au bout de quelques jours, c'est devenu de plus en plus sale. Ça sentait de plus en plus mauvais. J'ai été malade pendant plusieurs jours, j'avais mal au ventre. Je pensais toujours aux hommes noirs, leurs cagoules qui menaçaient de nous dans des yeux. « Sérieux, comme tous les enfants de la guerre, il dit froidement : Les Serbes, je voudrais qu'on extermine, qu'ils puissent plus jamais vivre sur cette terre. » Que dirait-il à un jeune Français ? « Je ne sais pas, je ne suis pas, je n'ai jamais une telle terreur. » D'autres enfants s'attroupent. Berbutche, quatorze ans, intervient : « Moi, je lui dirais, oui, j'aimerais bien lui parler, pour lui expliquer ce qui s'est passé, je lui dirais que j'ai la guerre, que c'est quelque chose qui fait peur, quelque chose de mauvais. » Fetim : « Je lui parlais de mon pays, le Kosovo, je lui dirais que c'est un pays merveilleux, très riche, minéral, et où il y a beaucoup de richesses, d'usines, de fermes. »

« C'est une personne cruelle (Milosevic). Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder »

Rezarta, une autre volontaire de la Croix-Rouge albanaise, organise le jeu du furet pour un groupe de tout-petits. « Quand ils jouent, bien sûr, ils oublient tout, mais ils ont tous des histoires très douloureuses. Certains ont mourir leurs parents. Ils ressentent aussi l'angoisse et le malheur des adultes. J'ai un garçon qui est resté trois jours à parler. Il avait sept ans, huit ans. Rien, pas un mot. Il communiquait par signes. On lui demandait ce qu'il voulait. Il restait avec les yeux fixes. Alors il mettait à pleurer. (...) Ceux que vous voyez en train de jouer, quand ils sont arrivés, ils étaient effrayés. Ils pouvaient pas les toucher, leur mère, les cheveux, ils reculaient. Ça va mieux, mais, dès qu'il fait nuit, ils sont de plus en plus effrayés. »

Avec ses amis, allées rectilignes, ses sanitaires bien alignés, le camp de Durres, une demi-heure de voiture de Tirana, a un aspect très militaire. Des voitures de l'assistance publique italienne apportent des médicaments de nourriture. A l'intérieur des tentes, des femmes bavardent. Vieux fument leurs cigarettes en silence, perdus dans on ne sait quelles pensées. Une femme italienne passe de tente en tente pour répertorier les émigrés. Elle s'ennuie contre les enfants qui passent et repassent devant elle. Dans des tentes, qui sert d'infirmerie, Sylvio, infirmier italien, est en train de soigner un enfant. « Ils ont surtout des problèmes aux bronches, car ils sont restés pendant des jours dehors, dans le froid. Beaucoup souffrent aussi du ventre. Ils ont mangé n'importe quoi. Les plus grands, qui ont couvert des kilo-

mètres, ont, comme leur parents, les pieds abîmés. Psychologiquement, ils sont plus costauds que les adultes, car ils donnent l'impression d'oublier plus vite. Mais, ce n'est qu'une impression. »

Quatre gosses jouent dans la poussière. Ils montrent leurs billes comme des trophées. « Je les ai cachées dans ma poche quand les Serbes ont dit de partir », dit l'un. « Chez moi, j'en avais un gros sac, ajoute l'autre. Maintenant, elles sont toutes brûlées. » Les billes, ça ne brûle pas ! « Alors, ils les ont volées pour leurs enfants. Pourraient-ils être copains avec des enfants serbes ? » Non ! Ce sont les mêmes, des voleurs de pays ! « On ne veut pas être amis avec eux. » « N'en veut pas, qu'ils rentrent chez eux ! » Halli, treize ans, a vu des cadavres dans la rue. Sans doute pour la première fois, il raconte à ses copains : « Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang. » « Moi, j'ai vu des animaux morts, même un petit cheval. J'y pense toujours, surtout la nuit. » Chez moi, ce sont les vaches qu'ils ont tuées. Quand nous sommes partis, nous sommes montés sur une colline et nous avons vu de la fumée noire, très noire, qui venait du village, c'était peut-être les vaches qui brûlaient. »

« Notre pays sera libéré par l'OTAN et par l'UCK », explique Balam, treize ans, qui fait rire ses amis en affirmant : « Si je voyais un Serbe de dix ans, je lui demanderais de partir tout de suite, d'aller en Serbie, dans son pays, sinon, je le boxerais. » Halli parle de l'échec de son père, serrurier. « Je travaillais avec lui en rentrant de l'école, c'était amusant. » Il demande : « Vous croyez qu'il y a encore des ennemis chez nous ? » Son frère a fait le soldat avec l'UCK. Iraient-ils battre s'ils en avaient l'âge ? Un cri, unanime : « Oui, Oui. » de mimer un soldat avec une mitrailleuse. Préfèrent-ils rester ici ou aller ailleurs en Europe ? « Je préfère rester ici, c'est plus près de chez moi », dit Halli, qui ajoute, poli : « Même si la France est un beau pays. » Un adulte entend la conversation, lui souffle quelque chose à l'oreille. Le petit bout d'homme se redresse, rougit, et lance d'une voix assurée : « Je salue le président Bill Clinton. » Nouvelle intervention de l'adulte. « Et le président Jacques Chirac ! »

Nous, nous vous saluons tous, gosses du Kosovo.

José-Alain Fralon

هكذا من الأصل

Attaquer par la Hongrie

par Alain Destexhe

Est-ce, afin de régler durablement la question des Balkans, l'OTAN comme objectif, non seulement la reconquête du Kosovo, mais aussi la défaite du régime de Belgrade ? Très rapidement, les alliés vont se trouver face à des choix politiques et militaires majeurs, dont ils ne pourront faire l'économie.

Concernant le Kosovo, outre la défaite, il n'y a que quatre options principales. La première, celle consistant à maintenir le Kosovo comme une partie de la Serbie dans le cadre de Rambouillet, n'est plus possible : les Albanais ne l'accepteront plus. La deuxième, la partition du Kosovo, consacrerait la victoire de Milosevic et de l'OTAN, conséquences pour la Fédération de la Macédoine et de l'Albanie. La troisième consisterait à créer au Kosovo un protectorat international qui aurait le statut d'une république yougoslave ; ce serait une façon de préserver les apparences tout en accordant aux Albanais une indépendance de fait. Enfin, l'indépendance pourrait être octroyée à l'avenir : il s'agirait d'un signal ferme de détermination face à Milosevic, mais le règlement de l'ensemble des problèmes des Balkans n'en serait guère avancé.

Quel que soit l'avenir du Kosovo, il n'y a cependant pas de solution durable sans la défaite des longs-temps que Milosevic incarne le pouvoir à Belgrade. Même si, supposant, dans une version très optimiste, la reconquête du Kosovo et la fuite des réfugiés, Milosevic gardera une terrible capacité de nuisance en Serbie et à l'intérieur des fron-

tières de la Serbie, où vivent d'importantes minorités musulmanes et hongroises. Il peut reproduire, en Serbie, le même scénario déstabilisateur qu'en Croatie, en Bosnie et au Kosovo avec son cortège d'atrocités et de purification ethnique.

C'est un type de guerre auquel l'OTAN se prépare depuis cinquante ans

Les alliés doivent donc pour l'OTAN installer un gouvernement modéré à Belgrade et réintégrer la Serbie dans la communauté internationale. Mais comment se débarrasser de Milosevic ? Après les récentes élections dans l'armée, l'OTAN a des principaux piliers du régime, un coup d'État semble peu probable, il faut donc l'écarter du dictateur, dont les apparitions au public sont strictement limitées. Un jugement du Tribunal de La Haye, rendu aujourd'hui du jour au lendemain, un pays libre comme la Russie ou la Biélorussie, ce n'est pas en soi une solution plausible au fur et à mesure que la responsabilité de Milosevic dans les crimes contre l'humanité est mise en évidence.

En plus, qui pourrait lui succéder ? Vojislav Seselj, le leader du Parti radical serbe, le second parti de Serbie, ne constitue évidemment pas une solution alternative souhaitable. Tous les responsables nationalistes, comme Vuk Draskovic, se

sont ralliés à Milosevic, la campagne de raids aériens a renforcé le soutien au dictateur. Avec une opposition démocratique et une presse sous contrôle, les conditions d'émergence d'un pouvoir démocratique et modéré sont loin d'être réunies.

Les alliés sont donc confrontés à un dilemme : accepter de laisser Milosevic au pouvoir ou le défaire militairement. Il y a moyen de battre Milosevic et son régime à un coût politique et militaire douteux, mais moindre que s'il demeurait au pouvoir à Belgrade. Milosevic et son armée n'auraient aucune chance face à une attaque de l'OTAN au départ de la Hongrie, à travers les plaines de la Pologne. Ce territoire est beaucoup moins exposé que les montagnes de la Serbie et c'est un type de guerre auquel l'OTAN se prépare depuis cinquante ans.

Certes, la proposition de l'OTAN aux dirigeants de la Tchéquie et de la Hongrie. Elle implique de leur offrir un nouveau précédent en droit international : présente un risque majeur d'escalade avec la Russie. Mais les dangers - et d'autres - doivent être comparés à ceux de maintenir Milosevic à Belgrade, libre de continuer à tuer et à faire aux poudres dans toute la région.

Pour commencer à régler définitivement les problèmes des Balkans, le déploiement des troupes terrestres ne suffit pas. Il faut avoir lieu à cet endroit le règlement de l'attente.

Alain Destexhe est sénateur belge et président de l'International Crisis Group.

Les Serbes dans la caverne de Slobodan Milosevic

par Thomas Hofnung

À quoi pensent les Serbes dans les bombes de l'OTAN ? Sur les rares images transmises par la télévision yougoslave, on aperçoit tantôt les Belgradois « défilant » les avions alliés dans des concerts organisés dans le centre de la capitale, tantôt les visages apeurés de ceux qui, tapis au fond des caves, tentent de se protéger d'éventuels dégâts collatéraux occasionnés par les frappes de l'Alliance atlantique.

Comment les plaindre, eux qui n'éprouvent pas la moindre compassion pour le calvaire des Albanais, faisant face à la caverne de Slobodan Milosevic ? Les Serbes n'ont-ils pas mérité, en définitive, la « correction » que l'Alliance atlantique leur inflige ?

Et pourtant, la majorité silencieuse et passive de la population serbe souffre elle aussi. Elle ne souffre ni de faim ni de soif, mais elle ne comprend pas pourquoi l'OTAN s'acharne sur son pays de la sorte. Jusqu'à quel moment, les Serbes ont-ils cru qu'ils pourraient échapper aux bombardements de l'OTAN. Comme si la répression orchestrée par leurs autorités au Kosovo ne les concernait pas. Comme si l'absence de négociations de Rambouillet n'avait au-

cune incidence sur leur vie quotidienne. Comme si, en tant que citoyens yougoslaves, ils n'avaient pas leur mot à dire dans ce drame.

Comment expliquer ce qui pour nous la preuve de leur terrible aveuglement ? Pourquoi marchent-ils en cadence derrière leur président dans une fuite en avant suicidaire ? Il est aujourd'hui impératif d'examiner la façon dont le régime de Slobodan Milosevic est parvenu à obtenir un consensus unanime dans cette crise, même que son bilan depuis dix ans est catastrophique sur tous les plans. Car l'issue de la crise actuelle repose en grande partie sur la capacité du président yougoslave à convaincre les Serbes de sa faillite et ses conceptions.

L'intense propagande télévisuelle à laquelle ceux-ci sont soumis quotidiennement, depuis l'accession au pouvoir de Slobodan Milosevic, et qui en ce moment même leur dissimule aussi bien la réalité du « nettoyage ethnique » que les pertes subies par les forces militaires, ne détermine pas tout. Ce travail de conditionnement n'aurait pas eu un tel impact s'il ne jouait pas habilement sur les angoisses et les peurs viscérales qui taraudent les Serbes.

L'histoire tourmentée de la région - cinq cents ans de joug ottoman, les guerres balkaniques du début du siècle et deux guerres mondiales - a d'abord appris aux Serbes à redouter plus que tout la

privation de liberté et la perte d'indépendance. Ce peuple n'est pas le seul à avoir subi une telle succession de drames dans les Balkans. Mais il a peur d'irraisonnée s'est doublée chez lui d'une paranoïa aiguë : à l'entendre, le monde entier comploterait sa destruction.

Ce complexe n'est pas surgi de nulle part. Attaqués par les Austro-Hongrois en 1914, bombardés par les nazis durant la seconde guerre mondiale, les Serbes ont en outre appris à vivre, à partir de 1945 (date de la rupture entre Tito et Staline), dans la zone grise entre l'Est et l'Ouest - pouvait-il à tout moment envahir par les troupes soviétiques.

Au début de cette décennie, pour essayer de maintenir sa place sur la Fédération, le pouvoir de Belgrade a canalisé l'angoisse serbe du complot international contre les « sécessionnistes » slovénes et croates, puis bosniaques. Ainsi, le 11 mai 1991, avant le début de la guerre entre Serbes et Croates, le ministre du Intérieur fédéral, le général Veljko Radjevic, a réuni la présidence collégiale yougoslave afin d'arracher à ses membres l'instauration de l'état d'urgence pour enrayer la « déstabilisation de la Fédération ». Pour tenter de les convaincre, le responsable militaire a évoqué « un plan » en trois points élaboré par « des traités pour anéantir la Yougoslavie » : le premier visait le plan, selon M. Radjevic, consistait à « organiser une guerre civile. Le second à exiger « l'intervention étrangère ». Le troisième visait : « l'instauration de régimes fascistes dans toute la Yougoslavie ».

Ils contemplent, comme ensorcelés, les fantômes de destruction et de mort projetés sur les parois de cette immense prison

Depuis le début de la crise au Kosovo, le régime de Milosevic a utilisé la même tactique. Il n'a cessé de marteler que l'UCK était « armé » entraîné par les Américains » pour susciter la guerre dans la province, autoriser une intervention de l'OTAN et ainsi le coup de grâce à la Yougoslavie (Serbie - Monténégro). A l'appui de sa thèse, le régime a exploité le moindre maladresse Occidentaux.

En définitive, Milosevic est parvenu habilement à déplacer le débat de l'équation Kosovo : le président yougoslave, qui ne voulait pas d'un accord sur le Kosovo synonyme de l'absence politique, a persuadé l'opinion que l'autonomie proposée par l'Occident équivalait simplement à la mort de la Serbie. La décision lourde de conséquences de l'OTAN à mener des raids non pas seulement au Kosovo, mais sur tout le territoire yougoslave, lui a donné raison aux yeux de ses concitoyens.

Ces bombardements, qui parachevent dix ans de crise en Serbie, ont un tout autre effet : assombrer la population. Elle ne croit plus en rien, ni en personne. Les Serbes se méfient de Slobodan Milosevic, mais ils le croient quand il affirme que les Occidentaux veulent l'anéantir.

C'est pourquoi, après avoir sauvé du naufrage les Serbes du Kosovo, il nous faut aussi aider les Serbes à sortir de la caverne où ils contemplent, comme ensorcelés, les fantômes de destruction et de mort projetés sur les parois de cette immense prison qu'est devenue la Serbie depuis dix ans. C'est l'une des conditions essentielles pour une paix durable dans les Balkans.

Thomas Hofnung est journaliste indépendant.

Il faut européeniser les Balkans

Alain Destexhe

L'Ibérie est l'origine du plus grand événement de l'histoire : la découverte de l'Amérique ; elle révéla, en quelque sorte, la double face du monde. L'Italie fit le lien à l'Europe et à la civilisation romaine. La troisième, par la Grèce, a engendré la civilisation occidentale.

Cette péninsule balkanique fut tout à la fois ce qui a apporté à l'Europe et ce qui a apporté à l'Europe. Elle a continué d'apporter le plus de complications au monde contemporain. On dirait qu'elle réclame une compensation pour les Lumières qu'elle prodigua jadis au monde et que celui-ci, en lui elle, a trop longtemps oubliées. En fait, l'Europe a souvent négligé ou méprisé les Balkans. Elle en a détourné son attention, surtout durant les cinq siècles de domination ottomane. Ce furent des poètes, à leur tête Lord Byron, qui, touchés par la triste sorte des Grecs, des Albanais, des Roumains et des Slaves du Sud, surent attirer sur eux l'attention du monde. Entre-temps, d'épaisses strates s'étaient accumulées, comme au fond de fosses profondes, dans la mémoire de tous les peuples. Isolés, séparés du reste du continent, ils concurent toutes sortes de fantasmes, de mythes et de légendes auxquels ils se mirent eux-mêmes à croire. Par surcroît, ils en firent les plates-formes nationales.

N'oublions pas que, dans cette grande péninsule, comme si la mosaïque de peuples, de langues, de religions et de cultures, riches à la fois si différentes, ne suffisait pas, s'entremêlent les ruines de trois grands empires : romain, byzantin et ottoman. Ils savent bien que les ruines, à certaines époques, peuvent jouer un rôle important dans la vie des peuples.

Ainsi s'explique le fait que les habitants de cette région, au lieu de rejoindre la lumière de la liberté, et de devenir solidaires les uns des autres, se mettent conjointement à l'œuvre pour réparer les désastres qu'ils avaient subies, sont souvent évertués à faire le contraire : à se faire aveuglement les uns contre les autres, au nom de ces fantasmes que chacun avait forgés dans sa solitude. Ce qui les conduisit à commettre pas mal de bêtises qui leur valurent des épiques malveillantes et, souvent, l'irritation de l'Europe et du monde.

Les peuples des Balkans firent l'objet de nombre de maximes et de dictons mettant surtout l'accent sur leur indispensibilité à s'engager sérieusement dans la résolution d'un problème. La formule de

Churchill : « Les Balkans produisent plus d'histoire qu'ils n'en consomment », est bien trouvée. Mais si Churchill, qui dépensa tant d'énergie pour la création de la civilisation européenne, avait, à l'été, à l'été, son attention non pas seulement quelques minutes, mais quelques heures, sur le monde des Balkans, ou trois peuples des Balkans, beaucoup d'horreurs auraient été évitées.

Aujourd'hui encore, nous souffrons des vestiges de ce long oubli, de la substitution de bons mots et de propos de salon aux vérités fondamentales. Bien des choses restent demeurées encore trop mal connues. Certes, personne en Europe, aux États-Unis ni moins ailleurs dans le monde n'est forcé de connaître la langue de l'histoire des Balkans. Mais quand un conflit d'une telle gravité, certains éléments-clés doivent obligatoirement en être remis au jour. Il n'est pas superflu, par exemple, de savoir que le peuple le plus nombreux de la péninsule est le roumain, que les quatre autres, grec, serbe, albanais et bulgare, sont, à cet égard, quasiment du même ordre de grandeur. Cette donnée épargnerait l'idée fautive selon laquelle la Serbie serait, dans les Balkans, un grand pays, appelé à jouer un rôle d'arbitre, alors que les Serbes sont trois fois moins nombreux que les Roumains.

Cette méconnaissance s'est étendue à tout ce qui concerne les Balkans. Pour certains, il s'agit d'une péninsule peuplée principalement de Slaves, alors que ces derniers n'y représentent qu'un tiers des 11 millions de Balkaniques. Cette dernière imposture, répandue indirectement par les Slaves eux-mêmes, a servi à défendre et à justifier le prétendu droit de la Russie à intervenir dans les Balkans. Pour devenir plus crédible, la présence des Slaves dans la péninsule a été faussement identifiée à la place de la religion orthodoxe ou à l'aire d'occupation des régimes communistes. Si bien que, pour les gens qui n'entendent pas s'attarder sur le casse-tête balkanique, religion orthodoxe, communisme et slavisme sont fondus dans un même trinôme pour donner naissance à un « monstre géopolitique », du type de ceux que l'on rencontre dans les contes fantastiques.

Alors que la mystification triomphe dans des domaines aussi manifestes que la géographie, le système politique, la religion, on imagine qu'il peut en être avec l'histoire des Balkans ! Elle a été falsifiée de la ma-

nière la plus monstrueuse, pour étayer et justifier le crime ethnique.

La plus péninsule d'Europe n'aurait sans doute pas connu ce sinistre sort si elle n'avait été accordée plus d'attention. L'indifférence conduit à la méconnaissance et à l'erreur, quand elle est trop loin, ramène à une vision romantique et coloniale, celle du conquérant qui, depuis son loge, regarde les peuples à battre entre eux pour des brèves. L'ère chrétienne a commencé par un pareil acte d'indifférence tragique, le jour où Jésus-Christ se lava les mains de la responsabilité dans le procès de Pilate à Jésus-Christ. L'on ignore la teneur du message que Ponce Pilate fit envoyer au romain pour lui faire part, entre autres, des troubles en Palestine. Ce rapport a été perdu, mais la légende lui a substitué le fameux « qui rend on ne peut mieux compte de l'attitude du

Pour les gens qui n'entendent pas s'attarder sur le casse-tête balkanique, religion orthodoxe, communisme et slavisme ont été fondus dans un même trinôme pour donner naissance à un « monstre géopolitique »

consul romain. Depuis la Crucifixion, ce geste a souvent été repris dans l'histoire du monde. Cette pseudo-impartialité, portant condamnation à toutes parties, la tendance à ne pas distinguer le bourreau de la victime pour donner à penser qu'on s'agit au dévouement des faits en simple spectateur, que l'on se situe au-dessus de la mêlée, etc., a été et demeure une attitude fort commode. En réalité, c'est la plus hypocrite : sous couleur d'équité, elle tend à dissimuler un plein soutien au crime.

Le geste de Ponce Pilate a été imité et continué à l'être aujourd'hui dans le conflit serbo-albanais à l'égard du Kosovo. Tout le monde peut constater que des forces et une police armées jusqu'aux dents ont en face d'eux un peuple en défense, qui n'a rien de détruite. Pourtant, les voix n'ont pas manqué pour « condamner à la fois les deux parties ». On a ainsi institué une symétrie criminelle, en plaçant sur le même plan la neutralisation de policiers serbes par la police kosovare et le martyre d'un peuple entier. On a mis en scène des massacres comme ceux de Račak en avançant comme arguments le déplacement supposé, de quelques mètres à droite ou à gauche, de certains cadavres, comme si cela pouvait changer

quoi que ce soit à la nature des faits, comme si les victimes n'étaient pas des êtres humains réels et non des marionnettes.

Le même type de comportement s'est retrouvé jusque dans les récentes manifestations communistes, qui avaient pour principal motif de condamner les bombardements de l'OTAN, mais passaient sous silence le génocide perpétré par ce peuple. Cette surdité, cet aveuglement volontaires, un temps, une Europe nouvelle cherche à voir le jour, sont réellement inquiétants, comme l'est aussi l'étrange attention accordée à la Serbie pour le dernier pays stalinien du Vieux Continent.

Pour défendre le crime serbe, on sort du fond des tiroirs les formules possibles : « l'intangibilité des frontières », « violation de la souveraineté d'un État ». Ces avo-

lonté du crime ignorent-ils qu'il s'agit d'un crime perpétré par des enfants pour faire perdre leur légitimité à un État ? Or, au Kosovo, la mise à mort d'enfants par la machine répressive serbe n'est, pour celle-ci, qu'un acte de barbarie parmi tant d'autres.

Intervenant militairement dans les Balkans, l'Europe atlantique a une nouvelle fois dans l'histoire de la civilisation mondiale. Cette guerre, elle n'a pas entreprise pour du pétrole, comme on a souvent cherché à l'en convaincre par le passé, ni pour d'autres intérêts matériels, mais pour un principe : la défense des droits de l'existence du peuple le plus déshérité de ce continent. L'Europe devient par là l'Europe des hommes. Elle a un programme. Elle se doit de le défendre. Elle entend punir le crime.

C'est un acte fondateur et, comme tout acte de ce genre, il n'est pas accompli dans la joie mais dans la douleur. Les nouvelles pages de l'histoire ne se tournent pas à l'histoire des kermesses ou les banquets, mais dans de semblables situations dramatiques.

Pour en revenir à la question : la péninsule balkanique peut-elle être européenne ? La seule réponse devrait être : non seulement elle le

peut, mais elle le doit. Première raison : les Balkans sont la cour de la maison européenne, et dans aucune maison on ne peut y avoir de paix si l'on ne se bat et l'on s'entretient dans la cour. Deuxième raison : l'immense énergie humaine, souvent déployée dans un sens négatif, peut et doit être mise au service de la vie dans cette région du monde. Mais, pour que la vie revienne dans les Balkans, il faut que leur histoire soit réécrite.

À l'aube du nouveau millénaire, l'humanité se doit, toujours plus, de procéder à un nouvel examen de conscience. Il lui faut exorciser un crime très ancien, perpétré par la Grèce antique contre un autre peuple, les Troyens, et qui, à travers la littérature, a marqué à la civilisation grecque cette sublime idée que nous lui reconnaissons aujourd'hui : celle de la pitié. De pareils actes carissimes dans l'histoire. Après la seconde guerre mondiale, les Allemands ont eux-mêmes accompli cet exorcisme et repensé leur place dans la famille européenne. D'autres pays, cependant, en sont encore loin. Au lendemain de la chute du nazisme, sept peuples d'Europe centrale et orientale, quelque 100 millions d'hommes, sont tombés sous la botte du communisme soviétique. Cette oppression leur infligea de lourdes pertes et d'immenses souffrances. Or, jusqu'à ce jour, aucun signe de repentir n'a été donné de la part des oppresseurs. Au contraire, on entend des appels à plus de violence à la restauration de l'Empire, autrement dit du crime stalinien. C'est ce crime qui aujourd'hui l'Occident et celui-ci la Russie libérale elle-même.

Actuellement, dans les Balkans, s'affrontent deux forces absolument opposées. Dans de pareils heurts, le monde démocratique paraît plus faible, plus que la barbarie, elle, donne l'impression de devoir prendre le dessus. Cela tient à l'absence de toute commune mesure entre deux visions du monde, l'une qui respecte les principes, l'autre qui les bafoue. Mais ce n'est là qu'une impression passagère.

Brusquement, le peuple albanais, l'oublié du continent, a été placé au centre de l'attention mondiale, dont il avait tant rêvé. Mais sa volonté, il se voit dans la plus violente tourmente. Mais est-il destin plus cruel que d'attirer l'attention au prix d'une tragédie d'une telle ampleur ? Ce peuple martyr s'efforce, avec dignité et résignation, de porter sur ses épaules meurtries le poids de cette tragédie. Puisse le monde ne pas l'oublier !

Ismail Kadare
© Ismail Kadare / Le Monde

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الزمان"

Kosovo : le jeu d'Evgueni Primakov

LA PARTIE qui se joue à Belgrade et Moscou, largement masquée par la tragédie simple incidente, n'en est pas moins décisive pour l'avenir d'un homme, le premier ministre russe Evgueni Primakov, et plus encore la toute stratégie intimement liée à cet homme : la reconstruction d'une identité néo-impériale eurasiatique sur les décombres de l'ancienne Union soviétique.

Primakov sait qu'il ne peut pas des Serbes, des Albanais et des Turcs ; il surcroît, il a participé à toutes les luttes factionnelles capitales de la matière qui ont laissé de nombreuses traces dans l'histoire de la diplomatie soviétique de l'Union soviétique qui était le domaine d'élection du semi-défunt KGB. Les comprendre, c'est moins comprendre la moitié du programme Primakov.

Tout d'abord, son aversion profonde pour Milosevic : il clique : le programme national serbe, c'est celui d'une Russie réduite à son nouveau repêchage, ou plutôt d'une Russie à laquelle on aurait arraché son intelligence et sa capacité de projection historique vers l'avenir, comme la réalisation cauchemardesque de la nouvelle de Boulgakov «Cœur de chien», le grand romancier russe avait imaginé une greffe, proprement monstrueuse, d'un cœur de chien sur un homme, aux fins de mieux comprendre l'esprit d'un certain bolchévisme : avec Milosevic, le parti rouge-brun ne pouvait à Belgrade, comme il l'est à Minsk chez Loukachenko ; à chaque crise moscovite, on a bien entrapé les pattes ensanglantées de l'ami serbe déposer leurs marques sur le coup d'Etat de Yarov et Kravtchouk contre Gorbachev en 1991, sur le luit de Routskov contre Eltsine en 1993, sur le financement de la campagne nationale stalinienne de Ziouganov en 1994.

Le but du groupe d'élites qui s'inspire de l'héritage politique de Youri Andropov à Moscou - et dont Primakov est sans nul doute le chef - va donc à l'encontre des diverses purifications ethniques jusqu'ici entreprises dans les Balkans : en Ukraine, il encourage l'assimilation totale des Russes, même ceux de Crimée, confortant le point de vue des Ukrainiens modérés afin de réaliser un compromis historique avec le gouvernement de Kouchtchouk ; le grand échec du Sud-Est entier, soit l'exact inverse de la politique russe en Croatie ; au Kazakhstan, il mène la mégalomanie du grand Khan ; en Azerbaïdjan, en échange de son soutien à une politique globale de renforcement de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et de la paix dans la majorité russophone de la République, très majoritaire, ce qu'un leader serbe comme Milosevic ne pouvait pas faire avec Iztbegovic en Bosnie. L'approche prudente et respectueuse de l'Islam qu'ont eue les Russes à Kazan, à Oufa, au Caucase pour mieux isoler les Tchétchènes, prouve également que Primakov a écarté pour l'instant la stratégie d'une politique à la Huntington qui en faisait le porte-parole de l'Occident occidental.

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

Pour continuer cette stratégie ambitieuse dans les objectifs finaux, la reconstruction de l'espace soviétique sous la forme d'une confédération politico-stratégique volontaire, Primakov a en réalité besoin que Milosevic échoue : son succès, même partiel, jetterait définitivement les Etats que Primakov courtise le plus assidûment - l'Ukraine, Ouzbékistan et Azerbaïdjan, «les trois petits grands de la CEI» - dans les bras Américains ; accélérerait à son tour la provioloire de l'opinion moyenne en Russie même.

Car ne nous y trompons pas, les Russes, qui ont été relativement indifférents aux tribulations tchétchènes sur leur propre territoire, ont pris fait et cause pour les Serbes avec un enthousiasme, identifiant les malheurs de la petite nation balkanique aux désillusions et humiliations de la grande Russie du Nord. Les experts, qui voient la Russie officielle moins irritée qu'elle le prétend, ont donc partiellement raison, mais ils font l'impasse sur les passions dynamiques d'une opinion qui peut s'enflammer, surtout en cas de nouvelle baisse de la valeur du rouble que l'on mettrait facilement sur le compte de l'ennemi occidental (ce qui justifie largement la mansuétude toute provisoire du FMI).

Que faire donc ? Jusqu'ici, l'approche était simple : la Russie accompagnait Milosevic dans ses difficultés sans jamais l'aider sérieusement, mais en donnant le sentiment qu'elle demeurait l'ami véritable des Serbes de manière à figurer une bonne place aux obsèques officielles

de la camarilla nationaliste de Belgrade. Avec la crise pourtant, le jeu se complique singulièrement : les mises augmentent : que la Russie prouve son utilité diplomatique en trouvant une solution de compromis et elle obtient sans doute un effacement presque total de sa dette publique ; un effacement de la gestion illégitime de l'étranger proche ; qu'elle s'enferme pendant que le conflit s'aggrave et elle est coupée de tout l'Occident, mais durablement du monde russe et même de ses proches comme la Bulgarie et la Macédoine. Il ne faut donc pas dire que, dans ces conditions, le miracle politique Primakov est devenu depuis belle lurette le fiasco Primakov.

ÉPILOGUE MAL VENU

Or le premier ministre vient d'assumer en matière stratégique un risque énorme : l'important avec le lâchage du PKK kurde d'Abdullah Öcalan : la décision d'expulser de la Turquie le chef révolutionnaire, longtemps favorisé directement par le KGB, est la cause véritable de la cavale désespérée du PKK vers l'Europe, suivie de sa capture désoilante par les services secrets turcs à Nairobi. Cette décision n'est pas peu de chose : elle vient en fait clore peut-être définitivement un débat affronté pendant vingt ans dans les services de sécurité russes et soviétiques sur le sens et la nature des intérêts fondamentaux de la Russie au Moyen-Orient. Vers 1977, un groupe fortement anti-occidentaliste mis sur l'alliance stratégique avec la Syrie, encourageait la révolution islamique en Iran impérial en pénétrant les services secrets islamiques du Tchéran, de l'Afghanistan, avec les conséquences que l'on sait : la Turquie par l'appui presque aveugle fourni à l'Armée arménienne, à la Turquie turque, la Bulgarie, au PKK kurde et même à l'ultra-gauche turque.

L'attentat contre le PKK en 1981 au bout du développement catastrophique auquel Andropov cherchait à mettre un point final lors de son bref consulat. Cette politique de redressement modéré et proutur était déjà celle de la gauche du KGB, d'Aliev à Primakov, avant l'un à aujourd'hui président

de l'Azerbaïdjan et l'autre... premier ministre de la Russie ; malgré leurs divergences nombreuses : pétrolières, les deux hommes sont présent d'accord pour s'entendre, et Primakov souhaitait tout particulièrement proposer à un Bülent Ecevit, qu'il espère voir plébiscité en Turquie par le suffrage universel, un nouveau code de bonne conduite qui sanctionne une large présence des entreprises turques en Russie en échange d'une modération réciproque, et d'une garantie russe de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

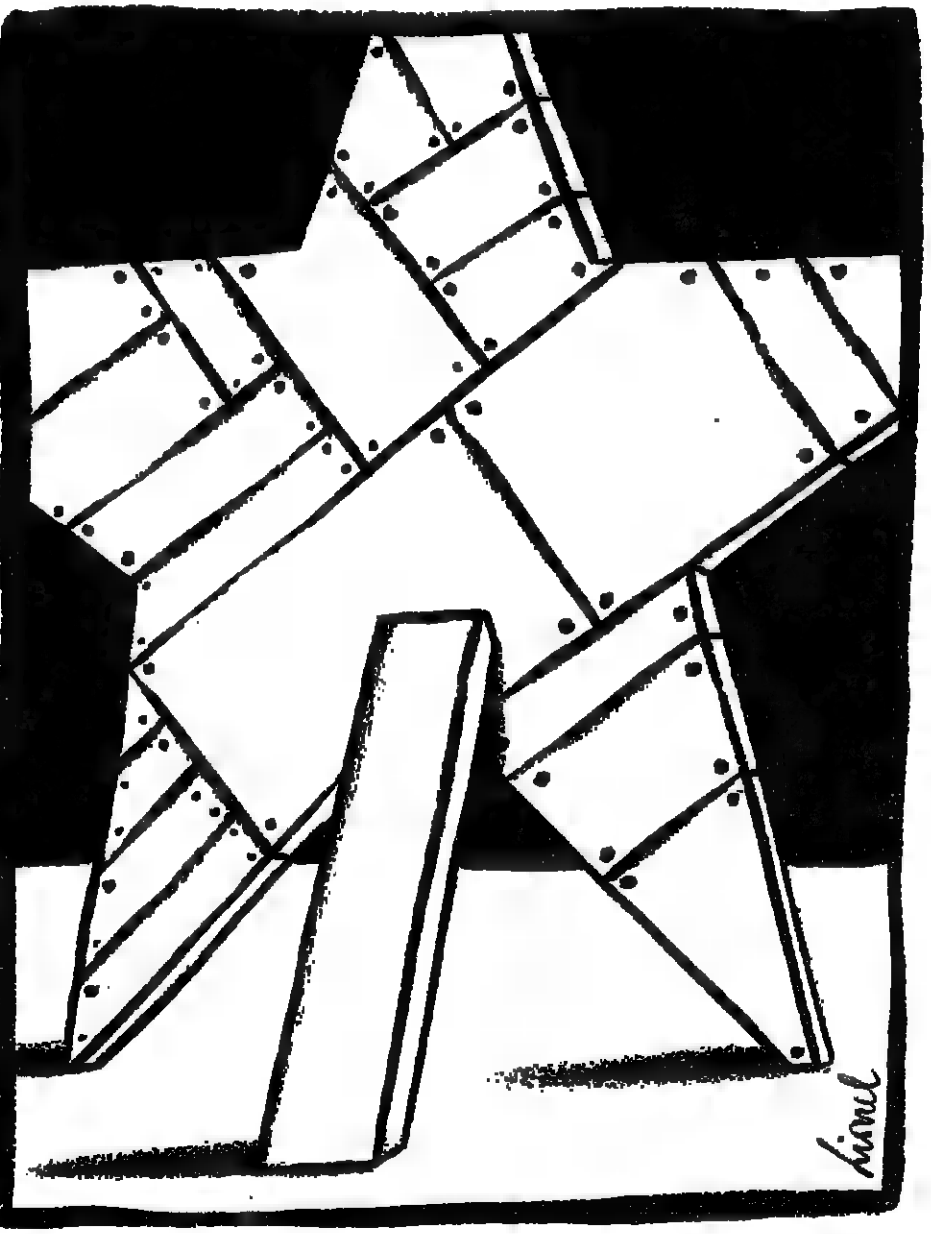
C'est dire l'épisode kosovar, où la Russie semble consentir à l'une des plus grandes turlupineries du siècle qui s'achève, mais mal venu à la réalisation d'une telle approche, dont dépend la moyenne échec de l'avenir pétrolier et ethnique de la Russie sur son banc sud.

Mais il n'est pas moins vrai qu'une diplomatie qui arrêterait efficacement la guerre sur une ligne de cessez-le-feu acceptable pour les Albanais, les Turcs et l'opinion musulmane de l'ancienne URSS, tout en laissant la Serbie des pires conséquences d'une offensive terrestre généralisée, obtiendrait un triomphe. L'Occident, qui doit montrer sa force sans hésiter face à l'agression serbe, a un intérêt maintenu à une telle issue douce-amère du conflit, qui déboucherait sur une conférence régionale, sur le modèle de celle de Berlin, il y a plus d'un siècle.

Mais il faut que les Russes aient le courage de suivre une stratégie dont Primakov n'a pour l'instant qu'esquissé les contours, en cela vrai dire, comme dans la nouvelle précitée, qu'elle doit procéder à la manière de l'ablation du cœur de chien - dont est affublée la Serbie pour son immense malheur : d'après Milosevic, tout cela beaucoup demander à un pays encore convalescent, mais n'est-ce pas mieux que de le voir lentement dériver vers la décadence, la déliquescence et les théories du complot, de celles desquelles, on le sait, il n'y a plus que l'abjection ethnocentrique ?

Alexandre Adler pour Le Monde

Star par Lionel Portier



RECTIFICATIFS

FITOUSSI

Le signataire de l'article sur «La croissance enviable de la France» (Le Monde du 3 avril) n'était pas Michel Fitoussi, comme indiqué par erreur en première page, mais bien Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et éditorialiste associé du Monde.

CRÉDIT LYONNAIS

Dans l'article intitulé «L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais» programmée pour juin (Le Monde du 1er avril), il fallait lire que les salariés de la banque pourront avoir 10 % de la part du capital de la banque qui sera cédée en Bourse (soit environ 5 % du capital total), et non 10 % du capital total.

BNP et SG PARIBAS

Suite à l'article intitulé «La Société générale et Paribas durcissent leur opposition au projet de mariage avec la BNP» (Le Monde du 8 avril), Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, indique qu'il n'est plus administrateur de la Société générale depuis le 3 mars, date à laquelle il a démissionné de ce poste où il a été remplacé par Claude Bébear, président du directoire d'Axa. Il précise : «Je considère que la banque française doit se restructurer et renforcer. Je suis à disposition des uns et des autres pour aider à un dialogue constructif» entre la BNP, la Société générale et Paribas.

La banque américaine Morgan Stanley Dean Witter indique par ailleurs que, contrairement à

ce que nous indiquons dans le même article : «l'analyste chargé des valeurs bancaires n'a jamais émis un avis négatif sur l'action Société Générale, ni avant l'annonce du rachat de la BNP», ni d'ailleurs dans les mois qui ont précédé».

LÉGION D'HONNEUR

Georges Loinger, promu officier dans l'ordre de la Légion d'honneur (Le Monde du 7 avril), n'est pas vice-président mais président de l'association Les Anciens de la résistance juive en France.

THÉÂTRES NATIONAUX

Deux erreurs sont glissées dans l'article intitulé «Délicate succession à la tête des théâtres» de Chaillot de Villeurbanne» (Le Monde du 7 avril). Lé-

ronne Savary, née en 1942 (et non en 1937). Il achève son quatrième mandat de directeur du Théâtre national de Chaillot et non pas son troisième, comme nous l'avons écrit.

ANTI-OTAN

Présenté comme un des signataires de l'appel «Non à l'Europe» lancé par la Nouvelle Droite (nos éditions du 3 avril), Dominique Jamet nous précise qu'il s'agissait d'un manifeste intitulé «Non à la guerre», et ce qui ne signifie pas précisément «Non à l'Europe», note-t-il, en soulignant avoir signé cet appel parce qu'il en approuvait «intégralement le texte sans considération et sans connaissance d'une origine utilisée par la suite pour en discréditer les signataires».

Le Monde

615, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 CEDEX 05
Tél. : 01 47 33 11 11 - Télécopieur : 01 47 33 11 21 - Télex : 206 144 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01 47 33 32 90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'audace de la BCE

Ceux qui craignaient que la Banque centrale européenne (BCE) ne soit qu'un clone de la Bundesbank peuvent être aujourd'hui rassurés. La baisse de son principal taux directeur, jeudi 8 avril, démontre que sa philosophie monétaire et son approche sensée de la banque centrale allemande. C'est heureux. Elle est preuve d'un pragmatisme et d'une audace jusqu'alors inconnus sur le Vieux Continent et dont la Banque fédérale américaine semblait dénier l'existence. La souplesse de Wim Duisenberg, le président de l'institut d'émission européen, contraste avec la rigidité de la fédération allemande dans le passé par Hans Tietmeyer, le patron de la Bundesbank, et Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

La BCE a choisi de réduire ses taux à une ampleur qui a même surpris les marchés financiers - alors que de nombreux éléments auraient pu être invoqués pour justifier un statu quo : la dévaluation de la monnaie, manque d'empressement des pays européens à assainir leurs finances publiques et à réduire leurs déficits, remontées récentes des cours du pétrole élargissant le spectre d'une déflation dans l'Eurozone. Surtout, la Banque centrale européenne a choisi d'assouplir sa politique monétaire alors même que l'euro, dont elle est la gardienne, donne des signes de faiblesse (il a perdu près de 10 % face au dollar depuis son lancement). Et elle l'a fait dans un environnement géopolitique tourmenté, avec la

guerre toute proche de la Bosnie qui pourrait fragiliser durablement la monnaie européenne. Les banques centrales des pays de l'Union ne nous ont pas habitués à une telle hardiesse.

A l'évidence, la BCE a l'obsession du taux de change qui était celle de la Bundesbank. Elle ne partage pas la vision patrimoniale qui considère qu'une dépréciation de la monnaie n'est qu'une mauvaise en soi. Qu'elle peut même constituer un stimulant économique efficace. Une telle attitude monétaire, inédite en Europe, n'est pas sans rappeler celle de la Réserve fédérale américaine. A l'image du président de la banque américaine, Alan Greenspan, M. Duisenberg paraît soucieux autant du niveau de l'inflation que de la stabilité des prix.

En baissant ses taux, la BCE reconnaît ainsi que, contrairement aux discours tenus par certains responsables européens, l'euro est visiblement plus attractif que les Etats-Unis par les différents chocs récents, connaît un ralentissement inattendu et inquiétant de son activité. Renonçant à son dogmatisme, elle se préoccupe de reconstruire la confiance qui manque aujourd'hui dans les milieux industriels du Vieux Continent. Le geste de l'institut d'émission européen est ainsi un signal au dirigeant des dirigeants politiques. Il appartient maintenant aux gouvernements d'apporter à leur tour une réponse aux difficultés économiques de la zone euro, à prouver qu'ils peuvent mener une politique aussi audacieuse que la Banque centrale européenne.

Le Monde est édité par le SA LE MONDE

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldrey, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Renou, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royere
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmain
Éditeur en chef : Alain Frachon, Edwy Plenel (Rédaction et Imprimerie)
Laurent Gaudesmer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kalfus (TV) ; Eric Le Sauter (International) ; Patrick Jarnoux (France) ; Francis Wouche (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Bado (Religion) ; Joëlle Guigou (Culture) ; Christiane Guigou (Société) ; Rédaction et chef technique : Eric Alan
Membres du conseil :
Directeur exécutif : Eric Puel ; Directeur délégué : Anne Chaussegros
Conseiller de la direction : Alain Kolar ; Directeur des relations internationales : Daniel Vertus ; Partenariats audiovisuels : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens : Hubert Beau-Méry (1944-1961) ; Jacques Mitterrand (1961-1962) ; André Malraux (1962-1963) ; François Mitterrand (1963-1964)
Le Monde est édité par le SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 105 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde ; Fonds commun de placement des personnels du Monde ; Association Julien-Bienne-Idry ; Société anonyme des Lecteurs du Monde ; Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, MNA Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'accord des Trois sur l'Allemagne

LA RENCONTRE à Washington des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France a abouti rapidement à un accord sur les principaux points en discussion au sujet de l'Allemagne. Il s'agit, en somme, d'un statut provisoire de l'Allemagne occidentale, d'un prélude au traité de paix. Ce problème n'était pas de la compétence des généraux, mais des gouvernements. Pouvait-on demander aux chefs de gouvernement militaires de se suicider ? Ils seraient remplacés par des commissaires civils. C'est là un des traits essentiels du statut d'occupation. Plus simple que l'ancien projet, il laissera au futur gouvernement allemand l'initiative de la législation et de l'administration en matière de politique intérieure, mais révisable du contrôle des Alliés. Ceux-ci s'attribuent la direction de la

politique extérieure, l'initiative de toutes les mesures concernant le désarmement, la démilitarisation, les réparations.

La valeur pratique d'un tel accord ne peut être jugée qu'à l'usage. Les Alliés l'ont si bien compris qu'ils ont prévu une révision dans le délai d'un an. Il est évident qu'il ne pourra fonctionner qu'avec beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. Les Alliés ne devront limiter la liberté d'action des Allemands que dans la mesure où leurs besoins essentiels l'exigeront, renoncer à imposer leurs personnalités quand ces besoins ne seront pas en jeu. Les dirigeants politiques allemands devront s'accommoder d'une restriction de leur indépendance, toujours pénible, et se dispenser d'une surenchère nationaliste, trop facile en pareil cas.
(10-11 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3677 code LMDOC

Le Monde sur CD-ROM : 01 47 33 11 21
Index : microfilms du Monde : 01 47 33 29 33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris : en province : 08-36-68-03-78

50 من الأصل



18,5% du revenu

9 TELECOM

enfin le même

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

VOUS

مكثا من الأعمال



38 % du revenu

Source : M3D Ensaï and Young (enquête sur la région de 300 000 fr. de salaire brut annuel).
* Tarif unique, dans tous les pays de l'Union Européenne, sauf Grèce et Irlande.

ne tarif pour l'Europe**

DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



TELECOM

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

PIERRE ANDRÉ-MAY, ancien animateur de la revue *Intensions*, est mort jeudi 1^{er} avril dans sa quatre-vingt-dixième année. Né à Paris en 1901 dans une famille aisée, Pierre André-May, secondé d'abord par Bertrand de Jouvenel, publie le premier numéro de la revue mensuelle *Intensions* en janvier 1922. Son père, médecin, finance les frais d'impression pour le récompenser de sa réussite au baccalauréat. Cette publication, qui connaît une certaine audience, témoigne, jusqu'en décembre 1924, de la liberté de choix de ses goûts de directeur. André Gide, Marcel Proust, Paul Valéry, Jules Romains, sont ses « maîtres » que ne donne le jeune homme, qui a l'ambition de « rétablir le culte de la vénération ». Dans la librairie d'Adrienne Monnier, il découvre la littérature contemporaine et rencontre quelques-uns des écrivains qu'il admire, comme Léon-Paul Fargue ou Valéry Larbaud, auquel il rendra un important numéro d'hommage en novembre 1922. Il est les sommaires d'*Intensions*, qui ont la faveur de ceux de la NRF, ou d'autres revues, notamment les noms de Claudel, Proust, Joyce, Gomez de la Serna, Supervielle, Mauriac, Breton, Eluard et Leiris. Après deux numéros, ne pouvant assurer sa propre subsistance, la revue s'arrête. Pierre André-May se retire alors de la vie littéraire et se lance dans le métier d'antiquaire. En 1935, cependant, il publie un roman, *Le Matin* (éditions du Pavot), dans lequel il raconte son adolescence durant la guerre. Une monographie a été publiée en 1995 : *Intensions, l'histoire d'une revue littéraire des années vingt*, de Dominique Moussi (Association des Indivi-)

NOMINATIONS

DÉFENSE

L'amiral Jean-Luc Delaunay, actuel chef de l'état-major particulier du président de la République, a été nommé, par le conseil des ministres, mercredi 7 avril, chef d'état-major de la marine nationale, en remplacement de l'amiral Jean-Charles Lefebvre, qui atteint la limite d'âge de son rang fin avril (*Le Monde* du 6 mars).

(Né le 11 janvier 1931 à Châtelleraut (Vienne), Jean-Luc Delaunay, après plusieurs embarquements en Polynésie, en Atlantique et en Méditerranée, a été nommé, en 1973-1975, Bory (1983-1984), puis la frégate *Jean-de-Vienne* (1988-1989). Entre-temps, en 1984, il a été chargé de la mission internationale des cabinets militaires des ministres de la défense (Charles Hernu, Paul Quilès, Jean Girard) qui se sont succédés. En 1992, il est promu contre-amiral et sert à l'état-major de la marine pour y suivre les restructurations, puis pour y prendre le commandement de la 1^{re} escadre. En 1994, il est promu amiral et nommé chef de l'état-major de la marine.

Le Monde

A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées

Le samedi 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 17 h 10
Le lundi à 9 h 10 et à 17 h 10

Le Grand Jury

RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

Le Grand Débat

FRANCE-CULTURE
Les 3^e et 4^e lundis de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde

RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 et 17 h 10 (heures de Paris)

La « une » du Monde

BFM
Du lundi au vendredi à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi à 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

génisme andin et la poésie du Siècle d'or, en Espagne aussi au Férron, tout en étant particulièrement au fait des réalités et des problèmes contemporains de l'Amérique andine. Henry May, poète discret, avait publié deux recueils de poésie, *Étranges* (Lacoste, 1950) et *Des jours* (Seghers, 1951).

LUCILLE LORTÉL, productrice de théâtre américaine, est morte dimanche 4 avril à New York. Elle a produit cinquante pièces d'avant-garde, en particulier de Sam O'Casey, David Mamet, Sam Shepard, mais aussi d'Eugène Ionesco, Samuel Beckett ou Jean Cocteau. Sa production de *L'Opéra de quat'sous* de Kurt Weill, en 1955, dans les années 20, a été annoncée à la scène en 1970 à la demande de son riche mari, dont la fortune lui a permis de se lancer plus tard dans la production. En 1947, elle avait ouvert son premier théâtre dans le Connecticut, puis elle acquit, en 1955, la ville de Christopher Street, à Greenwich Village, qui est aujourd'hui Lucille Lortel Theater.

HENRY BONNEVILLE, hispaniste, est mort le 15 mars à Grenoble à l'âge de quatre-vingts ans. Professeur à Grenoble, titulaire de la chaire de langue et littérature espagnoles à partir de 1969, il a été le président de l'Université Stendhal, de 1970 à 1975, et de la Société des hispanistes français, de 1976 à 1981. Il a mené des recherches approfondies sur l'indi-

mission en 1981 d'Armée Christiane, en décembre 1981, sur la suppression du service national, Jean-Luc Delaunay est nommé, en 1984, vice-amiral, chef de l'état-major particulier à la présidence de la République. Il a été élevé, au rang de contre-amiral, en mars 1994, puis à celui d'amiral en décembre 1997.

Le conseil des ministres de mercredi 7 avril a approuvé par ailleurs les promotions et nominations suivantes dans les armées :
● **Terre**. - Est promu au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Patrice Multrier.

Sont promus : général de division, le général de brigade André Lacour ; général de brigade, le général de brigade Jacques Paigbo et Alain Le Goff.

● **Marine**. - Est nommé adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques, le contre-amiral François Pézard.

● **Air**. - Sont promus : général de brigade aérienne, le général de brigade aérienne Jean Delcourt ; général de brigade aérienne, le colonel Jean Roué, nommé adjoint militaire au directeur central de l'infrastructure de l'air.

● **Gendarmerie**. - Est promu général de brigade, le colonel Jean-Claude Laparra.

Est nommé chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée, le général de brigade Paul

● **Contrôle général des armées**. - Est nommé chef du groupe de contrôle des forces et organismes de soutien, le général de brigade des armées François Fohanno.

● **Armement**. - Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Philippe Allott, nommé adjoint au directeur de la coopération et des affaires industrielles ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Pierre Vismann et Jean-Jacques Delabre.

● **Service des essences**. - Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de première classe Michel Bergeret, nommé directeur du service national des carburants interarmées ; chef du service spécial des dépôts d'hydrocarbures au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Livia et Ariane, très heureuses d'annoncer la naissance de leur petit frère,

David Ethan Simon,

le 24 mars 1999, à Paris.

Eve Elisabeth, née Klugebald, et Denis Cohen-Tannoudji, 5, rue Viollet-le-Duc, 75009 Paris.

Décès

● **M^{me} Irène Bantel**, née Palichet, épouse de M. Bantel, 10, rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 3 avril 1999, à l'âge de 84 ans.

Les obsèques seront célébrées le 10 avril, à l'église Saint-Martin de la Chapelle, à Paris.

Le reposera dans sa tombe natale, qu'il aimait tant.

La Villeneuve, 20147 Sartrouville.

● **Roland, Lucien, Jacques et Robert Bembaron**, leurs épouses et leurs enfants ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri BEMBARON, survenu le 4 avril 1999.

Les obsèques ont eu lieu le 6 avril, à Bercy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

● **L'Union des résistants et déportés juifs**. - L'Amicale Carnegio-Liberty (FTP-MOI).

Les anciens des groupes de combat juifs ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Maurice BENADON, ancien résistant et déporté, chevalier de la Légion d'honneur.

Un dernier hommage lui a été rendu le jeudi 8 avril, au cimetière du Père-Lachaise.

● **Pierre Brethes**, son épouse, M^{me} Pierre Brethes, M^{me} Claude Brethes, ses belles-sœurs, Jean-Pierre Brethes, Jean-Claude Brethes, Jean Brethes, ses neveux, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean BRETHES.

Cet avis tient lieu de faire-part.

● **Chantal Perrin**, son épouse, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques PERRIN.

survenu à Bordeaux, le 30 mars 1999.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Jacques (Vendée).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

23, allée des Pigeons, 83100 La Seyne-sur-Mer.

CARNET DU MONDE

TARIFS - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 155 TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 83 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96

Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

Jacques Gautier
Bijoux d'art

BIJOUX EMBLEMATIQUES
36, rue Jacob 75006 Paris
Tél/fax 01 42 06 00 00

● **M^{me} Anne-Marie Cros**, M^{me} Geneviève Cros, M. et M^{me} Patrice Cros, ses enfants, Pierre Antigios et Constanza Pardo, Joliete et Alicia Cros, ses petits-enfants, Ana Antigios-Cros, son arrière-petite-fille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Vitalis CROS, ancien ministre plénipotentiaire,

survenu le mardi 6 avril 1999, à La Rochelle (Aude).

Un hommage public lui a été rendu le 8 avril, à la ville de Villeneuve.

L'inhumation a eu lieu ce jour dans sa ville natale, Villeneuve-Minervois.

● **M^{me} Pierre Frier**, Odile, Jean-François et Véronique, Paroche et Aimée, Laurent et Martine, leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre FRIER, administrateur en chef de la Légion d'honneur, Chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce jour, vendredi 9 avril, à 15 heures, en l'église de Rives-sur-Fère (Aisne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, avenue des Tilleuls, 78400 Chantilly.

● **M^{me} Yves Maurice**, son épouse, Michel-Marie et Maryse Maurice, Gabriel-Marie et Véronique Maurice, Raphaël-Marie et Mariel, leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Yves MAURICE, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 avec palmes, appelé à Dieu, le 8 avril 1999, dans sa 84^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la chapelle familiale, le jeudi 8 avril, en l'église Notre-Dame de la Chapelle à Paris.

21, boulevard Jules-Ferry, 75008 Paris.

● **Frédérique, Brigitte et Philippe**, ses enfants, Robert, son frère, Ophélie, Judicaël, Jérémie, Julie, Pierre, Dorian et Adrien, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean RONCE, ancien administrateur des colonies, membre du Parti communiste,

survenu le 6 avril 1999, à l'âge de 84 ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 10 avril, à 10 heures, en l'église de Saint-Germain-en-Laye.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Brigitte Lenoble, 4, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

● Tous ses enfants, Annick-Xavier Rossignaux, Monique et Philippe Wolffrom, Jacqueline et Georges Berlier, Philippe-Annick Pecout, Chantal et André Bourgey, Catherine et Jacques Lebeaud, ses quarante-deux petits-enfants, ses cinquante et un arrière-petits-enfants, Les familles Goyot, Hébert, Mary et Hébert, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri ROSSIGNAUX, Yvonne GUYOT,

survenue le 7 avril 1999.

Il vous invite à participer, par la prière ou par la pensée, à la messe qui sera célébrée le 10 avril, à 9 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7^e.

97, rue du Bac, 75007 Paris.

● **M. François Flamin**, vice-président du conseil de surveillance, Les membres du conseil de surveillance, Serge Weinberg, président du conseil de surveillance, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Ambroise ROUX, président du conseil de surveillance de l'Institut-Préhistoire-Redoute, grand officier de la Légion d'honneur.

Pinault-Préhistoire-Redoute, 18, place Henri-Bergson, 75008 Paris.

● La direction générale de Barclays Bank a la tristesse de faire part du décès de

Ambroise ROUX, grand officier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques et du Mérite commercial.

Administrateur de Barclays Bank en France depuis 1983, il a été successivement vice-président puis président du Conseil de surveillance de 1991 à 1997.

(Le Monde du 6 et du 7 avril)

● **Alexandra et Nicolas Weinberg**, ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur mère.

survenu le 7 avril 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Cinq ans après celui de son mari, Vladimir, Alex WEINBERG.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 h

Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

75008 Paris.

Remerciements

● **Alençon, Issy-les-Moulineaux, Les Cap-Ferret**.

Dans l'impossibilité de répondre à tous les messages et très sensibles aux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. Gaston DUPONT, M^{me} Gaston Dupont, remercient toutes les personnes, voisins et amis qui se sont associés à leur peine par leur présence, leurs envois de fleurs, plaques et messages de réconfort.

Anniversaires de décès

● **Le 10 avril 1998**.

Jean CHAPOT, nous quitte brutalement.

Nelly Kaplan demande une pensée fidèle à tous ceux qui l'ont connu, aimé, admiré.

● **Le 10 avril 1998**.

Raimond CASTANG, membre de l'Académie des sciences, nous quitte.

Nous ne l'oublions pas et nous pensons à lui.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

● **Le 10 avril 1998**.

M. Henri CONTET, chevalier de la Légion d'honneur, nous quitte.

une messe sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, le jeudi 15 avril 1999, à 9 heures.

GRAND JURY
RTL Le Monde

HUBERT VEDRINE
Ministre des Affaires Étrangères

Débat animé par
OLIVIER MAZEROLLE

avec **PATRICK JARREAU - LE MONDE**
et **ANITA HAUSSER - LCI**

DIMANCHE 18h30
SUR
RTL & LCI

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

GRAND JURY
RTL Le Monde L'Espresso

HUBERT VEDRINE
Président du jury

avec PATRICK LAFITTE
et ANITA MARIANO

DIMANCHE
18H30

RTL

هكذا من الأصل

POLITIQUE MONÉTAIRE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 3 % à

2,5 %. Si les marchés financiers anticipaient un assouplissement monétaire, ils n'avaient pas prévu une telle ampleur. La Bourse de Francfort a ouvert en hausse de

1,7 %, vendredi, et Paris de 1,90 %. L'euro a cédé du terrain face au dollar. COMMENTANT la décision de la BCE, qu'il préside, Wim Duisenberg a relevé que « les prévisions de

croissance s'aggravent partout » et que la création d'emplois a connu « une certaine décélération ». LE MINISTRE français de l'Économie, Dominique Strauss-Kahn, a sa-

lué le geste de la BCE, y voyant un rééquilibrage de la politique économique européenne « plus favorable à la croissance et à l'emploi ». (Lire notre éditorial page 17.)

La Banque centrale européenne vole au secours de la croissance

Pour la première fois depuis sa création, l'institut d'émission a abaissé, jeudi 8 avril, son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. Les dirigeants politiques de la zone euro se félicitent de cette décision, dont l'ampleur a surpris

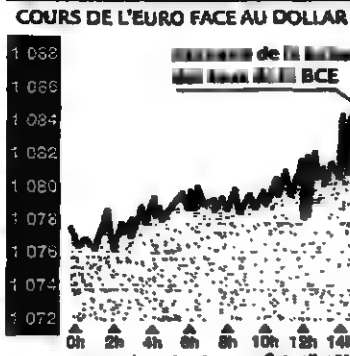
FRANCFORT

C'est une première depuis le lancement de la monnaie unique. Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, jeudi 8 avril, de réduire de 0,5 point son principal taux directeur (taux de refinancement, Refi), qui passe de 3 % à 2,5 %. Cette mesure a été adoptée « à très large majorité », a expliqué Wim Duisenberg, le président de la BCE. Bien que quelques voix discordantes aient été entendues, aucun vote formel n'a eu lieu au sein d'un conseil composé d' onze présidents de banques centrales de la zone euro et des six membres du directoire de la BCE.

Attendue par une partie des marchés financiers, la décision a surpris par son ampleur. A la réunion, le nombre d'économistes envisageaient plutôt une réduction de 0,25 point. Ce mouvement, a précisé M. Duisenberg, cherche à désamorcer l'anticipation d'une prochaine baisse : « Nous voulons faire un geste aussi convaincant que possible parce que nous craignons qu'une baisse moins large soit interprétée comme la première étape d'un cycle de baisses

L'euro affaibli

COURS DE L'EURO FACE AU DOLLAR



La monnaie européenne, qui s'était appréciée après l'annonce de la baisse des taux de la BCE, a ensuite nettement reculé.

des taux », a-t-il précisé. En outre, la BCE a maintenu le corridor de son taux d'intérêt encadrant la disposition de liquidités des banques : le taux de la facilité de dépôt passe de 2 % à 1,5 %, alors que le taux de la facilité de prêt reste à 3,5 %, contre 4,5 %.

CONJONCTURE PRÉOCCUPANTE

La principale explication de la décision de la BCE est une conjoncture européenne préoccupante. La décision « contribue à créer un environnement économique dans lequel le potentiel

de croissance considérable de la zone euro pourrait être exploité », a observé le président de la BCE, Wim Duisenberg. « Les prévisions de croissance s'aggravent partout » dans l'ensemble de la zone euro, a-t-il souligné. « La faiblesse du secteur manufacturier, la confiance s'est détériorée, la création d'emplois a été ralentie », a constaté M. Duisenberg, qui n'a pas évoqué, à l'inverse des précédentes interventions, le bon niveau de confiance des consommateurs. Ce

tableau, confirmé par la Commission européenne, qui vient de revoir à la baisse ses perspectives de progression du produit intérieur brut des onze de l'euro en 1999 (à 2,2 %, contre 2,6 %, l'automne), a poussé l'organisme à sacrifier cet objectif à un soulagement de la croissance. Pour lui, les risques d'inflation restent en fait très faibles. Calculé sur un an, l'indice harmonisé des prix de la zone euro a baissé de 0,8 % en février, et demeure à ce jour le plus faible des performances enregistrées ces derniers mois. « Il paraît improbable que l'augmentation de cet indice sorte du cadre (...) de la stabilité des prix de l'euro », a indiqué le président d'une BCE dont le rôle est de limiter l'inflation annuelle en deçà de 2 %.

La décision de la BCE a comme mission première de maintenir la stabilité monétaire, Wim Duisenberg s'est longuement défendu de sacrifier cet objectif à un soulagement de la croissance. Pour lui, les risques d'inflation restent en fait très faibles. Calculé sur un an, l'indice harmonisé des prix de la zone euro a baissé de 0,8 % en février, et demeure à ce jour le plus faible des performances enregistrées ces derniers mois. « Il paraît improbable que l'augmentation de cet indice sorte du cadre (...) de la stabilité des prix de l'euro », a indiqué le président d'une BCE dont le rôle est de limiter l'inflation annuelle en deçà de 2 %.

croissance de la zone euro s'est estimée à 5,2 %, contre 5,6 % en janvier, mais elle reste en deçà de l'augmentation de 4,5 % prise en référence par la Banque centrale européenne. Le ralentissement de la croissance est plutôt « l'essoufflement de l'influence de facteurs particuliers relatifs au début de la troisième phase » de l'union monétaire, estime M. Duisenberg. Ce dernier n'exclut pas l'avenir la hausse du prix de consommation, mais à la reprise des cours du pétrole, alors que le coût des services a continué de reculer en février. « L'effet le plus pénalisant du point de vue des prix est l'environnement économique », a ténacité M. Duisenberg.

«EURO SYMÉTRIQUE»

Par ailleurs, il a souligné que la BCE « n'est pas insatiable » de la parité de l'euro vis-à-vis du dollar. Dans l'esprit du président de la toute jeune institution, qui ne peut pas dramatiser l'effritement de l'euro, il s'agit de « favoriser les considérations internes sur la valeur externe » de l'euro. Selon M. Duisenberg, en effet, la nouvelle monnaie n'est au niveau de « l'euro synthétique », la monnaie virtuelle créée en 1997, et qui a été plus ou moins stable aux environs de 1,08-1,10 dollar pour un euro de fin février 1997 jusqu'au début septembre 1998. Certains membres du conseil d'administration jugent nécessaire, au cours des prochains jours, de manifester aux marchés financiers les limites à ne pas dépasser en cas de glissement prolongé de l'euro. « Le dollar américain s'est renforcé », a-t-il souligné, « les récents développements internationaux », a-t-il souligné, « ont conduit M. Duisenberg, dans une allusion au Kosovo, à dire qu'il n'a d'ailleurs pas particulièrement de problème sur le plan économique.

Inquiétudes intérieures, le contrôle, sur le taux de change, moins de cinq mois après une baisse des taux conjoints de 3 %, les marchés des banques ont été avant la prise en main des opérations par la BCE, les gardiens de l'euro ont donc dû marquer le coup. La décision spectaculaire, le 11 mars, du ministre des finances allemands, Oskar Lafontaine, a sans doute libéré de toute pression trop voyante. S'adressant d'ailleurs aux responsables politiques, M. Duisenberg a espéré que

cette décision « aura une nouvelle incitation » pour les gouvernements à adopter les réformes structurelles pour muscler le marché de l'emploi. Les gouvernements devraient donc « maintenir les efforts pour améliorer les perspectives de croissance à long terme (...) en maintenant des objectifs (...) de manière décisive » du pacte pour la stabilité et la croissance. « La politique monétaire

La Banque d'Angleterre fait également un geste

Contrairement à la BCE, la Banque d'Angleterre n'a pas réagi à la décision de la BCE. Comme prévu, le 8 avril, son principal taux directeur, de 5,50 %, a été maintenu à ce niveau, afin d'accompagner la reprise économique, qui montrait de nouveaux signes significatifs d'essoufflement. La Banque centrale britannique n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il s'agit de son sixième assouplissement consécutif en sept mois, le taux directeur ayant été graduellement abaissé pour atteindre aujourd'hui leur plus bas niveau depuis février 1994. Bien qu'attendu, ce geste, les marchés financiers ne sont pas restés inactifs. Si la livre sterling s'est juste légèrement appréciée après l'annonce, s'échangeant à 1,64 dollar contre 1,572 dollar la veille au soir à Londres, l'indice FTSE-100 de la Bourse britannique est en revanche immédiatement passé dans le rouge, pour perdre en clôture 0,35 %, à 4 437,9 points.

n'est pas une alternative », a répété le président de la BCE.

L'initiative des gouvernements a été aussitôt saluée par la Commission européenne, qui a souligné que « ce signal ne peut que renforcer la confiance parmi les investisseurs économiques » et les partenaires internationaux sur les capacités de l'union européenne à renouer avec la croissance plus forte. Côté français, le ministre de l'Économie, Dominique Strauss-Kahn, a souligné le rééquilibrage du policy-mix européen « plus favorable à la croissance et à l'emploi ».

Philippe Ricard

Accueil favorable des marchés financiers

LES MARCHÉS FINANCIERS, qui se demandaient quand la Banque centrale européenne (BCE) se baillerait ses taux directeurs pour soutenir la croissance en Europe, ont été agréablement surpris par l'ampleur de son geste. Les investisseurs anticipaient une baisse d'un quart de point de référence dans la zone euro, mais d'un demi-point.

Très inquiets à l'égard du ralentissement de l'activité économique, qui conditionne les résultats futurs des entreprises, les boursiers ont salué la décision des autorités monétaires. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a ouvert en hausse de 1,90 %, à 4 412,85 points, vendredi 8 avril. L'indice vedette a ainsi un record absolu en séance, dépassant celui enregistré à la mi-juillet.

Outre-Rhin, les investisseurs ont accueilli avec soulagement l'abaissement des taux de la BCE, les derniers chiffres de la conjoncture, rendus publics jeudi, ayant témoigné de l'atonie de l'économie allemande. Le chômage en Allemagne est resté élevé en mai, malgré une légère décline et les entrées de commandes dans l'industrie allemande ont décliné en février par rapport à janvier. Vendredi, la Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 1,7 %.

La baisse des taux constitue une excellente

nouvelle pour les marchés d'actions, les investisseurs ne manquent pas de souligner l'ampleur de l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE. Philippe Brossard, chef économiste d'ABN-Amro France, se demande si « cet assouplissement global des conditions monétaires est suffisant pour enclencher la reprise que tout le monde attend, ou au moins souhaite, pour le second semestre ». Il souligne, dans un point de vue publié vendredi par l'agence Reuters, que la BCE a combiné de l'euro et des taux d'intérêt devrait conduire à un surcroît de croissance du produit intérieur brut de l'ordre de 0,3 % l'an. L'assouplissement monétaire ne semble pas suffisant pour revenir à la croissance de 2 % l'an.

LE CAS DE L'EURO

Pour le moment, ce sont les marchés obligataires qui ont le mieux réagi à la baisse des taux de la BCE. Le rendement de l'obligation à 10 ans du Trésor français est redescendu, pour la première fois depuis près de deux mois, à la barre des 5 %. L'Allemagne, le taux d'intérêt à 10 ans est tombé à 3,81 %.

Sur les marchés des changes, la réaction à l'annonce de la baisse des taux a été la plus prompte et la plus spectaculaire. Après s'être apprécié dans un premier temps, l'euro est

qu'à 1,0870 dollar, l'euro est ensuite retombé. Il cotait, vendredi matin, 1,0730 dollar. Ce recul est contraire à la théorie du marché qui veut que la force de l'euro soit proportionnelle à la rémunération qu'elle offre aux investisseurs. Avec un rendement limité à 2,5 %, l'euro est désormais bien moins attractif que le dollar, assorti de taux proches de 5 %. Dans ces conditions, les investisseurs préfèrent détenir des billets verts.

De nombreux économistes anglo-saxons tentent pourtant de raisonner inversement, raisonnant à rebours : si le taux de l'euro baisse, dans un scénario de la BCE, en stimulant l'activité économique sur le Vieux Continent, ne pourrait-elle renforcer un euro dont ils attribuent la récente faiblesse au ralentissement de la croissance dans l'eurozone. Ce type de démonstration avait déjà été tenu, en 1992 et 1993, à propos du franc : les analystes anglais, alors le meilleur moyen de défendre la devise française avait consisté, pour la Banque de France, non à relever ses taux, comme elle avait décidé de le faire, mais, au contraire, à les baisser.

Pierre-Antoine Delhomme et Joël Maréchal

BNP-SG-Paribas : les salariés bougent, les actions baissent

QUALIFIANT la proposition de fusion à trois de la Banque nationale de France (BNF) d'« hostile » en début de semaine, les conseils d'administration de surveillance de la Société générale (SG) et de Paribas ont sonné l'heure de la mobilisation. Jusqu'à présent, les dirigeants des deux banques « agréées » s'étaient interdit d'utiliser un vocabulaire trop guerrier. Ils évitaient les références trop directes aux raids de Georges Perec, le frère du président de la BNP, qui avait tenté de prendre le contrôle de la Société générale en 1995 avec l'appui du gouvernement, ou à la bataille boursière Navigation mixte à Paribas à la même époque. Ils retenaient, au moins temporairement, les salariés hostiles à la BNF. Désormais, l'heure n'est plus à la retenue.

OPÉRATION « BANQUE MORTE »

Signe du changement, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FIAT et SNB-CGC de la Générale appellent les salariés à une opération « banque morte », jeudi 22 avril dans l'après-midi, pour protester contre le projet de rapprochement BNP-SG-Paribas. « Tandis que les dirigeants veulent rassurer à l'égard des salariés, ils tiennent un tout autre discours aux marchés financiers », in-

diquent les syndicats dans un communiqué. Ils ont reçu le soutien de leurs fédérations, qui entendent ainsi protester contre les « conséquences inévitables de l'emploi de l'opération ». La grève, pour une fois, sera appréciée par la direction de la BNF. Celle-ci a même fréquemment des actions menées par le personnel de l'attaque de la BNP, notamment à la pétition signée par plus de 15 000 salariés de la SG. Plus étonnant encore, des cadres proches de la direction ont monté et pilotent l'association loi de 1901 intitulée Action pour le rai de la BNP, et se donnent des moyens : les membres doivent verser 250 francs, et même 1 000 francs s'ils veulent être membres bienfaiteurs.

Cette dernière initiative suscite une certaine ironie au sein du personnel des organisations syndicales, la mobilisation s'applique à la Société générale. Elle a moins de Paribas : Philippe Degeilh, le représentant CFDT des salariés au conseil de surveillance, a expliqué dans un communiqué pourquoi il s'était abstenu de n'avoir pas pris position pour ou contre les projets BNP ou SG-Paribas lors du conseil du 6 avril : on ne peut mesurer les conséquences so-

ciales ni l'une ni de l'autre opération, dit-il, ce qui inquiète « l'ensemble du personnel de Paribas, à qui l'on ne demande rien. Sans compter avec la désagréable arrogance d'équipes de la SG arrivant en terrain conquis ».

SCÉPTICISME DES MARCHÉS

La BNP, elle, poursuit son action de charme auprès de ses salariés. Elle a annoncé, jeudi 8 avril, la signature d'un accord salarial avec la CFDT, FO, le SNB-CGC, mais aussi le CFDT, qui se matérialisera par le versement d'une prime, proportionnelle au salaire, d'au moins 1 300 francs, complétant l'intéressement de la participation (environ 10 % de la rémunération fixe en 1999).

Les marchés financiers tablent, eux, sur un enlèvement des opérations. Ils voient baisser les chances qu'un projet de rapprochement des réseaux bancaires — les économies potentielles et le dédoublement des titres BNP et BNF, qui ont respectivement perdu 5,27 %, 166,90 % et 5,09 %, à 72,60 euros, le 8 avril, tandis que Paribas reculait à 2,87 %, à 99,55 francs.

Sophie Fay

La City est partagée sur la bataille bancaire française

LONDRES

de notre correspondant à la City « La proposition de mariage entre la Société générale et Paribas doit être traitée avec la plus grande prudence. Ce projet de rapprochement à trois doit être pris au sérieux » : cet éditorial du London Financial News sur le raid géant de la BNP souligne l'intérêt de la place londonienne pour le mariage financier.

La publication de l'opération SG-Paribas a suscité les réserves des analystes londoniens. Certes, la mise en commun des moyens et les mesures d'économies accompagnant ce mariage entraîneront environ 900 suppressions d'emplois par les 4 000 employés que comptent les deux établissements français les mieux implantés sur la première place boursière européenne. De quoi créer de la valeur à l'investissement par des synergies, comme l'apprécient les investisseurs institutionnels anglo-saxons. Mais l'expérience de la City laisse penser que l'intégration d'une banque commerciale style Lloyds et d'une banque d'affaires traditionnelle, comme l'est Paribas, est compliquée : les Améri-

clays Capital, d'ING Barings et de Deutsche Morgan Grenfell l'attestent.

Les analystes du « square mile », cette fusion devrait créer une entité qui, au lieu de tarder sur la scène de la City, a du mal à digérer le récent développement de ses activités dans la haute banque londonienne. Paribas, en revanche, débarquée la première en 1984 avec la création de Paribas Capital Markets, a su poursuivre une stratégie de créneau au lieu de s'offrir toute la gamme des services financiers. Pour elle, le risque de casse à Londres n'est donc pas négligeable. D'où l'intérêt de ses cadres londoniens pour la proposition de la BNP, qui permet à Paribas, en cas de réussite, une autonomie dont ne veut pas entendre parler la City. A Londres, la BNP qui a établi BNP Capital Markets, est peu active sur les marchés.

MOIS RÉSERVES

Bien accueilli, le projet « SBP » suscite tout de même trois réserves. Tout d'abord, comme l'indique John Leonard, analyste de Salomon Smith Barney, « si l'on garde l'indépendance, on videra les économies dégageant de la valeur à l'actionnaire ? Pour créer une critique face à l'Améri-

cains, aux Suisses et aux Néerlandais, il faut intégrer dès le départ les trois réseaux internationaux ». A écouter David Andrews, l'agence de notation financière Fitch-Ibca, la deuxième interrogation concerne la gamme de services financiers offerts par la future SBR, qui, pour réussir, ne doit inventer que des produits et innovations face aux mastodontes américains. Le dernier point, c'est que la SBR pourrait trouver sur sa route sont les questions de personnes et d'ego dans la constitution de l'organigramme de sa future banque d'affaires londonienne.

Marc Roche

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF

Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris - province.

Mr Baignoire
01.41.95.06.82 PARIS
03.88.66.02.86 PROVINCE

هكذا من الأصل

Domenico De Sole, président de Gucci

« Peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre »

Le président de Gucci, Domenico De Sole, se déclare déçu par les modalités de l'OPA conditionnelle proposée par LVMH à raison de 85 dollars (91 euros) l'action. Il considère que l'entrée de Pi-

nault Printemps Redoute dans Gucci à hauteur de 42 % de son capital est irréversible et réaffirme son intention de partir en cas de victoire de LVMH. Après ce nouveau refus de Gucci, Bernard

Arnauld, le patron de LVMH, s'en remet au jugement du Tribunal d'Amsterdam, le 22 avril, sur la validité des dernières augmentations de capital de Gucci, pour tenter d'en prendre le contrôle.



DOMENICO DE SOLE

« Gucci vient de refuser la dernière offre de LVMH, à 85 dollars l'action. Pourquoi ?

« Nous nous étions dits, après deux semaines d'attente et de négociations destinées à apaiser les craintes de LVMH, de l'offre qui nous a été faite mercredi. Ce n'est pas sérieux. Cette proposition nous soumettait à des conditions qui nous paraissent inacceptables. Nous sommes prêts à une offre sérieuse et inconditionnelle qui concerne l'ensemble du capital. Tous nos grands actionnaires, que nous venons de contacter, notamment les fonds de pension américains, nous ont dit que nous avions une bonne attitude.

« Pensez-vous que LVMH va faire une offre hostile ?

« Je pense qu'il n'y a pas une offre hostile et inconditionnelle. Je ne suis pas quelles sont les intentions à présent.

« Le management de Gucci a accepté d'apporter les actions issues de ses stock options à LVMH pour lui permettre d'atteindre les 50 % du capital. Cela signifie-t-il que vous ne donnez plus la préférence à Pinault Printemps Redoute (PPR) ?

« Il n'y a rien de neuf là-dessus. Nous avons annoncé le 15 avril aux investisseurs du capital de LVMH une lettre, également envoyée aux autorités boursières américaines, dans laquelle nous précisions que

nous avions décidé de faire un choix pour la disposition de LVMH pour lui permettre d'atteindre le seuil de 50 % du capital de la société, c'est-à-dire son contrôle. LVMH ne plaingait de la difficulté qu'il avait à convaincre les actionnaires indépendants. Nous avons décidé de faire un choix qui pouvait être fait par Gucci. La loi du marché est pour LVMH. C'est pourquoi nous avons décidé de leur donner leur dernière proposition. Quant à PPR, il ne nous a rien dit, tout cela, la Cour d'Amsterdam ayant demandé qu'il s'explique pas dans les discussions avec LVMH. C'est ce qui s'est passé.

« Y a-t-il un risque de voir partir le management de Gucci en cas de prise de contrôle par LVMH ?

« A ce jour, la seule personne qui ait décidé de partir, c'est moi.

« Tom Ford aurait laissé entendre qu'il ne resterait pas non plus en cas de victoire de M. Arnauld.

« Je ne confirme rien. Ce que j'ai cru comprendre, c'est que LVMH voudrait que le conseil de Gucci lui donne des assurances sur le maintien de certaines personnes. Or le conseil de surveillance n'a pas le pouvoir de décider en lieu et place des collaborateurs. Cela relève de décisions personnelles. L'esclavage a été aboli ! Si M. Arnauld veut retenir des personnes, cela dépend de lui, des offres qu'il leur fera.

« LVMH a déclaré que le contrôle de Gucci était d'ores et déjà entre les mains de PPR. Qu'en pensez-vous ?

« C'est totalement faux. Ce n'est qu'une excuse brandie par LVMH. Qu'ils fassent une offre sérieuse, et ils verront bien !

« Avez-vous commencé à travailler avec le groupe Pinault sur votre projet industriel commun ?

« Non, nous n'avons rien fait. La Cour nous a demandé de tenir PPR à l'écart durant les négociations avec LVMH. C'est ce qui a été fait. Le management de Gucci est totalement focalisé sur la libération avec LVMH.

« La Cour d'Appel d'Amsterdam peut-elle annuler, lors de l'audience du 22 avril, l'augmentation de capital réservée à PPR, qui lui a donné 40 % du capital de Gucci ?

« La réponse est non, selon nous. Ce doit être un jugement tranché. L'accord conclu entre Gucci et le groupe Pinault a été enregistré par LVMH devant la Cour d'Amsterdam. Au terme d'une audience qui a duré huit heures, la justice a rejeté la demande de LVMH. Le 22 avril, la Cour doit examiner la seule question de PPR (le tiers de participation des salariés - NDLR). Cela dit, la Cour peut dire ce qu'elle veut. Mais pour nous, la question est déjà réglée. Il n'y a pas, selon nous, de moyen légal qui permettrait de rouvrir le débat.

« LVMH propose une offre alternative à 91 dollars l'action et la participation de PPR dans Gucci était annulée.

« C'est une plaisanterie. L'accord a été signé avec PPR, et nous avons à la banque depuis trois semaines les 3 milliards de dollars que le groupe nous a versés pour ses actions. Nous sommes des gens honorables, nous n'avons qu'une parole, nous ne pouvons pas revenir sur ce qui est signé. LVMH n'a rien fait. Leur prétention est une alternative à un abaissement.

« Mais que vous pensez que LVMH a toujours l'intention de faire une offre à 85 \$ sur Gucci ?

« Il y a deux jours, j'aurais répondu oui, mais aujourd'hui, j'en doute. La porte de Gucci reste toujours ouverte à une proposition sérieuse. Mais peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre. »

Propos recueillis par Laure Belot et Pascal Malin

Genset découvre un troisième gène du cancer de la prostate

La firme française confirme son avance

NUMÉRO UN français des biotechnologies, Genset, a annoncé, jeudi 15 avril, la découverte d'un troisième gène associé au cancer de la prostate. Pour cette recherche, Genset est allié au laboratoire pharmaceutique Synthelabo, filiale de l'Oréal en matière de santé.

« Un tiers des cas de ce type de cancer peut être attribué à trois gènes qui nous avons identifiés », explique M. Brandys, président et cofondateur de Genset.

Dans ce type de cancer, Genset a jusqu'à présent la seule entreprise à avoir obtenu des résultats. L'un des principaux concurrents aux États-Unis est la fondation Cap Cure, créée par l'ancien golden boy Michael Milken à la suite de sa condamnation en 1993 pour fraude personnelle. « Nous sommes en avance sur le reste du monde. Les autres ont localisé des gènes mais n'ont pas fait de découvertes définitives, reconnaît le patron de Genset. Nous ne découvrons pas un gène par hasard. Nous avons un programme, nous avons une approche systématique. » A partir d'un échantillon représentatif de malades, les chercheurs ont pu identifier les gènes associés au cancer de la prostate. La firme du capital initial de 10 millions de dollars a obtenu la prolongation d'un an de son alliance.

« Nous déposons les brevets et signons un accord de licence

avec Synthelabo, qui mettra au point le traitement », raconte M. Brandys, avant de revenir sur les modalités de ces accords de partenariat. « Nous faisons de la génomique pure, et contrairement à d'autres firmes de biotechnologies nous n'avons pas plus avant. Nous sommes les laboratoires pharmaceutiques à mieux faire de la chimie et découvrir des molécules. » Synthelabo a d'ailleurs retenu un de ses trois gènes pour traiter le futur médicament.

« Dans ce type de cancer, Genset a jusqu'à présent la seule entreprise à avoir obtenu des résultats. L'un des principaux concurrents aux États-Unis est la fondation Cap Cure, créée par l'ancien golden boy Michael Milken à la suite de sa condamnation en 1993 pour fraude personnelle. « Nous sommes en avance sur le reste du monde. Les autres ont localisé des gènes mais n'ont pas fait de découvertes définitives, reconnaît le patron de Genset. Nous ne découvrons pas un gène par hasard. Nous avons un programme, nous avons une approche systématique. » A partir d'un échantillon représentatif de malades, les chercheurs ont pu identifier les gènes associés au cancer de la prostate. La firme du capital initial de 10 millions de dollars a obtenu la prolongation d'un an de son alliance.

Dans un autre domaine, la schizophrénie, la firme française, en partenariat avec l'américain Johnson & Johnson, développe depuis deux ans un programme de recherche des gènes. « Nous sommes en phase finale de la recherche, nous avons communiqué dans les semaines à venir », annonce M. Brandys.

Dominique Willems

Bernard Arnauld s'en remet à la justice néerlandaise

LE DERNIER ROUND qui a opposé Gucci à LVMH, mercredi 7 avril, a joué d'avance. Le groupe français a fait le son concurrent italien deux offres dont il ne pouvait ignorer qu'elles avaient peu de chances d'être acceptées. Dans les deux cas, Bernard Arnauld, en posant ses conditions, demandait en quelque sorte à être placé sur un pied d'égalité avec son rival François Pinault, en vue d'une éventuelle bataille d'OPA. Le groupe Pinault Printemps Redoute (PPR) décline en effet 42 % des actions de Gucci à l'issue d'une augmentation de capital réservée qui a dilué la part détenue par LVMH à moins de 20 %.

La première offre de M. Arnauld consistait à proposer 85 dollars l'action pour 100 % du capital, y compris les parts de PPR, mais à condition que Gucci « aide » LVMH à atteindre les 50 % fatidiques - via une augmentation de capital réservée par exemple - dès que la moitié des actionnaires indépendants accepterait son OPA. Autrement dit, il exigeait de pouvoir obtenir le coup sûr le contrôle de Gucci dès lors qu'il détenait au moins 37 % du capital. La seconde offre, à 91 dollars, n'était valable qu'en cas d'annulation pure et simple de l'opération qui a permis l'entrée de PPR dans Gucci.

ELARGIR LE DÉBAT. Des exigences évidemment « inacceptables » pour le magnat italien, qui considère l'alliance qu'il a lui-même suscitée avec PPR comme irréversible. Le conseil de surveillance de Gucci a rappelé qu'il défendait les intérêts de tous ses actionnaires. Il laisse d'ailleurs, à-t-il précisé, « la porte ouverte » à une offre globale et inconditionnelle de la part de LVMH. Une proposition qui traduit surtout la confiance apparente absolue du président du groupe, Domenico De Sole, dans la fidélité de ses grands actionnaires, pour l'essentiel des fonds de pension américains. Le management de Gucci s'en est même offert le luxe de proposer à LVMH de lui céder les 47 % d'actions qui représentent potentiellement son OPA, dès lors qu'il ne lui manquerait que cela pour atteindre 50 %.

LVMH semble bel et bien dans une impasse. « Une OPA sur un groupe dans lequel un actionnaire détient déjà 42 % n'a aucune chance de réussir car si c'est cet actionnaire qui la fait lui-même », estime-t-on dans l'entourage de M. Arnauld. De fait, il suffirait que 8 % des actionnaires indépendants n'apportent pas leurs titres à LVMH pour que PPR reste le maître du jeu. La loi

néerlandaise, sous le coup de laquelle tombe Gucci, domicilié au Pays-Bas, n'oblige pas un groupe d'actionnaires contrôlant ensemble 50 % du capital d'une entreprise à lancer une OPA. Mais on peut se demander si les autorités de la bourse de New York, où Gucci est également coté, accepteraient aussi facilement une telle prise de pouvoir sans dédommagement des actionnaires minoritaires.

C'est tout l'enjeu de l'audience qui doit se tenir le 22 avril à la Cour d'Appel d'Amsterdam. La justice avait été sollicitée initialement par le groupe de Bernard Arnauld pour statuer sur la « vraie-fausse » augmentation de capital réalisée au profit des salariés de Gucci pour contrer son intrusion dans le capital, en janvier. Mais après la deuxième dilution de capital, décidée par Gucci au profit de PPR, LVMH entend élargir le débat à la défense du droit des actionnaires minoritaires. Il espère ainsi amener la Cour à annuler l'entrée de PPR. « C'est un enjeu majeur pour la place d'Amsterdam, la seule en Europe où l'on peut prendre le contrôle d'une société sans faire d'OPA à 100 % », plaident les juristes de LVMH.

« Nous avons encore la possibilité de faire une nouvelle offre d'ici au 22 avril », souligne par principe le groupe de luxe, qui semble en fait s'en remettre désormais à la décision de la justice. Il apparaît de plus en plus nettement que si LVMH, ni PPR ne souhaitent en réalité faire une offre publique d'achat sur la totalité de Gucci. Le coût d'une telle acquisition pourrait s'élever à 50 millions de francs, dans le cadre d'un duel boursier entre LVMH et PPR. Un prix qui peut paraître exorbitant compte tenu du caractère éphémère et cyclique du monde de la mode, capable de brûler du jour au lendemain ce qu'il a adoré. Un risque d'autant plus important pour LVMH qu'il n'est pas sûr, contrairement à son rival, de pouvoir garder le style-veste de Gucci, Tom Ford. Et ce malgré les déclarations conciliantes et élogieuses faites par Bernard Arnauld à propos du créateur.

Le patron de LVMH serait en train de chercher une porte de sortie « par le haut », en réalisant une autre acquisition d'envergure de nature à le consoler de la perte de Gucci. Dans les milieux de la mode, on évoque déjà une accélération des discussions engagées avec Armani depuis quelques mois. « Gucci, c'est bien, mais il n'y a pas que cela », lâchait-on jeudi dans l'entourage de M. Arnauld.

L. Be. et P. Ga.

NOMINATIONS

M. Brémont à la tête de Maison de la France

SUR PROPOSITION de la secrétaire d'Etat au tourisme, le conseil d'administration de Maison de la France, GIE chargé d'assurer la promotion de la destination « France » à l'étranger, a élu, mercredi 7 avril, Gérard Brémont, 61 ans, son nouveau président pour trois ans. Il succède à Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée.



En proposant M. Brémont, Michelle Demessine a fait le choix de la continuité : le patron de Pierre et Vacances est un novateur dans le secteur du tourisme, comme l'était Gilbert Trigano. Le groupe a un numéro un européen dans le développement et la gestion de la résidence de tourisme. Rappelant que le tourisme n'était pas « une affaire de petits rigolos », Gérard Brémont s'est d'ores et déjà fixé deux objectifs pour Maison de la France : multiplier les partenariats ciblés avec les entreprises et accélérer la révolution informatique du GIE.

COCKERILL-SAMBERG : Bernard Serin (49 ans) et Jean-Claude Delobel (45 ans) ont été respectivement nommés administrateur délégué et directeur général de la filiale d'Ust.

AIRBUS INDUSTRIE : Michel Godard (42 ans) a été nommé vice-président chargé de la communication, en remplacement de M. Alizat.

ELVIA : Alain Demissy (58 ans) a été nommé directeur général du groupe Elvia assurances de voyages à Zurich.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picquet. Fax : 01-42-72-21-67.

Nord Sud
EXPORT

Le Monde

LA CORRUPTION DANS LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES

UN SÉMINAIRE SPÉCIALEMENT CONÇU POUR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Hôtel Royal Monceau - Paris
Mardi 13 avril 1999 (de 9 heures à 17 h 30)

MATIN

9 heures - 9 h 30

LA CORRUPTION, PARTIE PRENANTE DU RISQUE-PAYS

● Petite et grande histoire de la corruption
● Mesures préventives et corrélations
● Typologie des régimes corrompus et des corrupteurs
● La « criminalisation » du politique dans le monde
Par : Jean-Marie THIEVAUD, conseiller scientifique, MEPS, Jean-François BAYART, directeur du CERI, Jean-Louis YVES, fondateur et conseiller de NSE

9 h 30 - 10 h 45

DU « MAL NÉCESSAIRE » À LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELE

● Rappel du contexte et des anciennes procédures « d'encadrement »
● Soutenir l'exportation n'est pas fermer les yeux !
● La logique de la « gouvernance »
Par : Véronique MASPETIOL, sous-directeur, COFACE, Elvyn CHAPARRO, directeur spécial, Banque mondiale, Jean-Claude PAYE, secrétaire général de l'OCDE

11 h 15 - 12 h 45

LA CONVENTION OCDE ET SON APPLICATION

● Explication de texte d'un traité qui vise les corrupteurs
● Son application antérieure aux États-Unis
● Le projet de loi de réforme du code pénal français
● La non-déductibilité fiscale en France et chez nos partenaires
● La charge de la preuve, la prescription et les sanctions encourues
● Le devoir de diligence des commissaires aux comptes

APRÈS-MIDI

12 h 45 - 14 h 30 : DÉJEUNER

14 h 30 - 16 heures

LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES

● Les « flots » pervers de l'angelisme, les cas de concurrence déloyale
● L'usage des contrats d'agents, les intermédiaires et autres « sponsors » ?
● Est-il vrai que plus on légifère, plus les affaires noires prolifèrent ?
● Les risques de calomnie et de guérillas judiciaires
● La question des rétro-commissions et l'intégrité du corrupteur
● Les codes d'éthique et le partage des valeurs au sein des entreprises
● La naissance de réseaux d'intégrité de pays

Table ronde animée par Paul-Henri DENIEUX, président du Conseil national des conseillers du commerce extérieur de la France

Avec : Jean MONVILLE, président-directeur général, SPIE, Sylvie D'ARVISENET, chargée de mission auprès du président, Vivendi, Pierre CONESA, directeur adjoint du département international, DGA, André JARROSSON, président d'honneur du SEFI et président du groupe de travail sur la déontologie des entreprises

16 heures - 17 heures

CONCILIER ÉTHIQUE ET EFFICACITÉ

● Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des affaires et de l'industrie. Questions-réponses avec les entreprises

17 heures - 17 h 30

DISCUSSION GÉNÉRALE

17 h 30 - 17 h 45

CLÔTURE DU SÉMINAIRE

Par : Jean-Marie COLOMBANI, directeur de Le Monde, et Nicole CHEVILLARD, rédactrice en chef de Nord Sud Export

Inscription préalable auprès d'Annie BOECE ou Christelle TORRES
NORD SUD EXPORT (Le Monde), rue de Penthièvre, 75008 Paris.
Tél. : 01-47-42-25-74 - Fax : 01-47-42-11-86 - E-mail : nord.sud.export@lemonde.fr

مكتبة من الأمل

La Cinquième se veut une vitrine des nouvelles technologies

La bibliothèque informatique de la chaîne du savoir s'efforce d'être l'outil du service public en matière de multimédia. Sa filialisation devrait l'y aider, mais elle a encore besoin d'une aide financière importante de l'Etat

Créée à la Banque de programmes et de services (BPS), La Cinquième, qui est toujours en phase avec La Sept/Arte, se met en position d'être la tête de pont de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le service public. Elle souhaite ainsi constituer la bibliothèque des activités privées de logiciels ou d'édition de produits culturels.

La Cinquième-La Sept/Arte est bien évidemment l'outil pour intervenir sur un champ qui ne doit pas être guidé par la seule logique marchande. « La Cinquième-La Sept/Arte, jeudi 8 avril, lors d'un colloque sur le thème « Audiovisuel et innovation », a réuni des invités, notamment, des représentants des collectivités locales et des ministères. M. Clément a, en outre, annoncé la création de ce département et l'entrée d'autres partenaires publics tels que l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et le Centre national d'études des télécommunications (CNET). » La BPS

s'inscrit dans une logique de fédération et, en l'espèce, de fédération de l'offre publique dans le domaine de la distribution de programmes audiovisuels et multimédias », a-t-il précisé.

Créée en 1997, la BPS est une

entité au système de télécharge-ment, les utilisateurs peuvent commander à l'ordinateur l'accès à des contenus supplémentaires (cartes, chronologies, bibliographies, etc.), créés pour illustrer et préciser le su-

La BPS cherche à multiplier les partenariats avec les collectivités locales. Des partenariats existent en effet en Alsace, en Bretagne, en Rhône, entre autres. Férus de nouvelles technologies, certains soutiennent cette stratégie.

« La BPS est un élément déterminant

dans le développement d'un réseau de médias électronique de proximité dans une ville », estime Jean-Charles Bourdier, conseiller auprès du maire de Metz, qui est équipée de cinq sites, dont un dans le service pédiatrique d'un hôpital. Dans le département du Rhône, qui est en train de s'équiper d'un puissant réseau de distribution de services, le sénateur Daniel Trégouët considère que « cela permet d'expérimenter une BPS à large échelle ».

Reste à savoir si la sophistication et la multiplication des réseaux de diffusion contribueront à une meilleure satisfaction des usagers. Pendant la période d'expérimentation, certains utilisateurs, notamment dans le nord de la France, se sont heurtés à des problèmes tech-

niques, qui ont parfois été longs à résoudre. En ce qui concerne les contenus, l'aspect généraliste de la BPS fait évidemment des frustrés. Les responsables d'associations et de mouvements de jeunes la trouvent trop axée sur les programmes scolaires. Quant aux instituts spécialisés, ils regrettent de ne pas y trouver beaucoup de documents dans le domaine qui leur est relevant.

Parallèlement, la BPS est encore peu exploitée, certains comptent sur la diffusion des programmes à l'étranger. On sera à la fois l'occasion d'un développement commercial et un bon coup de pouce pour la diffusion de la francophonie. Des accords existent avec des établissements scolaires dans plusieurs pays, dont la Grèce, l'Espagne, le Maroc, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Certains produits sont aussi diffusés en anglais.

Prudent, M. Clément préférerait attendre l'équilibre économique de son système avant d'engager des investissements pour le développement international. L'année prochaine sera, en ce domaine, décisive. Car, une fois achevée la période d'expérimentation qui ne leur coûte rien, les utilisateurs vont devoir décider s'ils veulent ou non de payer pour l'accès aux services de la BPS. Encore à l'étude, les prix devraient varier entre 1 franc la minute durant les vingt minutes de consultation, avec une dégressivité au-delà.

Pour parvenir à l'équilibre des comptes, les responsables de la BPS estiment que cinq millions seront nécessaires. En 1998 et en 1999, la BPS a bénéficié d'un apport de 40 millions de francs. Jérôme Clément demande à l'Etat-actionnaire de poursuivre son effort de soutien.

Claude Fournier

Sur tous les supports

La Cinquième-La Sept/Arte met en avant le succès de ses sites Internet. 800 000 pages sont visitées chaque mois sur La Cinquième et un million sur Arte. En outre, un cours de français en ligne vient d'être créé et un site emploi devrait bientôt voir le jour, pour lequel des partenariats sont recherchés. Outre les livres, cassettes vidéo et CD-ROM, les deux chaînes lancent une collection de DVD. Présentées sur les deux bouquets satellites, elles cherchent aussi à « explorer les capacités d'Internet » sur ce moyen de diffusion. Un « site en ligne » est prévu sur CanalSatellite. Par ailleurs, Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, défend le numérique hertzien « comme l'occasion, pour le service public, de mieux exposer une offre qui n'attire pas spontanément les opérateurs privés ».

La bibliothèque informatique distribuée aux établissements scolaires et aux différents organismes chargés d'éducation ou d'emploi. Son catalogue contient 5 000 documents, pour la plupart issus des programmes de La Cinquième.

jet. Lors de la 45e édition de la BPS (établissements scolaires, agences pour l'emploi, centres de formation, collectivités locales, etc.), les usagers consomment en moyenne un peu plus d'un programme par jour.

Euronews cesse sa diffusion en langue arabe

LYON

La chaîne d'information en continu et multilingue Euronews, installée près de Lyon depuis 1993, ne diffusera plus son programme en langue arabe à partir du 14 avril. La décision a été prise il y a quelques semaines par le groupe britannique International Television News (ITN, filiale à 25 % de Reuters PLC), qui assure la direction opérationnelle de la chaîne européenne depuis décembre 1997, à laquelle il a racheté les 25 % détenus par Alcatel-Alsthom. Le fonds du capital est contrôlé par un consortium de dix-huit chaînes publiques européennes, dont France Télévision, la RAI (Italie), la RTVE (Espagne) et la SSR (Suisse).

Depuis son lancement, Euronews diffuse ses programmes en anglais, allemand, français, espagnol et italien. Il y a dix ans, l'Union européenne a autorisé la subvention à la chaîne pour permettre la création d'un service d'information en langue arabe. Depuis, Euronews propose quotidiennement, entre 16 heures et minuit, des images commentées dans cette langue. Huit journalistes permanents et une équipe de pigistes col-

laboraient à ces programmes relayés par le câble et le satellite. Selon la direction d'Euronews, l'UE ne s'est engagée à subventionner cette activité nouvelle que pendant deux ans. La chaîne affirme avoir recherché des solutions pour poursuivre ce programme. Mais elle n'a pas parvenu à réunir l'argent nécessaire à la poursuite de cette « expérience ».

« PLUS DE DIALOGUE SOCIAL ». D'autre part, Euronews souhaite que ses émissions puissent être reprises, à certaines heures de la journée - comme le font quotidiennement France 3 ou la RAI -, par les télévisions publiques arabes, notamment celles du Maghreb. Les organisations syndicales des journalistes prétendent que Euronews a subi d'importantes pressions de la part de plusieurs gouvernements du pourtour méditerranéen pour qu'elle cesse de diffuser ses programmes en langue arabe.

La suppression de ce service a provoqué le conflit social qui oppose depuis plusieurs semaines les journalistes d'Euronews à la direction. L'origine de la grève qui s'est déroulée les 7 et 8 avril (Le Monde

du 9 avril). Trente-trois journalistes permanents sur les cent trois employés par la chaîne ont cessé le travail. Toutefois, l'antenne n'a pas été perturbée, les cadres de société ayant pris en charge la réalisation des programmes.

Les journalistes grévistes estiment que, depuis l'entrée du nouveau actionnaire britannique, les conditions de travail se sont considérablement détériorées. L'un d'eux affirme que « le dialogue social n'est plus. Plus parler à CNN, on nous demande de faire sans cesse davantage d'efforts. Mais, lorsque nous réclamons 1 % d'augmentation annuelle, on nous le refuse ». La direction se défend en rappelant qu'elle a accepté, en début d'année, de ne procéder à aucun licenciement en échange d'un gel des salaires.

La chaîne européenne, qui cultive une très grande discrétion sur le bilan de l'entreprise, s'est fixé comme objectif de trouver l'équilibre financier avant la fin 1999. Depuis son lancement, Euronews a toujours été déficitaire. Son portefeuille d'actifs est, depuis sa prise en main par ITN, « la santé d'Euronews s'est beaucoup améliorée » et qu'elle devrait enregistrer,

grâce aux activités publicitaires passées avec RTL (Allemagne) et Channel Four (Grande-Bretagne), de substantiels bénéfices d'argent. En 1997, avant l'arrivée de ses nouveaux dirigeants, Euronews avait réalisé un profit net de 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) et des recettes publicitaires pour un budget qui s'élevait alors à 185 millions de francs (24,3 millions d'euros).

Claude Fournier

L'empire Murdoch fragilisé par la guerre des « miss »

LONDRES

Le magnat des médias Rupert Murdoch aime les femmes, ce n'est un secret pour personne. Si sa puissance, sa fortune, ses coups de poker aussi craints que célébrés, suscitent de véritables dévotions féminines, le papivore septuagénaire se passerait bien de la firme d'empoigne à la Dallas qui oppose les « dames » de son entourage. La guerre entre les héritières a pour incidence une fragilisation de News Corp., la firme du magnat australo-américain. John Malone, le président de Liberty Media (filiale d'ATT), en a profité pour devenir, mardi 6 avril, le nouveau actionnaire du groupe, après la famille Murdoch (Le Monde du 8 avril). « L'action est significativement sous-évaluée », a-t-il expliqué en prenant 8 % de News Corp. Le même jour, le prince Al Waleed, déjà actionnaire, a porté sa participation à 6 %. Ces opérations se sont traduites par une hausse de 11,7 % de l'action à la Bourse de Sydney.

FAVORITISME

Pour autant, le feuilleton n'est pas fini. Qu'advient-il si une partie de la famille Murdoch, qui détient environ 30 % de News Corp. ? Faire et attendre : cela faisait dix années que Prudence McLeod, la fille aînée de Rupert Murdoch, issue d'un premier mariage dissous en 1966, appliquait stoïquement la consigne. Mais l'homme personnel l'a finalement emporté sur l'esprit de famille. « N'en déplaise aux uns et aux autres, mon père a toujours affirmé que nous étions quatre. Mes enfants devant toucher aussi leur part d'héritage à jour », a déclaré Prudence, quarante ans, visiblement déçue par le résultat dont bénéficient ses demi-sœur et frères, Elizabeth, Lachlan et James. Les trois enfants du mariage de Rupert et Anna, dont le tycoon vit séparé depuis un an, occupent en effet des postes de responsabilité dans la hiérarchie du conglomérat. L'époux de Prudence est content, lui, d'un poste subalterne de directeur de

la diffusion du Times. Mais tenter de se faire un prénom, Prudence a poussé l'indépendance d'esprit jusqu'à confier son nom à un journal, le Herald, le grand rival de Sydney du Telegraph, le tabloïd d'écure Murdoch en Australie, dirigé par Lachlan.

« La prochaine News Magazine », la sortie tentée de Prudence ne serait pas étrangère à la publication, dans le dernier numéro du magazine moutonin Tatler, d'un portrait du mannequin australien Sarah O'Hare. Le dérivant comme « impitoyable affaires », la sensuelle épouse - le mariage a eu lieu le 22 mars - de Lachlan Murdoch, dauphin de Rupert, décrit un beau-père comme « un incroyable génie ». Prudence entend également contrarier les projets d'Elizabeth Murdoch, directrice des programmes de la filiale BSkyB, le bouquet satellitaire britannique. Elle soupçonne de camoufler ses appétits à succéder à son père, qui a toujours marqué une préférence en sa faveur, cette divorcée de trente et un ans est toujours en larmes pour occuper le devant de la scène médiatique londonienne. Elle qui, jusqu'à présent, se décrit comme une « femme au foyer ».

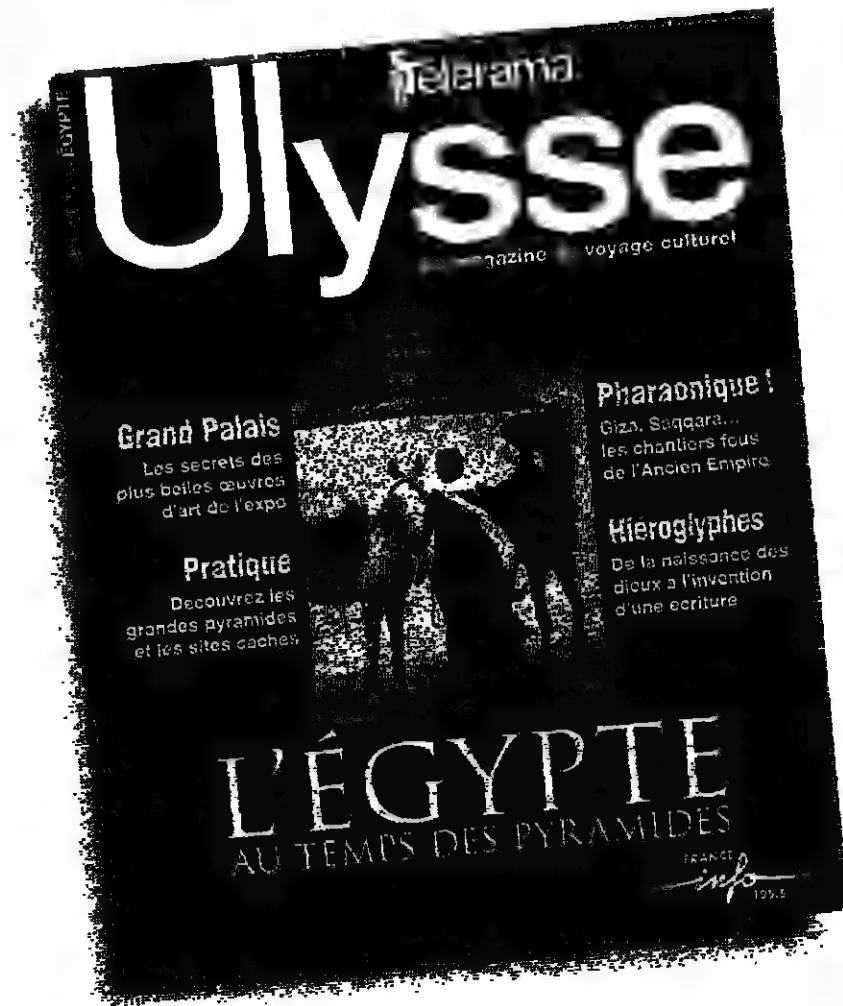
Enfin, l'irruption d'une quatrième « Miss Murdoch » en la personne de la nouvelle petite amie de Rupert, Wendy Deng, envenime la crise. Elle a conclu de son divorce, Rupert entend épouser cette jeune femme intelligente et ambitieuse, que rien ne semble devoir arrêter. Rupert et Deng vivront heureux et auront au moins deux enfants : il est clair que cette prédiction d'un astrologue de Hongkong donne des idées folles aux « héritières ».

Les dirigeants de News Corp. s'efforcent de dramatiser ce conflit fratricide, qui risque de fragiliser la performance boursière du groupe. Un initié se réjouit : « L'heure de la retraite de Rupert n'a pas sonné. Et si le patron devait disparaître demain, sous la pression des banques, il n'aurait pas de barbe, pas de enfants ».

Marc Roche

ULYSSE - ÉGYPTE

Avant de courir à l'expo du Grand Palais...



35 francs chez votre marchand de journaux.

Ulysse
coédité avec Télérampa

le magazine du voyage culturel.

سك من النهر

هكذا من الأصل

EURO STOXX 50 \$3692.69

3692
3437
3183
2928
2673
2419

APRIL OCT. APRIL

3273.80
3044.57
3069.32
3160.23
3692.69

J M M J V

■ **Marks** ■ **Spencer** a perdu jeudi 3,3 %, à 422,25 pence. Selon une information **■** dans le *Daily Mail*, le groupe de distribution s'apprêterait à baisser ses prix **■** pour augmenter **■** parts **■** marché.

● **Novartis** a affiché jeudi une progression de 3,45 %, à 2 **■** francs suisses. Le titre du numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique continue **■** bénéfices de spéculations sur des **■** rapprochements dans le **■**

■ **Telecom Italia** s'est apprécié jeudi **■** 2,29 %, à 9,529 **■**. Des rumeurs ont **■** d'une possible alliance **■** l'opérateur et un investisseur étranger pour contre l'OPA d'Olivetti.

[illegible]

ROYAL SWAN ALLUA	GB	8.89	+0.34	SCOT TOWNS	GB	7.84	+0.07
SUMPO - C	FIN	8.49	+0.29	SEVEN POINTS	GB	15.49	+0.43
SWISS ICE	GB	8.49	+0.29	SEVEN TREES	GB	17.27	+0.75
SEGUNDA MORAINE	FIN	8.49	+0.29	SHYLOCK	GB	9.49	0.00
SKANDIA FOREST	SE	7.18	-	SHYLOCK +	FIN	18.18	-
STORREBRAN	NO	7.02	+0.06	THAMES WATER	GB	13.08	+0.02
SWISS ICE BR	FIN	8.49	+1.36	TRACETRA	GB	1.49	+0.48
SWISS ICE	GB	8.49	+0.29	UNION + FENOS	GB	1.49	+0.55
TURK-SALICA	DK	55.50	-	UNITED INTL	GB	30.50	-
ZYNG ALLIED N	GB	316.89	+0.01	VIAC	DE	468.0	+0.01
ZELETON KINSHIP	GB	233.46	+0.01	WAGNER	FIN	202.4	+1.34
				WILLIS JOHNSON	GB	20.00	-

MEDIAS					AMSTERDAM	
5 SKY 8 GROUP	GB	5.04	...			
CANAL PLUS/RSK	FR	3.99	-4.30			
CARLTON COMMUNE	GB	9.25	+1.10			
ELSENER	DE	9.45	-0.28			
FAVING ADVERTIS	FR	7.70	+1.65			
INDEPENDENT NEWS	GB	9.00	-3.10			
LAGARDERE S&A	FR	30.5	+1.03			
MACROSET	FR	9.00	-0.67			
PRANSON	FR	9.00	-0.67			
REED INTERNATIONAL	GB	9.00	+0.77			
RUUTS GROUP	GB	14.54	+0.63			
SCHNEIDER	GB	14.59	+0.68			
TELEVISION COMMA	FR	4.00	+1.06			
TV 7	FR	9.00	-0.78			
UNITED NEWS & B	GB	5.51	...			
WOLTERS BROSCH	DE	17.95	+1.28			

[illegible][illegible]

NET POST GROUP		ML	28.6	-2.73
COMMERCE DISTRIBUTION				
ARCADA CRP	Q8	0.00	0.00	
BIODAYS CO PLC	Q8	35.89	-1.48	
CANEX CORP	Q8	0.00	0.00	
CASOTRUBOS SA	PR	338.1	0.00	
CESTOS COMER P	Q8	19.8	1.77	
COMPTONTE	Q8	0.00	-0.10	
COOPERS GROUP PL	Q8	21.40	0.00	
CSGE AC	Q8	43.7	0.00	
GREAT UNIV STOR	Q8	10.05	0.00	
QUELSLEY INC	PR	35.79	0.38	
REPSOL SA	Q8	1.18	0.00	
TEROMINO MARTIN	PT	32.0	0.00	
WALDSTADT AG	Q8	57.6	0.41	
BELTY & MEDIANE	Q8	0.00	0.00	
BLOOMHORN	Q8	25.8	-4.08	
CHRYSLER FIN	Q8	37.8	0.00	
HENST & HENST	Q8	0.00	-0.42	
MANAGER INNOV	Q8	66.5	-1.08	
INFORMATIC	Q8	840	0.00	
INTERSEC COMMUN	Q8	0.00	0.15	
INTECH	Q8	173	0.00	
LINE GROUP	Q8	35.1	-5.56	
LOCAL COMPUTER	Q8	193	0.00	
LORENZ IMMERSCHEUT	Q8	5.4	0.00	
MANAGER INNOV	Q8	0.00	0.00	
WOLFGANG	Q8	518	0.66	
MUSHEL PRODUCT & SE	Q8	17.1	0.00	
NIVELBAND HOLDING	Q8	0.00	-0.25	
PRINTER VACU TECH	Q8	0.00	-1.63	
PLANNING	Q8	14.65	0.00	
PERI	Q8	71	1.43	

[illegible]

CAP GAMING RM	PR	161.4	+5.72
COLLAPSE PT	DR	98.29	-0.21
COLT TELECOM INC	DR	34.99	+1.96
CORNSALT SVCS	PR	37.29	+1.13
CORPHEMEXCOR	PR	0.97	+5.04
CRESGENUS MED C	DE	57	
DAMROD -A-	SC	9.84	+1.25
DETERONICS	MR	36.5	+4.63
EN CRAT HOMERD	SC	55.48	+1.84
ENTRACOM N	GR	60.75	
EQRA PHILIPS EL	NE	74.1	-2.69
ERMENANTIVOLTA	GR	8.74	+0.69
EMERY	SC	9.45	-0.47
EMO	MD	1.91	+0.55
EMTECH ASA	NO	25.13	-0.41
ENOKA -A-	FI	193.8	+1.73
ENOKA -A-	PR	182.5	+1.28

★ CODES PAYS EURO

UNIONIZED AMERICAN					
DOCK	100	1.50	+0.51	FR : France	■ : Allemagne
OLYMPIA	IT	2.82	-1.74	PT : Portugal	■ : France
ROLLS ROYCE	GB	1.10	+0.47	LU : Luxembourg	■ : Pays-Bas
SACCA			+1	FI : Finlande	■ : Belgique
SPR AG	DE	200		CODES PAYS HORS ZONE EURO	
SPV NZ	DE	200	+2.46	CH : Suisse	■ : Norvège
STANLEY GROUP	SE	10.01	-0.56	GR : Grèce	■ : Espagne
STERN AG	DE	60.5	+0.32	IR : Irlande	■ : Danemark

WFF GROUP	WFF	7.77	+0.19
DOW CORP. 100 P			
BIENS DE CONSOMMATION			
ALHOLD	AL	57.2	+0.18
ASDA GROUP PLC	ASDA	2.21	...
ATHENS MEDICAL	ATH	15.58	...
AUSTRIA TABAC SA	AT	74.75	+0.22
BENEFON SA	BEN	14.22	+0.22
BIC/SM	BIC	27.78	+0.20
BRT AMER TOBAC	BR	7.35	-0.30
CASINO GP/AM	CA	29.84	-0.22
CE UNITS +	CE	1477	-1.34
CELESTIS CORP	CEL	10.00	...
DELMAR	DE	8.05	-0.12
DEKOR OPTIK	DEK	272.5	+0.03
DES COLONY	DE	187	+1.20
HYPER	HY	2.88	+0.07
GE	GE	35.65	+0.37
GEORGES	GE	1.18	...
IMPERIAL TOBAC	IT	5.18	-0.28
INTERO NV	IN	14.4	+0.22
L'OREAL/PA	LO	985	+0.18
FINANCY			
CRDING CONTROL	CR	1.81	+1.79
CRP	CR	1.81	-0.25
ITT INC	ITT	1.55	...
INNOCENTS INC	INN	20.2	+
INNOVATIVE FOOD	IF	17.95	+0.04
POLYDOR	POL	2.55	...
STROM HOLDING	SH	10.25	-0.92
STRA	ST	1.75	-0.74
UCC	UCC	1.25	...
UCC/HEINE NV	UCC	12.7	+0.55
BRUXELLES			
EMVED HLD CT	EM	2.27	+7.08
FINANCIAL GROUP INC	FG	27.5	...
INTERCOM LTD	INT	1.25	...
INTL BRANCHES	IB	1.25	...
LINK SOFTWARE B	LS	11.5	+0.04
PLAYTON PARK	PP	2.25	+2.05
STENIGA	ST	6.1	...
FRANCY			
1 & 1 AC & COLOGIA	11	110.25	+2.50

[illegible][illegible]

CAP GEMING ASM	FR	161.8	+3.72
COLOPLAST S	DK	98.20	-0.21
COOL TELECOM INC	GB	14.98	-1.06
DAGBLATT STYT	FR	37.49	-3.13
DYNAMICSCA	IT	97.0	+5.04
EDIPRESSUM MED C	DE	57	0
EGAMMO S	SE	9.86	+1.25
EGEONICS	NL	36.5	+5.69
EGN GREAT NORDIC	SE	32.96	+1.34
ENTRACOM N	GR	65.76	0
EPSON PHILIPS EL	FR	74.1	-2.20
EPSON/EPSONTECH	NO	8.74	+0.68
EMSYS	SE	2.86	-0.57
ENKERA ASA	NO	1.91	+0.63
ENOTECOM ASA	NO	26.13	-0.41
ENOKA S	FI	129.8	+1.73
ENOTICA S	FR	102.5	+1.58
ENOTECOM AMERICA	GB	7.90	+0.27
ENOTECOM	SE	16	0
ENOVIT	IT	2.62	-1.47
ENOVIS ROVINE	FR	7.10	+0.74
ENOVIS	SE	1	+1
ENP SAG	DK	200	+1

SAP VZ	DE+	398	+2,48	CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
SEMMA GROUP	GB	10,91	-0,58	GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède
SIEMENS AG	DE	88,5	+8,32	Autres pays d'Europe - Autres pays d'Europe - Autres pays d'Europe

Journal of Management Education 30(6)

هكذا من الأعمال

SPORTS Le XV de France reçoit l'Ecosse, samedi 10 avril, au Stade de France à l'occasion d'un match du Tournoi des cinq nations qui peut lui permettre de racheter une saison en

demie-teinte après deux grands chelem consécutifs. ■ **RAPHAËL IBANEZ**, le capitaine français, invite ses coéquipiers à retrouver la cohésion et l'ambition qui les habitaient lors

des précédentes campagnes européennes. ■ **L'ENTRAÎNEUR**, Jean-Claude Skrela, a prévenu que la rencontre servirait de base à la sélection en vue de la Coupe du monde

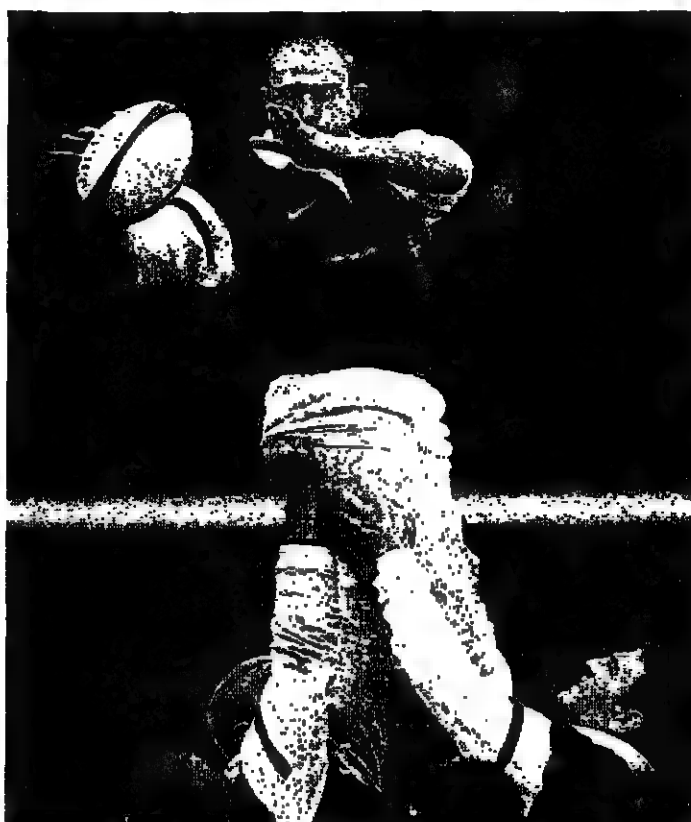
1999. ■ **L'ANGLETERRE**, qui sera opposée au pays de Galles, dimanche 11 avril, à Twickenham, doit s'imposer si elle veut réaliser le grand chelem. ■ **JONATHAN PETER WILKINSON**, buteur émérite du XV à la rose à 19 ans, sera l'attraction du match, lui que la presse anglaise compare à Michael Owen, la jeune idole du club de football de Liverpool.

SON, buteur émérite du XV à la rose à 19 ans, sera l'attraction du match, lui que la presse anglaise compare à Michael Owen, la jeune idole du club de football de Liverpool.

Le XV de France veut défendre son honneur face à l'Ecosse

Le capitaine des Tricolores, Raphaël Ibanez, espère que ses coéquipiers sauront faire face à leurs responsabilités afin de se relancer en vue de la Coupe du monde 1999. Il faut « recoller les morceaux », « recréer un puzzle », « retrouver la continuité », dit-il

C'ÉTAIT il y a un an. Raphaël Ibanez, le capitaine comblé d'un XV de France euphorique, vainqueur de deux championnats européens, son bonheur, un grand chelem consécutif. Etomamment, il songeait déjà à l'obscurité qui ne manqueraient pas d'obscurcir le parcours de ce jeune homme de France : « C'est dans la délicate que le groupe a pleinement révélé », dit-il en substance. C'était il y a moins de trois semaines, quelques minutes après la performance des rugbymen français à Twickenham, à l'Angleterre, sanctionnée par une deuxième défaite (21-10) dans le Tournoi des cinq nations. Raphaël Ibanez, capitaine critiqué, face à l'heure sombre des déceptions, il tentait de se remémorer les moments passés, il glorifiait les lointains déjà : « Peut-être n'avons-nous pas pleinement conscience de la valeur de ces deux grands chelems consécutifs », regretait-il. Un peu déboussolé, le talonneur Bleu n'évoque plus aujourd'hui le rendez-vous à l'Ecosse, samedi 10 avril au Stade de France, que la nécessité de « recoller les morceaux ».



Thierry Cleda, nouveau venu dans l'équipe de France, lors du dernier entraînement à Clairefontaine.

Les équipes

FRANCE : 15, Emile Hemrick (Stade toulousain) ; 14, Xavier Garbajosa (Stade toulousain) ; 13, Pascal Contes (Dax) ; 12, Franck Combes (Stade français) ; 11, Christophe Darras (Stade français) ; 10, Thomas Castaignède (Castres) ; 9, Philippe Gaultier (Stade toulousain) ; 8, Thomas Livermont (Pau) ; 7, Richard Castel (Stade toulousain) ; 6, Christian Lacroix (Stade toulousain) ; 5, Thierry Cleda (Pau) ; 4, Olivier Brézet (Stade toulousain) ; 3, Franck Tournaire (Stade toulousain) ; 2, Raphaël Ibanez (Pau) ; 1, Christian Castella (Stade toulousain).

ECOSSE : 15, Glenn Metcalfe (Glasgow) ; 14, Cameron Murray (Edinburgh) ; 13, Alan Tait (Edinburgh) ; 12, John Leslie (Glasgow) ; 11, Kerry Logan (Wales) ; 10, Gregor Townsend (Bristol) ; 9, Gary Armstrong (Newcastle) ; 8, Stuart Riddle (Leeds) ; 7, Martin Leslie (Edinburgh) ; 6, Budge Powney (Northampton) ; 5, Stuart Murray (Glasgow) ; 4, Scott Murray (Bristol) ; 3, Paul Burnell (London Wasps) ; 2, Gordon Boshoff (Glasgow) ; 1, David Hogg (Bristol).

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Coupes des coupes, jeudi 10 avril, les équipes de l'Anglo-Malorque (Esp.) et Lokomotiv Moscou (Rus)-Lazio (Ita.) se sont affrontées sur le terrain de la capitale italienne (1-1). En match avancé de la finale de la Coupe de France, Le Mans (D2) a battu (3-1) Laval (D2). En match en retard de la 21^e journée du championnat de D1, Lyon a conforté sa place de troisième en luttant à Sochaux (4-1).

■ **CYCLISME** : deux vainqueurs d'équipes cyclistes, Michel Decock (masseur de l'équipe Crédit agricole) et Guy Bentabol, ont été mis en prison à Grenoble pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie. La ville a une descente de police effectuée en novembre 1997, lors des Six Jours de Grenoble, révéla des substances médicamenteuses dans les vestiaires du Palais des sports de la ville.

de « recréer un puzzle », de « retrouver la continuité ». Il avance également quelques regrets, des « reproches » : la première mi-temps catastrophique de son équipe face au pays de Galles, qui avait, selon lui, révélé un manque de préparation et les vingt premières minutes de la deuxième mi-temps face à l'Australie, « vingt minutes stériles, pendant lesquelles on a bouculé les Australiens ».

mais à 8 joueurs lorsque il ou cinq auraient suffi. En tant que capitaine, je me reproche ces mauvais choix stratégiques. Entre ces allers-retours mélancoliques de la pensée de son capitaine, l'équipe de France a enchaîné les déceptions à un rythme que Raphaël Ibanez n'aurait pas imaginé il y a un an. D'une défaite face à l'Australie (21-32), cet

automne, à une autre, marquée par une inquiétante impuissance offensive, en Angleterre, cette équipe a laissé en chemin sa quête d'un troisième grand chelem d'affilée ; elle a abandonné une bonne dose de cet enthousiasme qui l'avait portée au sommet du rugby européen. Du statut d'équipe à battre, elle a dégringolé au niveau d'une formation honnête. Elle ne fait plus peur. « Il me semble que, tandis que les autres nations ont progressé depuis la saison dernière, la France a un peu stagné, ou en tout cas moins progressé que les autres », relève, cruel, l'entraîneur écossais Gregor Townsend dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Midi-Olympique*.

■ **UNE REMANICHE CONTRE SOI-MÊME** : Déjà comme il ne l'avait plus été depuis longtemps, atteint dans ses certitudes, le XV de France n'aura plus que son honneur à défendre, face à l'Ecosse. Une troisième défaite serait synonyme de dernière place dans le Tournoi 1999, il égalité avec l'Irlande, l'adversaire promis Français pour les quarts de finale de la Coupe du monde : pas la meilleure façon de se présenter dans la seule vraie compétition internationale du rugby moderne. C'est pourquoi Jo Masso, le manager général des Bleus, présente ce match comme « la match du rachat », une rencontre « aussi importante qu'une finale du grand chelem ».

■ **POUR CERTAINS JOUEURS**, précède-t-il, il s'agit du match le plus important de leur carrière. « Se submerger ou ne pas participer à la tournée d'été et à la Coupe du monde », telle est leur unique alternative. « Ce match doit être une revanche contre soi-même », ajoute Pierre Villepreux, le capitaine écossais. Il faut faire en sorte qu'il soit intéressant et mobilisateur en vue de la Coupe du

monde. ■ **AUX NOUVEAUX VENUS** : le troisième-ligne aile toulousain Christian, encore le centre d'acquiescement d'entendre le message. Aux autres, joueurs confirmés, il prend la menace au sérieux.

Depuis le début de la saison internationale, la Coupe du monde est omniprésente dans l'esprit des rug-

teurs, ils n'ont pas retrouvé leur brio offensif. Mais pour Jean-Claude Skrela, plutôt placide dans la mesure où une certaine nervosité a dominé le stage de l'équipe de France, il est encore temps de renouer avec la dynamique haute : « Le Français est toujours en formation, explique l'entraîneur français. Il faut toujours répéter, répéter, répéter. C'est

Un Australien quitte le rugby anglais, éceuré

Troy Coker, un ancien international australien recruté par le club anglais de Saracens, a brutalement claqué la porte du rugby anglais dix semaines avant la fin de son contrat de douze mois avec le club londonien. « L'état du rugby d'ici est dans une situation déplorable, a-t-il confié au *Daily Mail*, mardi 9 avril. J'ai vu des joueurs maladroits recevoir des salaires énormes pour des raisons que je ne peux pas expliquer. Je n'ai pas beaucoup d'espoir pour le futur du rugby britannique quand je vois comment il est structuré pour le moment. Je ne sais pas où va le rugby dans l'hémisphère Nord. Il est dans un tel état ! Il n'y a pas de plaisir à jouer. » Agé de trente-cinq ans, Troy Coker, sélectionné il y a sept reprises avec les Wallabies, a décidé de rentrer chez lui pour se construire une maison sur la plage et « oublier le rugby ». — (AR)

bymen français. Trop sans doute, si l'on en juge par le manque de concentration démontré lors de la rencontre face au pays de Galles, le 6 mars. Après l'Ecosse, les joueurs de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux n'auront plus que huit matches pour se qualifier pour la tournée d'été (Tonga, Samoa occidentales, Baby Blacks et All Blacks), puis une rencontre « amicale » face au pays de Galles, fin août, et, enfin, de trois autres programmées en septembre, face à des sélections françaises.

En un hiver de tous les doutes, les joueurs français se sont embourbés dans un jeu au sol perclus de fautes et, privés de quelques joueurs ma-

■ **LA PERMANENCE** : Raphaël Ibanez, qui, lui aussi, fustige souvent « l'inconstance française », « cette culture latine qui fait qu'on se laisse parfois emporter », a regardé avec attention le documentaire récemment diffusé par Arte sur la tournée des Lions britanniques en Afrique du Sud. Il a été impressionné par la préparation mentale : « Cela engage la responsabilité de chacun. Cela donne des idées. En voyant ce documentaire, je me suis demandé si on était capables de faire cela en France. » Il a fait un rêve, de courte durée : « Je suis sûr qu'un bout de quelques minutes de discours les gars me diraient : "Ça va comme ça, on a compris." »

Eric Collier

A 19 ans, l'Anglais Jonathan Wilkinson joue les fines lames

■ **PREMIÈRE VUE**, Jonathan Wilkinson n'a rien d'impressionnant : un visage d'adolescent aux joues arrondies et des mensurations plutôt « ordinaires ». Son gabarit (1,78 m pour 80 kg) lui a valu le surnom de « petit » dans les vestiaires. Mais ce jeune homme de 19 ans, qui a déjà joué à l'échelle internationale, est un joueur de rugby d'élite. Il a été sélectionné pour la tournée d'été de l'Angleterre, à la place de l'ancien international Mike Tait.

Jonathan Wilkinson est devenu le plus jeune capitaine du rugby anglais à 19 ans, samedi 4 avril 1998, en entrant sur la pelouse de Twickenham. Il n'avait que dix-huit ans et demi, mais il était déjà suffisamment expérimenté pour remplacer Mike Tait au milieu d'un Angleterre-Irlande. « Défenseur hors pair », dit-on de lui. La critique s'encombre par de nombreux pour qualifier ce jeune homme de « petit ». Mais, en 20 mars, contre le XV de France, à Newcastle, son club, Jonathan Wilkinson a joué avec une classe et une maturité qui ont impressionné tous les observateurs.

Parce qu'ils ont le même âge et provoquent le même enthousiasme, la presse anglaise le compare au footballeur Michael Owen, autre jeune star de la Couronne, qui joue à Liverpool. Agents et spécialistes du marketing, personnages incontournables chez les professionnels du sport, lui ont offert un avenir triomphant, sur les terrains et au-delà. C'est Jonathan, qui a fait le rugby à quatre ans, a toujours rivalisé d'impudence et de précocité. International à l'âge de 17 ans, il a été sélectionné pour la tournée d'été de l'Angleterre, à la place de l'ancien international Mike Tait.

■ **DÉFENSEUR HORS PAIR, EXCELLENT BUTEUR** : Une semaine avant que les Français le rencontrent à Twickenham, Keith Wood l'a éprouvé à la place de l'ancien international (15-27), disputé le 6 mars. Jonathan Wilkinson a joué comme il le faut, avec sang-froid et détermination. « A part la victoire, affirme-t-il, mon meilleur souvenir d'Irlande-Angleterre, c'est ce plaquage sur Wood. » A la suite de ce rude contact, le talonneur irlandais, symbole du « fighting spirit », a été nez contre terre, tardant à se relever. Jonathan Wilkinson s'est également distingué en inscrivant 14 des 27 points de son équipe.

Son pied gauche ne tremble jamais et ajuste sans coup férir pénalités et transformations depuis le début du Tournoi des cinq nations, rapprochant chaque fois un peu plus l'Angleterre d'une victoire

et d'un probable douzième grand chelem. Un prodige, tout juste sorti de son collège du Hampshire, pourrait être consacré dimanche 11 avril, au cours de son septième match avec le XV d'Angleterre, à la place de l'ancien international Mike Tait.

Jonathan Wilkinson est devenu le plus jeune capitaine du rugby anglais à 19 ans, samedi 4 avril 1998, en entrant sur la pelouse de Twickenham. Il n'avait que dix-huit ans et demi, mais il était déjà suffisamment expérimenté pour remplacer Mike Tait au milieu d'un Angleterre-Irlande. « Défenseur hors pair », dit-on de lui. La critique s'encombre par de nombreux pour qualifier ce jeune homme de « petit ». Mais, en 20 mars, contre le XV de France, à Newcastle, son club, Jonathan Wilkinson a joué avec une classe et une maturité qui ont impressionné tous les observateurs.

Parce qu'ils ont le même âge et provoquent le même enthousiasme, la presse anglaise le compare au footballeur Michael Owen, autre jeune star de la Couronne, qui joue à Liverpool. Agents et spécialistes du marketing, personnages incontournables chez les professionnels du sport, lui ont offert un avenir triomphant, sur les terrains et au-delà. C'est Jonathan, qui a fait le rugby à quatre ans, a toujours rivalisé d'impudence et de précocité. International à l'âge de 17 ans, il a été sélectionné pour la tournée d'été de l'Angleterre, à la place de l'ancien international Mike Tait.

■ **CE FUT UNE VÉRITABLE LEÇON DE TECHNIQUE ET D'ABNÉGATION collective**, reconnaît-il aujourd'hui. Dimanche, à Wembley, devant le pays de Galles, pour la dernière fois de la pré-saison (puisque l'arrivée de l'Italie en 2000 la transformera en Tournoi des six nations), les Anglais attendent de Jonathan Wilkinson qu'il ramène à Londres la trophée du Tournoi et le grand chelem. Il sera alors temps pour le jeune homme de réaliser son rêve : emporter, le 11 novembre, à Cardiff, la Coupe du monde.

Y. Be.

TROIS QUESTIONS À SANDRO DISENTO

1 Sandro Disento, vous êtes entraîneur général de la Fédération italienne de rugby. Dans un an, l'Italie participera au Tournoi des six nations. Qu'est-ce que cela changera dans le rugby de la péninsule ?

Mais préparons notre entrée dans le Tournoi depuis dix ans. Au début des années 80, on a travaillé avec des entraîneurs britanniques puis français. Pierre Villepreux est venu chez nous, aujourd'hui Georges Costes est notre entraîneur national.

Mais avant posé les fondations et avoir prouvé que notre équipe nationale pouvait rivaliser avec la France, l'Angleterre et les autres nations de l'hémisphère Nord. Notre rugby s'est beaucoup développé. Nous avons environ 13 000 pratiquants, tous âges confondus. Mais espérons que nous pourrions dans le Tournoi nous permettre d'arriver à maturité.

On a fait un sondage auprès du public : lorsque la Fédération italienne affrontera un match de rugby avec l'Italie, il y aura suivi par 250 000 à 300 000 téléspectateurs. C'est peu. Mais les retransmissions du Tournoi, elles, atteignent des audiences qui se rapprochent de celles du football.

2 Pourquoi les derniers résultats du XV d'Italie sont-ils plutôt décevants ?

Nos derniers matches, surtout celui contre les Galles à Twickenham il y a trois semaines (NDLR, 22-21 en faveur du pays de Galles) ne sont pas bons. Il faut savoir que nous avons de nombreux blessés et on se souvient que quatre mois auparavant nous avons mis les Anglais en grande difficulté à Twickenham. Nous jouons, samedi 10 avril, à Dublin contre les Irlandais, une occasion à saisir de chasser. Mais notre rugby reste très incertain. Cela nous empêche de nous qualifier pour la Coupe du monde. Nous travaillons à la création d'une véritable formule.

3 Dans quelle ville et sur quel stade l'équipe italienne accueillera-t-elle ses adversaires pour le Tournoi des six nations ?

Le samedi 5 février 2000, nous recevrons les Irlandais au stade Flaminio de Rome pour notre premier tournoi, qui nous permettra de jouer trois fois à l'extérieur, notamment en France. Ce stade, qui n'est pas loin du Stade olympique, deviendra notre stade. Nous allons bientôt porter sa capacité à 28 000 spectateurs. Mais il y a deux ans, pour la venue des Springboks, nous avons eu 55 000 personnes au stade olympique.

Propos recueillis par Yves Bordenave

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

« L'actualité du sport au quotidien. »

هكذا من الأصل

La maison se met au parfum

Finis les déodorants à la rose, les senteurs d'encens et le pot-pourri : l'époque est aux effluves de bois, de thé parfumé ou de feuilles de tomates

LA DÉCENNIE 70 était celle des bâtonnets d'encens indien et des vapeurs de patchouli, la décennie 80, celle du pot-pourri dans la pure tradition des parfumeurs britanniques (Crabtree, Floris...). En cette fin de siècle, les bougies à la flamme rassurante se consomment dans les foyers. En 1998, l'Artisan parfumeur affichait une croissance de 17 % du chiffre d'affaires des parfums d'ambiance et une progression de 47 % des ventes de bougies. Des spécialistes du linge maison, chaînes de magasins en passant par les fleuristes, les marques se mettent au parfum. Loin des bombes et des sticks déodorants qui dominaient aux pièces des allures de toilettes géantes, les senteurs de la maison gagnent en subtilité. Les tendances olfactives, les compositions et le mode de parfums se complexifient.

Aujourd'hui, le diffuseur en céramique est relégué au rang de gadget pour stations-service et la lampe Berger, prise par Coccolino ou Colette dans les années 30, ne s'offre plus qu'aux intérieurs de style. De la guirlande de sachets d'orange à la bougie parfumée (l'Artisan parfumeur) à la poudre d'aspirateur (L'Occitane, Estéban), les effluves se diffusent partout et l'on conçoit même des kits de bureau ou de voyage. Miller & Bertaux - qui crée des senteurs pour la maison avec la firme Estéban - propose des bâtonnets allume-feu, de la cire à bois ou des citrons parfumés au cèdre... Dernière trouvaille du duo, le « bâton nomade » en céramique parfumée qui tient dans le creux de la main. « Ces gestes quotidiens pour le confort domestique s'accroissent avec le cocooning et l'engouement pour le home fragrance d'intérieur », assure Patrick Bertaux, l'un des deux créateurs, qui a créé de nouvelles fragrances, plus « d'odeurs mystiques ou orientales ».

Tels au regard les bouffées de verdure artificielle s'engouffrent dans les appartements et évoquent un jardin mouillé par la



Bougie d'ambiance végétale L'Occitane, 129 F (19,7 €). Ci-dessous, la ligne Aroma d'Estéban, de 38 F (5,8 €) le bâton « nomade » en céramique à 180 F (27,4 €) la bougie. En haut, bougies de l'anglais Crabtree & Evelyn, 105 F (16 €).

rosée ou un potager. Naturellement, le fleuriste Christian Tortu propose des bougies pour la maison, dont le vaporisateur gourmand aux feuilles de tomates. Le parfumeur anglais Crabtree & Evelyn propose des bougies de la cire à bois ou des citrons parfumés au cèdre... Dernière trouvaille du duo, le « bâton nomade » en céramique parfumée qui tient dans le creux de la main. « Ces gestes quotidiens pour le confort domestique s'accroissent avec le cocooning et l'engouement pour le home fragrance d'intérieur », assure Patrick Bertaux, l'un des deux créateurs, qui a créé de nouvelles fragrances, plus « d'odeurs mystiques ou orientales ».



Les voyages olfactifs de Diptyque

Fondé en 1961 par Desmond Knox-Leet, Christiane Gentot et Yves Conzelant, issu du monde de l'art et de la décoration, Diptyque a démarré à Paris avec des tissus d'ameublement dessinés par les propriétaires. En 1963, la marque sort sa première gamme de bougies parfumées, suivie en 1968 d'une eau de toilette, simplement baptisée Eau - inspirée d'une recette de pot-pourri du XVII^e siècle. Les effluves subtils revisitent les recettes du passé, avec l'eau de laurier, aux notes d'un parfum en usage sous Alexandre le Grand, ou le Vinaigre de toilette, évoquant un remède du XII^e siècle. Parfums de peau ou de maison, ils s'inspirent souvent de voyages en Grèce, en Provence ou au Proche-Orient. Diptyque diffuse aujourd'hui une palette de quarante-trois bougies, enrichie récemment du fruit tenace du gingembre et du rustique feu de bois, à la cire couleur de bûche.

resson. Dans cette pièce, on diffuse des effluves quasi comestibles de salade verte, de pâtisserie ou de compote de baies, un mélange doux-amer de baies sauvages mijotant sur le feu qui rappelle les recettes de grands-mères... « Il n'y a plus tellement d'odeurs qui naissent dans les maisons. On s'invente des traditions de bien-être à travers des senteurs reconstituées de cire ou de tarte aux pommes », constate Martine Dumont, directrice générale de L'Artisan parfumeur, créé en 1976.

Depuis 1976 également, la société de Manosque L'Occitane cultive la douceur de vivre provençale. Après les treize desserts de Noël (pain d'épice, tarte au miel...) en 1977, la marque a lancé en septembre 1998 une gamme inspirée d'une balade au marché. Un tourbillon d'odeurs, où les essences fruitées se mélangent aux épices. Best-seller parmi les bougies de L'Occitane, tomate-cassis, talonnée par poivre-mélisse. Dans ce besoin de réinventer des traditions oubliées, on parfume aussi ses draps et ses vêtements à l'eau de linge. L'eau florale (lavande, verveine ou fleur d'orange) qu'utilisent les lavandières au début du siècle, relancée fin 1997 par L'Occitane, est devenue la deuxième vente de la marque (150 000 unités écoulées en 1998). « Avant, on proposait une senteur stricto sensu, comme la vanille ou la rose, maintenant, on vend plus un imaginaire qui évoque des instants de vacances, des lieux et des

sentiments », explique M. Gignoux, directeur général de L'Occitane. Avec ses emballages en carton brut, marqués d'un coup de tampon, la petite marque de Montpellier, Géodésie, diffuse un parfum d'ambiance d'inspiration d'encens d'ambre des mers australes au thé noir de Chine. « Quand on part en voyage, on ramène souvent des souvenirs », explique M. Gignoux. « C'est ce que nous faisons avec nos senteurs », précise Catherine Lambert, directrice des ventes de la marque créée en 1996 par un ancien photoreporter, Norbert Hublot.

COMME UNE TISANE Dans cette invitation au voyage, les couturiers diffusent aussi les effluves précieux de leurs lieux de vie. Les bougies d'Yves Saint Laurent entraînent dans les jardins Majorelle (Thé à Marrakech) ou sur une plage de Capri (Fleur de l'été). Giorgio Armani lance en printemps ses bougies griffées inspirées de traits de ses créations (New York, Saint-Tropez et Capri).

Une envie d'ailleurs diffusée par Estéban, qui s'est installée à la société Nippon Kodo, à Paris. Fondée au XVI^e siècle, pour importer le rituel de l'encens japonais (l'un des parfums les plus recherchés par les japonais, qui se consacrent à des rituels discrets), Estéban a basé de bois, de végétaux ou de coquillages broyés et transformés en bougies. Les bougies sont vendues à 100 francs (environ 15 euros) par la marque, au lieu de 30 francs (4,5 euros) pour l'encens traditionnel. Les bougies, en papier de soie, sont sur lesquelles on agglomère la poudre de bois ou l'encens de bois ou toujours des adeptes. En témoignent les ventes des laboratoires Sipa - qui diffusent l'encens Spirituel Sky -, leaders européens de l'encens avec 10 millions de bâtonnets écoulés chaque année.

Autre tendance, l'aromathérapie a développé l'idée d'un parfum pour le bien-être du corps. Les huiles essentielles sont mélangées à toutes les gammes d'aromathologie de Crabtree & Evelyn à l'aromathologie de L'Occitane. Dans la ligne Aroma d'Estéban - lancée en janvier -, Alpha est la première à proposer une gamme de bougies. « Une nouvelle approche du parfum d'intérieur, qui devient parfum de confort et comme une petite rituelle », dit-on chez Estéban.

Anne-Laure Quilès

Guide senteurs

● Vertige. Figue, basilic, mousse ou bois de cèdre... un choix de 43 bougies parfumées, 155 F (23,6 €), le vaporisateur d'ambiance 125 F (19 €) et le coffret d'essence à diffuser, 115 F (17,5 €). Diptyque, 34, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, au Printemps Haussmann et par correspondance au 01-43-26-45-27.
● Bouillotte. Inspiré des senteurs de la campagne aveyronnaise chère à Annick Goutal. Dans les folies, 350 F (53,3 €) la bougie rechargeable et 220 F (33,5 €) le vaporisateur de 125 ml. Annick Goutal, 12, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-03-15.
● Feuilles de tomate, vert frais, forêt ou muguet des bois, 175 F (26,7 €) le spray de 125 ml et 260 F (39,6 €) la bougie dans un épais pot de verre, Christian Tortu, 6, carrefour de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 01-43-26-02-56.
● Emotion estivale, une fragrance pétillante à base de figue et de mandarine, 39 F (5,9 €) le spray de 30 ml, Promod.
● Soleil levant. Encens japonais (cassis, prune, melon d'eau), Pure (baies rouges, pamplemousse, algues de pin) et Spirit (thé vert, citron, menthe poivrée), 80 F (12,2 €) les

cinquante bâtonnets avec porte-encens, Points de vue au 04-67-07-12-90.
● Voyage. Teck et tonka, inspirée de l'Inde, 47,5 F (7,2 €) la poudre d'aspirateur, 115 F (17,5 €) le carnet de notes, Primrose Bordier pour Estéban.
● Tour du monde. Géodésie, de candelier de Ceylan au cèdre de l'Ouest américain, 100 F (15,2 €) la bougie. Renseignements : 04-67-16-05-01.
● Gourmand. Des inspirées des treize desserts de Noël ou des marchés de Provence, 100 F (15,2 €) la bougie de 100 grammes et 75 F (11,4 €) le parfum de 75 ml. L'Occitane. Dans la gamme Thé à l'ail, pain d'épice, il y a aussi le miel en gelée à glisser dans une commode, 35 F (5,3 €) l'unité, L'Artisan parfumeur. Renseignements au 01-40-64-15-64.
● Aromathérapie. Concentration, Restauration, Relaxation et Romance, les fragrances de la ligne Aromathologie de Crabtree & Evelyn à adapter à la journée, 145 F (22,1 €) le brumisateur corps et 100 F (15,2 €) le diffuseur. Tél. : 03-69-37-62-00.



LES CAVES FAUCHON. 2500 ROBES, ET AUTANT DE BOUQUETS.

FAUCHON OUVRE
LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS,
UN LIEU UNIQUE ENTièrement DÉDIÉ
À LA CONNAISSANCE DES VINS,
OÙ NOS SOMMELIERS VOUS FERONT DÉCOUVRIR
PETITS ET GRANDS VINS,
CRUS CLASSÉS ET TROUVAILLES ORIGINALES.
LA, MÊME NOTRE BAR À VIN,
VOUS POURREZ CÉDER À LA TENTATION
DE LEURS SÉLECTIONS DU JOUR.
QUE VOUS SOUHAITIEZ CHOISIR UN CADEAU,
PARTICIPER À L'UNE DE NOS DÉGUSTATIONS
ANIMÉES PAR UN VITICULTEUR,
OU BIEN SIMPLEMENT VOUS FAIRE PLAISIR
EN VOUS OFFRANT LE VIN QUE VOUS RECHERCHÉZ,
NOUS SAURONS VOUS FAIRE PARTAGER
NOTRE PASSION ET NOS COUPS DE CŒUR.

FAUCHON
PARIS

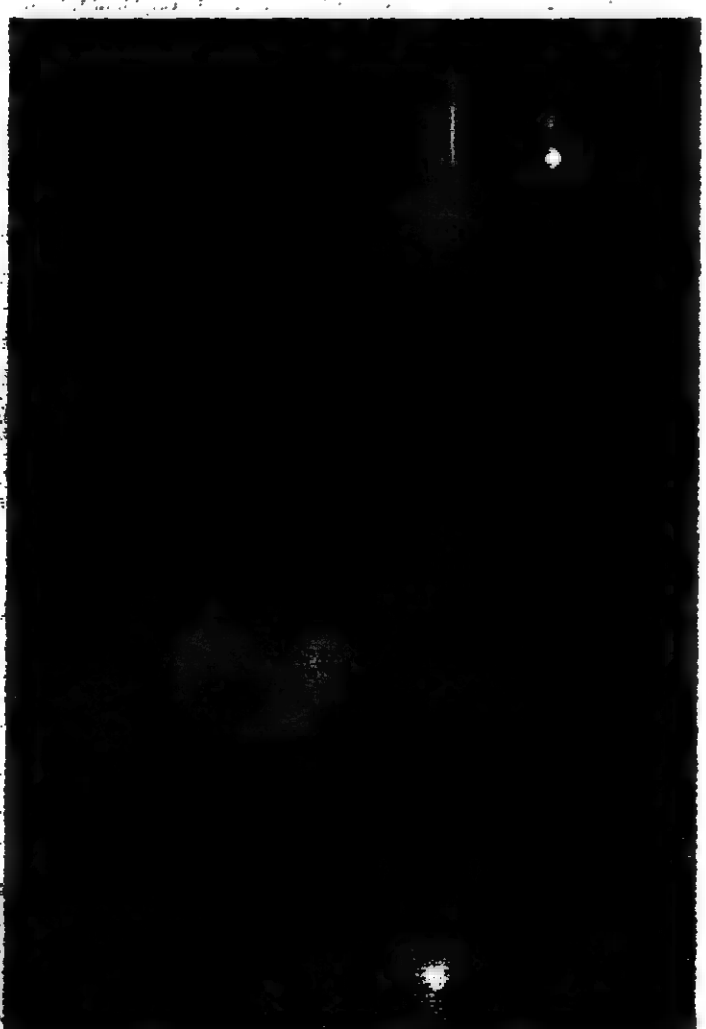
30, PLACE DE LA MADELEINE.
Tél. 01 47 42 40 40 FAX 01 47 42 89 25
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

« Quand Jim monte à Paris », il a son lit

« QUAND Jim monte à Paris » est un lit. A son chevet, deux accessoires indispensables : une lampe et un réveil. Lorsqu'il se sert pas, il suffit de le plier et il devient une table à laquelle s'assoient deux personnes et la loupote. L'instant d'une manœuvre... et l'objet utilitaire se transforme en élément décoratif. Signé Matali Crasset, ce canapé d'appoint de 1,20 m de large et 1,90 m de long a été conçu pour coller à la petitesse des appartements parisiens et pour répondre à une utilisation exceptionnelle.

Il est l'aboutissement d'une collaboration entre l'architecte et l'artiste. « Le canapé Chic-Clac », reconnaît Matali Crasset. « Je trouvais que coucher dans un canapé sur lequel tout le monde s'est assis dans la journée n'est pas forcément très agréable. J'ai eu envie d'offrir un lit qui ne prenne pas de place et qui soit vraiment la solution à l'invité. » Le succès de cette petite merveille d'ingénierie éditée en 1997 par Domus à Paris s'est fait un peu attendre. « Il faut que la proposition faite à travers l'objet entre dans les habitudes des gens. Pour un couchage d'appoint, ils ont en général une référence au canapé-lit. C'est difficile de les faire passer à autre chose », constate Bruno Domus. Mais cette création devient bientôt toucher un public plus large en intégrant un catalogue de vente par correspondance.

Loin d'être un élément isolé, le lit fait partie d'une gamme d'objets baptisée « Les amis de Matali



« Quand Jim monte à Paris », alternative au canapé-lit.

Il ». Parmi eux : « Jules est plutôt dandy », une chaise qui intègre un coffre à son dossier ; « Marie a ses petites manies », un fauteuil dont les accoudoirs, en pivotant, deviennent des tables. Chacun cherche à offrir au public des meubles adaptés à son mode de vie, capables de remplir plusieurs fonctions.

On l'aura compris, ce qui intéresse cette jeune créatrice de trente-trois ans, ce n'est pas tant la recherche formelle que l'intention de l'objet, la manière dont il agit. Une démarche qu'elle applique à ses passions - les rites domestiques et l'intégration de la technologie dans notre univers - et qui la conduisent tout naturellement à aimer le travail en équipe. Elle mène cinq ans auparavant le projet Thomson Multimedia chez Philippe Starck et collabore aujourd'hui avec L'Oréal, L'Exo, Authentics... Au sein de chacune de ses entreprises, elle aime apporter ses idées, en discuter avec ceux qui détiennent le savoir-faire, les monter en commun. Matali Crasset signe ainsi des scénographies et lance l'architecture d'intérieur puisqu'une commande d'aménagement d'un appartement privé lui a été passée.

Véronique Cauhapé

* « Quand Jim monte à Paris », distribué par Domus à Paris, 21, rue Voltaire 92250 La Garenne-Colombes, tél. : 01-47-60-93-86, 3 900 francs (535 euros).

مكتبة الأمل

Myriam Sibuet, biologiste aux curiosités abyssales

Chercheuse de l'Ifremer, passionnée par la faune des grands fonds, elle étudie d'étranges espèces animales, nouvelles pour la science

MAGNIFIQUE, non ? Regardez ! Un bleu-nuit de la loc de la mer à l'ovale parfait. A côté, les volutes blanches d'un mollusc baccin, comme une voie lactée. Des

PORTRAIT

Pour l'océanologue, « la vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait »

sous, ces taches jaunes et orangées, des millions de coquilles de mollusques tapissant le sol. Et là ! Le rouge sang d'un ver tubicole... Myriam Sibuet s'extasie, comme devant un tableau impressionniste. Ces images, rapportées d'un voyage plongé au-dessus des volcans de la mer Méditerranée orientale - la campagne Méditerranée, menée de mi-novembre à mi-décembre 1998 avec le submersible *Le Nautilus* -, peu de personnes ont vu. Elle retrouve alors, pour

« C'est un univers qui me fascine. Une autre planète », dit-elle. Derrière les lunettes finement dessinées, son regard semble s'ouvrir d'autres horizons. Son visage s'éclaire. Son regard est plus volubile. Elle retrouve alors, pour

Un bestiaire hors du commun

des colonies animales repérées au voisinage de sources hydrothermales sont formées d'espèces nouvelles pour la science. Plus ou moins enfouies dans les sédiments, elles sont dominées par des invertébrés que Myriam Sibuet appelle les « bryozoaires ». Les moules (*mytilidae*) prélevées sur un volcan de boue de Barbade, 1 mètre pour des vers vestimentifères (*lamellibrachia*) observés dans les fosses du Japon ou en Méditerranée. Mollusques baccins et vers tubicoles côtoient fréquemment des bulsons de spongiaires. La biomasse de ces écosystèmes est énorme, puisqu'elle peut atteindre 50 kilos par mètre carré. Cette faune vit en symbiose avec des bactéries autotrophes qui produisent, par chimiosynthèse, la matière organique dont elle a besoin.

« La vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait », s'enthousiasme la biologiste. Les écosystèmes attachés aux sources hydrothermales, ils sont beaucoup plus variés - on y a déjà recensé soixante-quatre espèces de mollusques, de vers et d'éponges

point d'instruments et d'engins océanographiques de plus en plus performants. L'une de son baptême de la mer - celle de la silhouette l'Abasque sur le Jean-Charcot -, les chercheurs ont disposé, pour prélever des échantillons, des câbles et des échantillonneurs de faune, que des dragues et des carottiers, des pièges à particules et des échantillonneurs à déclenchement acoustique, des courantomètres et des capteurs de pression ont enrichi la panoplie. Surtout, les sous-marins habités - en France, la soucoupe *Cyana* (- 3 000 mètres), puis *Le Nautilus* (- 1 000 mètres) - ont permis aux scientifiques d'accéder aux grands fonds, sans l'exploration se poursuit, aujourd'hui, à l'aide de robots téléopérés.

FLUIDES FROIDS

Pour la communauté des biologistes marins, ces sources profondes sont marquées par la découverte, dans la zone abyssale, d'oasis de vie associées à des sources hydrothermales et totalement déconnectées de l'énergie solaire. Mais, pour Myriam Sibuet, spécialiste des formations sédimentaires, la « révélation » est venue en 1986 : « Un géologue de l'Ifremer m'a montré des photos prises dans les fosses océaniques du Japon. On y voyait une faune extraordinaire, dans des sources chaudes mais, pour la première fois, il des émissions de fluides froids. »

« La vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait », s'enthousiasme la biologiste. Les écosystèmes attachés aux sources hydrothermales, ils sont beaucoup plus variés - on y a déjà recensé soixante-quatre espèces de mollusques, de vers et d'éponges



Myriam Sibuet à bord du navire océanographique « Le Suroît », en rade de Brest.

vivant en symbiose avec des bactéries - et d'une grande diversité. C'est spectaculaire ! Le géologue redonne alors, pour décrire la genèse de ces populations : sur certaines pentes volcaniques, les phénomènes de compression et de fracturation, en particulier dans les zones de subduction où s'affrontent les plaques tectoniques, ne produisent des éjections massives de boue, de gaz et de gaz. Ces éjections sont riches en méthane, et à l'origine de l'accumulation d'aggrégats biologiques qui se nourrissent par des processus de chimiosynthèse.

L'étude de ces écosystèmes est à ses débuts. Vingt-quatre espèces ont été observées, dans des écosystèmes géologiques très divers - du golfe du Mexique aux marges du Japon en passant par les fosses du Pérou ou le prisme d'accrétion de la Barbade - et à des profondeurs qui s'étagent entre 400 et 6 000 mètres. Mais la recherche est persuadée qu'elles sont extrê-

mement répandues, spécialement aux frontières des plaques tectoniques. « C'est la seule partie orientale du bassin méditerranéen, on trouve plus de deux cents volcans de boue susceptibles d'abriter de telles colonies », dit-elle. La campagne Méditerranée, qui associe des géologues, des géochimistes et des biologistes d'une dizaine de laboratoires français et hollandais, a permis la première exploration par submersible d'un réseau de sources froides. Des dizaines d'échantillons ont été recueillis, des centaines de mesures effectuées. De quoi donner à Myriam Sibuet et à ses collègues plusieurs mois de travail.

« ÉCOSYSTÈMES SI SINGULIERS » L'analyse de cette faune, sous-marine pourrait, espère-t-elle, aider à mieux comprendre les processus de production de matière organique dans les grands fonds, donc le rôle de l'océan dans le cycle du carbone dont dépend la vie sur notre planète. Elle pourrait aussi trouver des applica-

tions pratiques, pour localiser des gisements d'hydrocarbures - les compagnies pétrolières ont manifesté leur intérêt - ou repérer les zones sujettes aux séismes, dont la faune associée aux sources froides servirait en quelque sorte de marqueur. Mais ce qui motive le biologiste, c'est avant tout de « comprendre le fonctionnement de ces écosystèmes si singuliers ». Évoluent-ils dans le temps et dans l'espace ? Des émissions de fluides sur de longues périodes favorisent-elles, comme elle le pense, une diversification des espèces et l'émergence de communautés plus complexes ?

Plus d'une vingtaine de campagnes de plongée n'ont pas permis de répondre à ces questions. Myriam Sibuet prépare une nouvelle expédition, au large des côtes africaines. « A chaque fois que l'on fait un pas en avant dans la connaissance, de nouvelles questions surgissent. C'est cela qui est passionnant. »

Pierre Le Hir

Chercheurs et agriculteurs peinent à domestiquer la truffe

AIX-EN-PROVENCE

Commencée en décembre, la saison de la truffe vient de se terminer sur les marchés de Provence et du Sud-Ouest. La sécheresse d'août et le gel de novembre ont fait baisser la production et flamber les prix. Pour l'année 1998-1999, la vente des *Tuber melanosporum* (cousins très éloignés des morilles) d'origine française n'aura pas dépassé les 15 à 20 tonnes, au prix moyen de 4 600 francs le kilo. Au début du siècle, elle atteignait couramment les 1 000 tonnes annuelles. Le déclin a débuté vers 1910, avec les débuts de l'exode rural et de la mécanisation de l'agriculture.

Aujourd'hui, 80 % de la production française sont issus de la trufficulture. Elle reste largement insuffisante pour faire face à la demande de plus en plus importante des consommateurs. C'est que, malgré les recherches et les essais menés depuis plus de vingt ans par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), la culture de ce joyau gastronomique est loin d'être maîtrisée (*Le Monde* du 17 octobre 1996). Elle demeure « une agriculture d'art », soulignait Jean-Charles Savignac, président de la Fédération française des trufficulteurs, en ouverture du congrès international de science et culture de la truffe, tenu récemment à Aix-en-Provence.

Les truffes, comme de nombreux champignons, vivent en association avec les racines de certaines arbres, chênes pubescents, noisetiers notamment. Au moment de leur germination, les spores, ces cellules de multiplication du champignon, donnent naissance à des

filaments ramifiés, le mycélium, qui colonisent progressivement les racines secondaires de l'arbre en créant un organe mixte, la mycorhize. Cette mycorhization est désormais bien contrôlée. Les premiers plants mycorhizés ont été développés il y a plus de vingt ans par l'INRA, qui a breveté son procédé en 1972 et cédé les droits de licence à la société Agri-truffe.

Mais la technique employée, celle des semis, entraîne néanmoins une certaine hétérogénéité des plants, qui se manifeste surtout par des variations de la croissance, de la forme et de la taille. Au gel ou aux parasites. Pour éliminer cet inconvénient, les scientifiques de l'INRA se sont lancés dans le clonage. Les premiers clones de chêne pubescent plantés en mars 1993 dans le Sud-Ouest ont commencé à produire à la fin de 1997.

UN MYSTÈRE

Mais, au-delà de cette première étape, « le mystère » ainsi que le résume Gérard Chevalier, chercheur à l'INRA de Clermont-Ferrand, « demeure ». Mais on sait que la germination des spores ne se fait pas in vitro des ascospores (les bêtes truffes). Il y a peu, certains chercheurs ont découvert que la truffe serait un peu hermaphrodite. Les organes mâles et femelles seraient produits par le même mycélium, et les truffes pourraient fructifier sans nécessiter de différentes souches.

Au total, pour le chercheur français, « certains aspects de la recherche ont effectivement beaucoup progressé en dix ans, mais les résultats n'ont pas été totalement exploités à la trufficulture ». Un jugement que

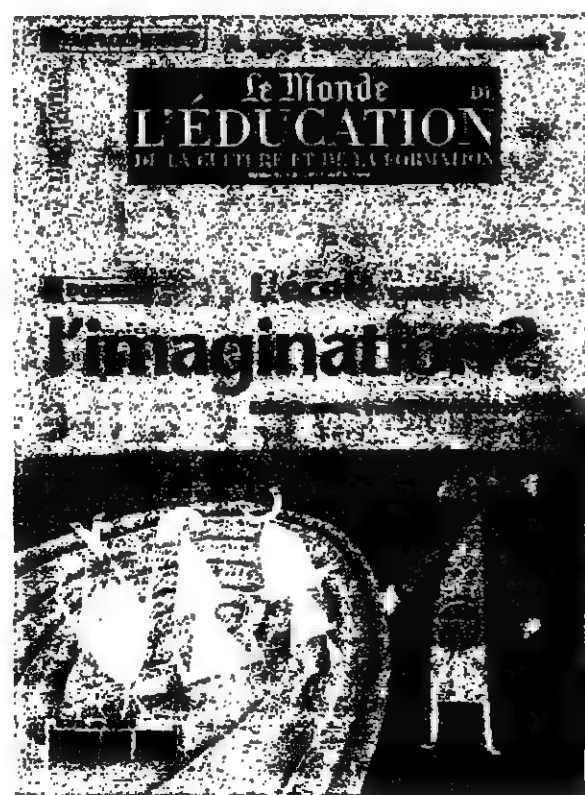
Pierre Souzat, responsable de la station d'expérimentation sur la truffe à Cahors-Le Marquis (Lot), trouve trop sévère. « Certaines plantations dans des terrains calcaires n'ont, en effet, pas donné les résultats escomptés. Mais à même qu'il s'agissait d'un échec. Mais, explique-t-il, plusieurs années après, vers la fin des années 90, elles ont commencé à produire de façon remarquable dans un environnement proche de la truffe. »

De ces observations et de quelques autres, les trufficulteurs ont appris qu'il ne faut pas trop arroser les plants, mais, alors, « l'allongement des racines de l'arbre symbiotique est plus rapide que la propagation de la mycorhization ». On peut, en revanche, « sélectionner des plants exceptionnels » en sélectionnant la croissance de l'arbre. La truffe est un champignon adapté à un climat chaud et sec, et il ne faut pas hésiter à la mener « jusqu'à la limite limite de la sécheresse », précise le trufficulteur.

Autre leçon : la présence d'environnements boisés peut provoquer la contamination de la zone de culture par *Tuber brumale*, une espèce de truffe très agressive. Il faut donc éviter de retourner la terre, comme le font certains, car cela disperse les spores de *Tuber brumale*.

« Le gros progrès, depuis dix ans, a été de définir des méthodes de culture différentes de celles pratiquées dans le passé », résume Pierre Souzat. Si Dame Truffe accepte enfin de se laisser approcher, la France retrouvera peut-être un jour les tonnages du début du siècle qui font rêver tous les trufficulteurs.

Christiane Galus



Forum :

- A quoi servent vraiment les emplois-jeunes de l'éducation nationale ?
- Premier bilan.

Dossier :

L'école contre l'imaginaire ?

Erik Orsenna, invité de la rédaction

- Plaidoyer pour l'insolence, l'exploration et la critique
- La tentation de la mémoire ■ Les utopies pédagogiques marginalisées ■ L'inventivité ludique des tout-petits.

Culture :

- Les radios-jeunes : comment les jugent les parents et les enseignants ? Voyage au pays des ondes chocs.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac, le jeudi 15 avril à 17 h 30 à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imaginaire ? »



Nouvelle dégradation en v

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique



AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999 / 31

Nouvelle dégradation en vue

SAMEDI. L'accalmie aura été de courte durée, de nouvelles pluies arrivant de l'Atlantique. Un front froid traversera la France d'ouest en est ce week-end. A l'avant, le soleil résistera bien sur une large moitié du pays. Dimanche, le scénario s'inversera du soleil à l'ouest et des risques de pluies sur la moitié est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La grisaille dominera en Bretagne et Normandie. Pluies à la mi-journée avec une amélioration à l'ouest. Les pays de Loire, des éclaircies attendues à 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Il pleuvra un peu l'après-midi à la Normandie au Pas-de-Calais. La dégradation plus tardive ailleurs. La pluie est attendue le soir en région parisienne. Il fera 13 et 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Journée calme. Les éclaircies porteront près de la frontière allemande. En revanche, nuages plus menaçants le soir en Champagne. On attend de 12 à 16 degrés.

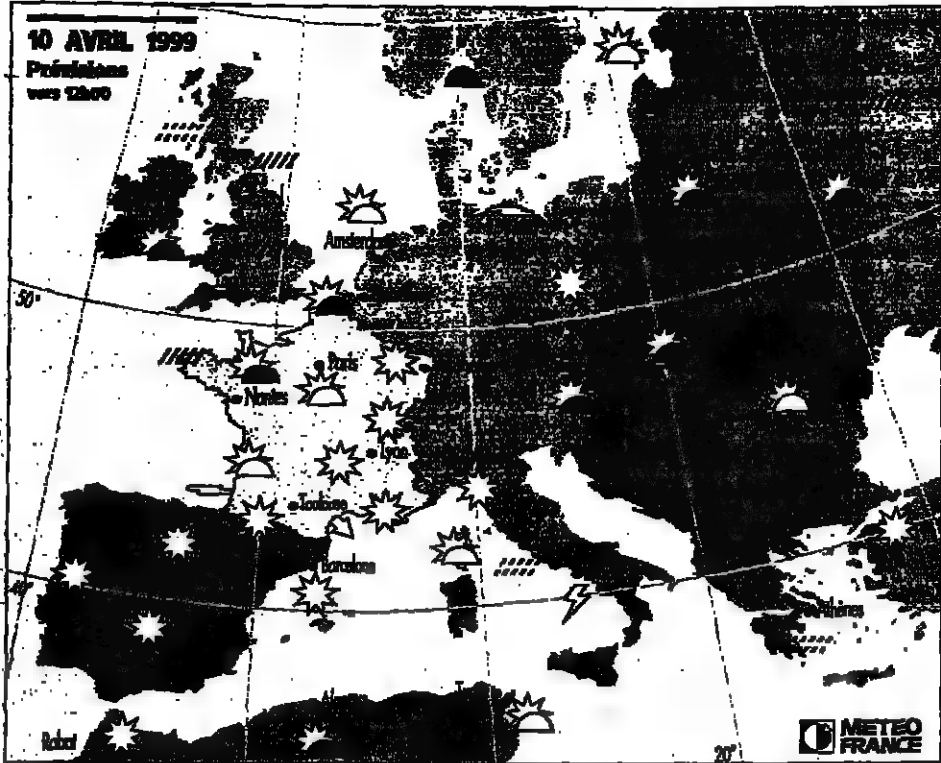
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La journée décevra le plus souvent sous la grisaille. Au fil des heures, les éclaircies reprendront le dessus dans l'intérieur. L'amélioration aura mal à se dessiner du Poitou au pays Basque. Il fera de 15 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - On profitera d'une belle journée de printemps de l'Auvergne à Rhône-Alpes. En revanche, soleil contrarié en Limousin. Bons moments de soleil vers la mi-journée. Il fera entre 15 et 20 degrés.

Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil l'emportera très largement sur le continent. Le vent sera un peu plus discret au golfe du Lion. Les averse s'attarderont en Corse. On attend entre 17 et 20 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL. Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

FRANCE	TEMPÉRATURE	ÉTAT DU CIEL
PARIS	12/18	N
LYON	10/16	N
MARSEILLE	14/20	S
NANTES	10/16	N
BRETAGNE	10/16	N
ALSACE	12/18	S
LOTTRE	12/18	S
CHAMPAGNE	12/18	S
PROVENCE	15/21	S
CORSE	15/21	S



10 AVRIL 1999
Prévisions vers 12h00

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ PÉROU. L'accès ferroviaire au site inca du Machu Picchu, situé non loin de Cuzco, a été suspendu le 10 avril à la suite d'un glissement de terrain. Deux solutions s'offrent aux visiteurs : une marche de quatre jours ou 30 minutes d'hélicoptère.

■ RUSSIE. Fermé depuis plusieurs semaines, le pont de Lénine, sur la place Rouge, à Moscou, a été rouvert au public le 7 avril.

■ AÉRIEN. L'aéroport d'Atlanta (Géorgie, États-Unis) qui, en 1998, a accueilli 73,5 millions de passagers, a rattrapé celui de Chicago (72,4 millions) titre de premier aéroport du monde en termes de fréquentation. Viennent Los Angeles (61,2 millions) et Londres-Heathrow (60,7 millions). Paris-Orly occupant pour sa part la 9^e place avec 38,6 millions de passagers, soit une progression de 9,5 % par rapport à 1997.

MÉTÉOROLOGIE

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

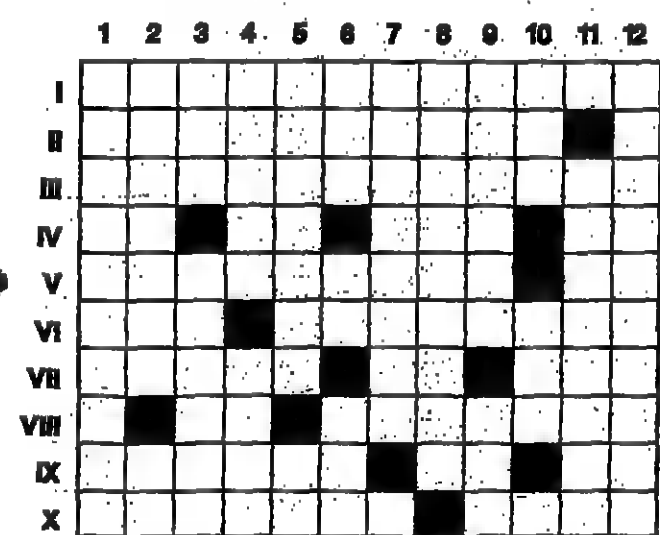
DEUX GLACIERS POLAIRES de l'Antarctique sont « en pleine récession » en raison du réchauffement du climat dans cette région et ont perdu près de 3 000 km² de leur surface en 1998, ont annoncé, mercredi 7 avril, des chercheurs américains et britanniques de l'université de Boulder (Colorado) travaillant pour le National Ice Survey. Des photographies prises par satellites, indiquent les scientifiques, montrent un net recul de la glace dans deux zones de la péninsule antarctique, le glacier de Larsen B, qui s'étend actuellement sur 7 000 km², et celui de Wilkins, dont la surface est près de deux fois supérieure. Depuis son installation en 1966, le glacier de Larsen B se voit séparé du continent, souligne un chercheur de l'université de Boulder, Ted Scambos. De l'autre côté de la péninsule, Wilkins a perdu 1 100 km².

« Les images nous ont montré une grande zone de glaces complètement déglacées, indiquant que le front des glaces a reculé de 11 km par rapport à autrefois, précise Ted Scambos. L'apparition soudaine de petits icebergs laisse penser que les glaces se brisent sur place et sont emportées par des tempêtes ou des courants. » Les scientifiques ont constaté que ces deux glaciers régressaient, mais l'accélération du phénomène les a surpris. « Nous avons les preuves que les glaciers ont reculé depuis cinquante ans, mais les pertes se sont multipliées par dix au cours de la dernière décennie », note le chercheur britannique David Vaughan. « Enregistrer une récession de 11 km en une seule année représente nettement une escalade. Dans quelques années, pense-t-il, la plus grande partie de Wilkins sera disparue. » Américains et Britanniques s'accrochent à expliquer cette fonte par le réchauffement climatique dans cette région, où l'augmentation moyenne des températures est estimée à 2,5 degrés Celsius par rapport aux années 1940. Selon eux, au cours de ces vingt dernières années, l'élévation de la température dans cette région a allongé la période de fonte glaciaire de trois semaines (APR).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99085

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Reconnaît la valeur des choses. - II. Importunes à la longue. - III. Couvertures au sommet. - IV. Météo au continent depuis 1988. Article. Famille. - V. Mettent en avant. Doublet perdant. - VI. En grandissant, elle a perdu un E. Un exercice où l'on joue par tout. - VII. Vraiment sans confort. Dans la gamme. Trois sur six. - VIII. Homme à la fin du monde. Se fit sagement remarquer.

IX. Imposent le silence. Le strontium. En rouge sur la carte. - X. Qui se fait remarquer. Terrain de chasse pour Diane et Henri.

VERTICALEMENT

1. Universelle et vérifiée depuis que les pommes tombent. - 2. Protège le foyer du foyer. A moitié mort. - 3. Lieu de rencontre. Apporte son aide au passage difficile. - 4. Dressait le chant. Première capitale japonaise. - 5. Un bon début. Excellent résultat. - 6. Prises en courant.

Exclamation. Populaire en juillet. - 7. Belle monture sans tache. - 8. Tentatives criminelles. - 9. Météo couleur. Se rendra. - 10. Points. Défense anglaise. - 11. Support aquatique. - 12. Plus que suffisant pour faire le plein.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99084

HORIZONTELEMENT

I. Préfectoral. - II. Rétrograde. - III. Part. Utiles. - IV. Valets. Ile. - V. Ire. E. Léch. - VI. SARL. Gel. - VII. Ib. Analogues. - VIII. Olive. Néré. - IX. Grossesses.

VERTICALEMENT

1. Prévisions. - 2. Réparable. - 3. Balais. IVG. - 4. Eric. Laver. - 5. Lotte. Né. - 6. Eg. Saga. - 7. Cru. El (de). - 8. Tatillon. - 9. Odile. Gens. - 10. Relectures. - 11. Huée. - 12. Lassés. Es.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé à 12, rue M. Gumbourg 94050 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Directeur général : Dominique Audo
Directeur adjoint : Stéphane Corne
21 rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 03
Tél : 01 42 35 35 35 - Fax : 01 42 35 35 36

12. Météo est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

CULTURE

LE MONDE 10 AVRIL 1999

ARCHÉOLOGIE L'exposition « L'Art égyptien au temps des pyramides », présentée au Grand Palais jusqu'au 12 juillet, est un événement unique. Pour la première

fois, une manifestation de grande ampleur est consacrée exclusivement à l'art d'une période dont il ne reste que peu de traces, celle de l'Ancien Empire. Celle-ci était pourtant

considérée par les Egyptiens des dynasties suivantes comme l'âge d'or de leur civilisation. LA FINESSSE du ciselé, la douceur du modelé, l'expressivité des traits des

sculptures présentées ne manquent pas d'étonner. Elles tranchent avec le hiératisme des époques ultérieures. ● SELON Christiane Ziegler, commissaire de

l'exposition, « pour restituer la vie, l'artiste [de l'Ancien Empire] cherchait à "totaliser" les aspects les plus singuliers d'un individu plutôt qu'à capter une ressemblance ».

L'âge d'or de l'Égypte au Grand Palais

Pour la première fois, une grande exposition est consacrée exclusivement à l'art de l'Ancien Empire. Les sculptures de cette période surprennent par la finesse de leur exécution et l'expressivité de leurs traits

L'ART ÉGYPTIEN AU TEMPS DES PYRAMIDES, Galeries nationales du Grand Palais, square Jean-Perrin, Paris. Tél. : 01-44-13-17-47. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 20 heures, le mercredi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. A partir de 56 F (8,54 €). Catalogue, sous la direction de Christiane Ziegler, RMN éd., 320 pages, 290 F (44,21 €) jusqu'au 30 juin, 340 F ensuite.

Le miracle égyptien jouera-t-il encore le Rempart-t-il les siècles du Grand Palais comme il remplit le département égyptien du Louvre ? C'est vraisemblable. Et s'il ne l'est pas, c'est parce que la figure hiératique d'Aménophis IV, le mystère des grandes pyramides devrait suffire. Chéops, Chéphren et Mykérinos, ces souverains mythiques qui se firent éléver de gigantesques mausolées, ont des puissants séjours. Dans la collection collective, des milliers de figurants abanonnent toujours dans la poussière sous les caméras de Cécil B. Mille ou de Howard Hawks ; et Mortimer n'en finissent pas de poursuivre Orlin à la recherche des trésors du Pharaon. Par Horus demeure !

Les statues ne seront pas déçues : ils auront même droit à une grande maquette de la nécropole de Giza à l'époque de la IV^e dynastie, avec ses pyramides, son sphinx, ses temples annexes, ses ateliers, ses chausses et son port aujourd'hui méconnu par l'extension des banlieues du Caire. Ils pourront voir dans une vitrine quelques-uns des modestes outils avec lesquels les travaux ont été menés.

La véritable étonnement viendra d'ailleurs. Car ce Christiane Ziegler, commissaire de l'exposition, présente avec elle dans les grandes salles du Grand Palais, c'est tout simplement un musée de la production artistique de l'Ancien Empire, une époque que les Egyptiens des dynasties suivantes considéraient eux-mêmes comme un âge d'or.

Il n'existe-t-il un art égyptien réparable au premier coup d'œil qui sur trois millénaires, a été caractérisé par l'art de quatre dynasties, le cheval sur un

derrière-millénaire, loin de répondre au goût d'une esthétique immuable, façonnée pour l'éternité. Dans l'exposition, trois effigies grandeur nature - celles d'un prêtre, Seta, « grand des dizaines du Sud », et celle d'une femme, la femme d'un calcaire qui garde de nombreuses traces de polychromes - donnent le ton de la période : l'accent est mis sur l'importance de la statue privée.

Ici, les statues sont encore raides, attachées à un pilier, bras collés au corps, comme sortant d'une gangue, mais l'individu est déjà là. Dans la grande courbe voûtée de la IV^e dynastie, celle des bâtisseurs, dans une statue de femme dans une attitude transie propose une attitude plus fine en dépit de la raideur de son attitude. Le visage plein, soigneusement modelé, est d'une douceur rare. On mesure presque la plasticité de sa chair ; ses cheveux apparaissent dans la perruque ; mais sont soigneusement ciselés.

DOUCEUR DU MODELÉ Dans un second millénaire, dans un second genre, le style se modifie : les statues s'allongent, les têtes grossissent, les membres s'épaississent et les attitudes s'exagèrent ; les postures sont plus rigides. La statue qui caractérise les nombreuses statues masculines indique une évolution des croyances funéraires.

Pourtant, dans l'évocation du chancelier Tchéri, jeune d'abord, puis dans un âge mur, l'artiste n'a pas manqué de souligner le regard ouvert et presque joyeux du jeune homme qui s'adresse aux



Deux statues de Nykaré, « scribe des greniers », entouré de sa femme (V^e dynastie).

l'artisan Intichédou (IV^e dynastie), personnage beaucoup plus modeste, s'est fait représenter quatre fois à différents âges de sa vie. Les statues, découvertes en 1992 dans le mastaba des ouvriers de Giza, ont été peintes. Le visage n'est pas un masque, l'os saillant, les yeux écarquillés, est une vraie moustache.

« Les statues de Nykaré, « scribe des greniers », permet d'évoquer la diversité de cet art privé pendant la V^e dynastie. Dans le premier groupe, une statue en calcaire, c'est Nykaré qui est mis en valeur : l'artiste a soigné le modelé du corps, mais sa musculature

avec une certaine douceur, dans le même matériau, également peint, c'est sa femme et son fils qui sont mis en évidence. La première enlève tendrement son fils, tandis que, debout, les pieds joints, son rejeton rompt la symétrie de la composition en portant un doigt à ses lèvres. Nykaré est aussi l'objet de deux autres statues, en grès, cette fois, où il apparaît seul, avec les attributs de sa fonction. L'expression attentive, il déchiffre un manuscrit. L'œuvre est traitée en amples volumes pour conférer au corps, penché en avant, une plus grande souplesse.

LIBERTÉ DE L'ARTISTE La V^e dynastie, le style se modifie : les statues s'allongent, les têtes grossissent, les membres s'épaississent et les attitudes s'exagèrent ; les postures sont plus rigides. La statue qui caractérise les nombreuses statues masculines indique une évolution des croyances funéraires.

Pourtant, dans l'évocation du chancelier Tchéri, jeune d'abord, puis dans un âge mur, l'artiste n'a pas manqué de souligner le regard ouvert et presque joyeux du jeune homme qui s'adresse aux

le visage masculin, porté sur le cou empâté du chancelier. De même que les déformations physiques engendrées par les liens de cet étonnant prisonnier agenouillé sont rendues par des anomalies anatomiques au niveau du pectoral et de son abdomen. Sans doute y a-t-il beaucoup de représentations, mais la liberté de l'artiste semble s'être raréfiée après la fin de l'Ancien Empire.

Age d'or d'une intimité sculpturale, ces quatre dynasties sont aussi un sommet pour ces reliefs gravés sur les parois des tombes ou des chapelles funéraires : scènes de la vie quotidienne, scènes de guerre. La V^e dynastie a produit des reliefs frémissants, rarement égalés par la suite : oiseaux se battant la becquée, troupeaux de bœufs défilant, leurs hermines en forme de lyre, courants, tendus, pliant des gerbes de blé... La plus remarquable peut-être cette stèle d'albâtre (IV^e dynastie) qui figure un personnage dont seule la tête est en relief, tandis que le corps est esquissé d'un trait de gravure.

E. de R.

Chronologie

● La période préhistorique s'achève en Égypte vers 4000 av. J.-C. Pendant un millier d'années se développent dans la vallée du Nil les civilisations Nagada I, II et III. ● L'Ancien Empire (2700-2200 av. J.-C.) Il comprend quatre dynasties, sa capitale est Memphis, un peu en amont du delta du Nil. Il s'étend de la première à la quatrième dynastie. ● III^e dynastie (2670-2620 av. J.-C.) Elle commence avec le roi Djéser, dont la pyramide à degrés est fouillée à Saqqara depuis 1977. ● IV^e dynastie (2620-2500 av. J.-C.) C'est celle des constructeurs des grandes pyramides. Spérou, le premier souverain de la dynastie, fait édifier la première pyramide régulière. Son successeur, Chéops, puis Chéphren et Mykérinos dressent la leur sur le plateau de Giza, à côté du Grand Sphinx. ● V^e dynastie (2500-2350 av. J.-C.) Elle compte neuf rois. L'administration s'y développe beaucoup. ● VI^e dynastie (2350-2200 av. J.-C.) Les relations avec la Phénicie (Byblos) et la Nubie s'intensifient. L'architecture et la statuaire connaissent un grand développement. Après Pèpi I^{er} commence le déclin de l'Ancien Empire, peut-être perturbé par une décentralisation excessive. Pèpi II n'arrive pas à régler les problèmes frontaliers. ● Période intermédiaire. S'ouvre une période de troubles et de division du pays qui va durer près de deux cents ans. ● Le Moyen Empire (1550-1069 av. J.-C.) Il ressoude l'Égypte. Après une deuxième période intermédiaire (1069-624 av. J.-C.) de désordres et d'invasions, le Nouvel Empire (1550-1069 av. J.-C.) porte les frontières de l'Égypte jusqu'à la 4^e cataracte, au Sud, et jusqu'en Syrie, au Nord. La Basse Époque (664-332 av. J.-C.) verra la domination des Perses. L'Égypte de Macédoine y mettra fin. La dynastie des Ptolémées (332-30 av. J.-C.), puis celle de Rome, lui succéderont.

SÉLECTION DISQUES

FABRIZIO

Paris

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

Discographie

James Taylor

& his band



29 MAI 99
PALAIS DES CONGRÈS

20H30

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

FIGARO 90.3

Christiane Ziegler, chef du département des antiquités égyptiennes au Louvre et commissaire de l'exposition « Le sens de l'individu est une des particularités de la statuaire de cette époque »

CHEF du département des antiquités égyptiennes au Louvre, Christiane Ziegler est également la fouille de la nécropole de Saqqara, au sud du Caire. L'Ancien Empire est une période qu'elle aime depuis longtemps. Elle est à l'origine de l'exposition présentée au Grand Palais.

« Comment est née "L'art égyptien au temps des pyramides" ? » « Cette exposition a mis cinq ans à se faire. Elle a commencé à New York puis à Toronto. C'est la transmission d'une dizaine d'années de travail - débats, publications, colloques, dont le dernier s'est tenu en avril 1998 à Paris. Mais paradoxalement, c'est la première fois qu'une telle manifestation est organisée en France. La statuaire des souverains n'est pas une nouveauté. Mais les statues de la IV^e dynastie, les statues de la V^e dynastie, les statues de la VI^e dynastie, les statues de la VII^e dynastie, les statues de la VIII^e dynastie, les statues de la IX^e dynastie, les statues de la X^e dynastie, les statues de la XI^e dynastie, les statues de la XII^e dynastie, les statues de la XIII^e dynastie, les statues de la XIV^e dynastie, les statues de la XV^e dynastie, les statues de la XVI^e dynastie, les statues de la XVII^e dynastie, les statues de la XVIII^e dynastie, les statues de la XIX^e dynastie, les statues de la XX^e dynastie, les statues de la XXI^e dynastie, les statues de la XXII^e dynastie, les statues de la XXIII^e dynastie, les statues de la XXIV^e dynastie, les statues de la XXV^e dynastie, les statues de la XXVI^e dynastie, les statues de la XXVII^e dynastie, les statues de la XXVIII^e dynastie, les statues de la XXIX^e dynastie, les statues de la XXX^e dynastie, les statues de la XXXI^e dynastie, les statues de la XXXII^e dynastie, les statues de la XXXIII^e dynastie, les statues de la XXXIV^e dynastie, les statues de la XXXV^e dynastie, les statues de la XXXVI^e dynastie, les statues de la XXXVII^e dynastie, les statues de la XXXVIII^e dynastie, les statues de la XXXIX^e dynastie, les statues de la XL^e dynastie, les statues de la XLI^e dynastie, les statues de la XLII^e dynastie, les statues de la XLIII^e dynastie, les statues de la XLIV^e dynastie, les statues de la XLV^e dynastie, les statues de la XLVI^e dynastie, les statues de la XLVII^e dynastie, les statues de la XLVIII^e dynastie, les statues de la XLIX^e dynastie, les statues de la L^e dynastie, les statues de la LI^e dynastie, les statues de la LII^e dynastie, les statues de la LIII^e dynastie, les statues de la LIV^e dynastie, les statues de la LV^e dynastie, les statues de la LVI^e dynastie, les statues de la LVII^e dynastie, les statues de la LVIII^e dynastie, les statues de la LIX^e dynastie, les statues de la LX^e dynastie, les statues de la LXI^e dynastie, les statues de la LXII^e dynastie, les statues de la LXIII^e dynastie, les statues de la LXIV^e dynastie, les statues de la LXV^e dynastie, les statues de la LXVI^e dynastie, les statues de la LXVII^e dynastie, les statues de la LXVIII^e dynastie, les statues de la LXIX^e dynastie, les statues de la LXX^e dynastie, les statues de la LXXI^e dynastie, les statues de la LXXII^e dynastie, les statues de la LXXIII^e dynastie, les statues de la LXXIV^e dynastie, les statues de la LXXV^e dynastie, les statues de la LXXVI^e dynastie, les statues de la LXXVII^e dynastie, les statues de la LXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXIX^e dynastie, les statues de la LXXX^e dynastie, les statues de la LXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXXVII^e dynastie, les statues de la LXXXXVIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIX^e dynastie, les statues de la LXXXXX^e dynastie, les statues de la LXXXXXI^e dynastie, les statues de la LXXXXII^e dynastie, les statues de la LXXXXIII^e dynastie, les statues de la LXXXXIV^e dynastie, les statues de la LXXXXV^e dynastie, les statues de la LXXXXVI^e dynastie, les statues de la LXXXX

Nilda Fernandez retrouve Lorca à Buenos Aires

Pour « Castelar 704 », le chanteur mis en musique douze poèmes de Federico Garcia Lorca

JOSE AGUSTIN GOYTISOLO, poète espagnol, mort le 19 mars à Barcelone, tombé d'une fenêtre, sans doute par désespoir incurable (Le Monde du 11 mars). Paco Ibañez répétait lui son prochain spectacle. Paco, l'ami, l'ami, l'ami, poète, qui les a tant chantés, abasourdi, touché au fond. Nilda Fernandez, un chanteur de variétés implanté en France, et dont Miguel Bosé, de la pop à paillottes et du cinéma espagnol, a repris l'une des plus belles chansons, *Madrid, Madrid*. Nilda Fernandez, arrivé aux ondes françaises au début des années 90, qui a fait quelque chose comme « Nos fiançailles, où que tu ailles ». Depuis, il a fabriqué d'autres albums, fait à la France en 1997, donner un récital fin 1997 - au Théâtre de la Renaissance - à Paris. Nilda fut d'abord pris pour qu'il n'était pas, une femme, cause du nom, inhabituel, de la voix, haut perchée, et de fait, ni grave, ni virile. Premier charme.

Autre atout : séduction, la l'interieur, un feu, coquetteries lointaines, regard, une in-soumission chronique, presque taillonne, du business de variété. Un pied dedans, un pied dehors : un jour, grande scène des Francofolies de Rochelle, temple de la défense des quotas francophones, un autre, un duo en

espagnol, l'Argentine Mercedes Sosa, qui l'adore - il le lui rend bien, mais souhaiterait sans doute, comme tous, que dernière abandonne la modernisation au synthétiseur. Fernandez, arrivé à Lyon, Barcelone, évidemment parti du la nouvelle Espagne, l'Amérique latine, afin de retrouver racines de s'en affranchir. Il a signé un contrat d'artiste avec maison de disques, EMI, qui le libère de obligations locales en production espagnole. EMI n'était d'ailleurs intéressée par une possible reconversion en chanteur poético-ibérique.

Nilda profite de sa liberté, en vertu de la paramètre ci évoqués, s'intéresse à Federico Garcia Lorca, musicien, poète, résistant encore plus, né environs de Grenade le 16 juin 1898, les balles du franquisme le 19 août 1939.

VOYAGUEUR JOYEUX

Nilda Fernandez a la flamme, chante de la gorge. Il aime Lorca vagabond, celui qui parcourt les espagnoles, s'en fut à New York, s'installe à Madrid ou en Argentine (Castelar 704, titre de l'album, le nom de l'hôtel et le numéro de la chambre où Lorca vécut à Buenos Aires d'octobre 1933 à mars 1934). A propos de Garcia Lorca voyageur, on écoute *Prende de Lorca, Paseando por Espa-*



Nilda Fernandez, Espagnol implanté en France.

no, poèmes chantés mis par Germaine Montero, avec Pedro Soler à la guitare, l'orchestre Salvador Bacarisse (1 CD Le Chant monde/Harmonia Mundi).

Dans ce projet conçu avec le percussionniste Cinelu, le chanteur n'a pas choisi les poèmes les plus évidents, plutôt ceux qui permettent d'y poser la voix de la manière la plus aérienne possible. Il a pris à Lorca des bribes d'émotion, de révoltes, tels *Nana del caballo* (extrait) *Poème du chant profond*, *New York oficina denuncia* (d'un poète New York : « Je dénonce le complot de ces bu- des déserts/ Qui diffusent pas les agones/ Qui effacent d'un trait les programmes de la forêt/ Et je m'offre en pâture aux vaches/ Entassez/ Lorsque leurs cris emplissent le val/ Où l'Hudson s'enivre d'huile. » Poèmes d'amour (*Gacela del mercado matutino*), de danse, de musique, de voyoucratie joyeuse (*Chanson*) « Marquita » s'enchâinait par lien musical des mots.

Garcia Lorca aimait le flamenco, mais pas seulement. Il était andalou, mais surtout espagnol, universel. Il jouait du piano, aimait les chanteuses populaires, la belle musique, Nilda Fernandez l'interprète sans grandiloquence. Il l'a fait pour Jorge Luis Borges fin 1998 dans la capitale argentine. Il a composé des musiques qui évoquent fois encore l'esprit du voyage, belles mélodies charpentées trop farouches. Mino Cinelu percussions, Lucho Gonzales, un proche de Mercedes Sosa, à la guitare sud-américaine, Tomatito à la guitare flamenco. Jo- troupe que celle-ci. Une ligne de basse (Gilles Coquard dans *New York*), peu de cubanité (*Son de negros en Cuba*), quelques castagnettes, la peine. « Quelle épingle de coctus bief assassine ton cristal ? » (*Poemas sueltos*), écrivait Lorca.

Véronique Mortaigne

« Castelar 704, 1 CD La Nina 11259. Distribué par Musidisc.

SÉLECTION DISQUES

FAZIL SAY

Plano
Œuvres de Bach-Liszt et Bach-Busoni.

Fazil Say est un pianiste qui anime en permanence relation avec l'auditeur. Combien ou frustré par des propositions originales, l'écoute ne court jamais le risque de verser dans une passivité engendrée par l'extase ou l'indifférence. Après Mozart ébouriffant, le jeune Turc présente dans son second CD un Bach aux allures de mutant. L'extension le mot-clé de ce programme qui réunit des ou cantor de Leipzig paraît un abaissement (des pratiques des clavecinistes français ou des violonistes italiens) puis, son tour, une source (à laquelle viennent s'abreuver Liszt et Busoni). La *Suite française* révèle un interprète qui prend ingénument au jeu d'une écriture encore fraîche ses doigts. Le *Concerto italien* tourne au contraire la parade rayonnante. Ici Fazil Say affiche de la cohérence. Beaucoup moins dans les transcriptions qui viennent ensuite, mais leurs (surtout Busoni) s'en sont-ils eux-mêmes soucié ? Monté sur coussins d'air, le *Prelude et Fugue* : la mineur donne l'impression de jouer avec les époques. Séquentielle et convulsive au possible, la *Chaconne* ré mineur part dans tous les sens d'une lecture seulement légitimée par l'intensité ou le vide de l'instant. L'ensemble confère donc à Fazil Say le statut d'interprète plus authentique que fidèle.

1 CD Warner Classics 3984261 242.

CONCERTI POUR LUTH

Œuvres de Fasch, Haydn, Kohaut et Hagen

Hopkinson (violin), David Plantier (violoncelle), David Courvoisier (viola), Roel Dieltiens (violoncelle)

Faut-il boudier plaisir prétexte que la littérature pour le luth tient davantage, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, de la survivance que l'innovation ? Composé pour mai du luth à la Cité de la musique, ce programme élégant, à peine aménagé - la séduisante pièce - Fasch était initialement destinée au hautbois, d'un charme défaut. Auteur virtuose de cadences dignes de Sylvius Leopold Weiss, Hopkinson Smith défend avec générosité

un répertoire qui n'est pas essentiel, mais dont la vivacité et la fraîcheur sont rendues par ses partenaires, en une vision chambriste précieuse.

Philippe-Jean Catinchi
1 CD Auteuil E 8641

STEVE COLEMAN

The Sonic Language of Myth

La musique Steve Coleman puise, depuis vingt ans, dans divers codes du jazz, dans les musiques du bassin caribéen, de l'Afrique de l'Ouest, et passe, du point de vue rythmique, par le funk et ses évolutions. Aussi cohérent et repéré soit-il, cet univers musical surprend à chaque nouvelle étape par l'indus créatif que le saxophoniste chicaguois transmet à ses musiciens, sa formation (Five Elements et invités, dont Coltrane, Ralph Alessi, Regg Washington), par la science de l'écriture. Dans *The Sonic Language of Myth*, Coleman se concentre un quatuor à cordes, déjà présent dans un précédent enregistrement, à des voix. Le quatuor n'est restreint à un rôle de supplément harmonique, mais considéré un instrument indépendant ; les voix mêlent la vocalisation le de la parole quotidienne. Sans s'interdire de possibles ruptures

de tons, Steve Coleman sur fluidité orchestrale au travers de parties improvisées collective. Il fait en géomètre et compositeur savant, sans perdre de vue l'émotion et le de soi.

Sylvain Skiller
1 CD RCA Victor 74412. Distribué par BMG.

ROOTS MANUVA

Brand New Second Hand

Concurrencé les musiques carabées et la club culture, le hip-hop n'a jamais vraiment pris souche en Grande-Bretagne. Mais fondu à d'autres ingrédients, il a paradoxalement d'une invention formelle qui fait, ces temps-ci, cruellement à la masse très conservatrice rap américain. Après les trouvailles des Stereo MC's, Massive Attack ou de Christian, Roots Manuva rénove le genre avec brio. Produit par Big Dada, l'un des sous-labels de Ninja Tune, l'une des entreprises les plus audacieuses des signaux électroniques, Anglais d'origine jamaïcaine manie une grosse voix sensuelle, une nonchalance menaçante oscillant rap et reggae. Mais aux clichés - scratches, breakbeats, riddims... - de ces styles respectifs, le jeune homme préfère un voyage étrange aux confins du et des expériences synthétiques. d'une épaisseur tropicale, beats asymétriques, effets électroniques s'échappant en bouffées aé-

riennes, choc grinçant à flet l'guide... *Brand New Second Hand* autant qu'il étonne.

Stéphane Davet
1 CD Big Dada/Ninja Tune 11259. Distribué par PIAS.

MASSACRE

Funny Valentine

Institué en trio fondateur du free rock blanc à vocation bruiteuse, Massacre, soit Fred Frith (guitare), Bill Laswell (basse électrique) et Charles Hayward (batterie), a conservé la naïveté enchantée de ses premiers fracas communs. Les morceaux sont - à l'exception de *Ladder* - courts, bâtis autour de quelques idées, ritournelles rythmiques et mélodiques simples. *Massacre*, c'est un peu rencontre du blues psychédélique de Jimi Hendrix (*South Orange Sunset*) et de toutes les filles du hard rock (*Talk Radio*). Un résultat détonant, qui échappe à la banalité ou à l'amoncellement de références grâce à trois musiciens solistes compositeurs de l'instant, improvisateurs virtuoses qui se surprennent, se provoquent et s'amusent. La musique improvisée, si plate lorsqu'elle blotie dans sa seule représentation (comme le néo-bop, le néo-swing, etc.), prend là une bonne secousse.

S. Si.
1 CD Tzadik 11259. Distribué par Cuneiform International.

DÉPÊCHES

■ CHANSON : Luz Casal, chanteuse espagnole, au public français grâce à la chanson du générique du film *Talons aiguilles*, de Pedro Almodovar, a obtenu un disque d'or pour les en France son dernier album (*Luz Casal*, un florilège, Epic).

■ JAZZ : Les *Double Six*, vocal fondé en 1959 par la chanteuse Mimi Perrin, reviennent dans l'actualité la réédition, chez BMG, compact-disc leurs deux premiers disques. Le premier, paru en 1959, consacré compositions Quincy Jones ; le deuxième emprunte au répertoire Count Basie, Duke Ellington, Gerry Mulligan. Un thème inédit de dix minutes figure sur cette réédition, qui avait déjà été réalisée au début des années 80 pour un label indépendant français.

■ MUSIQUES DU MONDE : les *Nouvelles Calédoniennes*, publiées Nouvelle-Calédonie, horizons pacifiques, d'Anne Pitiot, portrait socio-politique l'archipel, accompagné d'un disque réalisé par RFI et les Studios Mangrove. Les titres de compilation inédite présentent groupes-phares du kanaka, la musique moderne des Canaques (288 p., un CD, F, 18,30 €).

■ Virgin lance *Arabian Mass*, collection consacrée aux grands noms musique arabe (Fairuz, Oum Kalsoum, Nagat, Ka- zeem El Saher...). Une compilation regroupant de interprètes des compositions d'autres légendes (Abdoud AbdelAal, Mohammed Abdu, Assalah, Halim Hafez, Warda...) paraît simultanément.

■ ROCK : après *Berlin*, grand du producteur Ezrin en 1973, c'est du disque *Transformer* d'être (RCA-BMG), bénéficiant d'une remasterisation des originales d'un documenté. Le disque, paru 1972, produit par Bowie, découvre au grand public chanteur guitariste américain, créateur du Velvet Underground, avec succès d'un de ses titres, *On the Side*.

BRIGITTE FONTAINE

Morceaux de choix

Et voilà qu'elle est habillée de blanc, elle, papillon de nuit, de robe vêtue depuis la nuit des temps, elle la Fontaine, la Brigitte. Comme à la radio, du *Nougat* et de *La Belle Abandonnée* ! blanc ! Cristalline, en robe de neige (Issey Miyake) ! Il y a une explication : c'est son premier best of pour vrai - florilège, dit-on en français - avec de l'ancien (*Cet enfant que je t'avais fait*, en duo avec le jeune Higelin) du neuf (*Ah que la vie est belle*), quand la techno a déjà fait son entrée naturelle dans l'univers curieux de Brigitte Fontaine, qui avait eu le talent d'y accueillir l'Art Ensemble of Chicago. Dans ces dix-huit titres en désordre qui millitent pour le désordre, il y a la reprise de *Caravan* paru dans l'album collectif *Jazz à Saint-Germain* (musique d'Ellington, paroles de Fontaine la Bretonne, qui transposent les chameaux au Mont-Saint-Michel). Cet album place sous l'empire du goût et comporte un inédit, cerise, rouge les morceaux de choix du boucher, sur le gâteau : *Dressing*, un catalogue des fringues possibles, « robe coquelicot, seline aux chevilles, médiéval canco, à la couleur vanille... tous, tous, me les faut tous, habits d'hiver, d'été, tous, les faut tous », sur un tempo techno-orientaliste.

1 CD Virgin 7243 99117 28.

BURNING SPEAR

Resistance

Afro-jamaïcain, figure de proue du reggae, Burning Spear n'a jamais désarmé, ni dans sa résistance aux diktats de Babylon la blanche ni dans sa défense d'un unitaire, militant de Jah de Marcus Garvey, douceurs l'herbe et de l'égalité entre frères humains. Paru en 1986, *Resistance* affichait encore une naïveté que les notrices des mélanges anglo-jamaïcains, le trip-hop ou la jungle rendraient aujourd'hui impensable. Mais c'est d'impudeur frontale, rythmée par les coupures dantes du reggae, qui fait l'incommensurable charme de cette musique qui inspira 40. Enveloppé d'un blues très urbain, l'appel des montagnes de la nature, l'envie de la dévotion et du retour à soi n'empêchent guère le plaisir. Fraicheur moralité politique sont dans le même bateau de l'écoumisme.

1 CD Musidisc 123042.

Les meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
FRANCIS CABREL	E	Hors saison	COLUMBIA
ANDREA BOCELLI	8		POLYDOR
AXELLE RED	1	Toujours moi	VIRGIN
FONKY FAMILY	E	Hors saison, vol. 1	SMALL
LARA FABIAN	2		POLYDOR
MANAU	1		POLYDOR
MANU CHAO	1		VIRGIN
THE CORRS	1	Talk on	ATLANTIC
DIVERS ARTISTES	6	Notre-Dame Paris (intégrale)	POMME/SONY
FREEMAN	7	L'Palais de justice	DELABEL

E = Nouvelle entrée du classement. Les entrées en italique ont obtenu par le classement de la semaine précédente.

Deux millions et demi de 50-médi soir sur la Terre, et combien Hors Saison, déjà 1 ? Francis Cabrel s'installe au sommet, en La Fonky Family, qui entre à la 4^e place, fait de l'air. Timidement arrivé à la 24^e place, l'album de Tim Elton John ne fait tomber l'acheteur à la 1^{re} place. Racines, l'album du collectif franco-congolais Bisso na Bisso (12^e), il préfère le single *Bisso na Bisso*, 4^e dans une catégorie où la chanteuse Larusso garde la primeur. Dans les albums encore, on remarquera la remon- de la 62^e place à la 20^e d'intemporel du joueur de flûte de Pan Georgeo Zamfir, mou- blable dans la musique du film *Le Grand Blond avec une chaussure noire*, d'Yves Robert.

هكذا من الأصل

BOX MAN

FAUDEL Baïda 105 F

Prix TTC valable jusqu'au 30/05/99. Hors frais d'expédition.

www.boxman.fr

www-boxman-fr

Quand Cendrillon préfère la Fée au Prince charmant

Jean-Christophe Maillot et les Ballets de Monte-Carlo donnent une version très œdipienne du conte

Depuis 1993, Jean-Christophe Maillot, qui monte aujourd'hui *Cendrillon*, dirige les Ballets de Monte-Carlo, succédant à ceux qui se sont effor-

cés de rendre à la compagnie son prestige : celui des Ballets russes de Monte-Carlo de Diaghilev (1926-1929), repris jusqu'en 1939 par René Blum

et le colonel de Basil ; du Nouveau Ballet de Monte-Carlo, d'abord avec Serge Lifar (1945-1947) puis avec le marquis de Cuevas (1947-1950).

CENDRILLON, de Jean-Christophe Maillot par les Ballets de Monte-Carlo. Ernest Pignon-Ernest (scénographie), Jérôme Kaplan (costumes), Dominique Drillot (lumière). Serge Prokofiev (Musique). Prochaines représentations : les 9 et 10 avril à 20 h 30, au Théâtre de la Ville, Paris. 160 F (24,39 €), TR 125 F (19,05 €). Tél. : 01-30-96-99-00.

MONTE-CARLO

de notre envoyée spéciale
Le directeur des Ballets de Monte-Carlo a le crâne rasé, et habille ses danseurs de costumes très modernes, pour que « ses enfants ne croient pas qu'il s'agit d'un conte de fées ». Il s'appelle Jean-Christophe Maillot. Il a quarante ans en l'an 2000. En 1993, la princesse Caroline de Monaco lui proposait de quitter le Centre chorégraphique de Tours afin de prendre la tête d'une compagnie à laquelle, depuis 1985, le couple Pierre-Lacoste-Gisèle Thesmar puis Jean-Yves Esquerre

ont rendu. Il a accepté. Mais il n'est pas d'antan. Mieux vaut être costaud pour assumer la succession. Jean-Christophe Maillot, en même temps, a travaillé personnellement pour le ballet de cinquante danseurs (budget : 36 millions de francs, des studios de répétition tout neufs) un répertoire contemporain où les noms de Karole Armitage, Nacho Duato, Ek, Forsythe, John Neumeier, Angelin Preljocaj viennent s'inscrire auprès de ceux de Fokine, Massine, Balanchine... Pas étonnant pour deux sous par ce panthéon chorégraphique, le Tourangeau, arrivé avec toute son équipe, s'offre aujourd'hui le luxe d'une *Cendrillon* où l'histoire est visiblement plus enviable de se faire la belle avec la Fée qu'avec le Prince charmant.

Bien sûr, Coppieters (la Fée) possède cette présence en scène qui ne se discute pas. Pas besoin de baguette magique. Figure maternelle pour Cendrillon Porphyria ? La sensualité autoritaire fait tourner toutes les têtes. Le peintre Ernest Pignon-Ernest a imaginé une scénographie formée d'immenses pages blanches sur lesquelles s'impriment des écritures de grimoires, des morceaux rouges et oranges festes

de l'Opéra de Monte-Carlo (construit par Charles Garnier). Une seule feuille blanche : *Maillot en blanc*. Au prochain chorégraphiste ? Les panneaux blancs simulent tout de suite le navire. Le vent souffle sur cette *Cendrillon* de la Fée. D'ailleurs les personnages portent des vêtements blancs, plus qu'à une Fée fermée sur son intrigue (Cendrillon-souffleur-princesse), le ballet s'ouvre à toute la symbolique du conte.

TROUBLES RELATIONS

Chaque personnage est bien identifié, il possède son double, ou sa caricature. Les personnages qui unissent tout ce petit monde sont extrêmement troubles, tant chacun est tenu par le désir de trouver chaussure à son pied. La pantoufle et la fée sont donc les deux pivots de l'action. Quand le rideau se lève, on croit que le bal est fini, qu'on entre dans une sorte d'après-Cendrillon, une suite à l'épilogue. Ils furent heureux et eurent beaucoup d'enfants. En fait, l'histoire (Aurélien Schaffer) est en train de révéler ce qui se passe. Cendrillon dans Cendrillon. La jeune fille incarne le

point focal où se réfléchissent les passions ; elle est semblable à une de ces feuilles d'aluminium du décor qui reflètent des bribes de corps, de jambes. Labyrinthe optique dans lequel on aime se sentir perdu comme le Petit Poucet, avec tantôt cette impression d'être dans *Roméo et Juliette* quand le prince s'amuse avec les quatre surintendants des plaisirs, tantôt dans *Peau d'Âne* quand, à la fin, vêtue d'une robe en fils de lune, Cendrillon grimpe, au bras de son Prince, les marches d'un escalier qui ne mène nulle part.

Le parti pris de cette « relecture », très vivante, moderne, dans le style des familles recomposées actuelles, où on ne sait plus qui est qui, intéresse plus que l'écriture de la danse elle-même, jamais instantanée. Maillot est un visuel. D'où l'importance des costumes pleins d'imagination. Masques, coiffes, bijoux du Moyen Âge, entre l'écume et le bellet, tous à la queue retroussée façon scorpion, accentuent une cruauté, un désir de sexe, qui ne sont plus, loin de là, du seul ressort des sœurs et de leur gentillesse.

Dominique Frotard

Sandrine Piau a mis les cœurs à genou au Théâtre des Champs-Élysées

GIULIO CESARE, de George Frideric Handel (version de concert), avec Sara Mingardo (contralto), Sandrine Piau (soprano), Hilary Summers (contralto), Brigitte Baileys (soprano), Laura Polverelli (mésopran), Roberto Scattini (ténor), Robert Expert (contre-ténor), Laurent Slaars (baryton), les Chœurs lyriques, Christophe Roussel (direction). THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, le 6 avril.

On ne dira jamais assez à quel point Handel comptait en 1724 avec *Giulio Cesare* un chef-d'œuvre. L'ouverture fine et incisive, la direction de Christophe Roussel, tout en nuances, donnera à chaque contour sa juste place, la chaque couleur sa juste valeur. Sans doute se surprendra-t-on à espérer parfois le ne sais

quelle bouffée plus exaltée, quelle palpation davantage consentie.

Deux partis s'affrontent, quatre protagonistes dans chaque camp. Dans celui de Rome, Cornelia, la veuve de Pompée, et son fils Sesto. Laura Polverelli donne à Cornelia une dignité sans faille. Vols bien timbrés et technique servent une sensibilité à rien théâtrale, mais qui se libère peu à peu au fur et à mesure qu'elle lève les yeux de la partition. Le Sesto de Brigitte Baileys, d'une grande véhémence, est crédible même si ses élans mettent parfois l'intonation en péril. Proche de l'empereur Cesare, le tribun Curio, qu'incarne avec pertinence le baryton Laurent Slaars.

Dans le camp égyptien, Tolomeo, frère et rival de Cleopâtre, flanqué d'Adriana, son conseiller. Abonnée aux *arias di fuoco* de Tolomeo, Hilary Summers témoigne d'une belle

vaillance au dépit d'un timbre sourd qu'elle compense dans les répliques. Quant à Roberto Scattini (qui excelle lui aussi dans les rôles de l'opéra-bouffe), son *Adriana* a tout à fait à résister aux tentatives de l'opéra-bouffe. Au milieu de Cleopâtre, le *Giulio Cesare* confie à Robert Expert : une voix moins condensée qu'il n'y paraît de prime abord, souple et ductile.

CÉSAR VASSAL DE CLEOPÂTRE

Pour le rôle-titre, la chaude densité du timbre de Sara Mingardo, le poil impeccable d'une technique du son : nombre méditation à l'évocation des mœurs de Pompée, ruse chasseresse dans l'air avec cet obligé, défilé de grande classe dans l'aria torréfiée et vengance du *romanzo*. Elle regrette simplement ce soupçon de retenue, ce retrait de la ferveur qui freine l'identification dramatique et réduit Cesare au

rang de vassal face à Sandrine Piau, reine d'Égypte et, incontestablement, de la soirée.

Dès son « *Non sperar, chi sa?* », on est sous le charme : tant d'aisance et de simplicité, de perfection vocale et stylistique. Sa déclaration d'amour à Cesare (« *Vedrai, pupilla* ») met tous les cœurs à genoux, tandis que se dessine avec le *lamento* « *Se pietà di me non senti* » le même deuil. Il faudrait tout citer, de l'air de bravoure « *Da tempeste il legno infranto* » au *Plangere la sorte mia* chanté à fleur de peau. Les poignants ariettes à Nitro avant la salvation par l'impératrice et le délicat duo d'amour qui s'ensuit (« *Coro! Bello!* ») attendent encore les qualités d'une interprète qui a mérité mardi soir tous les lauders de César.

Marie-Aude Roux

La démesure de Ger Lataster

INSTITUT NÉERLANDAIS, 121, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 01-44-64-11-50. Tous les jours, de 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 2 mai. **EXPOSITION KIRON** (œuvres récentes), 10, rue de la Vierge, 75011 Paris. Tél. : 01-44-64-11-50. Jusqu'au 1er mai.

Ger Lataster est un peintre comme il n'y en a plus, il ne peut-être qu'expressionniste plus ou moins abstrait. Un peintre houleux qui a le sens de la couleur. A Paris, on l'a oublié, qu'il y a eu reconnu tout premier lieu grâce à la galerie Facchetti qui, dans les années 60 et au début des années 70, présentait régulièrement ses œuvres. Dans son pays, les Pays-Bas, où William Sandberg, le directeur du Stedelijk Museum d'Amsterdam, l'a fait découvrir, il est célèbre, et reconnu au point que lui a été confié, il y a une dizaine d'années, la réalisation d'un plafond monumental du *Stedelijk Museum* d'Amsterdam.

Né en 1920 dans un petit village, il avait appris le métier de peintre en bâtiment, mais suivait autant que possible l'école des arts appliqués de Maastricht. Puis il est entré à l'Académie des Beaux-Arts d'Amsterdam. Ses débuts sont modestes, figuratifs, disciplinés. Mais au fil des années 50, son besoin d'expression immédiate, plus sauvage, l'emporte. Par ses *tableaux* d'ailleurs, il se rapproche des artistes de Cobra (de Jörn il s'était pris au sérieux), mais il n'épouse pas leur *bariolé*. Son souffle est plus dramatique,

plus romantique, plus désespéré. C'est au fond toujours la même histoire : tourments humains, aspirations, catastrophes, que l'artiste développe, en un mode d'expression lyrique et abstrait, mais non dépourvu de signes reconnaissables de la réalité de la vie quotidienne ou de l'Histoire. Il ne quitte pas rare de le voir associer un plat de fruits à quelque spectacle de la nature ou de l'histoire.

PAROUT SENSUEL

L'exposition de l'Institut néerlandais est un choix de peintures de tous les époques, dont nombre de très grands formats, en polychromes, qui marquent les plaques des grands maîtres. Elles y sont bien, nullement anachroniques, sans doute parce qu'elles ont l'exubérance baroque de la grande peinture baroque et un rien de l'emphase de ses drapés.

Les salles du sous-sol, vides aux heures les plus anciennes et de dimensions plus modestes, présentent aussi des œuvres qui mêlent allègrement violence et lascivité. La sensualité y partait chez Lataster, dans les citrons comme dans les tempêtes, dans ce qui ressemble à l'alle noire d'un ange, dans les *tableaux* de même dans les *tableaux* profonds et faibles et des gouffres d'angoisse. Volupté de la peinture qui mène la danse. Une danse de mort bien sûr.

Geneviève Breerette

La flamme glacée d'Hedda Gabler au Théâtre de l'Est parisien

HEDDA GABLER, de Henrik Ibsen. Mise en scène de Philippe Delbart, Bruno Fleury, Alain Castré, Olga Grumberg, Aurélie Rusterholtz. THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN, 159, avenue Gambetta, Paris 19. Tél. : 01-44-34-30-44. M. Pelletier. 75 F à 140 F (11,43 € à 21,34 €). Durée : 2 h 10. Mardi, mercredi et samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 h ; jusqu'au 15 avril.

Un fond de Jorj norvégien. Matin indistinct. Salon bourgeois, d'époque indéfinissable, mais les baies ouvrent sur de hautes montagnes qui s'élèvent à pic dans l'eau. Abysses sous-marins suggérées par les lignes d'horizon. Désir d'ascension, effet de domination. A l'intérieur, dans un enfermement presque expérimental, une microcosme se meurt. Les hommes paraissent captés par une seule lumière, flamme glacée qui les brûle, émise, comme malgré elle, par Hedda Gabler (Aurélien Rusterholtz), porteuse des espérances de chacun – hors les siennes. Une « *torture* », dira Ibsen, que femme toujours trop droite, supplantée par « l'absence d'un but à la vie ». Jeune Hedda à un charisme dont le regard ne s'emboue que devant les livres, Jorj Tesman (Philippe Delbart), Hedda se consume pour le génie dissolu qu'elle a déifié autrefois en un duel à mort : Eljert Løvborg (Bruno Fleury). Cette fois, ils vont rejouer la scène, autre-

ment, et la Fée jetée au feu ne laissera que des cendres.

Vie de province : nuits de défiance au punch entre Hedda et ses petits matins au bordel. Hedda, légèrement somnambule, de personnages s'avançant à tâtons, cherchant une faille qui ouvrirait vers une autre vie. Hedda Gabler vit dans l'espoir d'un ébranlement. Elle y met en jeu sa vie et celle d'autres. Elle exige un geste plus marquant, plus profondément digne que l'absence de l'absence.

Qu'il s'agisse et même détruisse celle-ci prouverait sa supériorité. Elle est prête à la bassesse pour connaître sa « *travie* ». S'il advient « *un acte qui brade de la pureté* ». Est-ce dans l'atmosphère ? Est-ce dans cet acte de la jeune femme (« *Quel est ce que je touche, la vulgarité et la pureté s'en croisent, comme une flamme glacée* ») ? Ibsen semble ici rejoindre Tchekhov. « *Cinq tonnes d'amour* », disait Tchekhov. « *Mouette* ». « *Cinq tonnes de mort* », aurait pu dire Ibsen. Hedda, à la sobriété de sa mise en scène, à la précision de sa direction d'acteurs, à son refus d'ajouter du noir au noir. Hedda, d'authentiques revolvers sont là, dans un coffre précieux, à portée de main.

Jean-Louis Perrier

SORTIR

SAINT-ETIENNE

Giacometti, de Beaubourg à Saint-Etienne. Les Giacometti du Centre Pompidou sont à Saint-Etienne. Tous. Soit quatre-vingts numéros : trente sculptures, quatre peintures, une trentaine de dessins et huit objets décoratifs. L'ensemble est conséquent, le deuxième au monde après celui de la Fondation de Zurich. On ne saurait parler pour autant de rétrospective. Il y a trop de manques pour cela, notamment pour la période de l'après-guerre qui a fait la célébrité du sculpteur. Celle-ci n'est illustrée

que par quelques tirages en bronze, une seule femme. Venice, pas de Forêt, pas de Clairière non plus. En revanche, l'exposition exhaustive de la collection permet de voir comme jamais le Giacometti insolite des années surréalistes, celui des *Objets désagréables*, ou de femme égarée, et nombre d'œuvres, plates originales et dessins, qui sortent rarement des réserves. Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 04-77-79-52-52. Tous les jours, 10 heures à 18 heures. Entrée : 10 F. Jusqu'au 11 juin.

NANTERRE
Nikolai Gogol / Matthieu Langhoff
L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
"C'est cru, violent et drôle." Les Inrockuptibles
"Stimulant, bourre de clins d'œil et de cocasserie." L'Express
"Matthieu Langhoff sait l'art de maintenir en éveil." On en sort KO. Télérama
ACTUELLEMENT / 01 46 14 70 00

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Escapade rouge de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 30). Vues de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 30). Le Quartier latin, 3e (01-43-26-84-65).

FESTIVALS CINÉMA

ABBEVILLE 3e Festival du film de l'ouest. Le festival rend hommage au monde onthologique en présentant les meilleurs documentaires du cinéma animalier. Des expositions, des activités pédagogiques, des sorties nature pour découvrir l'univers secret de l'ouest complètent la programmation de cette manifestation répartie dans la baie de Somme. 30, rue de la République, 80142 Abbeville. Du 10 au 18 avril. Tél. : 03-22-24-02-02.

TROUVI SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Jeune peinture 1999. Espace Officieux, 29-31, rue de la République, Paris-7e. M. Alma-Marceau. Tél. : 01-44-18-42-65. De 11 heures à 21 heures. Du 9 au 18 avril. 25 F et 10 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de location par place). Plus de la moitié des places à la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. **Touring-Musée** De Jean-François Peyret et Marie-Béatrice, mise en scène des auteurs. Une comédie britannique qui pendant la seconde guerre mondiale parvient à décrypter les codes chiffrés que les Allemands envoyaient à leurs sous-marins. **Maison de la culture**, 1, boulevard Lénine, 92 Bobigny. M. Bobigny - Pablo Picasso. Le 9 avril à 21 heures. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 18 avril. **Dance Makishi** (Zimbabwe) Les danses masquées des peuples du Zimbabwe. Le 9 avril, du 3e festival de l'imagination. **Musée d'Art et d'Art d'Afrique** d'Océanie, 293, rue Daumesnil, Paris-12e. M. Porte-Dorée. Les 9 et 10 avril, à 20 h 30 ; le 11, à 18 heures. Tél. : 01-45-44-72-30. **Compagnie Bouvier-Obadia** (chorégraphie). Une œuvre de la compagnie Bouvier-Obadia. **Le Jazz Club**, 7, rue Saint-Benoît, Paris-4e. M. Saint-Germain-des-Prés. Le 10 avril, à 22 h 30. Tél. : 01-42-61-13-13. **RESERVEZ VOS PLACES**

Pina Bausch Masurka Fogo (chorégraphie, création). Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Du 24 avril au 5 mai. Tél. : 01-42-74-11-11. 140 F et 10 F. **Ernesto Tito Puente** Morning, 7-9, rue des Peintres-Ecarts, Paris-10e. Le 10 avril. Tél. : 01-45-25-51-41. De 110 F à 130 F. **Sunset**, 60, rue des Lombards, Paris-1e. Les 28 et 29 avril et le 1er mai, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 120 F. **REPRISES JOURS** 11 avril : La Femme gagnée en retard de David Garnett, mise en scène de Jean-Louis Perrier. 12 avril : La Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 100 F. 12 avril : Tropiques de la nuit. 13 avril : Les traditions populaires, 6, rue de la Mahatma, Paris-18e. Tél. : 01-44-17-60-00. 25 F.

La tragédie du K

30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200

201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300

301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400

401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500

501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600

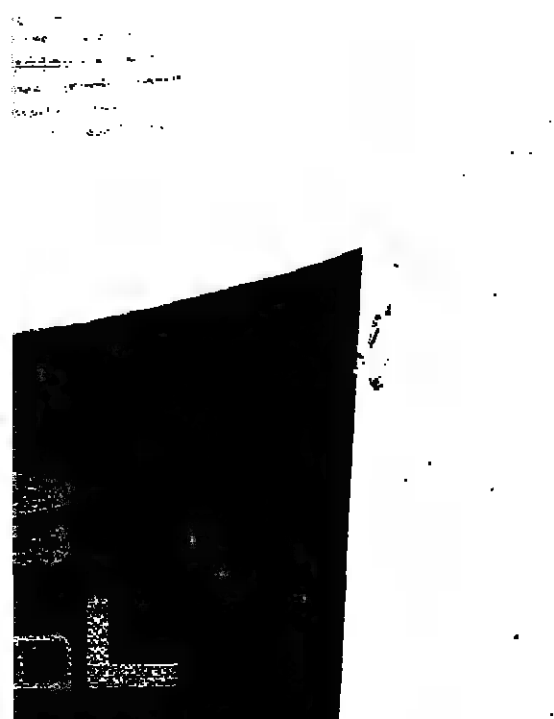
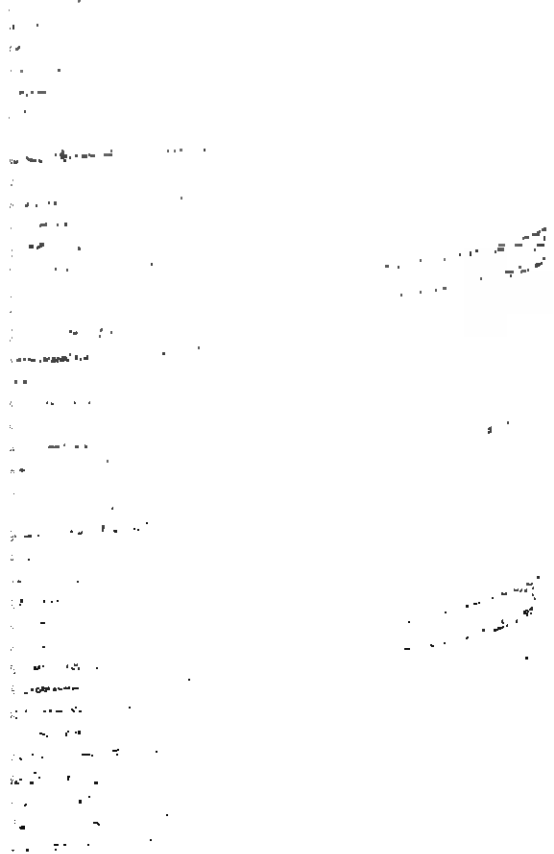
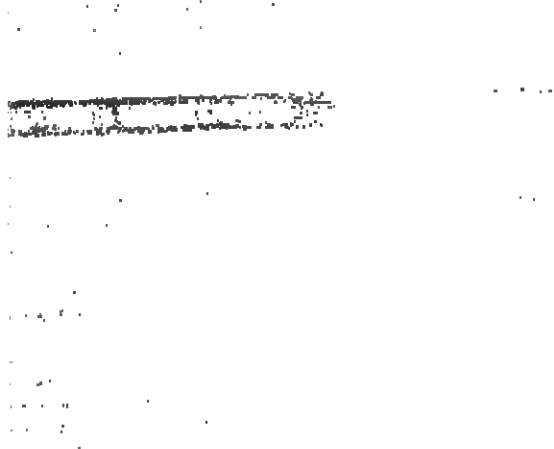
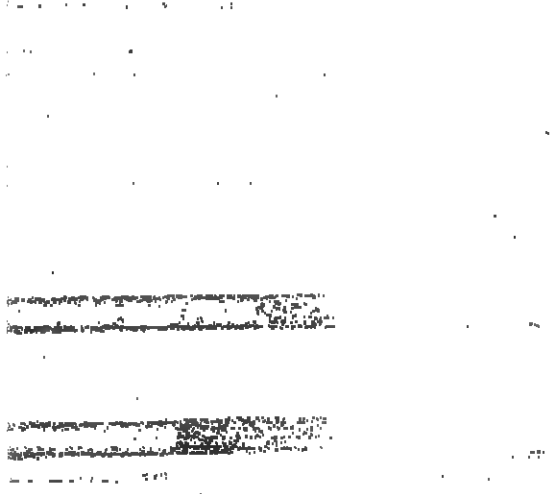
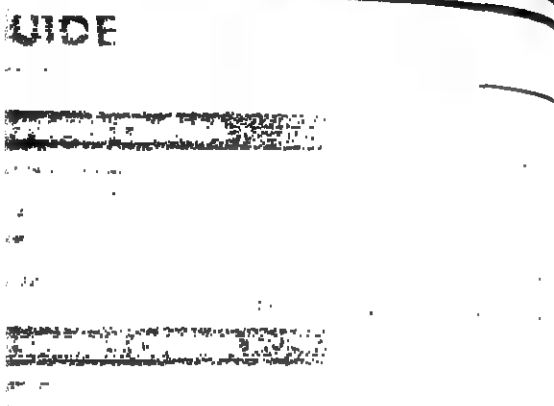
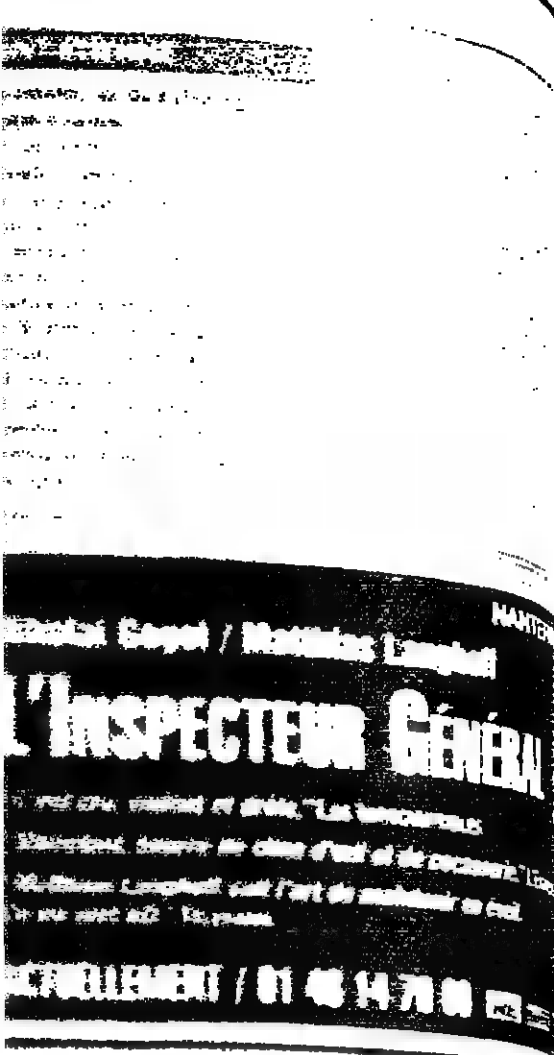
601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700

701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800

801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900

901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000

1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-



KIOSQUE

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

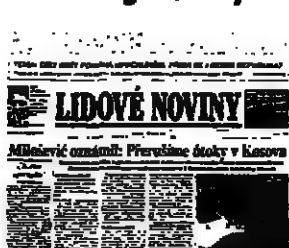
La tragédie du Kosovo rouvre les plaies de l'inconscient tchèque

Le quotidien « Lidové Noviny » compare le nettoyage ethnique à l'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945. Un parallèle gênant pour les dirigeants de Prague, majoritairement opposés aux frappes de l'OTAN

POURQUOI la majorité des responsables politiques tchèques, à l'exception du président Vaclav Havel, de la hiérarchie catholique et de deux petits partis centre droit, ont-ils pris leurs distances – jusqu'à condamner pour certains – les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie ? Cette question taraude les dirigeants de l'Alliance atlantique, que la République tchèque a rejointe officiellement le 12 janvier dernier. Elle perturbe la presse libérale qui, résolument pro-OTAN et en faveur des frappes, tente de s'expliquer l'attitude « honteuse » du gouvernement social-démocrate et la « trahison » de l'ex-premier ministre Vaclav Klaus.

Le quotidien *Lidové Noviny*, très critique envers le « pacifisme » des dirigeants praguais, estime que les éléments de réponse gisent dans l'inconscient national, et non dans la mémoire historique à laquelle les opposants à l'action des alliés. L'actuelle tragédie du Kosovo est en effet comparée le plus souvent aux événements du septembre 1938 : le diktat – Slobodan Milosevic a utilisé le même terme pour désigner les événements de Munich – de Munich conclu entre le III^e Reich, la France et l'Angleterre qui, sous prétexte de préserver la paix, avait dépeché la Tchécoslovaquie au profit des Sudètes peuplées majoritairement d'Allemands. « Or l'histoire comparée », affirme l'ex-député et politologue Emanuel Mandler, commentateur attitré du

journal : « Ce fut une tragédie pour la Tchécoslovaquie mais n'était pas un nettoyage ethnique, à la différence de ce que les Serbes font maintenant au Kosovo. » M. Mandler estime plus pertinent le parallèle entre le nettoyage ethnique actuel au Kosovo et l'expulsion des trois millions d'Allemands des Sudètes de Tchécoslovaquie au lendemain de la guerre. « Un climat de nationalisme exacerbé, une grande majorité de Tchèques approuva la vengeance de Munich », de la guerre par l'expulsion des Allemands installés depuis plusieurs siècles. Bohême-Moravie et la confiscation de leurs biens :



« Comme aujourd'hui en Yougoslavie, l'expulsion des Kosovars possible grâce au nationalisme combattif professé par l'immense majorité des Serbes, qui doutent pas de la volonté des Albanais de la priver de leur province historique. »

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Gérard Dupuy Partout en Europe, le même mouvement d'opinion se fait jour : une approbation mesurée, voire une approbation enthousiaste. Chirac et Jospin l'ont compris, chacun dans son registre, en défendant leur politique de la manière la moins tonitruante possible. (...) Rares sont l'histoire un tel événement de puissance militaire aura été justifié de façon moins va-t-en-guerre. A écouter Jospin, on se souvenait de la vieille maxime : la seule façon morale de mener la guerre, c'est de la mener sans l'aimer, voire de la détester. Cela n'empêche pas de devoir la faire aussi de la manière la plus efficace. Sur ce point, le ministre français a été moins convain-

cant. Le succès de la stratégie de frappes aériennes n'est évident qu'il l'a affirmé pour mieux rejeter une intervention au sol.

FRANCE-SOIR

Viviane Thérard Les bombardements sont, chaque jour, plus violents, et l'envoi de troupes au sol paraît inévitable. Combien ? Leur nombre est justifié par l'objectif : restaurer « la paix », comme l'a souligné hier le général Jospin, c'est plus qu'un objectif. Les Kosovars, cela va sans dire, ont subi l'effacement du silence depuis des années sur les Balkans. Une guerre longue, le syndrome de Bagdad, ou le syndrome de Sarajevo, n'ont jamais empêché Saddam Hussein d'être tué.

« Mais c'est peut-être justement l'évidence de ce parallèle qui inconsciemment nous empêche de comparer ces deux actions violentes », et de comprendre les enjeux de la crise yougoslave, suggère-t-il. « Car un nettoyage ethnique est toujours honteux. Or, plus de cinquante ans après, les Tchèques continuent de justifier leur nettoyage ethnique de l'après-guerre. » Ainsi, le refus de désapprouver une page peu glorieuse de leur histoire aveuglerait les dirigeants tchèques, dont le silence sur l'évolution du drame des Albanais du Kosovo est assurément, selon *Lidové Noviny*, le seul journal à

souligner ce gênant parallèle. Ne reculant devant rien, le quotidien en a fait le sujet du traditionnel poisson d'avril. Il a annoncé à la « une » que « des experts serbes étudiaient les techniques optimales d'expulsion de population dans les archives tchèques ». Le journal donna même la parole à un « conseiller » – au nom parodiant le patronyme du chef des communistes tchèques anti-allemands – pro-serbes – qui recommandait de disposer de suffisamment de wagons, avant d'ajouter qu'expulser trois millions de personnes avait été « une tâche plus difficile ».

Martin Plichta

FINANCIAL TIMES

La Banque centrale européenne (BCE) a enfin répondu aux pressions économiques, alors qu'elle avait, jusqu'à présent, résisté par opposition à ces pressions politiques. Ce demi-point de baisse du taux directeur, à 5 %, est extrêmement bienvenu. La BCE n'aurait dû attendre les longs temps de prendre une telle mesure. (...) Le lancement de l'euro, en janvier, est clair que le plus grand risque couru par l'Europe, c'est la déflation, l'inflation. L'Allemagne n'a pas été particulièrement fautive, et elle représente plus que la moitié de l'activité économique de la zone euro. La France est en meilleure situation mais elle connaît aucun signe de la moindre inflation. (...) Il est dommage que les cent jours de l'euro ne puissent être célébrés demain, le même optimisme que celui qui présida à son lancement.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry La BCE donne un argument pécuniaire aux gouvernements européens face aux États-Unis qui les accusent de manquer à leur devoir de thier, leur côté, la croissance mondiale. Mais, étant par ailleurs un alibi monétaire, elle les invite à s'interroger sur les vraies raisons, structurelles, qui font qu'un cercle économique vertueux, l'américain, ne parvient toujours à s'engager sur le Vieux Continent. Fiscalité, protection sociale, marché du travail, les chantiers à ouvrir sont nombreux.

EN VUE

■ L'oncle d'une jeune morte a livré sur-le-champ à la police ghanéenne Alexander Nsiah, thaumaturge qui, jeudi 8 avril, devant une foule rassemblée au cimetière de Nsawam, avait fait déterrer le corps manquant à la résurrection.

■ Depuis que Gerrit-Willem Oberman, pasteur de Stuttgart, a installé dans son église un terminal Eurochèque, la quête a augmenté de 20 %.

■ Le gouvernement indien luttera le viol en proposant aux femmes une prime de 25 000 roupies en cas d'agression sexuelle, contre une cotisation de 15 roupies par an.

■ Le gouvernement égyptien s'apprête à supprimer l'article du code pénal prévoyant l'impunité pour les viols collectifs, l'un des participants épouse la victime.

■ Après une dispute avec son père, jeudi 8 avril, Kiran, jeune Turque d'Odun, près de Siverek, s'est suicidée à la grenade, contrariant un mariage arrangé.

■ Samia Sarwar, en instance de divorce, a consenti de sa famille, morte exécutée, mardi 8 mars, à Lahore. Pour la faire ouvrir la porte à la maison où elle s'était réfugiée, sa mère, accompagnée d'un tueur à gages, l'avait pourant rassurée : « Il me soutient, sans lui je ne peux pas marcher ».

■ Une Saoudienne apprenant que son mari voulait épouser une jeune fille, a récemment porté plainte devant le tribunal islamique de Tabouk le distributeur du Viagra agréé par le royaume.

■ Le gouvernement de Dubaï interdit aux hommes d'insulter l'islam en dansant en *dichdacha*, robe blanche traditionnelle, dans les discothèques de l'émirat.

■ Les services de santé russes veulent interdire la fabrication de l'eau de Cologne, des déodorants, des parfums et des vernis à ongles, pleins d'alcooliques à cours d'argent.

■ Les douaniers moldaves de l'aéroport de Chisinau saisi, jeudi 8 avril, 5 000 pistolets à bord d'un Antonov 32 ukrainien à destination de Sofia.

■ Récemment trois cambrioleurs suisses ont été arrêtés par la police de Zurich, poussant vivement devant eux dans la ville un Caddie rempli de 1 700 cartouches.

■ La lutte mortelle a lieu dès la tombée de la nuit aux environs de Girawa : les charognards ont subi de lourdes pertes, communiquent les autorités éthiopiennes du Hararghe, où six lions et trente hyènes ont déjà succombé dans les combats sanglants que mènent actuellement les bêtes féroces.

Christian Colombani

www.ida.liu.se/%7evaden/communism

Si le Web avait existé au temps de Leonid Brejnev...



Drapeau rouge du travail (49 dollars, 46 €), un badge du KGB (la médaille anniversaire de Gagarine (7 dollars, 6,5 €), visiteurs invités à devenir membres honoraires ou candidats membres du PCUS-Web en apportant des contributions au comité virtuel.

L'une des premières personnes admises à été une chercheuse italienne, pour une biographie de Tchernenko.

Cela dit, l'information est exacte : liens renvoient à nombreux sites fort sérieux, notamment à universités américaines.

Michel Tatu

La cinquième colonne

par Alain Finkielkraut

ELLE S'APPELLE IRINA. Comme vous la décrivez ? Elle est belle. Elle a de grands yeux noirs, des cheveux noirs d'épave, un visage d'opale. Sa voix est douce, à l'ampleur de la houle. Son sourire est rempli d'étoiles tristes. Je l'ai croisée, jeudi soir, alors que, inconsciemment, en civil, j'accompagnais une caméra. France 2 chez les Serbes de Paris. Ils préparaient des colls destinés aux habitants de Belgrade. Elle revenait. On m'a dit qu'elle était pianiste. Elle avait participé, la veille, à un concert de solidarité. Elle parlait de la nécessité d'envoyer là-bas des médicaments. Elle n'y avait pas foule dans le local. Les professionnels de l'humanitaire s'activaient dans l'autre camp. Que faisais-je là ?

Je ne sais pas. J'avais mauvaise conscience. Je me reprochais d'avoir eu l'ironie facile à l'égard des pacifistes de Belgrade qui se

préparent aux Serbes en scène des experts en propagande après avoir manifesté contre eux. « Pourquoi, avais-je écrit, leurs chaînes humaines réduisent-elles la fraternité au chapeau serbe ? Est-il donc si difficile, quand on est serbe, de donner la main à un Albanais ? » Une lectrice parisienne, prénommée Milica, m'avait gentiment répondu : « Il est facile à un Serbe de tendre la main à un Albanais, réciproquement. Mais Les Albanais et les Serbes sont prisonniers de leurs émotions. » Elle m'avait interpellé sur la responsabilité des attenteurs à feu en présence de deux désespérances. Elle avait raison. Comment ne pas désespérer Belgrade quand Belgrade se suicide en faisant corps, contre son gré, sous des bombes, par instinct vital, avec un ennemi ?

Irina a tout dit : deux phrases. Sans remonter à Champ des Merles pour réécrire l'histoire

de ce peuple. Sans revenir sur les injustices faites aux Serbes pour justifier le massacre des Albanais. Sans alimenter le moindre cliché sur la violence pour absoudre l'intolérable. Elle l'a dit : deux phrases qui paraîtront d'une extrême banalité à ceux qui ne veulent pas voir comment les Milosevic assassinent la pensée sous leurs godillots. Elle a dit : « Ce sont des êtres humains comme les autres. Ils sont, eux aussi, des victimes de cette guerre. » Je traduis : si nous sommes des réfugiés albanais, nous sommes tous, aussi, en même temps, des bombardés serbes. Le refus de la désespérance implique la reconnaissance de l'unité humaine, l'affirmation d'autrui en tant que part de soi-même. Je suis un être tout, donc je ne nie personne. Pollen de printemps. Les Milosevic ! Message reçu, Irina. Votre Serbie, on l'aime.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173 francs par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire (RIB) ou de votre chèque.

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173 francs par mois par prélèvement automatique.

Prénoms : _____ Nom : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvement N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : N° 134031 ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

J'autorise l'établissement tireur à mon compte à effectuer sur ce dernier des prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je soussigné(e) _____ déclare :

Je soussigné(e) _____ souscrire provisoirement mon abonnement à partir du _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à l'exception, il y a un dans le chèque.

Pour tout renseignement : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro : 0 800 022 022 (0,99 franc/min)

*Le Monde (ISSN 0000-0000) is published daily 5,902 per copy. "Le Monde" 21, bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France. Abonnements: 002-74 1400 at Champlain N.Y. US, and additional mailing office, POSTMASTER: Send address changes to 173 at N.Y. 10011, Champlain N.Y. 12918-1011. Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL NEWS SERVICE, Inc. 3200 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2902 USA. Tel: 800-467-7676

مكتبة من الأصل

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Brigitte Lahaie, Wayne Kramer, Claude Sérillon. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : Michel Jonasz et Gérard Philipe. France 3

20.05 C'est la vie. Mort subite du sourde-muet : pourquoi lui, pourquoi si vite ? France 3

20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. France 3

22.00 Faut pas rêver. Chine : l'histoire des missionnaires. France : Les clochettes de Laymont. Russie : Paris, Ours. Invité : Thomas Romero. France 3

22.05 Sans aucun doute. Le droit à la différence. TF1

23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. Invité : Emmanuel de Roux, Roland-Pierre Parigot, Jean-Paul Barrière, Henri-François de Bréville, Hélène Leloup, Jean-Michel Mirman, Hubert Duvet. France 3

23.30 Les Dossiers de l'histoire. Hitler-Staline, l'histoire dangereuse (3/5). Face au diable. Jean-François Delassus. France 3

DOCUMENTAIRES

19.40 Monsieur Patel tourne à Bollywood. Planète

20.15 Palettes, Raffaello Sanzio, dit Raphaël, portrait de Baldassare Castiglione. Arte

MAGAZINES

20.35 Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin. (2/5) Les mères. Planète

20.45 Les Celles. (4/5) L'héritage. Histoire

20.45 Vatican. Pie XII. France 3

21.05 Epopee en Amérique, une histoire populaire du Québec. (2/5) Exploitation d'un continent. TV5

21.30 Un autre futur. L'Espagne rouge et noire. (2/4) Sous le signe libertaire. Planète

21.40 Voyage au pays des dieux. (1/3) Jérusalem, une mosaïque de foi. France 3

22.00 Grand format. Made in Germany. Arte

22.10 Toutes les drogues du monde. (4/5) Quel avenir pour les drogues ? France 3

22.10 La Vie d'un homme. Planète

22.30 Affaire Grégory, le roman noir d'un fait divers. Forum Planète

0.50 La Case de l'Orléans Doc. Donia, radioscopie d'un hôpital africain. France 3

MAGAZINES

20.00 Handball. Championnat de France. Montpellier - Denkerque. Eurosport

21.00 Boxe. Championnat de France des super-moyens. Tripp - Mapoula. A Nespoli (Haute-Saône). AB Sport

0.00 Golf. US Masters. Canal +

DANSE

20.45 A Folk Tale. Ballet. Musique d'August Bourmonville. Par le Royal Danish Ballet. Mezzo

MUSIQUE

21.00 The Atlantic Living Legends. Montreux 1993. Muzik

21.55 La Dame de pique. Opéra de Tchaïkovski. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs de Glyndebourne, dir. Andrew Davis. Paris Première

22.00 Sleepers. Barry Levinson (Etats-Unis, 1996, 145 min). Cinéma 1

22.00 Les Granges brûlées. Jean-Claude France, 1979, 100 min). Cinéma 2

22.05 Top Hat. (1935, 100 min). Cinéma 2

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

TÉLÉFILMS

20.50 La Mémoire du cœur. Judith Vogelang. O.

22.10 Le Record. Edwyn Baily. France 3

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. France 3

21.00 X-Files. Mauvais sang. Inconnu. O.

0.30 Star Trek. Deep Space Nine. Les Cardassiens (v.o.). Canal J

1.15 Star Trek. La nouvelle génération. (1/2) La pierre de Gol (v.o.). Canal J

FILMS

FILMS

15.25 No Smoking. Alain Resnais (France, 1993, 150 min). Cinéma 1

16.10 Forever and a Day. René Clément (France, 1956, 110 min). Cinéma 1

19.30 Le Comédien. Sacha Guitry (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

20.30 Les Femmes d'Albi. Bernard Borderie (France, 1954, 110 min). Cinéma 1

21.00 Sleepers. Barry Levinson (Etats-Unis, 1996, 145 min). Cinéma 1

21.00 Les Granges brûlées. Jean-Claude France, 1979, 100 min). Cinéma 2

21.05 Top Hat. (1935, 100 min). Cinéma 2

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

22.10 Les Femmes d'Albi. (1995, 105 min). Cinéma 1

FILMS

1.05 Frances. Grace Kelly, avec Jessica Lange, Sam Shepard (EU, 1982, 115 min). France 2

1.15 Interview. Federico Fellini (France - Italie, 1984, 105 min). Cinéma 1

3.05 Nuit d'été en ville. Maurice Pialat (France, 1990, 115 min). Cinéma 1

FILMS

1.05 Frances. Grace Kelly, avec Jessica Lange, Sam Shepard (EU, 1982, 115 min). France 2

1.15 Interview. Federico Fellini (France - Italie, 1984, 105 min). Cinéma 1

3.05 Nuit d'été en ville. Maurice Pialat (France, 1990, 115 min). Cinéma 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

18.25 Excluse. 19.05 Le Magasin. 20.00 Journal. Métro. 20.50 Attention les enfants regardent. 22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. 0.40 TF1 nuit. Métro. 0.55 Mode la France. (3/5) 1.35 C'est à la dérive. (7/8) O.

FRANCE 2

18.45 Et toi, et deux, et trois. 19.15 1 000 ans vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal. Métro. 20.55 Taratata. 23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. 0.35 Journal. Métro. 1.00 C'est-à-dire. Cycle Stars en miroir. 1.05 Frances. Film. Grace Kelly. (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.45 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. 22.00 Faut pas rêver. 22.05 Météo. Soir 3. 23.30 Les Dossiers de l'histoire. (2/5) Le Cœur de la pique. Mohamed Elia-Mohand. O.

0.50 La Case de l'Orléans Doc. Donia, radioscopie d'un hôpital africain. 1.30 Nocturnales. Jazz à volonte.

TÉLÉVISION

18.25 Excluse. 19.05 Le Magasin. 20.00 Journal. Métro. 20.50 Attention les enfants regardent. 22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. 0.40 TF1 nuit. Métro. 0.55 Mode la France. (3/5) 1.35 C'est à la dérive. (7/8) O.

FRANCE 2

18.45 Et toi, et deux, et trois. 19.15 1 000 ans vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal. Métro. 20.55 Taratata. 23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. 0.35 Journal. Métro. 1.00 C'est-à-dire. Cycle Stars en miroir. 1.05 Frances. Film. Grace Kelly. (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.45 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. 22.00 Faut pas rêver. 22.05 Météo. Soir 3. 23.30 Les Dossiers de l'histoire. (2/5) Le Cœur de la pique. Mohamed Elia-Mohand. O.

0.50 La Case de l'Orléans Doc. Donia, radioscopie d'un hôpital africain. 1.30 Nocturnales. Jazz à volonte.

TÉLÉVISION

18.25 Excluse. 19.05 Le Magasin. 20.00 Journal. Métro. 20.50 Attention les enfants regardent. 22.50 Sans aucun doute. Le droit à la différence. 0.40 TF1 nuit. Métro. 0.55 Mode la France. (3/5) 1.35 C'est à la dérive. (7/8) O.

FRANCE 2

18.45 Et toi, et deux, et trois. 19.15 1 000 ans vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal. Métro. 20.55 Taratata. 23.20 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. 0.35 Journal. Métro. 1.00 C'est-à-dire. Cycle Stars en miroir. 1.05 Frances. Film. Grace Kelly. (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.45 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.55 Thalassa. L'Odyssée du vaisseau spatial. 22.00 Faut pas rêver. 22.05 Météo. Soir 3. 23.30 Les Dossiers de l'histoire. (2/5) Le Cœur de la pique. Mohamed Elia-Mohand. O.

0.50 La Case de l'Orléans Doc. Donia, radioscopie d'un hôpital africain. 1.30 Nocturnales. Jazz à volonte.

TELEVISION

ARTE

18.30 L'Envol. Shikha - dix-sept ans. Elle se destine à la médecine, avec la bénédiction d'un père. Mais, comme tous les enfants des familles immigrées, une divergence générationnelle culturelle met le feu aux poudres. L'Envol, réalisé par Alex Pillai, est un scénario de Tanita Gupta, une femme d'origine indienne, et qui a été couronné par plusieurs prix (en France, en Grande-Bretagne, en ex-URSS).

FRANCE 3

0.50 Donka, radioscopie d'un hôpital africain. Le tableau de la vie quotidienne au sein d'un hôpital universitaire à Conakry (Guinée). Bâtiments vétustes, sous-équipement criant, formation insuffisante... L'état des lieux établi par le documentaire de Thierry Michel est saisissant, mais son film rend justice à la lucidité et au courage des médecins qui se battent pour leur pays.

FRANCE 2

1.15 Frances. Frances Farmer (1914-1970) fut une des actrices les plus importantes de l'indépendance américaine. Elle a été jugée comme une provocatrice, une alcoolique, une droguée... Ce premier film de la collection "Frances" repose sur un scénario de l'actrice elle-même, jusqu'à l'horreur, les événements les plus dramatiques, elle réhabilitait l'excluse. Belle performance de Jessica Lange. En...

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.10 et 17.10 Le Monde. La guerre en Europe. Invité : Régis Debray et Alain Finkielkraut. LCI

23.20 L'Enfer du Goulag. Invité : Yohann Eliger, Victor Fainberg, Pierre Juquin, Cyrille Koupchik, Pierre Rigoulet, Jacques Rost. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Savoir plus santé. Les attaques cérébrales. France 3

14.10 Droit de cité. Le plus beau métier du monde. RTBF 1

14.15 Bouillon de culture. Pillages et trafics des œuvres d'art. TV 5

16.00 Papa, maman et toi. Les accidents domestiques. RTBF 1

16.30 La Magasine. L'histoire. Invité : André Zysberg, Christian Milau, Maurice Lever. Histoire

17.00 Courts particuliers. Mathieu Amalric. Paris Première

17.30 Envoyé spécial. Les années 90. Le vol de l'an 2000. Camp 2300. Invité : Jean-Louis Loubert, Jean-Louis Loubert. Histoire

18.15 Des racines et des ailes. Russie : les naufrages de l'Empire. Le prix de l'excès. Les «Cocoris» Glin. TF1

19.00 T.V.+. Canal +

19.15 Histoire parallèle. Semaine du 10 avril 1949. F-111 et modèles agricoles ? Invité : Joseph Kitzmann. Arte

20.30 Le Club. Sidney Lumet. Cinéma Classique

21.05 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. TV 5

22.15 Envoyé spécial. Kosovo. Récit. Trafic de femmes. Les fous du village. TF1

23.10 Union libre. Canal +

DOCUMENTAIRES

17.25 Les Grandes Expositions. De Rembrandt à Vermeer. France 3

18.15 Chéned de notre temps. David Lynch. Cinéma Classique

18.25 L'Amérique vue du ciel. (1/2). Planète

18.35 Vatican. Pie XII et l'Holocauste. France 3

19.35 Les Grandes Batailles du passé. Gettysburg, 1863. Planète

20.05 Histoire de l'eau. (1/4). Une lutte de tous les jours. France 3

20.10 Au cœur de la vallée. (7/8) La course d'un jour. France 3

20.35 Dancing in the Street. (7/8) Hang On to Yourself. Planète

TELEVISION

CINÉ CLASSICS

13.05 Les Orphelins. Ce film, qui connut un grand succès, l'adaptation d'une pièce d'Adolphe Ennery et Eugène Cormon. Tout en reconstituant avec l'époque pré-révolutionnaire et ses classes sociales, les bas-fonds, Maurice Tourneur a joué la carte du mélodrame. Les rebondissements de l'intrigue tiennent d'autant plus en suspens que tous les personnages paraissent typés et interprétés.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 La Dame de pique. Avant-dernier opéra de Tchaïkovski, La Dame de pique offre une sorte de pendant lyrique à la Symphonie pathétique, car un destin fatal y broie les âmes. L'amour partagé de Lisa, fiancée au prince Etky, d'Hermann, jeune officier sans fortune, ne butte pas sur la question de classe ou d'argent, mais sur la fatalité obscure qu'exerce la grand-mère de la jeune fille sur son amoureux.

ARTE

20.15 100 % kascher. Deux films plus ou moins de l'humour ont fini par s'imposer : l'anglais, sous l'étendard de l'absurde, la juive, sous la bannière de l'autodérision. Arte se penche sur la seconde en programmant La kascher, qui apporte la preuve que l'humour israélien n'est qu'un procède de l'humour juif... non sans brutaliser quelque peu. Tous les samedis, jusqu'au 8...

FILMS

FILMS

13.05 Les Deux Orphelins. Maurice Tourneur (France, 1932, 110 min). Cinéma Classique

14.20 Notre agent à la Hayne. Carol Reed (Grande-Bretagne, 1959, 115 min). Cinéma 1

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

FILMS

16.10 Le Comédien. Sacha Guitry, avec Sacha Guitry, Lina Loria (France, 1947, 110 min). Cinéma 1

17.50 Gwendoline. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma 1

20.15 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Los Angeles. Lulu. (France - Italie, 1956, 100 min). Cinéma Classique

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

23.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned (France, 1984, 90 min). O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

14.00 Flippes. 14.45 Football. Coupe de France. 15.00 Nombres - Gulliver. 15.05 Sous le soleil. 15.30 Bloc-mat. 16.00 Journal. Métro. 16.30 La Forêt. 16.50 Hollywood Night. Sous haute protection. 17.00 Journal. Métro. 17.30 Formula F. 1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tirer. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse. 17.05 Pardonner-moi, je l'ai fait. 17.30 Friends. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Le monde est petit. 19.35 et 20.50 Tirage du Loto. 19.35 Politiquement correct. 20.00 Journal. Métro. 20.35 Les Plus Grands Cabarets du monde. 20.50 Union libre. 0.45 Journal. Métro. 1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

14.00 Couteur pays. 14.20 Questions pour un champion. 14.50 Un livre, un jour. 15.15 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Chéned. 21.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned. 21.30 Dans les pas de... 21.55 Météo. L'Euro, Soir 3. 0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? 0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. (2/2). 1.10 Le Mariage de glace.

TÉLÉVISION

14.00 Flippes. 14.45 Football. Coupe de France. 15.00 Nombres - Gulliver. 15.05 Sous le soleil. 15.30 Bloc-mat. 16.00 Journal. Métro. 16.30 La Forêt. 16.50 Hollywood Night. Sous haute protection. 17.00 Journal. Métro. 17.30 Formula F. 1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tirer. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse. 17.05 Pardonner-moi, je l'ai fait. 17.30 Friends. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Le monde est petit. 19.35 et 20.50 Tirage du Loto. 19.35 Politiquement correct. 20.00 Journal. Métro. 20.35 Les Plus Grands Cabarets du monde. 20.50 Union libre. 0.45 Journal. Métro. 1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

14.00 Couteur pays. 14.20 Questions pour un champion. 14.50 Un livre, un jour. 15.15 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Chéned. 21.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned. 21.30 Dans les pas de... 21.55 Météo. L'Euro, Soir 3. 0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? 0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. (2/2). 1.10 Le Mariage de glace.

TÉLÉVISION

14.00 Flippes. 14.45 Football. Coupe de France. 15.00 Nombres - Gulliver. 15.05 Sous le soleil. 15.30 Bloc-mat. 16.00 Journal. Métro. 16.30 La Forêt. 16.50 Hollywood Night. Sous haute protection. 17.00 Journal. Métro. 17.30 Formula F. 1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tirer. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse. 17.05 Pardonner-moi, je l'ai fait. 17.30 Friends. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Le monde est petit. 19.35 et 20.50 Tirage du Loto. 19.35 Politiquement correct. 20.00 Journal. Métro. 20.35 Les Plus Grands Cabarets du monde. 20.50 Union libre. 0.45 Journal. Métro. 1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

14.00 Couteur pays. 14.20 Questions pour un champion. 14.50 Un livre, un jour. 15.15 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Chéned. 21.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned. 21.30 Dans les pas de... 21.55 Météo. L'Euro, Soir 3. 0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? 0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. (2/2). 1.10 Le Mariage de glace.

TÉLÉVISION

14.00 Flippes. 14.45 Football. Coupe de France. 15.00 Nombres - Gulliver. 15.05 Sous le soleil. 15.30 Bloc-mat. 16.00 Journal. Métro. 16.30 La Forêt. 16.50 Hollywood Night. Sous haute protection. 17.00 Journal. Métro. 17.30 Formula F. 1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tirer. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse. 17.05 Pardonner-moi, je l'ai fait. 17.30 Friends. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Le monde est petit. 19.35 et 20.50 Tirage du Loto. 19.35 Politiquement correct. 20.00 Journal. Métro. 20.35 Les Plus Grands Cabarets du monde. 20.50 Union libre. 0.45 Journal. Métro. 1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

14.00 Couteur pays. 14.20 Questions pour un champion. 14.50 Un livre, un jour. 15.15 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Chéned. 21.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned. 21.30 Dans les pas de... 21.55 Météo. L'Euro, Soir 3. 0.00 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? 0.35 Saturnales. Journal des spectacles. 0.45 Un air de famille. (2/2). 1.10 Le Mariage de glace.

TÉLÉVISION

14.00 Flippes. 14.45 Football. Coupe de France. 15.00 Nombres - Gulliver. 15.05 Sous le soleil. 15.30 Bloc-mat. 16.00 Journal. Métro. 16.30 La Forêt. 16.50 Hollywood Night. Sous haute protection. 17.00 Journal. Métro. 17.30 Formula F. 1.30 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

14.40 Samedi sport. 14.45 Tirer. 15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Ecosse. 17.05 Pardonner-moi, je l'ai fait. 17.30 Friends. 18.40 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Le monde est petit. 19.35 et 20.50 Tirage du Loto. 19.35 Politiquement correct. 20.00 Journal. Métro. 20.35 Les Plus Grands Cabarets du monde. 20.50 Union libre. 0.45 Journal. Métro. 1.05 Troisième mi-temps.

FRANCE 3

14.00 Couteur pays. 14.20 Questions pour un champion. 14.50 Un livre, un jour. 15.15 Le 19-20 de l'information. Métro. 20.10 Le Feuillet de la vie. (7/8). 20.35 Tout le sport. 20.55 La Femme du pêcheur. Dominique Chéned. 21.00 Les Fugitifs. Pierre Chéned. 21.30 Dans les pas de...

- SAMEDI 10 AVRIL 1999

Le premier ministre minimise les divergences au sein de la gauche

pondre aux « questions que les Français se posent », telles que Claude Sérillon, présentateur du journal de 20 heures sur la chaîne publique, entendait les formuler. Sur le fond, les propos de M. Jospin ont de nouveau témoigné d'une parfaite identité de vues avec M. Chirac (lire ci-dessous). A cette nuance près : alors que ce dernier parle sèchement de « Milosevic » lorsqu'il évoque le président de la République yougoslave, M. Jospin continue, lui, à ■■■■ précéder le nom d'un « monsieur », plus respectueux de la fonction. Et quand on le lui fait remarquer, il répond : « Ça m'a

Concrètement, cette position empêche tout ministre de critiquer la décision fondamentale de l'intervention et, aussi, de relayer la demande « d'arrêt immédiat des frappes », formulée plus ou moins explicitement par le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. Sous ces conditions, M. Jospin espère pouvoir maintenir intact l'atelage de la gauche « plurielle », pourtant sévèrement secoué par la crise yougoslave.

Jean-Michel Aphonie

par Pierre Georges

La cohabitation sacrée fait que nous avons deux chefs de guerre, qui pourrait être

Blenvuene **en** la paix ! **le** plus **de** possible. Quand Jacques **de** Lionel Jospin **de** fin **de** faire, **de** bien, leur travail (« do the job », comme il **de** hier in english **de** Le Monde), ce sera avec le plus **de** plaisir qu'on **de** tourments **de** cohabitation **de**

VERBATIM conditions de M. Milosevic. (...) Nous agissons au nom d'une morale, je dirai même au nom d'une philosophie, et d'une conception de la civilisation. Ça n'est pas une guerre, ce sont des frappes menées au nom du droit, fondées sur une conception de la morale, sur une conception de la civilisation, sur une vision de l'Europe. (...) Les buts (...) de ces opérations, c'est la paix.

■ **Intervention** ■

« Poser des maintenant la question d'une intervention au sein

■ **Réfugiés :** La volonté de la France n'est pas de « disperser » les réfugiés « à » toute la planète, de les écarter de chez eux ■ des frontières auprès desquelles ■ (...) Notre ■, au contraire, ■ qu'ils retournent chez eux. ■

■ **Russie :** ■ ■ souhaite ■ la diplomatie russe et les autorités russes ■ plus ■ encore dans la recherche ■ solution ■ (...) La position de la France, n'est ■ ■ ■ de marginaliser les Russes. ■

● **Etats-Unis :** « Nous ne suivons pas. La France n'a pas l'habitude de suivre, elle a l'habitude d'assumer ses propres responsabilités et elle l'a fait dans cette Alliance (...) Nous avons décidé - les Français, le président de la République, le gouvernement et moi-même - de façon délibérée, mûrie, d'intervenir dans ce conflit. »

Se ~~rejoignent~~ également les mairies, les coopératives, ou les professionnels, comme le Groupe des céréaliers de France qui va envoyer, en partenariat avec Action contre la faim, 500 tonnes de farine de blé aux réfugiés.

Marie-Pierre Subtil

Pour Jörg Haider, c'est un retour en triomphe à un poste qu'il avait occupé de 1989 à 1991 avant d'être destitué par la Diète à la suite de ses propos intolérables. ■ la bonne politique de l'emploi pratiquée par le III^e Reich d'Adolf Hitler. Pour celui qui n'a jamais caché son ambition de de-

Selon un sondage, environ la moitié des **Austroiens** sont favorables à une alliance gouvernementale avec le FPÖ à Vienne. Pour 13 % des personnes interrogées la participation du FPÖ au gouvernement est « **très souhaitable** » et 35 % l'estiment « **plutôt souhaitable** ». Les dérapages verbaux **xénophobes** et les positions équilibrées du FPÖ ont un national-socialisme ancien cependant rendu inéquitablement **forte** pour les dirigeants du FPÖ et **faible** pour les dirigeants du parti conservateur dont la coalition gouverne à Vienne depuis treize ans.

Waltraud Baryli

Alors que depuis deux ans la Confédération, classée à gauche, ■ vu sa représentativité reconnue, au grand dam de la FNSEA, le langage des dirigeants n'a jamais été aussi combatif. dénonçant l'« échec total » de l'ac-

La Confédération rejette en bloc les orientations de la nouvelle politique agricole commune, « désastreuse et entêtée », qui fait faillite route en continuant à ne s'intéresser qu'aux signaux du marché mondial, alors que plus de 80 % « la production européenne est destinée au marché intérieur européen. « La baisse artificielle des prix pour les adapter au marché mondial est un crime contre les paysans du monde entier », a lancé François Dufour. Pour exprimer cette exaspération radicale contre « les formidables profits des despotes financiers », la confédération entend organiser des

MARGE DE MANŒUVRE
Toutefois, la [] finale du congrès, adoptée à l'unanimité, insiste sur « les importantes marges de manœuvre franco-françaises » (estimées à plus de 4 milliards de francs) qui existent désormais, en vertu du principe européen de la subsidiarité, et qui pourront être utilisées — grâce à la loi d'orientation — pour réorienter les aides publiques vers les exploitants les

du Mouvement de **»** exploitants familiaux (Modér). Ce syndicat est issu, comme son nom l'indique, du «**»** batte contre le «**»** grand capitalisme ». Son secrétaire général, Raymond Girard, a rappelé la volonté de développer «**»** une agriculture produisant en quantité suffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays et capable, pour certains produits, de répondre à notre vocation exportatrice, où il y a une richesse pour la France ».

Même s'il reconnaît comme un fait positif que, pour la première fois depuis 1960, la loi d'orientation agricole en cours d'adoption propose des mesures de soutien à l'agriculture familiale, le Modér s'en dénonce pas moins les conséquences d'une politique qui a provoqué, depuis sa création, la disparition de plus de 2 millions d'actifs agricoles.

**François Grosrichard
et Monique Glasberg à
Avignon)**

LES ÉDITEURS du Syndicat de la presse parisienne (SPP) ont rencontré, jeudi 8 avril, après le projet de loi de France-Soir et l'arrêt qui a perturbé la parution des quotidiens mercredi, les représentants des rotativistes, des correcteurs et d'une partie des ouvriers de la distribution, en désaccord avec la Fédération du livre-CGT (Filpac). Dans une commune, les réagissent leur volonté, à champ leurs responsabilités respectives, d'éviter par tous moyens le bipartite bûche d'un projet de la presse quotidienne nationale. Ils résistent également à leur aux nations portaires des engagements, une commune objectif le développement de la presse et de tous les livres soient mis en œuvre pour pérenniser les titres et sites de la presse parisienne ». De leur côté, la CGT et la Filpac-CGT ont publié une déclaration commune pour exprimer leur total aux salariés France-Soir intersyndical la presse parisienne dans leur lutte contre le bradage de l'entreprise et menaces qui pèsent sur l'avenir du et des emplois » et appeler « à la salariés ». La diffusion de France-Soir et du Figaro a été perturbée en province, vendredi. Une délégation de la Filpac rencontrer, vendredi 9 avril, David Kessler, conseiller du premier ministre. Le Syndicat du livre devait aussi rencontrer V. de Chaisemartin. PDG de la Socreuss, vendredi soir.

Tirage du Monde daté vendredi 11 avril 1999 : 552 803 exemplaires.

هكذا من الأصل



CÉRÉMONIE D'INITIATION AU CINÉMA CONTEMPORAIN

Sur le thème qui explore les nouvelles tendances du cinéma,
découvrez un des grands maîtres actuels du cinéma japonais
avant la présentation de son nouveau film au festival de Cannes.
Soirée KITANO Lundi 12 avril à 22 H 00
à l'ARABIA (Boulevard de l'Or à Venise 97), VIOLENT COP et le portrait de Takeshi KITANO.

CANAL+

هكذا من الأعلى

LE PALM

Le Monde...
Le Soir...
Le Temps...
Le Pays...
La Stampa...
Der Standard...

FONDS

Le Monde

LE SOIR

LE TEMPS

MON

EL PAIS

LA STAMPA

tageblatt

DER STANDARD

Le Monde

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

Le Monde publie simultanément avec huit autres grands journaux européens, *El País* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg), *Le Temps* (Suisse) et *Der Standard* (Autriche), le seul classement des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe.



Le Monde
PARIS

LE SOIR
BRUXELLES

LE TEMPS
GENÈVE

MONEY
OBSERVER
LONDRES

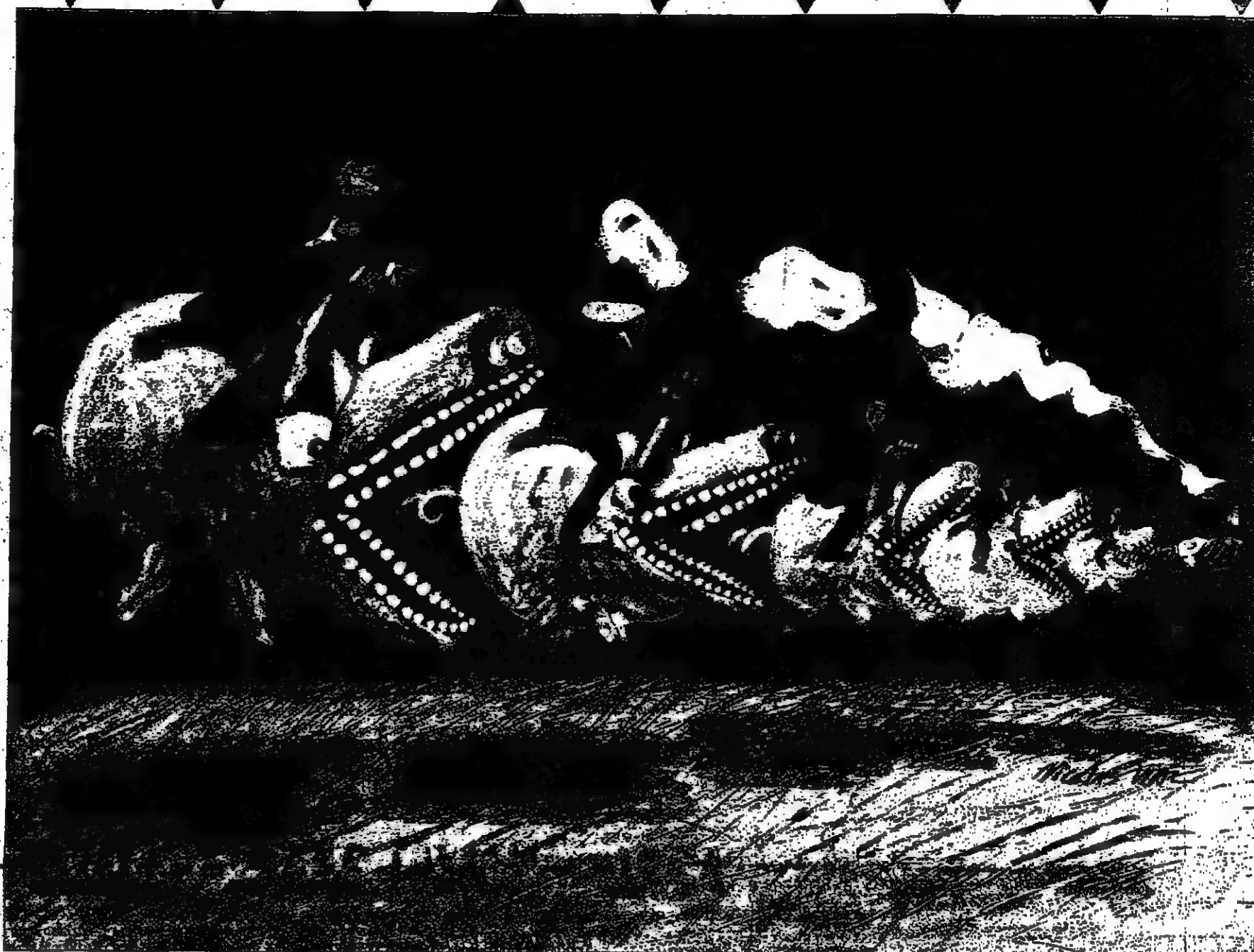
EL PAIS
MADRID

Süddeutsche Zeitung
Deutschlands große Tageszeitung
MÜNCHEN

LA STAMPA
TORINO

Tageblatt
LUXEMBOURG

DER STANDARD
VIENNE



Les gérants doivent s'adapter au changement de climat

Pas de cent jours après le lancement de l'euro, *Le Monde* et huit quotidiens européens publient ensemble pour la deuxième fois un classement des sicav et des fonds gérés en Europe. Il permet à partir de la méthode APT d'apprécier la performance et les risques pris par les gestionnaires. Des indications d'autant plus importantes que la conjoncture n'est plus euphorique.

Pour leur part, les épargnants soucieux de disposer d'une palette de choix plus large pour leurs investissements et d'un outil unique de comparaison des performances ont également fait preuve d'une attention particulière pour les différents fonds européens présentés dans ce classement, comme en témoignent les nombreux appels reçus dans les différentes rédactions des journaux publiant le classement.

Pour ce deuxième palmarès, le classement a radicalement changé. L'optimisme qui prévalait lors

Pour la deuxième fois, « Le Monde » et huit quotidiens européens publient un classement des sicav et des fonds gérés en Europe. Il permet à partir de la méthode APT d'apprécier la performance et les risques pris par les gestionnaires. Des indications d'autant plus importantes que la conjoncture n'est plus euphorique.

du lancement de l'euro n'est plus de mise. L'an dernier, en dépit des succès asiatique et russe, les épargnants avaient pu bénéficier de Bourses euphoriques dans les pays développés et de marchés obligataires très bien orientés. Cette conjoncture avait permis à une large majorité de gérants de fonds

d'enregistrer, sans trop d'efforts, de bonnes performances. L'année, en revanche, a été plus sereine, en témoigne l'évolution des cours du premier trimestre.

Du côté des marchés d'actions, les perspectives sont incertaines. Surtout de ce côté, la place japonaise s'est révélée, gagnant plus de 10 % en l'espace de trois mois. Toutefois, les observateurs s'interrogent sur la durée de ce rebond, la Bourse de Tokyo continuant de faire des faux départs. Wall Street continue de surprendre par sa vigueur. L'indice Dow Jones s'est stabilisé autour des 10 000 points, un niveau record qu'il a franchi le 29 mars. La Bourse de New York bénéficie du dynamisme de l'économie américaine mais également de la révolution technologique liée au développement d'Internet. Le Nasdaq, marché où se traitent la plupart des sociétés de haute technologie, a progressé de plus de 17 % depuis le début de l'année. Mais les valorisations élevées par rapport aux titres font craindre aux gestionnaires une éventuelle correction. Devant cette menace, ils hésitent à rester sur une place qu'ils jugent, pour la plupart, surévaluée.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, le travail des gérants est au moins aussi compliqué. Contre toute attente, c'est un marché qui se situe hors de la zone euro qui enregistre les meilleures performances. La Bourse de Londres est parvenue à de nouveaux records historiques grâce à des perspectives économiques moins sombres. Sur le Vieux Continent, les places boursières ont également

né sur un rythme irrégulier, les incertitudes se multipliant sur les perspectives de croissance dans l'Euroland. L'indice CAC 40 de la Bourse parisienne n'est pas parvenu à battre son record antérieur en juillet 1998 tout en affichant une hausse proche de 10 % au cours du premier trimestre. En revanche, les valeurs allemandes ont bien mal commencé l'année, avec un recul de 10 % pour les valeurs figurant dans l'indice DAX de la place francfortoise. Il faut dire que la conjoncture outre-Rhin se montre particulièrement incertaine.

Pour le moment, beaucoup de gérants de fonds spécialisés en actions européennes qui ne peuvent pas bénéficier du « gisement » américain d'entreprises de haute technologie ont privilégié dans leur portefeuille les valeurs de croissance. Ces sociétés ont le mérite, à leurs yeux, d'avoir la capacité d'afficher des résultats en progression quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Mais ces titres souffrent d'un handicap majeur : celui d'être aujourd'hui très chers, ce qui les rend vulnérables à la moindre mauvaise nouvelle.

Déjà, certains gérants vont chercher leur performance ailleurs. Quelques-uns misent sur un réveil des petites valeurs qui ont été délaissées ces derniers mois au profit des poids lourds de la cote figurant dans les indices boursiers nationaux ou européens. D'autres se tournent vers des titres dont les cours ne reflètent pas actuellement la réelle valeur de l'entreprise. Mais cette politique de gestion peut ne pas être positive. Les sociétés qui présentent

actuellement une décote en Bourse appartiennent pour la plupart aux secteurs cycliques. Elles sont sensibles aux fluctuations de la conjoncture économique et du prix des matières premières. Pour que ce pari s'avère payant, il faudra donc que la conjoncture reprenne à la fin de l'année et que le prix des matières premières poursuive son redressement amorcé ces dernières semaines.

Du côté des marchés obligataires, la situation des gérants de fonds européens n'est pas non plus aisée. Beaucoup de gestionnaires qui avaient pu bénéficier de la baisse des taux continue depuis près de trois ans ont été surpris par la correction intervenue sur le marché obligataire à la fin février. Dans la zone euro, les gestionnaires ne peuvent plus se contenter d'acheter des obligations d'Etat pour engranger des plus-values. Ils doivent explorer de nouveaux gisements de performances comme les obligations de rémunération - même minimes - qui existent dans les emprunts d'Etat émis dans les différents pays participant à la monnaie unique. Ces gestionnaires de fonds commencent également à regarder les obligations émises par des sociétés privées. Celles-ci sont plus rémunératrices mais aussi plus risquées, ce qui oblige les gérants à effectuer un travail d'analyse approfondie sur chacune des entreprises et non plus uniquement à parier sur l'évolution des taux d'intérêt.

Joël Mario

Illustration : Nicolas Vial

سكوا من الأصل

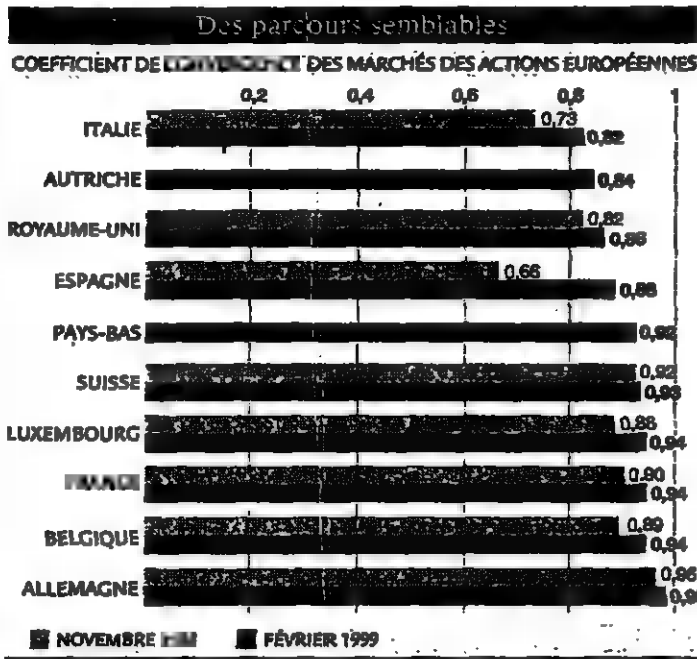
Les performances des fonds d'actions européens se rapprochent

La naissance de l'euro a-t-elle conduit à la disparition des fonds obligataires ? La zone euro ? Probablement pas. Comme on peut l'observer dans la gestion des obligations, la disparition des fonds nationaux n'est pas pour demain. Là aussi, ce sont les raisons fiscales qui expliquent largement le phénomène. Les produits à placement qui privilégient les actions nationales continuent de bénéficier d'avantages fiscaux. C'est le cas en France par exemple du plan d'épargne actions ou des contrats d'assurance-vie DSK.

Toutefois, l'arrivée de l'euro a incontestablement marqué une étape importante dans l'évolution du comportement des gérants. Peu à peu, les différences de performances entre les produits spécialisés sur un des dix pays d'euro par Aptimum ont tendance à s'estomper. La raison de cette évolution est simple. Selon les effectifs par l'organisme chargé d'analyser les performances des fonds européens apparaissant dans le classement publié par *Le Monde*, le coefficient de convergence des marchés d'actions européens se rapproche de 1. En clair, les différences de performances entre les plus en plus européennes. C'est la place allemande qui « ressemble » le plus au marché des actions européennes. A l'opposé, la place italienne a un comportement atypique par rapport aux places du Vieux Continent. Mais les choses évoluent rapidement. La Bourse de Madrid qui fait le marché européen ayant le parcours le plus spécifique, a vu sa cote de façon spectaculaire au cours des derniers mois, depuis son classement publié le 1 janvier 1999. Il est désormais non loin du marché français. Les places suédoise et néerlandaise incorporées à l'analyse présentent également une homogénéité avec l'ensemble du marché d'Europe.

La réduction de l'écart de performances entre les Bourses européennes n'est pas surprenante. Même si les économies des pays participants à l'euro ne se trouvent pas exactement à la même phase du cycle de conjoncture, leurs marchés financiers sont soumis à des contraintes semblables. L'évolution des rendements d'intérêt qui est un élément majeur dans l'appréciation

▼ Les Bourses européennes subissent les mêmes contraintes. Leur évolution est semblable. Les distinctions sont maintenant au niveau des secteurs



de la valeur d'une action, désormais le même dans la zone euro. De plus, les investisseurs, particulièrement anglo-saxons, font de moins en moins cas de la place où est faite une action.

Une étude réalisée par la banque d'investissement Morgan Stanley a révélé que depuis le début des années 90, le secteur dans lequel évolue une entreprise dans lequel elle est plus ou moins fluctuante enregistrée par le marché d'une action, alors que le marché national exerce de moins en moins d'influence. A la fin des années 80, 97,5 % des rendements d'actifs pouvaient être attribués à des influences nationales ; seuls 2,5 % à des rendements résultant de facteurs sectoriels. Au milieu des années 90, la part des rendements d'actions imputables aux influences nationales est passée à 69,7 % ; la propor-

tion résultant de facteurs sectoriels a passé à 30,3 %. Cette tendance devrait s'accroître dans les prochaines années. Une étude menée par l'Union européenne des valeurs mobilières (UEVM) pour l'analyse nationale perdrait les quatre quarts de son importance si elle était attribuée à des facteurs géographiques.

Déjà l'effet secteur commence à prendre le pas sur l'effet pays. Selon une étude réalisée par les équipes de recherche d'Axia Investment Managers sur les 324 sociétés figurant dans l'Euro Stoxx, l'effet pays comptait pour 34 %, contre 46 % pour l'effet sec-

teur dans les années 1994-1996. Entre 1996 et 1998, les rendements s'élevaient à 30,3 %, contre l'effet pays 40 %. L'évolution est particulièrement marquée pour les secteurs automobiles, aéronautiques et des télécommunications. Toutefois, ce n'est pas le seul secteur à avoir connu une telle évolution. Les entreprises appartenant au secteur des médias, de l'énergie et des services aux collectivités, il est plus difficile de les attribuer à des services financiers. Cette étude révèle en revanche que les entreprises appartenant au secteur des biens de consommation le critère de performance des actions. Plus surprenant, il en est de même pour les valeurs technologiques.

Joël Morin

L'euro n'a pas vaincu les sicav d'obligations françaises

Comme sur les marchés financiers, la devise européenne a fait depuis le 4 janvier 1999 son entrée dans le milieu des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Les sicav et les fonds communs de placement, qu'ils soient domiciliés sur les marchés d'actions ou sur les marchés obligataires, ont tous été confrontés à l'introduction de l'euro. A la différence des sicav actions, les fonds obligataires sont davantage concernés, puisque la concurrence sur les marchés entre les obligations françaises et les obligations européennes s'exerce plus directement et plus rapidement que sur les marchés d'actions. Les gestionnaires de sicav obligataires ont en outre davantage de liberté que par le passé. Ils ont le droit, depuis le 31 décembre 1998, de détenir jusqu'à 49 % d'obligations de la zone euro qui ne soient pas françaises.

Pour une sicav, une telle diversification dans des obligations d'autres pays de la zone euro est intéressante. D'abord, elle permet d'augmenter la performance de l'ensemble du portefeuille ; le gérant recherche des placements rentables sur un marché plus vaste. Ensuite, elle est censée diminuer le risque du portefeuille. La possibilité d'investir sur les emprunts de l'Etat de la zone euro est d'autant plus importante pour le gérant d'OPCVM qu'il subit une pression croissante des investisseurs et de ses dirigeants pour obtenir les meilleures performances possibles.

Il y a quelques années, les OPCVM obligataires parvenaient sans aucune difficulté à dégager des performances attractives, qui leur permettaient d'ailleurs de concurrencer les fonds français en actions. Les gérants plaçaient les liquidités des fonds dans un bouquet d'obligations émises par l'Etat français, et le tour était joué. Mais continuer à utiliser une telle méthode aujourd'hui ne permet plus de séduire les investisseurs. Les taux d'intérêt à dix ans en France n'ont cessé de baisser depuis fin 1994. De plus de 10 % à cette époque, ils sont aujourd'hui à peine supérieurs à 4 %.

Les gestionnaires de sicav ont donc entrepris depuis le début de l'année de faire leurs courses sur les marchés des places européennes. « Nous avons ainsi acheté des obligations allemandes qui arrivent à échéance entre 2004 et 2007, car leur rendement est anormalement supérieur - de 0,10 à 0,15 % - aux emprunts de l'Etat français, mais anormale qui dure d'ailleurs depuis

six mois déjà », signale Thierry Moulin, gestionnaire obligataire chez Miroc générale Asset Management. Au vu de l'harmonisation introduite par les gestionnaires pour une diversification européenne de leurs investissements, on peut s'interroger sur la pérennité des OPCVM d'obligations françaises. En réalité, les OPCVM d'obligations françaises ne devraient pas disparaître de sitôt. Malgré la suppression du risque de change et l'introduction de la nouvelle réglementation sur les fonds, les OPCVM ne peuvent pas être éliminés dans les emprunts d'Etat de l'ensemble des pays de la zone euro. L'absence d'harmonisation fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français.

Selon la législation actuelle, les obligations émises par un émetteur français sont soumises à un prélèvement libératoire. Ceci n'est pas sans conséquence pour le détenteur des parts d'une sicav obligataire. Les OPCVM d'obligations françaises de la zone euro hors France, les seuls qui ne soient pas soumis à un prélèvement libératoire, ont vu leur rendement baisser de 10 % à 15 % par rapport aux obligations françaises de la zone euro. L'absence d'harmonisation fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français.

Cécile Prudhomme

L'accès aux fonds étrangers reste difficile

Même si la zone euro est en place, l'euro a facilité l'accès aux fonds étrangers faisant disparaître les risques liés à la fluctuation des monnaies, les particuliers ne peuvent pas accéder facilement à ces produits. D'abord, certains de ces produits n'ont pas pu franchir l'opération de la Bourse, ils ne peuvent donc pas être souscrits par les épargnants français. Ensuite, l'accès à un fonds étranger se heurte à des problèmes techniques. Les investisseurs ne sont pas toujours référencés dans le système de règlement livraison de titres qui permet aux investisseurs français de passer à la fois automatiquement les ordres d'achat. Un nombre important de fonds étrangers ne peuvent donc pas être souscrits par les épargnants français. Enfin, les compagnies d'assurances d'assurances accueillent largement dans leurs contrats des fonds étrangers.

La méthode APT permet de mesurer les risques pris par les gérants

La construction de sicav dérivées a été le passé. L'investisseur cherche des certitudes pour l'avenir. Intuitivement, il utilise les palmarès, pour prédire, en espérant la reproduction plus ou moins fidèle des performances réalisées. Une détermination de l'avenir et la performance sont loin d'être prouvées. La passé peut être d'une quelconque utilité à l'avenir ? En décrivant la performance d'hier, le gérant paraît suggérer celle de demain. Mais existe-t-il vraiment un lien ? Les exemples ne manquent pas de fonds figurant certains au sommet des classements et dans d'autres périodes au fin fond des palmarès.

Depuis plus de trente ans, les statistiques étudient minutieusement les performances des gestionnaires et tentent, sans succès, de les mettre en équation. L'épargnant est-il condamné à jouer à la loterie ? Sans doute pas. Les mêmes statistiques ont mis en lumière un phénomène intéressant : l'importance de la performance relative par rapport aux concurrents comparables a tendance à se répéter dans le temps. Il est donc possible d'un gestionnaire, à l'aide d'une référence externe (l'indice CAC 40 ou le Dow Jones, par exemple), de prédire sa performance future, l'ampleur du risque encouru a lui une grande valeur prédictive. En résumé, les gestionnaires ne s'établissent pas de façon aléatoire, les méthodes, des techniques et des habitudes qui se répètent dans

▼ Dans chaque catégorie de sicav, l'étude des performances dont les risques sont a priori comparables donne une appréciation de leurs rendements futurs

le temps. Ils ne prennent pas les risques pour parvenir aux mêmes performances.

Cette observation est la clé de l'énigme. Elle permet de lire les lignes. Anticiper l'histoire qui aurait pu être. La performance comparable, le moindre risque toujours et par conséquent le choix le plus judicieux pour l'investisseur. Car si le gestionnaire subit comme tout le monde les aléas des marchés, il est responsable des risques pris.

Pour lire entre les lignes de l'histoire, il faut pouvoir imaginer les évolutions de marchés alternatives, les autres scénarios possibles. De même que le consommateur ne saurait effectuer un achat sans connaître le prix, l'investisseur averti ne choisit un gestionnaire, une sicav, un fonds, sans connaître le vrai prix de son choix. Le prix affiché (les frais de gestion) en cache un autre souvent beau-

coup plus élevé, parce qu'il occulte : le risque encouru pour l'avenir.

Quelle est la catégorie de sicav et de fonds (obligataires, actions européennes, actions françaises, immobilières...), le plus judicieux n'est pas de comparer les performances relatives des fonds d'une même classe. Il est plutôt de comparer les performances à risques a priori comparables. Tel est l'objet de la méthode de classement utilisée par *Le Monde* et huit autres journaux européens et développée par la Société Aptimum.

La méthode Aptimum mesure le risque pris par un gestionnaire. L'histoire ne se répète pas. Peut-on simplement observer a posteriori les fluctuations de performances réalisées au fil des ans ? Deux volatilités historiques (le risque pris pour fluctuations des performances) identiques cachent souvent des risques a priori très différents. Par exemple, Axia Prime Actions, une sicav d'actions françaises, affichait en juin 1998 une volatilité de 14 % par an au cours des quatre dernières années. Peut-on en conclure que cette sicav avait une volatilité de 14 % ? Non, car la volatilité de 14 % est comparable à celle de la même période (1994-1998), Quantamerica, une sicav d'actions américaines, a également affiché une volatilité annuelle de 14 %. Mais, de toute évidence, les risques encourus étaient fort différents. Les performances des économies américaines et françaises ont été radicalement différentes sur cette période. Les risques encourus a priori le furent égale-

ment. Le même chiffre (volatilité historique) cache des réalités opposées. Il suffirait de calculer les volatilités de ces mêmes fonds sur une autre période pour conclure qu'elles ne sont en rien comparables.

Il faudrait pouvoir imaginer les histoires alternatives. Il n'est pas question de calculer d'autres volatilités historiques sur la même période puisque les cours des titres ne se réécrivent pas. Il faut chercher à mesurer ce chiffre. Si, sur certaines périodes, deux fonds différents affichent la même volatilité, il doit bien exister des composantes

Les atouts du palmarès

Le lecteur européen de nombreux journaux d'informations financières par rapport à un simple palmarès sur les évolutions dans le temps des valeurs liquidatives. La performance est évaluée afin de prendre en compte les risques. A l'aide du classement Aptimum, les rendements des fonds sont sur un même graphique afin de mesurer les performances relatives. Une appréciation est portée sur la performance sous forme d'étoiles ou de notes. Une autre appréciation, sur l'importance des risques pris par rapport aux autres fonds de la même catégorie, est donnée aussi sous la forme d'étoiles ou de notes. Les points d'exclamation dans les commentaires (voir légende page 11).

élémentaires, des sous-volatilités en quelque sorte, qui les différencient. La volatilité historique serait ainsi le produit d'un code génétique, une sorte de risque de chaque instrument. Pour comprendre le risque, il faut déchiffrer le code génétique, et établir la carte du risque. C'est de ce code que naît la volatilité historique. Pour cerner le risque, il faut le déconstruire.

Mais un tel code existe-t-il réellement ? L'expérience des physiciens est instructive. Depuis près de cent ans, leurs modèles mathématiques les ont conduits progressivement à postuler l'existence de nouvelles particules, bien avant de les observer expérimentalement. Les théoriciens de la finance ont également dû conclure à l'existence d'éléments constitutifs du risque avant de pouvoir les mesurer avec précision. La méthode fondamentale baptisée théorie des prix d'arbitrage - plus connue sous son sigle anglo-saxon, APT (Arbitrage Pricing Theory) - de Steve Ross remonte à 1977.

Le professeur Ross a démontré que le point commun entre tous les actifs financiers sensibles, à des degrés divers, à un grand nombre de facteurs de risques. Les cours de ces actifs reflètent la manière dont les investisseurs évaluent le prix des différents risques portés par ces actifs. Le modèle APT établit la logique interne des cours des actifs financiers. Sans entrer dans les détails techniques, la méthode de l'APT conduit que la performance espérée de tout actif financier (action française, obligation internationale, indice boursier,

Eric Leser

هكذا من الأهل

vaincu les sicav
françaises

es gérants

APT

Libellé	Performance	Pays	Performance	Rang	Performance	Rang	Performance	Rang	Performance	Rang				
Libellé	Performance	Pays	Performance	Rang	Libellé	Performance	Pays	Performance	Rang	Libellé	Performance	Pays	Performance	Rang
ACTIONS INTERNATIONALES														
Performance moyenne brute sur un an : 7,22 %														
DEKA-TELEVISION	38,20	1	41,67	2	GERMAN INDEX	12,09	11	11,15	12	GERMAN INDEX	12,09	11	11,15	12
CONVEST 21 VI	35,10	2	40,53	3	NOLN-AKTIEF. GL	12,09	12	12,03	11	NOLN-AKTIEF. GL	12,09	12	12,03	11
TELE-GLOBE	33,39	3	40,53	3	VERMOGENS-AUFBLAU	12,09	13	12,03	11	VERMOGENS-AUFBLAU	12,09	13	12,03	11
SCOT EQUITY TECHNOLOGY	31,25	4	40,53	3	DEUT. AKT. TYP O	8,08	14	8,99	14	DEUT. AKT. TYP O	8,08	14	8,99	14
PARTNER AUTOMOBILES DE	29,73	5	40,53	3	BERLINWERT	7,98	15	7,12	17	BERLINWERT	7,98	15	7,12	17
DYNAMIK GLOBAL	29,47	6	40,53	3	GT DT AKTIONFONDS	7,87	16	7,06	18	GT DT AKTIONFONDS	7,87	16	7,06	18
DT-MULTIMEDIA	29,47	6	40,53	3	BSL INVEST GERMANY CAP	7,75	17	8,46	15	BSL INVEST GERMANY CAP	7,75	17	8,46	15
PREMIER GLOBAL 100	29,47	6	40,53	3	RFP SELECT GERMANY	7,75	17	8,46	15	RFP SELECT GERMANY	7,75	17	8,46	15
TECHNOLOGIE	29,47	6	40,53	3	SANDER DEUTSCHE AKT	7,75	17	8,46	15	SANDER DEUTSCHE AKT	7,75	17	8,46	15
ADITEC	29,47	6	40,53	3	UNIVERSAL EFFECT	7,75	17	8,46	15	UNIVERSAL EFFECT	7,75	17	8,46	15
INTERGLOBAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
PARTNER SANTÉ INT.	29,47	6	40,53	3	SBC EF GERMANY	7,75	17	8,46	15	SBC EF GERMANY	7,75	17	8,46	15
INTER STRATEGIES GLOBA	29,47	6	40,53	3	CU PP GERMAN GROWTH	7,75	17	8,46	15	CU PP GERMAN GROWTH	7,75	17	8,46	15
DELBRÜCK SPEZIAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
WM AKT. GL. USS	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
HENDERSON TECHNOLOGY	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
AKTIE INT.	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
PULACCO QUALITY FD G	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
BARING GLOBAL GROWTH	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
DEKASPEZIAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
INTERNATIONAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
JUNIOR A	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
UNIGLOBE	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
GALILEO INTERNATIONAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
FAF PROF GESTION INTL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
JUNIOR B	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
OVERBANK STOCK MIX	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
OLD MUTUAL WORLDWIDE	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
CAPITAL WATER F.	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
NASDAQ-AKTIE	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
FAF LARGEST AZIONARIO	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
M&G INTERNATIONAL GROW	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
CARDIF EXPRINTL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
BPS RUBENS	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
GAM INTERNATIONAL GROW	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
APOLISCAP	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
ANGLO & OVERSEAS	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
SINGER & FRIED GLOBAL	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
SUN LIFE-CANADA WLD W	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
AMPLITUDE MONDE C	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
RG GLOBAL EQUITY	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
LYOYDS BK WIDE GROWTH	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
UNIGLOBE-NET	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
MCAL INTL EQUITY GROWTH	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
TRANSATLANTA	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
AZ INTERNATIONAL ROMA	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
TSB WORLDWIDE GROWTH	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
HEALTHCARE	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
HILL SAMUEL INTERNATO	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
TOP 50 WELT	29,47	6	40,53	3	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15	INB-PORTFOLIO	7,75	17	8,46	15
ACTIONS BELGIQUE														
Performance moyenne brute sur un an : 31,39 %														
ZELIA EQUITIES	65,15	1	65,15	1	ZELIA EQUITIES	65,15	1	65,15	1	ZELIA EQUITIES	65,15	1	65,15	1
ANSPY INVEST BELGIAN I	57,71	2	57,71	2	ANSPY INVEST BELGIAN I	57,71	2	57,71	2	ANSPY INVEST BELGIAN I	57,71	2	57,71	2
ITP&P AWI - BELGIAN D	45,79	3	45,79	3	ITP&P AWI - BELGIAN D	45,79	3	45,79	3	ITP&P AWI - BELGIAN D	45,79	3	45,79	3
DEWARAY BELGIAN SHARES	39,75	4	39,75	4	DEWARAY BELGIAN SHARES	39,75	4	39,75	4	DEWARAY BELGIAN SHARES	39,75	4	39,75	4
MSCI - BELGIUM(C)	39,75	4	39,75	4	MSCI - BELGIUM(C)	39,75	4	39,75	4	MSCI - BELGIUM(C)	39,75	4	39,75	4
BSL INVEST HIGH YIELD	39,75	4	39,75	4	BSL INVEST HIGH YIELD	39,75	4	39,75	4	BSL INVEST HIGH YIELD	39,75	4	39,75	4
JACOBS BELVEST C	39,75	4	39,75	4	JACOBS BELVEST C	39,75	4	39,75	4	JACOBS BELVEST C	39,75	4	39,75	4
BELVEST EQUITY CAP	39,75	4	39,75	4	BELVEST EQUITY CAP	39,75	4	39,75	4	BELVEST EQUITY CAP	39,75	4	39,75	4
ING-N BELG EOTY	39,75	4	39,75	4	ING-N BELG EOTY	39,75	4	39,75	4	ING-N BELG EOTY	39,75	4	39,75	4
KB BELGIAN INDEX FUND	39,75	4	39,75	4	KB BELGIAN INDEX FUND	39,75	4	39,75	4	KB BELGIAN INDEX FUND	39,75	4	39,75	4
SIVEX SHARE A CAP	39,75	4	39,75	4	SIVEX SHARE A CAP	39,75	4	39,75	4	SIVEX SHARE A CAP	39,75	4	39,75	4
BSL INVEST BELGIAN CAP	39,75	4	39,75	4	BSL INVEST BELGIAN CAP	39,75	4	39,75	4	BSL INVEST BELGIAN CAP	39,75	4	39,75	4
PAM BELGIAN ASSETS CAP	39,75	4	39,75	4	PAM BELGIAN ASSETS CAP	39,75	4	39,75	4	PAM BELGIAN ASSETS CAP	39,75	4	39,75	4
INTERSEAL INVEST BELG	39,75	4	39,75	4	INTERSEAL INVEST BELG	39,75	4	39,75	4	INTERSEAL INVEST BELG	39,75	4	39,75	4
RB BELGIAN EOTYS	39,75	4	39,75	4	RB BELGIAN EOTYS	39,75	4	39,75	4	RB BELGIAN EOTYS	39,75	4	39,75	4
BS-INVEST BELGIAN OPPO	39,75	4	39,75	4	BS-INVEST BELGIAN OPPO	39,75	4	39,75	4	BS-INVEST BELGIAN OPPO	39,75	4	39,75	4
KB INSTIT FUND BELG	39,75	4	39,75	4	KB INSTIT FUND BELG	39,75	4	39,75	4	KB INSTIT FUND BELG	39,75	4	39,75	4
BELGIAN BEL-20 SELECT	39,75	4	39,75	4	BELGIAN BEL-20 SELECT	39,75	4	39,75	4	BELGIAN BEL-20 SELECT	39,75	4	39,75	4
BSL BELGIAN EQUITY	39,75	4	39,75	4	BSL BELGIAN EQUITY	39,75	4	39,75	4	BSL BELGIAN EQUITY	39,75	4	39,75	4
CORDUS ALLO BELGIAN E	39,75	4	39,75	4	CORDUS ALLO BELGIAN E	39,75	4	39,75	4	CORDUS ALLO BELGIAN E	39,75	4	39,75	4
ACTIONS ESPAGNE														
Performance moyenne brute sur un an : 13,46 %														
CIBER BK VARIABLE	21,07	1	21,07	1	CIBER BK VARIABLE	21,07	1	21,07	1	CIBER BK VARIABLE	21,07	1	21,07	1
CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2
CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2
CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2	18,94	2	CAJA CATALUNYA CREDIT	18,94	2		



Libellé	Présentateur	Pays	Perform. net. en % an 28/02/99 sur 1 an	Rang sur 1 an	Perform. net. en % an 28/02/99 sur 1 an	Rang sur 1 an
HAUSSMANN FRANCE CAP	Bo Womms	FR	12,75	1	12,43	67
FONCIER VALEURS	Cherif Forger	FR	12,48	70	12,45	1
HERMET FRANCE	Hermet-Barcoux	FR	12,07	71	12,77	1
SELECT VAL FRSES	Cof	FR	12,08	12	12,70	64
PATRIMOINE 120	Esa	FR	11,98	73	12,40	71
BARCLAYS ACT.F. CAP	Barclays	FR	11,86	74	12,08	75
ODD GENERATION	Odoo & Co	FR	11,80	75	12,02	81
FRANCE ACTION 250	Credit Mutuel C	FR	11,71	76	11,94	77
MIDLAND OPTION +	Midland Bank	FR	11,28	77	11,13	77
FRANCE-GAN	Gan	FR	11,08	78	10,10	79
USF ED INV FRANCE	Uss	CH	11,08	79	12,25	73
CAPITAL SÉLECTION FRAN	Bank of France S	FR	11,05	80	10,63	78
CMN FRANCE EUROPE	Cai Nord	FR	10,22	81	9,53	82
AETNA MF FRENCH NATL E	Aetna Master Fu	BL	9,88	82	7,30	88
FRANCE Avenir	Bred Sa Pop	FR	9,08	83	9,24	85
FRANCE EMERGENTS	Bo New	FR	8,98	84	10,20	79
PYRAMIDES OPPOR.CAP	Bo Vireux	FR	8,85	85	7,05	90
MDM FRANCE	Mut Du Mame	FR	8,47	86	8,48	85
EGIDE FRAACT.CAP	Edgide Ectac Fi	FR	8,41	87	8,22	86
CTI PF FRENCH EQUITY	Citipark Belsu	BL	7,74	88	8,57	84
S.STRAPINAKER2 C	Strapin	FR	7,70	89	7,26	89
OPTIMAFALOR	Credit Du Nord	FR	7,69	90	5,94	87
SG FRANCE OPPORT.C	Scotie General	FR	7,53	91	2,45	92
RÉGE OPPORTUNITES	Falagier	FR	3,01	92	2,45	92
BPOR FRANCE C	Spar	FR	2,24	93	2,10	93
UNION FRANCE C	Un Co	FR	-2,12	94	-1,08	94

ACTIONS SPÉCIALES FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 18,60 %

NATEXIS SÉLECTION CAC40	Natexis Bo	FR	22,18	1	21,59	2
FRANCE INDEX SICAV	Paribas Asset M	FR	22,03	2	21,59	3
AXA-UP INDEX FR	Axa Up	FR	21,20	3	21,61	1
DRESNER RCM INDEX 40	Dresner	FR	21,18	4	21,54	4
ACTIGEST C	Bel	FR	19,98	5	21,49	5
HAUSSMANN INT. F. CAP	Bo Womms	FR	19,72	6	20,47	8
FIMA INDEX 187E	Falagier	FR	19,35	7	19,35	10
FRANCE - SBF 250	Star	FR	19,11	8	17,40	12
INDOSUEZ FRA PLUS	Gif Chet Amco	FR	19,13	9	19,82	11
FRANCE - CAC 40	Star	FR	18,04	11	19,50	11
FRANCE - SBF 120	Star	FR	17,41	12	17,82	11
ABF FRANCE INDEX	Air Capital Mut	FR	17,41	13	16,28	13
STATE STR.FRANCE C	State Str. Bo	FR	17,41	14	16,28	14

ACTIONS PETITES ET MOYENNES CAPITALISATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 4,12 %

CPPI MIDDLECAP FRANCE	Cpi Gestion	FR	12,86	1	14,25	1
PARIBI FRAEMER.C	Paribas Asset M	FR	4,76	2	4,82	2
FRANCE FUTURE	Bif	FR	4,34	3	4,22	3
HSBC JC - FRANCE SMALL	Scotie General	LUX	3,14	4	3,27	4
SOCELUX FD EQUITIES FR	Bif	FR	1,98	5	2,05	6
NATIO OPPORTUNITES	Gif Chet Amco	FR	0,83	7	0,87	7
INDOCAM AVENIR FCE	Axa	FR	0,67	8	0,67	8
AXA SOND MARCHÉ C	Ce Fin Romson	FR	-0,80	9	-0,65	9
ST-HONORE PME	Star	FR	-1,22	10	-1,32	10
QUEST ACT.RÉGIONS	Star	FR	-1,22	11	-1,09	11
PASQUIER AVENIR	Ci	FR	-2,07	12	-1,88	12
EUROPE RÉGIONS	Mut Du Mame	FR	-2,07	13	-1,88	13
MDM PERSPECTIVES	Bo Oco - Bo Mam	FR	-5,12	14	-5,12	14
FRANCE EXPANSION CAP	Cof	FR	-5,53	15	-5,53	15
SÉLECTION AVENIR	Credit Mutuel	FR	-8,10	17	-8,02	17
CRAMUT.MID-ACT.FRA	Credit Du Nord	FR	-9,93	18	-9,28	18
ETOILE SM	Barclays	FR	-10,48	19	-9,88	19
BARCLAYS CROIS.D.	Lazard Freres	FR	-10,48	20	-12,17	20
OBJECTIF DYNAMIQUE	Bo Vireux	FR	-17,17	21	-15,24	21
BYTAVENIR D	Falagier	FR	-21,17	22	-18,54	22
CDC MÉDIANES	Natexis	LUX	-24,19	23	-27,02	23
RÉCROISSANCE						
FRANCE FONDS						

ACTIONS ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 21,47 %

SCHRODER INTL. SBL. ITAL	Schroder Int-Ba	BL	37,85	1	40,34	1
ITALY STOCK MANAGEMENT	Primostrat Sra	BL	37,85	2	39,59	2
CIAM BÉSTANTE	Ciam Italiana	ITL	31,21	3	34,73	2
ITALIEN	Intesa	ITL	28,28	4	28,19	5
CENTRALE ITALIA	Intesa	ITL	28,28	5	28,19	6
INTERBANCARIA AZION	Intesa	ITL	28,28	6	28,19	7
EUROMOBILIARE AZIONI I	Intesa	ITL	28,28	7	28,19	8
CENTRALE CAPITAL	Intesa	ITL	28,28	8	28,19	9
EUROMOBILIARE RISK FUN	Intesa	ITL	28,28	9	28,19	10
ECCHINO	Intesa	ITL	28,28	10	28,19	11
CISALPINO AZIONARIO	Intesa	ITL	28,28	11	28,19	12
BPS TIZIANO	Intesa	ITL	28,28	12	28,19	13
AZIMUT-TREND ITALIA	Intesa	ITL	28,28	13	28,19	14
ZETA AZIONARIO	Intesa	ITL	28,28	14	28,19	15
ITALIAN EQUITY INDEX	Intesa	ITL	28,28	15	28,19	16
S.PAULO ALDEBARAN	Intesa	ITL	28,28	16	28,19	17
CU PP ITALIAN GROWTH	Intesa	ITL	28,28	17	28,19	18
ZENT AZIONARIO	Intesa	ITL	28,28	18	28,19	19
CASI ITALIAN EQUITY RI	Intesa	ITL	28,28	19	28,19	20
FONDICRI SÉLECTION ITA	Intesa	ITL	28,28	20	28,19	21

ACTIONS PAYS-BAS

Performance moyenne brute sur un an : 5,10 %

MSCI - GERMANY (L.C.)	Uss	CH	15,40	1	15,40	1
EU INV NETHERLANDS	Uss	CH	15,40	2	15,40	2
CU PP DUTCH GROWTH	Uss	CH	15,40	3	15,40	3
PICOTIS C.F. NEDWAL	Picoty & Cie	CH	15,40	4	15,40	4
CS EF (LUX) NETHERLAND	Credit Suisse	CH	15,40	5	15,40	5
DUTCH EQUITY DIST. NLG	Uss	CH	15,40	6	15,40	6
EMF NETHERLANDS INDEX	Uss	CH	15,40	7	15,40	7
PARVEST HOLLAND II	Parvest	CH	15,40	8	15,40	8
SBC EFF - NETHERLANDS	Uss	CH	15,40	9	15,40	9
ALL INDEX AEX DIS	Uss	CH	15,40	10	15,40	10
AETNA MF DUTCH NATL EO	Aetna Master Fu	BL	15,40	11	15,40	11
SIVEX DUTCH EO INDEX A	Uss	CH	15,40	12	15,40	12
ABN AMRO NETHERLANDS E	Abn Amro Luxem	LUX	15,40	13	15,40	13
RABOBANK HOLLAND DUTCH	Rabobank Luxem	LUX	15,40	14	15,40	14
ABN AMRO NETHERLANDS B	Abn Amro Luxem	LUX	15,40	15	15,40	15
CTI DUTCH EQUITIES	Citipark Belsu	BL	15,40	16	15,40	16
PULATICO HOLLAND	Pulaticco	BL	15,40	17	15,40	17
SWISSCO NETHERLANDS	Swissco	LUX	15,40	18	15,40	18
BSL INVEST NETHERLANDS	BSL - Banque Br	BL	15,40	19	15,40	19

ACTIONS SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 10,10 %

FL TRUST SWITZERLAND	Banque Paribas	BL	9,87	1	9,87	1
DH SWISS CAP (EX-SM)	Daxier, Hermet	CH	7,01	2	5,23	2
LO SWISS SMALL & MID C	Lazard Oden F	CH	6,83	3	5,79	3
EO INV SM.C.SW	Uss	CH	4,97	4	3,50	7
SWITZERLAND FUND CHF	Fidelity Funds	LUX	4,97	5	3,50	4
SWITZERLAND	Fidelity Funds	LUX	4,97	6	3,50	5
GARTINDOSUEZ SWITZ	Gep Credit Am	LUX	3,17	7	3,88	6
LOMBARD ODIER OPPORTUN	Lombard Odier F	CH	2,80	8	2,47	8
BOV STRATEGIE ACTIONS	Banque Cantonale	CH	2,50	9	2,51	9
SPECIAL SWISS STOCK FU	Julius Baer	CH	1,98	10	1,92	12
CICM-CB SWITZERLAND BA	CICM Internatio	FR	1,98	11	2,00	11
SOCELUX FD EQUITIES SW	Société General	LUX	1,98	12	2,00	10
BANKPME SWISS	Bankpme	BL	1,70	13	1,52	13
ABN AMRO SWITZERLAND E	Abn Amro Luxem	LUX	1,63	14	1,63	13
SBC 100 INDEX-FUND SWI	Uss	CH	1,22	15	1,22	15
MULTIHELVEA	BSB - Banca Della	CH	1,07	16	1,05	17
SWITZERLAND - SPI SWIS	Uss	CH	1,00	17	0,99	18
SWISS EQUITY	Schroders	GR	0,91	18	0,91	19
GLF SWITZERLAND POR	Credit Agricole	CH	0,88	19	0,88	19
SWISSAC B CHF	Banque Paribas	CH	0,84	20	0,81	20

Libellé	Présentateur	Pays	Perform. net. en % an 28/02/99 sur 1 an	Rang sur 1 an	Perform. net. en % an 28/02/99 sur 1 an	Rang sur 1 an
---------	--------------	------	---	---------------	---	---------------

ACTIONS ROYAUME UNI

Performance moyenne brute sur un an : 5,10 %

GEARED INCOME ORD.	Uss	UT	31,13	1	27,82	1
ELECTRA INVTST.	Electra Finance	UT	23,51	2	17,50	8
INVESTORS CAPABILITY	Pharos New A	UT	23,51	3	17,50	9
FLAMINGO CAPORD.	Flamingo	UT	22,81	4	19,58	4
HERALD INVTST.	Herold Finance	UT	20,88	5	19,22	2
VENTURE INVTST.	Venture	UT	19,98	6	18,31	6
DRES RCM UK MID-CAP	Dresner Rcm Uk	UK	19,98	7	15,48	13
GLASGOW INCOME	Glasgow	UT	19,98	8	15,77	11
SHIPS INCOME TST.	Ships Income	UT	17,74	9	13,33	25
WPI GLOBAL CARE INCOME	Wpi Global Care	UK	17,74	10	14,10	22
JUREXTRA INC.ORD.	Jurextra	UT	17,74	11	14,10	21
SARMA UK GROWTH	Sarma Uk Growth	UK	17,74	12	13,50	24
DRES RCM UK GROWTH	Dresner Rcm Uk	UK	17,74	13	13,50	24
JUPITER INCOME	Jupiter Invtst	UK	17,74	14	14,10	21
ST JAMES UK GEN PROG	St James Uk Gen	UK	17,74	15	14,10	21
JOS HOLDINGS CAPITAL	Jos Holdings Capital	UT	17,74	16	14,10	21
NEWTON INCOME	Newton Invtst	UT	17,74	17	14,10	21
EDINBURGH INCOME ORD.	Edinburgh Invtst	UT	17,74	18	14,10	21
BSI-THORNHILL CAPITAL	BSI-Thornhill Capital	UT	17,74	19	14,10	21

ACTIONS ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 13,30 %

DAC-FONDS UI	Daxier, Hermet	GR	17,74	1	18,24	1
FIDELITY AMERICAN	Fidelity American	UK	17,74	2	17,74	2
PROFIC US AMERICAN	Profic Us American	FR	17,74	3	17,74	3
US TECH. AKT. TYP O	Uss	CH	17,74	4	17,74	4
DRES RCM NORTH AMERICA	Dresner Rcm North America	UK	17,74	5	17,74	5
CLARIDEN US TECHNOLOGY	Clariden Us Technology	FR	17,74	6	17,74	6
FRAMINGTON AMERICAN G	Framington American G	UK	17,74	7	17,74	7
AMER GR	Amer Gr	GR	17,74	8	17,74	8
LYOTIS UK N AMERICAN &	Lyotis Uk N American &	UK	17,74	9	17,74	9
TSE AMERICAN	Tse American	UK	17,74	10	17,74	10
BRIT AMERICAN GROWTH	Brit American Growth	UK	17,74	11	17,74	11
DEXIA EQUITIES S MULTI	Dexia Equities S Multi	BL	17,74	12	17,74	12
HILL SAMUEL DOLLAR	Hill Samuel Dollar	UK	17,74	13	17,74	13
BARING AMERICAN GROWTH	Baring American Growth	UK	17,74	14	17,74	14
SCOTTISH LIFE AMERICAN	Scottish Life American	UK	17,74	15	17,74	15
KB EQUITY FD TECHNOLOG	Kb Equity Fd Technology	BL	17,74	16	17,74	16
ARCY-SCOTTISH LAMER	Arcy-Scottish Lamer	LUX	17,74	17	17,74	17
OLD MOUNTAIN NORTH AMER	Old Mountain North Amer	UK	17,74	18	17,74	18
INVESTCO PS GLOBAL LBS	Investco Ps Global Lbs	BL	17,74	19	17,74	19
PP AMERICAN	Pp American	UK	17,74	20	17,74	20
SCHRODER AMERICAN	Schroder American	UK	17,74	21	17,74	21
FIDELITY AMER SPEC SIT	Fidelity Amer Spec Sit	UK	17,74	22	17,74	22
HSBC AMERICAN INDEX	Hsbc American Index	UK	17,74	23	17,74	23
SINGER & FRIEDLANDER A	Singer & Friedlander A	FR	17,74	24	17,74	24
SYNCHRONY US STOCKS GR	Synchrony Us Stocks Gr	CH	17,74	25	17,74	25
LIION INTERACTION AMER	Liion Interaction Amer	BL	17,74	26	17,74	26
SCOT WIDOWS NORTH AMER	Scot Widows North Amer	UK	17,74	27	17,74	27
MORGAN GRENELL US TRA	Morgan Grenell Us Tra	UK	17,74	28	17,74	28

ACTIONS JAPON

Performance moyenne brute sur un an : -0,62 %

PROFIC JAPAN GROWTH	Profic Japan Growth	IR	70.10	1	70.10	1
INVESTCO JAPAN SMALL CO	Investco Japan Small Co	UK	42.57	2	42.57	2
JAPAN BULLET	Japan Bullet	GR	49.18	3	49.18	3
FLEMING FLAGSHIP FUND	Fleming Flagship	LUX	39.19	4	39.19	4
S&P JAPAN SMALLER COS	S&P Japan Smaller Cos	US & Overseas	34.16	5	34.16	5
CS FPLJS. C. JAP.	CS FPLJS. C. Jap.	CH	30.20	6	30.20	6
JAPAN SUNRISE	Japan Sunrise	UK	29.67	7	29.67	7
BARNES JAPAN SUNRISE	Barnes Japan Sunrise	UK	25.35	8	25.35	8
DRES ROM JAPANESE SPEC	Dres Rom Japanese Spec	Dispersed Rom Res	24.14	9	24.14	9
JAPAN SMALL COMP	Japan Small Comp	GR	20.38	10	20.38	10
BAG JAPANESE SMALLER	Bag Japanese Smaller	UK	20.10	11	20.10	11
GROUPE INDOSUEZ JAP SM	Groupe Indosuez Jap Sm	BL	17.82	12	17.82	12
GLF JAPAN SMALLER C	GLF Japan Smaller C	CH	16.95	13	16.95	13
M&G JAPAN SMALLER COS	M&G Japan Smaller Cos	US & S. Europe	14.69	14	14.69	14
STEWART (NORY) JAPAN	Stewart (Nory) Japan	UK	14.02	15	14.02	15
JAPAN SM CO	Japan Sm Co	GR	13.68	16	13.68	16
BAILLE BG JAPANESE FU	Baille Bg Japanese Fu	UK	14.13	17	14.13	17
MURRAY JAPAN GROWTH	Murray Japan Growth	UK	12.57	18	12.57	18
F&C JAPANESE SMALLER C	F&C Japanese Smaller C	US & C. Europe	12.50	19	12.50	19
HENDERSON JAPAN SMALL	Henderson Japan Small	UK	11.22	20	11.22	20

ACTIONS ROYAUME UNI

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
TSB NATURAL RESSOURCES	12,63	UK	13	1	1	13	1
ED. INV. GOLD	12,63	CH	14	2	2	14	2
FONDRO	12,63	UK	15	3	3	15	3
HILL SAMUEL NATURAL RES	12,63	UK	16	4	4	16	4
SBC EF NATURAL RESSOUR	12,63	CH	17	5	5	17	5
SEL (L) INVEST BASE ME	12,63	BL	18	6	6	18	6
ACTI-MINER D'OR C.	12,63	FR	19	7	7	19	7
S&P GOLD & EXPLORATION	12,63	UK	20	8	8	20	8

IMMOBILIER FRANCE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
UAP AEDIFICANDI	12,63	FR	1	1	1	1	1
CARTY PIERRE INV.	12,63	FR	2	2	2	2	2
LEVEN INVESTIMMO	12,63	FR	3	3	3	3	3
INDO-RENTIMT ACTO.	12,63	FR	4	4	4	4	4
ZURICH ACTIFRANCE	12,63	FR	5	5	5	5	5
ASF FONCIER	12,63	FR	6	6	6	6	6
FONC. LONG TERME CAP	12,63	FR	7	7	7	7	7
ASF FOND. SELECTION	12,63	FR	8	8	8	8	8
FONCIER INVESTCAP	12,63	FR	9	9	9	9	9
FONCIVAL	12,63	FR	10	10	10	10	10
CONSERVATIMMO	12,63	FR	11	11	11	11	11
FRANCO PIERRE	12,63	FR	12	12	12	12	12
AGFIMO	12,63	FR	13	13	13	13	13
IMMOBILIER	12,63	FR	14	14	14	14	14
CNP-ASSUR-PIERRE	12,63	FR	15	15	15	15	15
OBJEC-ACTIFS REELS	12,63	FR	16	16	16	16	16
ALIZES PIERRE	12,63	FR	17	17	17	17	17
CROSS. IMMOBIL.	12,63	FR	18	18	18	18	18
PLAC-IMMOBILIER C.	12,63	FR	19	19	19	19	19
GESTIMMO	12,63	FR	20	20	20	20	20
HAUSSMANN PIERRE CAP	12,63	FR	21	21	21	21	21
NATIMMOBILIER	12,63	FR	22	22	22	22	22

SECTEUR TECHNOLOGIE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
FIDELITY AMERICAN	12,63	UK	1	1	1	1	1
TELE-GLOBE	12,63	GR	2	2	2	2	2
SVB HIGH TECH FUND	12,63	CH	3	3	3	3	3
SCOT EQUIS TECHNOLOGY	12,63	UK	4	4	4	4	4
PARTNER AUTOTRONS DE	12,63	FR	5	5	5	5	5
CLARIDEN US TECHNOLOGY	12,63	IR	6	6	6	6	6
DTI-MULTIMEDIA	12,63	GR	7	7	7	7	7
TECHNOLOGIE	12,63	GR	8	8	8	8	8
ADITEC	12,63	GR	9	9	9	9	9
	12,63	GR	10	10	10	10	10

OBLIGATIONS MOYEN TERME AUTRICHE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
INTER OPTIMUM BGF CAP	12,63	BL	1	1	1	1	1
BELBOND FUND	12,63	BL	2	2	2	2	2
LION OBLILUX CAP	12,63	BL	3	3	3	3	3
K-58	12,63	AU	4	4	4	4	4
BBL RENTA FUND LUX CAP	12,63	BL	5	5	5	5	5
APOLLO MUNDEL	12,63	AU	6	6	6	6	6
K-58 FUND	12,63	AU	7	7	7	7	7
SPARDA-RENT FUND	12,63	AU	8	8	8	8	8
US TECH. AKT. TYP D.	12,63	AU	9	9	9	9	9
K-58 FUND	12,63	AU	10	10	10	10	10
SKOWS TECHNO RENT	12,63	AU	11	11	11	11	11
BONDINVEST 1	12,63	AU	12	12	12	12	12
DMARK-RESERVE WACHSTU	12,63	AU	13	13	13	13	13
CONSTANTIA MULTI INVE	12,63	AU	14	14	14	14	14
R 51 FUND	12,63	AU	15	15	15	15	15
VOUSBANK-SCHILLING-IN	12,63	AU	16	16	16	16	16
R 24 FUND	12,63	AU	17	17	17	17	17
RAIFFESEN WERTPAPIER	12,63	AU	18	18	18	18	18
R 3 K. RENT	12,63	AU	19	19	19	19	19
EXA-RENT	12,63	AU	20	20	20	20	20

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS BELGIQUE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 12,63 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
FIVEST	12,63	BL	1	1	1	1	1
ZELIA EVEREST DYNAMIC	12,63	BL	2	2	2	2	2
BACOB PENSION FUND	12,63	BL	3	3	3	3	3
CECOS PENSION FUND	12,63	BL	4	4	4	4	4
STAR FUND	12,63	BL	5	5	5	5	5
FBL FUND DEFENSIVE C.	12,63	BL	6	6	6	6	6
ES-INVEST ACTIONS OBLI	12,63	BL	7	7	7	7	7
MAESTRO GLOBAL BELGIUM	12,63	BL	8	8	8	8	8
TOP FUND CRESCENDO-MED	12,63	BL	9	9	9	9	9
BACOB STIMULUS DYNAMIC	12,63	BL	10	10	10	10	10
BEL PATRIMONIAL EURO C.	12,63	BL	11	11	11	11	11
FBL FUND NEUTRAL C.	12,63	BL	12	12	12	12	12
BRITEC PENSIONFONDS	12,63	BL	13	13	13	13	13
BEL PATRIMONIAL FRANCE	12,63	BL	14	14	14	14	14
TOP FUND FORTISSIMO-HI	12,63	BL	15	15	15	15	15
ISS GLOBAL ASSETS EQ	12,63	LUX	16	16	16	16	16
ES-GLOBAL FUND DYNAMIC	12,63	BL	17	17	17	17	17
SWISS GLOBAL MEDIUM A	12,63	BL	18	18	18	18	18
G-GLOBAL FUND AGGRESSI	12,63	BL	19	19	19	19	19
ES-GLOBAL FUND AGGRESSI	12,63	BL	20	20	20	20	20

OBLIGATIONS LONG TERME SUISSE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 2,98 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
CS PRILUX INC CHF A.	2,98	CH	1	1	1	1	1
CS PRILUX INC CHF A.	2,98	CH	2	2	2	2	2
UBS (LUX) BD INV CHF A.	2,98	CH	3	3	3	3	3
UBS (LUX) BD INV CHF DOMESTI	2,98	CH	4	4	4	4	4
SBC BD PF-CHF A.	2,98	CH	5	5	5	5	5
SWISSICA BOND INVEST CH.	2,98	LUX	6	6	6	6	6
CS BF DYNAMIC SFR.	2,98	CH	7	7	7	7	7
HELVETIAER A CHF	2,98	CH	8	8	8	8	8
CS PRILUX INC CHF B.	2,98	CH	9	9	9	9	9
SOBELUX FD BONDS SWITZ.	2,98	LUX	10	10	10	10	10
LLOYDS INT. PORTF. CHF	2,98	BL	11	11	11	11	11
GRUPPE INDOSEZ DIVERS	2,98	BL	12	12	12	12	12
GENERALUX CHF CAP	2,98	LUX	13	13	13	13	13
UBS (LUX) BD INV CHF T.	2,98	CH	14	14	14	14	14
SBC BD PF-CHF B.	2,98	CH	15	15	15	15	15
PARVEST OBLI CHF C.	2,98	CH	16	16	16	16	16
CHF OBLIGATIONEN	2,98	CH	17	17	17	17	17
SBC BD SELECT. CHF	2,98	CH	18	18	18	18	18
SWISS BOND FUND B CHF	2,98	CH	19	19	19	19	19
SWISS OBLI B CHF	2,98	CH	20	20	20	20	20

OBLIGATIONS COURT TERME EUROPE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 4,14 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
ATHENA EUROPEAN BONDS	4,14	FR	1	1	1	1	1
POSTE PREMIER 3 ANS	4,14	FR	2	2	2	2	2
ARURENTA SE	4,14	FR	3	3	3	3	3
SELECT TAUX SL	4,14	FR	4	4	4	4	4
DT. RENTENFONDS	4,14	FR	5	5	5	5	5
UNIZERO 2000	4,14	LUX	6	6	6	6	6
NORTH AMERICA BONDS	4,14	FR	7	7	7	7	7
KB LUX BOND NLG B.	4,14	LUX	8	8	8	8	8
KB LUX BOND FUND EURO	4,14	GR	9	9	9	9	9
OM LAUFZET 2000	4,14	GR	10	10	10	10	10
R 15 FUND	4,14	LUX	11	11	11	11	11
DEKALUX 1/01A	4,14	LUX	12	12	12	12	12
REIM FUND	4,14	LUX	13	13	13	13	13
R 18 FUND	4,14	FR	14	14	14	14	14
TVG-FONDS MITTEGUTUMS	4,14	FR	15	15	15	15	15
SUPERIOR 1 FUND	4,14	FR	16	16	16	16	16
RW 1 FUND	4,14	FR	17	17	17	17	17

OBLIGATIONS MOYEN TERME EUROPE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an : 6,84 %	Pays	Performance sur 1 an	Rang	Risque	Performance sur 1 an	Rang
ABN AMRO EUROPE BOND	6,84	LUX	1	1	1	1	1
EUROZINS	6,84	GR	2	2	2	2	2
BIL BONDS C DEM CAP	6,84	LUX	3	3	3	3	3
EUROL. RENTA	6,84	GR	4	4	4	4	4
GENERALUX EURO CAP	6,84	LUX	5	5	5	5	5
FLEMING FLAGSHIP FUND	6,84	LUX	6	6	6	6	6
NATIMMOBILIER	6,84	FR	7	7	7	7	7
JP MORGAN GOVT BD - GE	6,84	FR	8	8	8	8	8
CREDITIS EURO	6,84	FR	9	9	9	9	9
GROUPAMA HORIZON	6,84	FR	10	10	10	10	10
ECORANTE SE	6,84	FR	11	11	11	11	11
EUROCODE	6,84	BL	12	12	12	12	12
RENDITE 2000	6,84	GR	13	13	13	13	13
LUXENT EUROPA	6,84	LUX	14	14	14	14	14
RENT 2000	6,84	GR	15	15	15	15	15
BEL RENTA FD DANSH KR	6,84	GR	16	16	16	16	16
NR-VERMOGEN	6,84	GR	17	17	17	17	17
DELBRÜCK RENTEN	6,84	GR	18	18	18	18	18
EURORENTA	6,84	GR	19	19	19	19	19

OBLIGATIONS LONG TERME EUROPE

Performance moyenne brute sur un an : 6,85 %									
CS BF (LUX) EQU -A-	Credit Suisse	CH	18,86	1	****	*****	15,09	2	
EUROZINS K	Dir Dan-Groupe	GR	14,23	2	***	****	15,35	1	
SBC BD PF-XEU B	Ubs	CH	13,59	3	***	****	13,06	4	
BIL BONDS S EURO C	Banque Inteurop	LUX	13,14	4	***	***	10,5	8	
MAGDS. WERTFONDS	Dir Dan-Groupe	GR	13	5	****	*****	13,18	3	
CS PRILUXEUR A	Credit Suisse A	CH	12,67	6	****	****	11,54	5	
BH-FEUROPASIZ	Brq Invest	GR	12,07	7	****	****	10,93	6	
BL MULTI-ZONE EUROPE B	Banque De Luxemb	LUX	11,1	8	***	****	10,41	9	
EUROPA C	Amn Amn Luxemb	LUX	10,95	9	****	****	10,26	10	
GLF SPAIN PESETA BO	Credit Agricole	CH	10,89	10	****	****	10,57	7	
CS BF (LUX) PESETAS -B	Credit Suisse	CH	10,89	11	****	***	9,82	13	
EUROPEANT. CAP	Max Luxembourg II	LUX	10,76	12	****	****	10,26	11	
SOBELUX FD BONDS EUROPE	Société Générale	LUX	10,58	13	****	****	10,11	12	
OBLIG. EUROPE	Cin Geston	FR	10,08	14	***	***	9,71	21	
GENERALUX EUROPE CAP	Banque Générale	LUX	10,08	15	***	***	8,6	23	
SBC BD PF-ESP A	Ubs	CH	9,95	16	***	***	7,58	26	
CS BF (LUX) EQU -B-	Credit Suisse	FR	9,22	17	***	****	9,06	19	
AXA EUROPE OBLI.	Amn	FR	9,26	18	***	***	8,93	20	
UBS (LUX) BD INV-XEU	Ubs	CH	9,26	19	***	****	9,36	15	
CDC EURO SOUVERAINS	Cin Geston	FR	9,12	20	***	***	8,54	14	
INTERSELEX BOND EQU B	Generaux Bank-F	BL	9,08	21	***	*****	9,34	16	
ABN AMRO EURO BOND	Amn Amn Luxemb	LUX	8,86	22	***	***	8,77	22	
CONVERG.EUR.GEST.CAP	Cin Geston	FR	8,75	23	***	****	8,09	24	
OFIMA EUROPE	Osamailo	FR	8,57	24	***	****	8,06	18	
EUROPE BOND FUND XEU	Jupiter Bank	CH	8,51	25	***	****	9,2	17	
G-INSTIT EURO CURRENCY	Generaux Bank-F	BL	7,88	26	***	*****	7,73	25	
ESPAÑA-BOND	Dir Dan-Groupe	GR	7,88	27	***	****	6,88	35	
GLF EUROPEAN BOND	Credit Agricole	CH	7,88	28	***	****	7,53	27	
R 76 FUND	Bayrische Kfz	AU	7,85	29	***	***	6,83	34	
EURO-RENTEN T	Dir Dan-Groupe	GR	7,85	30	***	*****	7,18	28	

Libellé	Présentation	Pays	Proportion dans le portefeuille	Rang retenu sur 1 an	Portefeuille sur 1 an	Risque sur 1 an	Proportion dans le portefeuille	Rang sur 1 an
PYRAMIDES	BO VERMOREL	FR	0,00	42	*****	****	0,00	55
TOPOBLIG	Esp. Gestion	FR	0,00	43	*****	****	0,00	31
OBILPAR D	Proactive Gestion	FR	0,00	44	*****	****	0,00	27
PLACEMENTS NET	BO VERMOREL	FR	0,00	45	*****	****	0,00	37
SBC BO PF -FRF B	BO VERMOREL	CH	0,00	46	*****	*****	0,00	47
B.F.T.CNO 7/10 CAP	BO VERMOREL	FR	0,00	47	*****	*****	0,00	7
UAP PREM.CATEG.	BO VERMOREL	FR	0,00	48	*****	*****	0,00	47
OBLOIC CAVIT	BO VERMOREL	FR	0,00	49	*****	*****	0,00	22
OBJECTIF RENDEMENT	BO VERMOREL	FR	0,00	50	*****	*****	0,00	46
SOPRANE L.TERME C	BO VERMOREL	FR	0,00	51	*****	*****	0,00	12
SELECT.RENDEMENT	BO VERMOREL	FR	0,00	52	*****	*****	0,00	48
FRF CAP	BO VERMOREL	LUX	0,00	53	*****	*****	0,00	4
SENSIPREMIERE	BO VERMOREL	FR	0,00	54	*****	*****	0,00	48
G.L.F. FRENCH FRANC BO	BO VERMOREL	FR	0,00	55	*****	*****	0,00	65
NARIS REVENUS D	BO VERMOREL	FR	0,00	56	*****	*****	0,00	51
OBLOIC-REGIONS	BO VERMOREL	FR	0,00	57	*****	*****	0,00	51
AXA FRANCE OBLIG	BO VERMOREL	FR	0,00	58	*****	*****	0,00	35
PARTNER-VT C	BO VERMOREL	FR	0,00	59	*****	*****	0,00	38
SOPRANE OBLIG-INT.	BO VERMOREL	FR	0,00	60	*****	*****	0,00	73
AIRIS CAP	BO VERMOREL	FR	0,00	61	*****	*****	0,00	52
AXA PREMIERE C	BO VERMOREL	FR	0,00	62	*****	*****	0,00	59
SUD HORIZON	BO VERMOREL	FR	0,00	63	*****	*****	0,00	58
ISS LUX BO INV -FRF	BO VERMOREL	CH	0,00	64	*****	*****	0,00	68
MEDM PREM.CATEG.D	BO VERMOREL	FR	0,00	65	*****	*****	0,00	74
BTP LONG TERME	BO VERMOREL	FR	0,00	66	*****	*****	0,00	60
SOGEOBLIG D	BO VERMOREL	FR	0,00	67	*****	*****	0,00	50
INDO.STRAT.MONDE C	BO VERMOREL	FR	0,00	68	*****	*****	0,00	78
PREV. ECUREUIL D	BO VERMOREL	FR	0,00	69	*****	*****	0,00	62
VALPREMIE	BO VERMOREL	FR	0,00	70	*****	*****	0,00	68
CAPITAL Avenir	BO VERMOREL	FR	0,00	71	*****	*****	0,00	76
PLACEMENT PREMIERE C	BO VERMOREL	FR	0,00	72	*****	*****	0,00	71
SEED OBLI-PREMIE	BO VERMOREL	FR	0,00	73	*****	*****	0,00	76
PLAC.OBLIGATIONS CAP	BO VERMOREL	FR	0,00	74	*****	*****	0,00	84
CITI-RESERVE	BO VERMOREL	FR	0,00	75	*****	*****	0,00	70
NORWICH REMUNERAT	BO VERMOREL	FR	0,00	76	*****	*****	0,00	75
EGIDE PREMIERE	BO VERMOREL	FR	0,00	77	*****	*****	0,00	72
ECUREUIL CAPITAL CAP	BO VERMOREL	FR	0,00	78	*****	*****	0,00	70
PARVEST OBLI FRANC C	BO VERMOREL	BL	0,00	79	*****	*****	0,00	79
CM GESTION OBLIG	BO VERMOREL	FR	0,00	80	*****	*****	0,00	82
MULTIASSET OBLIGAT.	BO VERMOREL	FR	0,00	81	*****	*****	0,00	81
KB LUX BOND FRF B	BO VERMOREL	LUX	0,00	82	*****	*****	0,00	83
REFLEX PREMIERE C	BO VERMOREL	FR	0,00	83	*****	*****	0,00	84
SES F.C.E.OAT PLUS	BO VERMOREL	FR	0,00	84	*****	*****	0,00	84

Pour les sicav investies en valeurs européennes, le constat est identique. Laurent Dobler, gérant de la sicav Renaissance Europe, qui a réalisé une performance de 21,9 % sur la période considérée, ne tient pas compte de l'évolution des indices européens.

« Seules les valeurs ayant une croissance moyenne de 15 % de leur bénéfice par action et disposant d'une position de force sur leur marché sont éligibles à cette sicav. Nous travaillons donc sur un uni-

En revanche, celles spécialisées sur le marché britannique se situent encore sur des rythmes de croissance annuels de 27 %, à 14 % en France, de nombreuses scavs se situent entre 28 % et 15 %. Encore, les meilleures scavs sont celles qui ont pris le risque de faire des paris sur des situations nationales. C'est le cas de la scav Cardiff Actions Opportunities gérée par Michel Parin à copartagée ses avoirs sur les valeurs financières et de distribution. Ces deux secteurs représentent plus de 40 % de l'encours total. La bataille que se livrent la BNP, la Société générale et Paribas pour mener la reconstruction du secteur bancaire français lui a donné, jusqu'à présent, raison. Dans ce conflit, aucun intervenant étranger n'a encore osé s'immiscer. Dans le secteur de la défense, British Aerospace a réussi à convaincre son compatriote Marconi (branche défense de General Electric) de passer sous sa coupe plutôt que de s'allier avec l'allemand Dasa ou le français Thomson-CSF. Le véritable marché européen ne devrait émerger qu'avec la fin des restructurations sectorielles nationales.

Enguérand Renault[illegible]

هكذا من الأصل

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. rel. en % sur 1 an	Rang relatif sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % sur 1 an	Rang brut sur 1 an
---------	-----------	------	-----------------------------	-----------------------	-------------------	-----------------	------------------------------	--------------------

OBLIGATIONS LONG TERME + FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 10,13 %

JP MORGAN GOVT BD - FR	FR	15,01	1	***	11,12	2		
SOGELEX FD BONDS SPAIN	LUX	13,55	2	***	10,13	9		
PRIMERIS FLEAT CAP	FR	13,21	3	***	9,25	13		
FRANCOIS PREMIERE	FR	11,09	4	*	10,79	5		
INDOCHINA STRAT-100	FR	10,89	5	*	11,1	3		
LION INSTITUTION	FR	10,83	6	*	10,67	7		
FRUIT-PREMIERE CAP	FR	10,48	7	*	9,9	11		
CPR OAT-PLUS	FR	9,72	8	*	9,94	10		
SYNTHESIS SICAV	FR	9,49	9	*	10,5	6		
OAT INDICE GESTION	FR	9,33	10	*	10,3	8		
SIP INTER-OBIG	FR	9,12	11	*	12,48	1		
SOAM PREMIERE-2000	FR	9,01	12	*	9,58	12		
SIP OAT INDEX CAP	FR	8,95	13	*	10,67	4		
HAUSMANN OBLIG. CAP	FR	8,94	14	*	9,06	14		
EDOFI PREMIERE	FR	8,26	15	*	9,35	15		
ACTI LONG TERME C	FR	8,18	16	*	7,87	16		

OBLIGATIONS REVENU PERIODIQUE FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 5,55 %

TRILION	FR	8,14	1	***	7,20	2		
CM EPARGNE QUATRE	FR	8,12	2	***	6,49	8		
CADENCE 1 D	FR	7,82	3	***	6,34	9		
PARIS REVENUS	FR	7,06	4	*	7,57	1		
BARCLAYS O.T.R.I.CAP	FR	7,04	5	*	6,09	13		
CARDIF REVENUS TR	FR	6,98	6	*	6,58	5		
REVENUS TRIMESTRIEL	FR	6,57	7	*	6,28	10		
CADENCE 2 D	FR	6,54	8	*	6,5	7		
ETIOLE TRIMESTRIEL	FR	6,5	9	*	6,23	11		
TRESCOR TRIMESTRIEL	FR	6,48	10	*	6,22	11		
CADENCE 3 D	FR	6,38	11	*	6,51	6		
RENTAIDIC	FR	6,38	12	*	6,08	14		
EDOFI TRIMESTRIEL	FR	6,14	13	*	6,14	12		

OBLIGATIONS CONVERTIBLES FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 14,56 %

ST-HONORE CONV.	FR	20,47	1	***	18,2	4		
VALCOMEX PROTEC.	FR	17,69	2	***	21,08	1		
PROVINCE CONV.	FR	17,68	3	***	18,1	12		
OFMA CONV.	FR	17,2	4	***	19,84	2		
CPR CAPT. EXPANS.	FR	15,91	5	***	14,34	8		
CONVERTIS C	FR	15,82	6	***	19,25	3		
FEDERAL CROISSANCE CAP	FR	14,92	7	***	15,01	6		
INDOCHINA CAP	FR	14,88	8	***	15,13	5		
PASQUIER CONV.CAP	FR	14,88	9	***	15,08	7		
DIEZIE C	FR	13,93	10	***	14,61	9		
CYRIL CONVERTIBLES	FR	13,88	11	***	13,87	11		
ALLIAGE D.	FR	13,83	12	***	11,25	10		

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 11,54 %

CM OPTION EQUILIBRE	FR	20,47	1	***	20,47	3		
AVENIR ALIZES CAP	FR	18,72	2	***	18,72	5		
ARGENTARIA FONDPROTEC.	FR	18,72	3	***	18,72	6		
VALEURS DE FRANCE	FR	18,72	4	***	18,72	7		
KALEIS EQUILIBRE C	FR	18,72	5	***	18,72	8		
FRANKE KONZEPT 90	FR	18,72	6	***	18,72	9		
S.STRALGEBURD	FR	18,72	7	***	18,72	10		
CORTAL BILDES SIC	FR	18,72	8	***	18,72	11		
DEUTER FRANCE BELGES	FR	18,72	9	***	18,72	12		
LLOYDS INT. PORTF. DEM.	FR	18,72	10	***	18,72	13		
NATO EFFETUITE	FR	18,72	11	***	18,72	14		
SELECTEQUILIBRE	FR	18,72	12	***	18,72	15		
ETIOLE PATR. OFF. CAP	FR	18,72	13	***	18,72	16		
SELECTDYNAMIQUE	FR	18,72	14	***	18,72	17		
EURO BALANCED FUND DEM.	FR	18,72	15	***	18,72	18		

OBLIGATIONS MOYEN TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 5,89 %

HRD	GR	12,11	1	***	12,11	1		
RENTIFONDS	GR	12,11	2	***	12,11	2		
GERMAN SHORT TERM	GR	11,48	3	***	11,48	3		
FRANKE SPARINVEST	GR	11,48	4	***	11,48	4		
GENOSSENRENTEN	GR	11,48	5	***	11,48	5		
DEUTER FRANCE BELGES	GR	11,48	6	***	11,48	6		
LLOYDS INT. PORTF. DEM.	GR	11,48	7	***	11,48	7		
S-BAYRENT-DEKA	GR	11,48	8	***	11,48	8		
PROVENTUS DEM BONDS CA	GR	11,48	9	***	11,48	9		
DM BOND B	GR	11,48	10	***	11,48	10		
RENTIDEXA	GR	11,48	11	***	11,48	11		
ADRETH	GR	11,48	12	***	11,48	12		
DEKALUX KAP 8-5	GR	11,48	13	***	11,48	13		
GENERALUX DEM CAP	GR	11,48	14	***	11,48	14		
VICTORIA RENT	GR	11,48	15	***	11,48	15		
GENERALUX FRANCES CAP	GR	11,48	16	***	11,48	16		
KOLN-RENTENFONDS	GR	11,48	17	***	11,48	17		
DM RENTEN	GR	11,48	18	***	11,48	18		
JP MORGAN GOVT BD - BE	GR	11,48	19	***	11,48	19		

OBLIGATIONS LONG TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 7,55 %

UBS (LUX) BD INV - DEM.	CH	12,11	1	***	12,11	3		
UBS BD INV NLG	CH	12,11	2	***	12,11	4		
SWISSCA BOND INVEST DE	CH	12,11	3	***	12,11	5		
INTERSELEX BOND DKK B	CH	12,11	4	***	12,11	6		
WWK-RENT	CH	12,11	5	***	12,11	7		
BIL BOND H NLG CAP	CH	12,11	6	***	12,11	8		
BELGIAN BOND CAP BEF	CH	12,11	7	***	12,11	9		
BIL BONDS DEUTSCHEMARK	CH	12,11	8	***	12,11	10		
CASTOR & POLLUX B	CH	12,11	9	***	12,11	11		
MAESTRO LUX BONDS BELG	CH	12,11	10	***	12,11	12		
BELGIVEST BONDS CAP	CH	12,11	11	***	12,11	13		
K8 BONDS STRONG CURREN	CH	12,11	12	***	12,11	14		
NEUBANK FUND	CH	12,11	13	***	12,11	15		
FLUWING FLAGSHIP FUND	CH	12,11	14	***	12,11	16		
BELCAV A CAP	CH	12,11	15	***	12,11	17		
INTERFUND BOND MARK	CH	12,11	16	***	12,11	18		
K8 RENTA DEMRENTA B	CH	12,11	17	***	12,11	19		
R8 BELGIAN BONDS	CH	12,11	18	***	12,11	20		
DEWARY DEM LINKED BOND	CH	12,11	19	***	12,11	21		
BSL RENTA FUND GULDEN	CH	12,11	20	***	12,11	22		

OBLIGATIONS COURT TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 2,50 %

ING INTL-BELGIAN BOND	BL	12,11	1	***	12,11	1		
K 57	BL	12,11	2	***	12,11	2		
E 3 FUND	BL	12,11	3	***	12,11	3		
EUROBENT	BL	12,11	4	***	12,11	4		
GF 4 (GROSSANLEGERFOND)	BL	12,11	5	***	12,11	5		
EKA-PRO	BL	12,11	6	***	12,11	6		
R 46 FUND	BL	12,11	7	***	12,11	7		
R 26 FUND	BL	12,11	8	***	12,11	8		
EKA-KOMMERZ 14	BL	12,11	9	***	12,11	9		
GENERALUX FRANCES B	BL	12,11	10	***	12,11	10		
KLASSIK ANLEHEN FD	BL	12,11	11	***	12,11	11		
SPECIAL 1 FUND	BL	12,11	12	***	12,11	12		
GF 26 (GROSSANLEGERFOND)	BL	12,11	13	***	12,11	13		
DREI-BANKEN-ANLEGE FUND	BL	12,11	14	***	12,11	14		
WR ALLIANZ-CA RENTEN F	BL	12,11	15	***	12,11	15		
DUTCH BOND DIST. NLG	BL	12,11	16	***	12,11	16		
GLOBAL ASSET FUND	BL	12,11	17	***	12,11	17		
R 46 FUND	BL	12,11	18	***	12,11	18		
R 30 FUND	BL	12,11	19	***	12,11	19		
AKMA/STRO MECHAN-FUN	BL	12,11	20	***	12,11	20		

OBLIGATIONS MOYEN TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 4,76 %

RENTIFONDS	GR	12,11	1	***	12,11	1		
SBC BD PF - DEM A	GR	12,11	2	***	12,11	2		
WALSER RENT DM	GR	12,11	3	***	12,11	3		
RG BD PLUS FD	GR	12,11	4	***	12,11	4		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	5	***	12,11	5		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	6	***	12,11	6		
UNICPTMA	GR	12,11	7	***	12,11	7		
UBS (LUX) PF IV R (DE)	GR	12,11	8	***	12,11	8		
OPTIFRET	GR	12,11	9	***	12,11	9		
SBC BD PF - DEM B	GR	12,11	10	***	12,11	10		
SBC GFF (DEM) INCOME B	GR	12,11	11	***	12,11	11		
UBS (LUX) PF IV R (FR)	GR	12,11	12	***	12,11	12		
GERMAN BONDS	GR	12,11	13	***	12,11	13		
GERL LUXRENT	GR	12,11	14	***	12,11	14		
EUROMOBILIARE NORTH EU	GR	12,11	15	***	12,11	15		
BELGIAN BOND DIST. BEF	GR	12,11	16	***	12,11	16		
SPARKASSEN 7	GR	12,11	17	***	12,11	17		
RING-RENTEN	GR	12,11	18	***	12,11	18		
LIGA-PAX-RENT	GR	12,11	19	***	12,11	19		
CREDIT LYONNAIS MLTICR	GR	12,11	20	***	12,11	20		

OBLIGATIONS LONG TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 4,69 %

GLOBARENT	GR	12,11	1	***	12,11	1		
INTER-RENT FUND	GR	12,11	2	***	12,11	2		
LEUMI LONG TERME CAP	GR	12,11	3	***	12,11	3		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	4	***	12,11	4		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	5	***	12,11	5		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	6	***	12,11	6		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	7	***	12,11	7		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	8	***	12,11	8		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	9	***	12,11	9		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	10	***	12,11	10		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	11	***	12,11	11		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	12	***	12,11	12		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	13	***	12,11	13		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	14	***	12,11	14		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	15	***	12,11	15		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	16	***	12,11	16		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	17	***	12,11	17		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	18	***	12,11	18		
UBS (LUX) MT INV - ESP	GR	12,11	19	***	12,11	19		
UBS (LUX) MT INV - FRF	GR	12,11	20	***	12,11	20		

OBLIGATIONS LONG TERME + INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 5,60 %

CS PF (LUX) INCOME US	Credit Suisse	CH	26,91	1	*****	40	1
SBC BD PF - GSP A	Use	CH	20,61	2	***	19,05	2
SBC BD PF - GSP B	Use	CH	15,08	3	***	16,94	3
AE SHARP INT BOND & CO	August E Sharp	UK	11,07	4	***	10,06	8
SBC BD PF - USD A	Use	CH	10,6	5	*	11,49	5
UBS (LUX) MT INV - GBP	Use	CH	9,95	6	****	8,3	9
AA EUROPE BOND FD	Axa Parco	GR	9,77	7	*****	10,54	7
SBC BD PF - CAD A	Use	CH	9,45	8	*	11,23	4
RG GLOBAL BD	Parosid	GR	8,99	9	***	10,55	5
L ST HIGH INC.	LAURENCE INVESTING	GR	8,98	10	***	8,22	10
MAN GLB EQUITY MANAGED TR	MANGLOROUGH FUN	UK	7,98	11	*	7,92	11
NEWTON INTL BOND FUND	Newton Fund Man	UK	7,78	12	*	7,88	12
GT GLOBAL BOND	GT Asset Manag	UK	7,47	13	*	6,99	14
LION FORTUNE CL GLOBAL	Credit Lyonnaise	BL	6,92	14	****	7,05	13
UBS (LUX) MT INV - USD	Use	CH	5,71	15	****	5,53	15
L INFRA	LAURENCE INVESTING	GR	5,69	16	***	5,79	17
UBS (LUX) MT INV US	Use	CH	5,35	17	*****	5,49	16
ASH AMRO GLOBAL BOND	Ash Amro Luxemb	LUX	5,35	18	*****	5,37	18
SHORT-TERM USD	Use	CH	5,24	19	*****	5,24	18
SBC GFS -USD YIELD A	Use	CH	5,1	20	*****	5,17	19



Libellé	Promoteur	Pays	Perform. net. en % au 28/02/99	Rang retraité sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 28/02/99	Rang brut sur 1 an
MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS ESPAGNE								
Performance moyenne brute sur un an : 4,33 %								
SANTANDER 80/20, FIM	GESBANDER SA	SP	15,41	1	***	***	8,9	17
PROMOGLOBAL II, FIM	BSP GESTION SA	SP	14,58	2	***	***	11,35	9
SANTANDER GESTION MIXT	GESBANDER SA	SP	13,69	3	***	***	6,3	21
EURO TRUST	CARL SPRENGER	AU	13,62	4	***	***	16,03	1
BANESTO MIXTO FIJO 2	BANESTO FONDOS	SP	13,35	5	***	***	4,99	28
PLUSMADRID 2	GESMADRID SOC	SP	11,97	6	***	***	9,94	12
EUROVALOR 1, FIM	SOCIAL SEC	SP	11,41	7	***	***	13,93	2
BSN INVERSIONES, FIM	BSN GESTION SA	SP	10,9	8	***	***	6,33	18
DS MIXTO, FIM	DS GESTION	SP	10,8	9	***	***	12,31	3
DS MIXTO II, FIM	DS GESTION	SP	10,84	10	***	***	12,04	4
BCH MIXTO RENTA VARIAS	CENTRAL HERMANO	SP	10,64	11	***	***	9,92	13
HERRERO CRECIMIENTO, F	HERRERO GESTION	SP	10,23	12	***	***	9,76	14
ABI GLOBAL STOCK FUND	AUSTRO-BANARIA	AU	9,89	13	***	***	11,25	5
ABI RENTA MIXTO	C.A.I.	SP	9,78	14	***	***	5,07	25
FONDO VALENCIA MIXTO	SOCIAL SEC	SP	9,75	15	***	***	4,05	31
CITIFONDO LIDER, FIM	CITIOGESTION SA	SP	9,74	16	***	***	4,44	29
R 43 FUND	PARENT R1 FUND	AU	9,68	17	***	***	6,81	20
RAIFFEISEN EUROPA AKTI	RAIFFEISEN KAP	AU	8,84	18	***	***	11,84	5
OBLIGATIONS LONG TERME ROYAUME-UNI								
Performance moyenne brute sur un an : 4,03 %								
SCOT EQUIS DIST	SCOTTISH EQUITY	UK	14,22	1	***	***	12,67	1
BAILLIE HIGH INCOME	BAILLIE GIFFORD	UK	12,04	2	***	***	10,87	2
FIDELITY HIGH INCOME	FIDELITY INVEST	UK	9,47	3	***	***	8,69	4
CAZENOVE UK EQUITY & B	CAZENOVE UNIT T	UK	8,84	4	***	***	7,47	5
AYA EO & LAW BRIT FNDM	AYA EQUITY & LA	UK	8,81	5	***	***	8,74	3
LYOYDS BK HIGH RESERVE	LYOYDS BANK UN	UK	7,48	6	***	***	6,86	6
GUARDIAN BALANCED	GUARDIAN UNIT M	UK	7,38	7	***	***	6,76	7
SCOT WIDOWS BALANCED I	SCOTTISH WIDOWS	UK	6,58	8	***	***	6,58	8
GUIN FLIGHT CAUTIOUS M	GUINNESS FLIGHT	UK	6,28	9	***	***	6,14	10
INVERSCO UK EXTRA INCOM	INVERSCO INTERVA	UK	6,06	10	***	***	6,51	9
MIDLAND EXTRA HIGH INC	MIDLAND UNIT TR	UK	5,39	11	***	***	5,13	12
CU PPT HIGH YIELD	COMMERCIAL UNIO	UK	5,21	12	***	***	4,7	14
PRUDENTIAL HIGH INCOME	PRUDENTIAL UNIT	UK	4,91	13	***	***	4,72	13
GARTMORE HIGH INCOME	GARTMORE FUND M	UK	4,84	14	***	***	5,65	11
S&P EXTRA INCOME	S&P & PRUDENTIAL	UK	4,08	15	***	***	3,88	15
MIDLAND HIGH YIELD	MIDLAND UNIT TR	UK	4,03	16	***	***	4,18	17
ALLCHURCHES HIGHER INC	ALLCHURCHES INV	UK	3,84	17	***	***	3,82	17
HENRY COOKE UK EQUITY	HENRY COOKE INV	UK	2,83	18	***	***	3,11	18
MERCURY INCOME PORTFOL	MERCURY FUND MA	UK	2,79	19	***	***	2,8	20
ABERDEEN PROFIT EXTRA IN	ABERDEEN PROFIT	UK	2,41	20	***	***	2,84	19
OBLIGATIONS COURT TERME ETATS-UNIS								
Performance moyenne brute sur un an : 3,59 %								
CS PRIFIX INC USD A	CREDIT SUISSE	CH	9,96	1	***	***	9,78	1
COLOMBUS INTERM BOND	COLOMBUS	ITL	8,33	2	***	***	7,45	2
BERKELEY RENT, K	DR IDH CAPITAL	GR	7,75	3	***	***	7,02	3
DEWAY AMERICAN BONDS	BANQUE D'AMER	BL	7,62	4	***	***	7,16	4
BT GLOBAL GLOBAL BOND	BT OFFSHORE FUND	IR	6,97	5	***	***	6,83	5
PARVEST OBLI DOLLAR C	PARVEST	BL	6,68	6	***	***	7,28	3
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	BL	6,68	7	***	***	6,96	7
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	LUX	6,68	8	***	***	6,96	8
CICM CS DEEP DISCOUNT	CICM	IR	6,63	9	***	***	6,63	13
PARVEST GLOBAL 3 USD C	PARVEST	BL	6,64	10	***	***	6,58	10
BONDSSELECT A	DR IDH CAPITAL	GR	6,29	11	***	***	6,34	11
G-INSTIT N-AMERICAN DO	G-INSTIT	BL	6,25	12	***	***	6,25	12
ATHENA DOLLARS BONDS	ATHENA	BL	6,16	13	***	***	5,87	13
ASTROBOL DOLLAR BOND C	ASTROBOL	LUX	6,13	14	***	***	5,37	17
SBC BD SELECT, USD	SBC	CH	6,08	15	***	***	5,84	14
SOGELEX FD MONEY MKT U	SOGELEX	LUX	6,01	16	***	***	5,14	18
SOGELEX FD BONDS USA	SOGELEX	LUX	6	17	***	***	5,53	15
OBLIGATIONS MOYEN TERME ETATS-UNIS								
Performance moyenne brute sur un an : 3,59 %								
BEL RENTA FD CANADIAN	BEL	BL	13,95	1	***	***	14,81	1
CS BFLUXSH-TRA	CREDIT SUISSE	CH	10,77	2	***	***	10,11	2
CONSERVATIVE USD CAP	CONSERVATIVE	CH	7,49	3	***	***	7,99	3
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	LUX	6,68	4	***	***	6,96	4
BL MONEY MARKET USD C	BL	CH	6,6	5	***	***	6,96	10
LIBLUX MEDIUM TERM I	LIBLUX	LUX	6,59	6	***	***	6,59	6
AAOF-USD	AAOF	LUX	6,54	7	***	***	4,92	11
DEKALUX CASH A	DEKALUX	LUX	6,32	8	***	***	4,91	12
PARVEST SHORT TERM DOL	PARVEST	BL	6,31	9	***	***	4,89	13
CS MMFLUX	CREDIT SUISSE	GR	6,2	10	***	***	4,8	14
OBLIFLEX US DOLLAR SHO	OBLIFLEX	CH	6,1	11	***	***	4,5	17
PARLINTN USD SHITM	PARLINTN	CH	6,05	12	***	***	4,55	18
CLARIND MONEY MARKET	CLARIND	R	6,04	13	***	***	4,57	18
PARVEST OBLI CANADA C	PARVEST	BL	4,91	14	***	***	5,5	5
LYOYDS INT. PORTF. CAN	LYOYDS	BL	4,87	15	***	***	5,05	8
CANADIAN DOLLAR CAP	CANADIAN	LUX	4,71	16	***	***	5,09	7
SWISSCA MM FUND CAD	SWISSCA	LUX	4,65	17	***	***	4,65	19
CS BF (LUX) CANB -B	CREDIT SUISSE	CH	4,28	18	***	***	4,56	9
BL MONEY MARKET CAD	BL	CH	4,24	19	***	***	4,35	22
SBC MMF -CAD	SBC	CH	4,2	20	***	***	4,37	20

Année charnière pour les sicav obligataires

Cette année, les sicav obligataires profitent encore des effets bénéfiques de la crise financière de l'automne 1998. Face à la situation désastreuse dans laquelle se trouvait la Russie et à la menace de faillite d'un fonds spéculatif américain en septembre 1998, les investisseurs avaient délaissé à cette époque les placements en actions, jugés trop risqués, pour se réfugier massivement sur les emprunts obligataires, et plus spécifiquement sur ceux des différents Etats, réputés plus sûrs. L'achat massif d'obligations avait alors déclenché mécaniquement un vaste processus de baisse des taux d'intérêt à long terme, ceux-ci évoluant à l'inverse des prix. Ainsi, le taux de rendement de l'OAT française à dix ans, qui atteignait 4,458 % le 12 octobre 1998, avait poursuivi progressivement sa baisse pendant plusieurs mois pour revenir à 3,725 % le 26 janvier 1999. Cette évolution du marché des taux longs, qui a favorisé les fonds obligataires et en particulier ceux dont les portefeuilles étaient bourrés d'emprunts d'Etat, montre aujourd'hui ses limites : bénéficiant encore d'une large avance car leurs performances sont analysées sur un an glissant, certaines sicav obligataires vont devoir rapidement trouver un relais pour éviter l'effet de ciseau qui pourrait se produire dans quelques mois sur leurs performances.

MANQUE À GAGNER

C'est précisément le cas du fonds Oblig Europe, de CPR Gestion, qui positionne la CPR en tant que premier établissement français au sein du classement des OPCVM d'obligations Europe long terme. Arnaud Dazat, le gérant du fonds, avait fortement investi avant le début de la baisse des taux sur le marché obligataire, en complétant ses achats d'emprunts par une intervention sur les produits dérivés pour profiter au maximum du mouvement. Un pari gagnant puisque la bonne performance réalisée par le fonds durant la baisse des taux permet à Oblig Europe de se maintenir au quatorzième rang du classement. Au 28 février 1998, Oblig Europe a réussi à extérioriser une performance retraitée, selon la méthode APT, de 10,06 % sur un an. Mais le gérant est aujourd'hui dans une position délicate, il doit trouver de nouvelles opportunités de placement, faute de quoi il pourrait être distancé par ses concurrents. Il accuse en effet un manque à gagner en termes de performance car il n'a pas profité de l'apprécia-

tion de la livre sterling face à l'euro au début de cette année.

Meilleurs que ceux de ses homologues français sur le compartiment des sicav d'obligations Europe long terme, les résultats du fonds de la CPR sont cependant loin d'égaliser ceux des établissements étrangers. Les Suisses, les Luxembourgeois, les Belges et les Allemands devancent en effet les prestations des Français. Le meilleur d'entre eux semble même regrouper toutes les qualités. Le fonds du Crédit Suisse atteint 15,35 % de rendement net retraité sur un an, avec un risque nettement moindre. Si dans le classement des fonds d'obligations Europe long terme, les établissements français se défendent donc difficilement - ils ne sont que cinq parmi les trente premiers -, il n'en va pas de même dans la catégorie des obligations France long terme, où leur expertise et la rareté de la concurrence leur ont permis de cannibaliser le palmarès. Sur les trente premiers rangs du classement, ils occupent ainsi vingt-trois places. Le premier établissement français, le groupe Azur qui, grâce à Azur Obligations, parvient à extérioriser une performance nette retraitée sur un an de 11,23 %, est suivi par deux des fonds distribués par le Crédit Lyonnais, Silvarente et Lion Trésor. La performance nette retraitée de ces deux OPCVM est proche, respectivement de 10,51 % et de 10,47 %, et pourtant leur stratégie est différente. Ils sont certes suivis par le même gérant, Patrick de Fraguier, et utilisent les mêmes anticipations sur l'évolution des taux d'intérêt. Mais Lion Trésor gagne ses galons en investissant uniquement sur des emprunts d'Etat, tandis que Silvarente achète des obligations du secteur public et privé. Patrick de Fraguier va d'ailleurs continuer à appliquer sur ses fonds la politique de gestion qui lui a bien réussi, à savoir investir dans les emprunts à dix ans, qui ont été ces derniers mois quasiment aussi performants et nettement moins risqués que ceux arrivant à échéance dans trente ans. Mais pour les gérants obligataires, les opportunités de placement ne sont plus aussi flagrantes, et surtout facilement gagnantes, qu'avant l'arrivée de l'euro. Il suffisait alors de jouer la convergence des taux d'intérêt entre les pays du Sud de l'Europe et ceux du Nord. Un véritable jackpot qui restera longtemps gravé dans la mémoire des gestionnaires.

Cécile Prudhomme

ATOUT FRANCE EUROPE

DONNEZ À VOTRE PEA LA NOUVELLE ENVERGURE EUROPÉENNE

Au Crédit Agricole, votre Conseiller vous dira qu'investir régulièrement dans la SICAV Atout France Europe est un excellent moyen de profiter de l'essor de l'économie européenne et des nouvelles opportunités boursières. Composée des valeurs sélectionnées dans les secteurs les plus prometteurs de l'économie européenne, Atout France Europe vous fait bénéficier, dans le cadre du PEA, de l'exonération d'imposition sur les revenus et les plus-values*. Atout France Europe est gérée par Indocam, la société de gestion de portefeuilles du Crédit Agricole.

L'ÉPARGNE BOURSIÈRE AU CRÉDIT AGRICOLE

CA

L'IMAGINATION DANS LE BON SENS

هكذا من الأصل